



Il est un « peuple » qui bouleverse les liens entre la force et la justice. Il est composé d'hommes, de femmes et d'enfants, faibles parce qu'ils vivent dans la misère et la faim... et pourtant forts de leur énergie et de la certitude d'avoir la justice dans la peau. Et qu'une catastrophe survienne, ils sont au milieu des gravats. Qu'une guerre éclate, ils prôneront la réconciliation, ils relèveront la tête.

« C'est un témoignage âpre et prenant que livre Denis Viénot tout au long de ces pages qui sont autant de voyages au cœur de la condition humaine. Qu'il se trouve en Irak ou en Roumanie, dans la prison pour femmes de Riga, au Liban ou en Amérique du Sud, en Ouganda ou partout ailleurs sur cette planète qui souffre, Denis Viénot est aux côtés des faibles, des enfants et de leurs mères, des laissés-pour-compte de cette violence silencieuse qui naît de la pauvreté poussée à l'extrême dénuement, de l'incurie des grandes puissances quand elles choisissent l'égoïsme plutôt que le partage et la compassion. [...] À travers ces pages s'inscrit en creux, l'air de rien, une profonde réflexion sur ce qui est juste, sur la noblesse et les limites de l'action humanitaire, avec cette idée qu'une souffrance vaut toujours la peine d'être prise en compte, que le fort, la main qui donne, n'est pas là pour assujettir la main qui reçoit. C'est aussi une leçon de ce livre. On se grandit au contact de ceux qui n'ont rien », écrit Éric Fottorino dans sa préface.

Denis Viénot a été président de Caritas Europa de 1999 à 2005 et premier président laïque de Caritas Internationalis, confédération de 164 Caritas nationales, de 2005 à 2007.



© Jules Motte/Sipa

25 €

ISBN 978-2-220-06195-5

mgth studio flageul

Denis Viénot

La justice dans la peau

desclée
de
brouwer

desclée
de
brouwer

desclée
de
brouwer



La justice dans la peau

Géopolitique
de l'action humanitaire

Denis Viénot

Préface d'Éric Fottorino

Denis Viénot

La justice dans la peau

Géopolitique de l'action humanitaire

Préface d'Éric Fottorino
Préambule de Daniel Druesne

Desclée de Brouwer

www.denis-vienot.org

Cartes : Nicolas Julo.

© Desclée de Brouwer, 2010
10, rue Mercœur, 75011 Paris
ISBN : 978-2-220-06195-5

Préface

C'est un témoignage âpre et prenant que livre Denis Viénot tout au long de ces pages qui sont autant de voyages au cœur de la condition humaine. S'il ne se livre guère, animé par une pudique retenue qui le fait chaque fois se placer en retrait pour mieux voir l'autre, on sait d'emblée de quel côté son cœur et sa raison balancent. Et ce ne sont pas seulement les hautes fonctions qui furent les siennes à la tête de Caritas Europa et de Caritas Internationalis qui dictent ses engagements de terrain et ses observations toujours justes, détaillées, tellement vraies qu'on pourrait dire de lui qu'il a l'œil l'absolu comme certains musiciens ont l'oreille absolue. Qu'il se trouve en Irak ou en Roumanie, dans la prison pour femmes de Riga, au Liban ou en Amérique du Sud, en Ouganda ou partout ailleurs sur cette planète qui souffre, Denis Viénot est aux côtés des faibles, des enfants et de leurs mères, des laissés pour compte de cette violence silencieuse qui naît de la pauvreté poussée à l'extrême dénuement, de l'incurie des grandes puissances quand elles choisissent l'égoïsme plutôt que le partage et la compassion.

Une fois refermé ce livre, on est saisi par un incroyable tournis, par un certain malaise aussi. Que peut l'engagement total d'une vie, et Dieu sait si la vie de Denis Viénot est celle d'un homme engagé, embarqué, impliqué, que peut donc cet engagement face à l'inertie du malheur? Partout il regarde, il écoute. Chaque fois il rapporte ce qu'il a vu dans les plus hautes instances. Il tire des sonnettes d'alarme que si peu entendent. La population irakienne meurt? Il le dit, il le crie! Une catastrophe humanitaire se déroule

sous nos yeux pendant que l'Amérique de Bush diabolise l'axe du Mal? Denis Viénot parle d'eau potable introuvable, de mortalité infantile. Les Tziganes sont au plus mal? Le trafic sexuel prospère? Le travail forcé s'intensifie? Mais sur quelle planète vit donc Denis Viénot? Sur la nôtre. Celle dont nous sommes responsables et comptables. Pas seulement pour réduire les émissions polluantes. Pour soulager la douleur, pour rendre la dignité à ceux qui l'ont perdue dans le chaos indescriptible d'une histoire qui continue de s'écrire en silence quand on est pauvre, privé de soins, d'éducation et surtout d'espoir.

De l'espoir, ces pages n'en manquent pas. On suit en Éthiopie ces « trains d'ânes » qui, en plus de gigantesques norias de camions et d'avions, vont secourir les populations déplacées, en proie à la famine et au terrible régime de Mengistu, au milieu des années 1980. On suit l'auteur parmi les jeunes sourds d'Afghanistan, entourés de leurs bruyants enfants, comme si la vie devait toujours l'emporter sur la maladie du silence. Mais le regard de Denis Viénot n'est pas complaisant quand il s'agit d'examiner les motivations de ceux qui s'engagent dans l'action humanitaire. Le voilà pourfendant les officines pro-life profitant de la misère pour dispenser leur message sulfureux. Le voilà encore s'insurgeant, à propos des orphelins du sida, contre une vision restrictive estimant que la réponse est entre les mains des seuls chrétiens. « C'est exactement le contraire de ce que je pense, écrit Denis Viénot sortant de sa réserve habituelle. Tout homme, toute femme, quelle que soit sa race, sa religion, est appelé à la compassion, à l'action envers son prochain. » Avec ce cri final que l'on sent sorti du ventre autant que du cœur : « Il n'y a pas de monopole chrétien. » Ennemi du prosélytisme, de la conscience tranquille, en un mot de la malhonnêteté, Denis Viénot est de bout en bout ce qu'on devine dès les premières lignes de son livre ; il est ce que je savais aussi depuis qu'un jour de l'hiver 1990 il m'emmena dans le bidonville de Chalco, à Mexico, peu de temps après le terrible tremblement de terre qui avait ravagé vies et villes : un honnête homme.

À travers ces pages s'inscrit en creux, l'air de rien, une profonde réflexion sur ce qui est juste, sur la noblesse et les limites de l'action humanitaire, avec cette idée qu'une souffrance vaut toujours la peine d'être prise en compte, que le fort, la main qui donne, n'est pas là pour assujettir la main qui reçoit. C'est aussi une leçon de ce livre. On se grandit au contact de ceux qui n'ont rien.

Éric FOTTORINO,
directeur du *Monde*.

Préambule

« La justice sans la force est impuissante. La force sans la justice est tyrannique. La justice sans force est contredite, parce qu'il y a toujours des méchants. La force sans justice est accusée.

Il faut donc mettre ensemble la justice et la force. Et pour cela faire que ce qui est juste soit fort, ou que ce qui est fort soit juste.

Ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste », conclut, presque désabusé, Blaise Pascal (*Pensées* 298).

Le mathématicien philosophe aurait-il pu songer, en écrivant ces lignes et cette conclusion radicale, aux rapports entre « humanitaire » et « politique » ? Ou simplement aux relations qu'entretiennent des anonymes engagés dans la même aventure, celle de la Justice, et qui lui donnent force ?

Il est en effet un « peuple » qui bouleverse les liens entre la force et la justice. Il est composé d'hommes, de femmes et d'enfants, faibles parce qu'ils vivent dans la pauvreté, l'exclusion, la misère, la faim... Et pourtant forts de leur énergie, de leur volonté de relever la tête et de la certitude d'avoir la justice dans la peau.

Leur force vient aussi de la vie qu'ils partagent, à des titres divers, avec quatre cent quarante mille salariés¹, six cent vingt-cinq mille bénévoles et des millions de donateurs eux aussi anonymes. Ensemble, pour cette aventure humaine, ils disposent d'un budget de 5,5 milliards de dollars. Mais de beaucoup plus encore : de

1. Hors les salariés engagés dans l'action sociale *stricto sensu* comme en Allemagne, où l'État déléguant à la Caritas la gestion de nombreux établissements sociaux, celle-ci regroupe plus de cinq cent mille salariés.

valeurs, d'une conviction, d'une méthode, d'une organisation, d'une énergie qu'ils partagent, au sein du réseau de Caritas Internationalis et de chacun de ses cent soixante-quatre membres nationaux actifs dans deux cents pays et territoires.

Depuis le « grand bazar de la solidarité » que dénonçait déjà en 1985 Louis Bériot², les situations se sont encore plus embrouillées. Dans ce qui est devenu un grand marché, le marketing a parfois pris la place de l'action. Et le spectacle ou les dérives, sans même parler de quelques scandales, ont trop souvent supplanté la présence simple et durable des acteurs de terrain. Les vedettes et les fous occupent le devant de la scène comme pour mieux banaliser l'action quotidienne, l'efficacité des rencontres humaines et la qualité des paroles échangées.

Pour éviter tous les simplismes et mieux comprendre l'originalité et l'exceptionnelle richesse des pages qui suivent, il est nécessaire de porter un regard panoramique sur ce monde. L'action humanitaire s'avère en effet complexe de par les idéologies qu'elle met en œuvre et de par l'Histoire dont elle est devenue l'un des acteurs.

Cinq courants idéologiques au moins traversent l'humanitaire et s'entrecroisent.

Au risque de la caricature, on peut identifier :

– *La solidarité républicaine* : au XVIII^e siècle, pour les philosophes et les révolutionnaires, l'État doit prendre sous sa responsabilité les réponses à apporter à la misère des peuples. Toute action devant être fondée en Raison, et pouvant se transformer en Loi, l'individu est au cœur de l'interdépendance qu'il entretient avec les autres citoyens. Cette valeur est à l'origine de la création d'un droit social qui fonde l'idée de solidarité, seule compatible avec les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité. C'est l'époque de la naissance des Droits de l'homme.

2. Louis Bériot, *Le bazar de la solidarité*, J.-C. Lattès, 1985.

– *La bienfaisance libérale*: pour ce courant de pensée, tout homme est responsable de sa condition. La société doit intervenir pour donner au pauvre la force qui lui manque afin qu'il échappe à son sort. La bienfaisance prend alors la forme d'une relation individuelle, ponctuelle, et généralement limitée aux seuls besoins primaires: la faim, le froid. L'inégalité entre les hommes étant « dans l'ordre des choses », on peut agir pour en corriger les effets, mais sans prétendre intervenir sur les causes. « Je ne te promets pas le grand soir, mais simplement à manger et à boire », chantent les Enfoirés à la création des Restos du Cœur. On les comprend: « Ça fait du bien de faire le bien ! »

– *L'humanitarisme*: l'humanitarisme des années 1970 se construit en réaction aux idéologies. On ne donne pas pour son salut, son bonheur ou par devoir d'entraide, mais par urgence, par sympathie immédiate à la souffrance des hommes quels qu'ils soient et où qu'ils puissent se trouver. La solidarité de l'émotion et de la souffrance supplante la solidarité pour la justice. L'humanitarisme est d'abord l'expression d'une sensibilité exacerbée, irrépressible. Le premier droit de l'homme, c'est de vivre. Il faut donc assurer ce droit minimum pour tout être humain. On ne raisonne pas. On réagit.

– *La planète équitable*: face aux évolutions économiques, le monde est devenu un village. Devant les menaces qui pèsent sur la planète, désordres écologiques, développement désordonné, perte de sens, ce qui est en jeu c'est tout simplement l'avenir de l'humanité. Les rencontres du Forum social mondial cherchent à mettre en œuvre une « utopie », une autre façon d'analyser et d'agir, un « autre lieu », avec un sens aigu de valeurs éthiques partagées sur et par tous les continents, au nom de la primauté de notre humanité commune. La « démocratie participative » devient un mode d'intervention dans la gestion des affaires publiques pour le plus grand bien de tous et non de quelques-uns.

– *La charité anticipatrice*: pour les membres de ce courant qui partagent un regard de foi, Dieu est à l'origine de toute vie. Plus

encore, il se communique lui-même et prend visage d'homme pour révéler sa divinité. Par son incarnation et son message d'amour, le Christ partage avec tous la vie même de Dieu en surabondance. Par l'Eucharistie, la communion entre les hommes est don de soi. Le pauvre devient image de Dieu et frère de tous. Dès lors, quelle que soit sa nature, toute richesse porte en elle une destination universelle au service du bien commun. La charité ainsi vécue se veut anticipatrice, annonciatrice d'une justice qui reste à mettre en œuvre dans les lois des pays et dans les rapports internationaux. D'un Martin de Tours partageant son manteau à Jean XXIII abandonnant la tiare, en passant par nombre de congrégations religieuses au service des souffrants aujourd'hui pris en charge par la plupart des États, c'est toujours la même histoire, le même bond qualitatif qui va marquer durablement les rapports entre les hommes et entre les peuples.

Ces idéologies fondatrices, même si elles ne s'interdisent pas d'aller chercher des références dans les autres familles, vont d'elles-mêmes induire bien des pratiques différentes en matière de projet, d'organisation, d'action, de communication, de rapport au politique.

Dans ce panorama, il est également nécessaire de s'arrêter un moment sur les différentes étapes de l'histoire du mouvement humanitaire qui définissent des façons d'agir spécifiques. Toujours avec le risque de la caricature, on peut distinguer quatre générations de l'humanitaire.

La *première génération* vient en réaction aux conditions et conséquences des guerres des deux derniers siècles : Solferino pour Henri Dunant et la Croix-Rouge, la guerre d'Espagne pour le Secours rouge qui deviendra, quelques années plus tard, le Secours populaire, et Deuxième Guerre mondiale pour le Secours catholique en France. Tous trois portent dès l'origine une attention particulière aux personnes et proposent leur concours pour participer aux efforts de reconstruction de l'époque. Ils ont plusieurs points en commun : une idéologie fondatrice forte, la primauté du

bénévolat, la participation à des réseaux internationaux qu'ils reçoivent d'entrée, réseaux d'État pour la Croix-Rouge, politiques et syndicaux pour le Secours populaire, ecclésiiaux pour le Secours catholique. Qu'une crise survienne, chacun d'entre eux bénéficie de partenaires locaux qui sont là avant, pendant et qui resteront chez eux après la catastrophe. En cas de crise, la question n'est pas de savoir s'ils vont partir ou pas, mais d'apprécier dans quelles conditions ils vont poursuivre leur action. Autre spécificité, ils ont su évoluer, se développer et passer de la distribution de biens en tous genres à la promotion des personnes. La pauvreté dans les pays riches a été pour eux la provocation qui leur a permis de passer d'un statut de généraliste de l'action caritative à celui de multispécialiste.

La *deuxième génération* prend appui sur l'expansion économique au Nord qui rend d'autant plus urgente l'interpellation sur le scandale de la faim dans le monde. En pleine période des « trente glorieuses », au cours des années 1960, à l'appel de la FAO et des Églises, naît la génération des « développeurs ». Elle reproche à ceux qui l'ont précédée l'absence d'analyse économique et politique sur les questions de sous-développement. C'est, en France, la création du CCFD, de Frères des hommes, de Terre des hommes, et des premières campagnes pour un commerce équitable. Cette génération saura allier une action de terrain avec une animation de l'opinion et de groupes locaux à partir d'exemples emblématiques.

Mais avec le blocus du Biafra en 1967³ on atteint sans doute un des paroxysmes de la souffrance humaine. Selon le *troisième*

3. La guerre du Biafra va durer deux ans et demi, de mai 1967 à janvier 1970. Elle commence avec la proclamation unilatérale de la sécession de l'est du Nigeria, région la plus riche du pays en particulier grâce au pétrole, qui s'autoproclame République du Biafra sous la direction du colonel Ojukwu. Le blocus terrestre et maritime du Biafra conduit par l'armée du Nigeria provoquera une famine qui, conjuguée au conflit, fera près de deux millions de morts. Malgré l'inertie de la communauté internationale, la guerre du Biafra sera largement médiatisée grâce, entre autres, aux « French doctors » qui lanceront alors Médecins sans frontières pour venir en aide aux réfugiés.

courant qui va alors émerger, à quoi bon parler du développement s'il ne rend pas impossible ce genre de massacre? Le développement reste un « échec ». La seule urgence est de pouvoir accéder aux victimes, d'intervenir de façon rigoureuse et professionnelle, d'avoir le courage de témoigner et de dénoncer les responsables de pareils massacres, d'assurer un lobbying politique, d'être fortement présents dans les médias, tant il est vrai que les événements et les situations n'existent que parce qu'on les a vus... à la télé. Ce sera la naissance de tous les « sans frontières ».

Plus près de nous, *l'humanitaire hésite*. La coopération décentralisée conduite par les villes, les conseils généraux, des entreprises, des groupes de particuliers qui refusent la collaboration avec les « – supposées – grandes machines humanitaires », justifient leur choix par la proximité, le concret, le contrôle direct (espéré) et le bénéfice pour... le donateur. De l'autre côté, la crise de la représentation dans les sociétés occidentales puis mondiales provoque l'émergence de mouvements de chômeurs, de sans-papiers, de sans-logement, de sans-terre, et des ONG du Sud. Ce dynamisme témoigne du développement des associations et de la volonté d'expression directe dans le débat public.

Le panorama ainsi dressé, il devient possible de mieux situer l'ouvrage de Denis Viénot qui vient « rendre justice » à cette première génération de l'humanitaire construite sur la présence d'un réseau d'Église opérant sur la planète. « Rendre justice » car trop souvent ignorée. « Rendre justice » car trop souvent caricaturée, sauf honnêteté intellectuelle de quelques observateurs.

Mais « rendre justice », c'est avoir le courage de le faire en vérité. Le souci de ne rien passer sous silence, de ne rien minorer dans le fonctionnement de Caritas Internationalis, de rester lucide sur les relations parfois douloureuses avec une Église qui, malgré toutes ses déclarations, continue à minorer l'apport des laïcs, des femmes et des pauvres eux-mêmes. Une posture constante dans l'analyse de l'auteur. Comme pour mieux identifier les attentes et les pistes de progrès.

Justice donc vis-à-vis du lecteur auquel, au fil des sujets traités, il ne cache rien des difficultés de l'action, propose des clefs de lecture des grands événements humanitaires et présente les problématiques liées à des thèmes aussi différents que la corruption et la gouvernance, le laïcat dans l'Église et les militaires dans l'humanitaire.

Denis Viénot est bien placé pour rendre compte de cette identité, de ce fonctionnement, de ces actions et analyses de Caritas Internationalis. Sa formation, ses activités, ses responsabilités plaident pour la prise en compte de son témoignage, de son expérience, de ses analyses, de ses propositions, rassemblés au départ dans des rapports et des notes de voyages, de rencontres et de missions dans une centaine de pays.

Six mois après son arrivée au Secours catholique, il participe en effet à sa première réunion internationale au sein de Caritas Internationalis comme membre de la commission des finances. « C'est une chance inouïe de participer tôt à la commission des finances, précise-t-il. D'entrée cela donne une vision mondiale des questions. Cela permet de découvrir le réseau, de comprendre de plus près des Caritas qui y sont représentées, celles d'Espagne, de Suisse, d'Italie, des États-Unis, du Liban, du Sénégal, d'Allemagne. » Cela durera onze ans.

Puis durant vingt ans, il sera membre du Bureau de Caritas Internationalis, d'abord en tant que trésorier jusqu'en 1999, comme président de Caritas Europa jusqu'en 2005 et enfin comme président de la confédération, de 2005 à 2007. Record à battre !

Cette coloration internationale n'est pas venue d'un coup. De nombreux voyages et séjours en Europe pendant sa jeunesse, des études juridiques, des activités professionnelles à Londres, aux États-Unis puis à Paris pour le compte d'une banque française, où il restera jusqu'en 1975, dans une dominante de financements internationaux, lui apporteront cette connaissance et cette sensibilité du sujet.

Au Secours catholique, il se consacre d'abord aux questions juridiques et financières ainsi qu'au lancement des actions de plaidoyer. Il se voit ensuite confier la direction de l'action internationale avant de devenir secrétaire général, de 1991 à 1998, succédant ainsi à Mgr Jean Rodhain, Gilbert Cesbron, Louis Gaben, Michel Fauqueux.

Il poursuit aujourd'hui un travail de consultant en soutien organisationnel auprès de plusieurs Caritas, principalement d'Asie et du Moyen-Orient, pour les rendre plus fortes.

Son témoignage est un hommage à toutes ces personnes qui se grandissent entre elles et qui, pierre par pierre, conscience après conscience, donnent force à la Justice.

Si vous souhaitez disposer de suite d'un panorama des enjeux de l'action humanitaire, consultez, avant d'aller plus loin, le thème « Urgence et développement local ». Vous y trouverez une vision nouvelle, différente, complète, moderne, et enracinée d'aborder la question de l'action humanitaire.

Depuis vingt siècles, elle s'appelle la Justice, sans laquelle, comme l'auteur le rappelle dans son dernier item en citant saint Augustin, « un État se réduirait à une grande bande de vauriens ». Aujourd'hui, c'est de notre monde qu'il s'agit.

Daniel DRUESNE,
ancien directeur de la communication
du Secours catholique puis de l'Uniopss⁴.

4. Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux.

Afghanistan

Perplexités militaires

Le pays est bien particulier. Tant les forces étrangères que les ONG devraient lire et relire les analyses de Michael Berry¹ : « La société afghane refuse toute domination directe étrangère, toute occupation militaire, mais accepte et réclame la domination indirecte.

- Tout chef doit distribuer des largesses à sa tribu, armes, argent, nourriture. Au plan local, le grand propriétaire et chef de village tient table ouverte pour asseoir sa domination, jusqu'à ce qu'un autre le surpasse. Le pays étant pauvre, le chef doit donc être soutenu financièrement de l'extérieur. L'étranger a appris à manipuler la société afghane.
- Celle-ci sait lutter contre la domination étrangère en s'autodétruisant et s'éparpillant en chefferies rivales. Paradoxalement, l'unité ne renaît que sur intervention étrangère, mais sans présence physique.
- La société afghane se place toujours en situation de parasite économique et politique.
- Elle invite donc à l'ingérence étrangère. La puissance extérieure intéressée est alors entraînée dans le jeu afghan et acculée à faire les bons choix. Sinon des guerres internes feront émerger un nouveau chef acceptable mais toujours appuyé de l'extérieur. »

1. *Le Royaume de l'insolence*, Flammarion, 1984, 2002, p. 302 et 303.

Quelques jours sur place, début 2006, comme président de Caritas Internationalis pour participer au groupe de coordination des activités conduites par cinq de nos membres, me permettent de réaliser combien peu d'entre nous reconnaissent ce fonctionnement social.

À l'arrivée à Kaboul, depuis Islamabad en avion, après le passage « bon enfant » de la douane, je me retrouve seul sur le parking situé devant l'aéroport. C'est contraire à toutes les consignes de sécurité : la tension monte avec les Talibans. Mon ami italien arrive un peu en retard et s'en veut. Au retour, j'attraperai de justesse mon vol sur la compagnie afghane Ariana : il partait une heure... en avance !

La ville ocre, poussiéreuse, comme beaucoup dans cette région du monde, s'organise autour de quelques grandes artères en bon état. Mais les petites rues sont défoncées. Elle monte le long des collines de façon anarchique.

Une minorité seulement de femmes est couverte d'une burka bleue. Comme au Pakistan, la majorité d'entre elles porte un simple voile sur la tête.

Plusieurs Caritas sont sur place dans un esprit de collégialité caractéristique du fonctionnement du réseau de Caritas Internationalis : États-Unis, Pays-Bas, Irlande, Allemagne, Italie. Il faudra étudier les aspects de coopération avec le gouvernement, la société civile dans un contexte où le renforcement de la présence militaire étrangère va poser question, quels que soient les noms donnés aux opérations, « maintien » ou « construction » de la paix ou même « action sociale ».

Les programmes Caritas sont variés, avec une insistance sur la promotion féminine, l'agriculture et l'artisanat, les écoles, les personnes handicapées et les drogués. Ils se réalisent tous avec des ONG afghanes forcément liées aux forces sociales et politiques. Il ne faut donc pas faire preuve de naïveté.

Ainsi, la grande affaire lors de ma visite au Canada fin 2006, c'est l'Afghanistan et l'importante présence sur place de militaires

canadiens. Deux mois avant, Développement et Paix, la Caritas nationale, a pris une position dans le cadre d'une campagne sur les aspects humanitaires et militaires en plaidant pour un mandat de l'ONU et non de l'OTAN, pour la constitution de forces venant principalement de pays musulmans « qui pourraient plus facilement fonctionner dans le respect de la religion et de la culture des Afghans ». Sa position insiste également sur la nécessaire distinction entre humanitaire et militaire : « En aucune manière l'aide humanitaire ne doit être utilisée pour des objectifs militaires. » La population canadienne devient déjà de plus en plus opposée à la présence de ses troupes en Afghanistan.

De son côté, Trócaire, la Caritas irlandaise, grosse organisation dans un pays catholique qui lui donne des fondations et des financements forts, allie remarquablement l'action concrète à une politique de plaidoyer, d'éducation et de communication. Son équipe de direction a un vrai esprit européen, investit du temps dans les coordinations d'ONG européennes. Elle n'hésite pas à s'engager dans des zones délicates d'Afghanistan depuis 1994, soutenant une série de projets d'aide d'urgence aux personnes déplacées, ainsi que des programmes d'éducation et de promotion.

Depuis 2002, son bureau à Kaboul soutient des organismes nationaux plutôt que de gérer directement des programmes. Elle contribue à la formation de personnels locaux. Trócaire finance ainsi un programme visant les pauvres, les handicapés, les personnes marginalisées en milieu rural et les femmes victimes d'abus. Elle participe à la première étude sur le sida pour élaborer la stratégie nationale. La recherche a intégré des discussions avec des « ouvriers du sexe », des chauffeurs de camion, des consommateurs de drogue, des réfugiés et des étudiants.

La messe du dimanche est célébrée dans une petite chapelle située au milieu du parc de l'ambassade d'Italie. L'assistance d'une centaine de personnes comprend des familles, des religieuses, une quinzaine de militaires, hommes et femmes, principalement

américains et italiens. La moitié des Américains et tous les Italiens ont laissé leurs armes et gilets pare-balles à la porte sous la garde de l'un d'entre eux. Mais les règlements ne doivent pas être les mêmes pour tous. Quelques Américains des deux sexes ont conservé leurs mitraillettes. Je vais donc communier derrière une Noire qui tient son arme dans la main gauche et le « corps du Christ » dans la main droite au milieu d'enfants européens et américains, de quelques civils portant un revolver à la ceinture, et de religieuses en habit, toutes non armées, faut-il le préciser !

Voir aussi : *Militaires*.

Agriculture

Des projets traditionnels à l'engagement
contre la ruée sur les terres

L'agriculture est l'un des domaines d'action les plus importants de la société civile, des ONG et du réseau Caritas. Elle est le premier champ de réflexion et d'action en matière de développement. Partout dans le monde, des milliers de programmes agricoles s'accomplissent. Des gros, comme ce projet de soutien d'initiatives alternatives des paysans du nord-est brésilien dans l'État de Ceará : approvisionnement en eau potable, récupération des sols, technologies adaptées, commercialisation, lutte contre la famine et l'exclusion sociale par la revendication de politiques publiques soutenues par la société civile. Des plus modestes comme à Vinh, dans le centre du Vietnam. La construction d'un système de canaux d'irrigation permettra à la population d'obtenir de meilleurs rendements des terres qu'elle exploite.

En Ouganda, lors de ma première intervention officielle comme président de la confédération à l'occasion de la conférence des Caritas d'Afrique en 2005, j'insiste sur le travail de plaidoyer des Caritas d'Europe et de Cidse¹ qui viennent de prendre contact avec le commissaire de l'Union européenne, Louis Michel, à propos de la stratégie pour l'Afrique, particulièrement en matière agricole. Afin de protéger les producteurs africains et spécialement

1. En France, le membre de Cidse/Coopération internationale pour le développement et la solidarité, une organisation internationale catholique orientée sur les questions de développement, est le CCFD/Comité catholique contre la faim et pour le développement.

les plus modestes nous demandons la protection des produits sensibles via des quotas et des droits de douane, en souhaitant des financements européens pour la promotion d'une agriculture durable pour faire face aux fluctuations des cours des produits agricoles. Des politiques antidumping sont aussi nécessaires via la gestion des exportations européennes et des subventions qui affaiblissent les petits producteurs.

Les partenaires européens de Caritas Afrique demandent également à l'Union européenne de soutenir, avec les gouvernements africains, des processus permettant à la société civile africaine le contrôle des programmes de développement, des budgets publics, des politiques économiques, de la gouvernance politique et de la transparence des revenus tirés des industries extractives, pétrolières ou minières.

L'agriculture est un domaine où la créativité est permanente. Ainsi au Chili en 1989, la collaboration est active entre la Caritas et l'Institut national de la pastorale rurale créé par la Conférence épiscopale. L'urgence sociale résultant des politiques ultralibérales conduites par le régime des « Chicago boys » du régime Pinochet pousse cet institut à mettre en place des projets agricoles dans une vingtaine de régions. Il tente aussi une nouvelle expérience d'agriculture organique, sur du terreau enrichi qui permet le maraîchage sur de toutes petites surfaces. De gros pots percés sont même installés sur des balcons. Quatre cents familles, près de Santiago, sont concernées par cette initiative d'autoproduction pour l'auto-consommation. Pour elles, la valeur des légumes produits correspond au minimum à la moitié de leurs revenus mensuels.

Au début des années 2000, en Géorgie, je fais une tournée de plusieurs jours dans des villages du Sud. Partout des cultures de pommes de terre, un peu de céréales, quelques maraîchages. Dans plusieurs villages, l'hygiène est catastrophique. Les animaux déambulent entre les maisons. Des projets bien utiles d'adduction d'eau se réalisent.

En Biélorussie, un projet à dominante agricole, à soixante kilomètres de la capitale, associe Caritas à une ONG, faux nez d'un ministère, créée pour éviter les tracasseries administratives. Des activités éducatives concernent une quarantaine de jeunes : apiculture, jardins potagers, artisanat, couture, cordonnerie. Le responsable est hébergé dans des locaux de l'administration locale.

Mais un phénomène se répand dans le monde entier qui va déstabiliser les équilibres précaires du monde agricole : l'invasion de sociétés étrangères qui louent à long terme ou même achètent des terres, les exploitent et exportent leurs productions. Ainsi Daewoo, société sud-coréenne, a acquis, en décembre 2008 et pour quatre-vingt-dix-neuf ans auprès des autorités malgaches, un million trois cent mille hectares (soit 1/30 de la surface agricole française), pour cultiver des céréales et de l'huile de palme. Un projet qui a concouru à la chute du régime de l'ancien président Marc Ravalomanana.

Cela n'empêche pas le ministre pakistanais de la Nourriture et de l'Agriculture de déclarer, en septembre 2009, que son pays prévoit de développer l'agriculture industrielle pour valoriser ses millions d'hectares de terre stérile, afin d'assurer la sécurité alimentaire et stabiliser l'économie nationale.

Parlant à un groupe de journalistes, il déclare que « le Pakistan possède environ trois millions et demi d'hectares de terre cultivable fertile dans quatre provinces, sans compter les hectares de terre stérile qui peuvent être employés pour la production végétale en développant l'agriculture industrielle qui aurait des effets favorables en termes de production et créerait des offres d'emploi ».

L'Arabie Saoudite a manifesté son intérêt. Le gouvernement élabore des règles pour des baux de longue durée à des sociétés étrangères qui devront installer leurs propres infrastructures pour l'irrigation et importer leurs équipements agricoles.

Face à cela, des groupes d'ONG et de fermiers ont fait part de leurs inquiétudes. Selon eux, le gouvernement fédéral devrait

plutôt distribuer des terres aux travailleurs agricoles sans terre et particulièrement aux femmes. « Ces petites exploitations créeraient des emplois et diminueraient l'insécurité alimentaire au Béloutchistan », a déclaré un responsable du Groupe d'action pour une agriculture durable. Il critique l'affectation proposée de terres à des sociétés d'Arabie Saoudite avec le paradoxe que l'eau fournie viendrait du barrage de Mirani, alors que les paysans du Béloutchistan n'en ont pas.

Caritas Pakistan collabore depuis dix ans avec ce groupe d'une trentaine d'ONG pakistanaïses visant la défense des droits des paysans. Deux séminaires, rassemblant mille cinq cents personnes, ont ainsi eu lieu en 2009, à Multan et à Hyderabad, pour protester contre la promotion des OGM de coton.

Amérique latine

« Ils démolissent pierre par pierre »

De congrès en congrès des Caritas d'Amérique latine et Caraïbes ressort une impression de « Rentrez dans le rang ». En 1986, je participe pour la première fois à cette rencontre qui rassemble tous les quatre ans les responsables des Caritas du continent. À Saint-Domingue, l'ambiance est gaie, festive, créative. Même les visites de terrain auprès des réfugiés haïtiens, travailleurs de la canne à sucre, ou dans les dispensaires et centres nutritionnels des bidonvilles de la capitale montrent la qualité des programmes d'éducation, et invitent à l'optimisme de l'action.

L'Église, à cette époque, suite aux grandes réunions de Puebla (1979) et de Medellín (1968) a le vent en poupe avec une approche unifiée de la démarche de foi intégrant les dimensions de l'évangélisation, de la charité et de l'action politique.

Dans les débats transparaissent une sorte de familiarité, de proximité naturelle avec l'Incarnation, le salut de l'homme. Les communautés de base deviennent le lieu privilégié. Pour certains, hors d'elles « pas de salut ! ». « C'est là que la force libératrice de l'Évangile se manifeste. » Pour la majorité, les vérités fortes qui s'y vivent doivent irradier l'ensemble de l'Église et ses autres forces, les paroisses, les mouvements, jusqu'aux institutions, etc.

Pour les Caritas le vieux débat entre assistance et développement est éculé. L'objectif est la libération des pauvres. La tentation nouvelle est de vouloir être présent sur tous les champs, tous les fronts (statut de la terre, chômage, question urbaine...), et de toutes les manières (action d'aide et de promotion, travail juridique et politique...).

Le réseau international Caritas crédibilise la démarche, élargit le champ de la réflexion et de l'action, donne de la force, protège.

Quatre ans plus tard, en Uruguay, Dom Affonso Felipe Gregory, évêque brésilien – qui deviendra plus tard président de Caritas Internationalis – présente la synthèse de l'évolution des idées et des pratiques. Le texte de Puebla faisait face à la misère économique, aux systèmes politiques oppresseurs et à l'idéologie de la « Sécurité nationale » qui viole les droits fondamentaux. Il dégagait trois voies, la libération indispensable, essentielle, mélangeant « la conversion continue et la transformation simultanée des structures », l'option pour les pauvres, ni paternaliste ni exclusive, évangélique, et les communautés ecclésiales de base « joie et espérance de l'Église ». Ces voies permettent l'action dans de multiples domaines, ceux de la lutte contre la pauvreté, du soutien aux victimes de l'inflation, de la dette extérieure, des injustices sociales, de la violence, des catastrophes écologiques qui menacent.

La charité doit donc être assistancielle, promotionnelle et libératrice. La plus essentielle est la charité libératrice qui « promeut et aide d'autres organisations et mouvements populaires, d'autres forces historiques engagées dans les luttes pour un monde plus juste et plus fraternel. [...] Yahvé n'a pas libéré des individus ou des groupes d'individus de l'esclavage de l'Égypte, il a libéré le peuple de la domination de Pharaon ».

Les conclusions du congrès dégagent des priorités bien en ligne avec l'esprit de Saint-Domingue : l'animation à la base est prioritaire pour par exemple reconstruire le tissu social, soutenir l'organisation des groupes marginalisés ou « élaborer un plan d'aide aux justes revendications des pauvres ».

C'est l'époque où je suis enthousiasmé et motivé par la « célébration du passage à niveau ». À la sortie d'une petite ville brésilienne, la route traverse la voie ferrée, sans protection. Régulièrement des personnes, des enfants surtout, se font happer par les trains. La communauté chrétienne engage un combat de plusieurs années avec la municipalité et la société de chemins de

fer qui aboutit à la construction d'un passage à niveau. L'inauguration, ce n'est pas un ruban à couper et des petits fours accompagnés de boissons pétillantes pour les officiels. C'est au contraire une fantastique fête religieuse faite de processions, de prières, de célébrations, de tours de manèges et autres attractions avec des discours, des homélies qui se terminent tard dans la nuit.

C'est l'époque où un cardinal brésilien – nommé par Paul VI –, alerté en pleine nuit sur l'arrivée de bulldozers venus détruire un bidonville, se précipite et célèbre l'eucharistie face aux monstres tétanisés !

Des années plus tard, le congrès de 2003 au Mexique fait preuve de plus de retenue, enfermé dans un séminaire en banlieue. Certes, l'ambiance est agréable mais alourdie par la guerre d'Irak qui s'engage. Le message final y revient : « Comme chrétiens nous rejetons tout type de violence, non seulement celle que produisent les armes meurtrières mais aussi la violence de l'injustice. »

La première priorité est de promouvoir une « culture de la solidarité et de la participation aux processus de changement à partir des actions locales », éducation, connaissance et respect des droits de l'homme, soutien d'alternatives économiques.

Début 2007, le congrès se tient en Haïti. La pauvreté est débordante. Nous visitons plusieurs quartiers et des groupes de femmes qui développent de petits projets pour accroître les revenus des familles. Nous sommes installés dans un grand centre de formation technique et professionnelle. L'ambiance est studieuse, sérieuse. Même la cuisine est austère. Tout a l'air normal. Mais avec un peu de recul, on sent de la réserve, voire une tension entre les aspirations profondes des participants, agents motivés de promotion libératrice et les « ambitions » ou les propos que l'Église du continent est devenue capable d'accepter. Je suis le seul, en une semaine, à prononcer publiquement l'expression « communauté ecclésiale de base ». Certains me regardent étonnés tandis que d'autres sourient ou opinent.

Quelques mois auparavant, à Acapulco sur la côte pacifique du Mexique, j'avais participé à la préparation de ce congrès. Nous étions installés au-dessus de la baie dans la magnifique maison moderne d'un magnat du commerce de détail mexicain, frère d'un évêque, qui l'avait gentiment mise à notre disposition. Vivre dans les contradictions ! Notre petit groupe était plus spontané. Je ne sentais pas alors cette ambiguïté.

Le document final de la conférence ne comporte pas une seule fois le mot « pauvre » ! Les trois objectifs du travail continental sont un peu distants : solidarité pour globaliser la paix et la réconciliation ; participation politique et citoyenne ; renforcement de la coordination régionale. Rien à dire, avec seulement le sentiment que les personnes ont plus de mal à extérioriser leurs dynamismes, qu'elles vont plutôt les vivre discrètement. Peur des coups de crosse ?

Après le pontificat de Jean-Paul II et avec celui de Benoît XVI, la composition de l'Épiscopat latino-américain n'a plus grand-chose à voir avec celle des années de Puebla et de Medellín. Dans presque tous les pays, des nominations d'évêques et de cardinaux conservateurs, voire de l'Opus Dei, ont changé sa physionomie et ses orientations.

Est-ce le père François d'Alteroche qui me fait percevoir un pan de la réalité ? Il a passé plus de vingt ans au Pérou dont quelques années comme administrateur apostolique¹ du diocèse d'Ayaviri. Je le rencontre mi-2007. Nous nous connaissons bien. Nous avons travaillé ensemble : je l'avais embauché pour quelques années comme responsable du service Amérique latine au Secours catholique. Et je lui fais part de mes doutes et incompréhensions.

Il me dit tristement : « Ils démolissent pierre par pierre tout ce que nous avons fait. »

Quelques mois plus tard, je reçois la copie d'une lettre envoyée au pape Benoît XVI par Mgr Xavier-Gilles de Maupeou, évêque de

1. Évêque temporairement choisi pour un diocèse en attente de titulaire.

Viana, au Brésil. Au Secours catholique, nous travaillons avec lui depuis des années ; il est même intervenu à l'une de nos rencontres nationales à l'époque où il était responsable des relations avec l'Amérique latine pour la Conférence des évêques de France.

« Je suis un évêque âgé, indigne et sans importance, à l'intérieur du Maranhão, un des États les plus pauvres du Brésil. [...] Depuis l'an dernier, je suis également président national de la Commission nationale de la terre. [...]

Ce qui m'amène aujourd'hui à vous écrire, ce sont les altérations introduites dans le texte final du document de la V^e Conférence générale de l'Épiscopat latino-américain et des Caraïbes. Altérations qui concernent surtout les paragraphes se référant aux Communautés ecclésiales de base (CEB). Altérations qui tentent de faire disparaître ce que les évêques avaient reconnu comme la véritable valeur de ce que les CEB représentent et qui introduisent des expressions qui, d'une certaine forme, en arrivent même à culpabiliser les CEB en les traitant simplement de petites communautés, leur enlevant leur caractère ecclésial.

Saint Père, il est lamentable, triste et même scandaleux qu'une telle chose arrive : qu'on essaye de manipuler et dénaturer ce qui a été produit par un travail profond de nos frères participants de la V^e Conférence. Et ceci est plus préoccupant quand on sait que le 30 mai, lors de la présentation de la synthèse finale en vue de l'approbation finale en assemblée plénière, le texte sur les CEB, simplement, avait disparu. L'explication donnée fut qu'il y avait eu faute de frappe. Maintenant, après l'approbation du texte, les changements effectués me donnent la pleine certitude qu'il s'agissait d'une grossière manipulation, quelque chose d'impensable dans une Église, dans notre Église catholique, apostolique, romaine.

Qu'en serait-il de mon diocèse, avec une population de cinq cent soixante mille habitants et vingt-six mille kilomètres carrés s'il n'y avait pas eu les communautés de base ? Ce sont elles qui maintiennent en permanence la présence de l'Église et de l'Esprit

dans des lieux distants et isolés comme les Campos Abertos da Baixada Maranhense et dans le Vale do Rio Pindaré. Ce sont elles qui font fructifier les semences de la Parole qu'elles écoutent et annoncent. Ce que je dis de mon diocèse c'est ce qu'on peut dire de la majorité de nos églises latino-américaines et des Caraïbes. C'est parce que je suis témoin de la force et de la chaleur des CEB, c'est parce que je vois qu'elles sont l'unique forme par laquelle l'Église se fait présente dans la vie de la plus grande partie de notre peuple, c'est pour cela que je ne peux rester silencieux devant les tentatives faites pour les disqualifier et de ne pas leur reconnaître une légitimité. »

Animation

Le pauvre au centre

En Albanie, en 2001, à partir de son expérience indienne, le père Yvon Ambroise, secrétaire des Caritas d'Asie, devenu depuis président de cette région et évêque de Tuticorin en Inde, trace un cadre d'action en trois niveaux, d'abord celui de l'aide gratuite pour des besoins primaires, ensuite celui des services sociaux – éducation, formation, services médicaux, projets générateurs de revenus –, et enfin le niveau de l'action sociale.

Il y a là un processus éducatif visant à l'organisation des plus démunis en groupes, en développant une vision de la société à changer via une action collective menée par les plus pauvres eux-mêmes. Ce troisième niveau est celui de l'ambition de Caritas pour un vrai et profond développement de toutes les potentialités des personnes et des communautés, développement personnel et développement communautaire, développement économique, social, politique, culturel, spirituel.

Au Pakistan, le programme d'animation fonde, dès 1995, toute l'action sur la mise en place de groupes qui dynamiseront et organiseront les acteurs des projets.

Les dix étapes de l'animation et des programmes de développement pour l'organisation des communautés permettent de faire vivre un processus reproductif :

1. Prise de contact avec la communauté sur le terrain
2. Investigations sociales
3. Identification des leaders locaux
4. Formation des groupes

5. Identification des sujets importants et des besoins
6. Planification
7. Mise en place d'actions spécifiques
8. Suivi
9. Évaluation
10. Planning pour la suite et organisation

Une politique nationale en matière de logement a été élaborée. Le programme de formation d'apprentis, garçons et filles exclus du système, continue dans tous les diocèses. Le programme agricole soutenu par la Caritas américaine comprend un volet irrigation, intègre des perspectives en matière de bétail, de cultures nouvelles genre champignons, fleurs et agriculture biologique.

Des thèmes transversaux figurent dans le plan : promotion féminine, environnement, droits de l'homme, dialogue interreligieux. Des actions sont entreprises sur le travail des enfants.

En 2003, je visite la Caritas diocésaine d'Hyderabad dans le Sind, au sud-est du pays. Elle développe ses activités dans une vaste région agricole dominée par des grands propriétaires fonciers. Les paysans sans terre, illettrés, quasi esclaves, sont tenus par des dettes envers leurs « suzerains » qui pratiquent l'usure en accordant des prêts pour les mariages et les enterrements. Ils sont en grande majorité des hindous. On compte également quelques musulmans et des chrétiens.

Les familles sont ainsi prises au piège pour des générations. Mais le directeur de Caritas relève que la dette peut être également une sécurité pour le journalier qui sera difficilement chassé par son propriétaire prêteur. Caritas laisse ce sujet à la Commission Justice et Paix car elle n'a aucun moyen de changer ces rapports de domination, elle qui est chrétienne en milieu musulman, face de plus à des potentats ayant une grande influence politique. Des groupes religieux surveillent les chrétiens. On ne parle pas des castes mais elles sont là.

La famille Bhutto est l'une de ces familles de grands propriétaires, typiques d'un Pakistan très féodal, dans toutes les régions.

Lorsque je confesse mon admiration pour Benazir Bhutto, mes interlocuteurs conviennent de son charisme politique et de l'impact de son parti, le Parti du peuple pakistanais, mais me fournissent de multiples documents sur la fortune familiale.

Tout près, à Karachi une communauté d'habitants est menacée par la construction d'une voie rapide. Installées non loin du centre-ville, le long d'une rivière insalubre, sorte de tout-à-l'égout à ciel ouvert qui s'écoule entre des tas d'ordures, vingt-cinq mille familles dont mille chrétiennes vont être expulsées. De multiples démarches ont été entreprises par les groupes Caritas soutenus par des ONG. Il n'y aura que de très modestes indemnités d'éviction.

Le groupe des hommes et celui des femmes me reçoivent dans la salle paroissiale anglicane. Comme d'habitude, mais là en milieu urbain, tout est basé sur des activités d'épargne, des prêts économiques qui permettent ici de lancer des petits commerces, une petite épicerie, un magasin de fruits. Un long débat s'engage sur les usuriers qui prêtent à 30 %.

Rien de tout cela n'existerait si le terreau de groupes communautaires n'avait pas au préalable été cultivé.

Dans l'avion qui me ramène à Lahore, mon voisin pakistanais veut me convaincre que seule la macroéconomie sauvera le monde!

Audit

Une certification. Des recommandations

Au cours de l'été 2001, je découvre la Caritas Lituanie, sa centaine de salariés et son millier de bénévoles, une organisation qui compte et privilégie clairement le soutien aux familles et l'action auprès des migrants. Mais je découvre qu'il n'y a aucun audit externe des comptes, ni de la Caritas nationale, ni des douze Caritas diocésaines. Les Églises des anciens pays communistes ont le « goût légitime » du secret. Je fais la moue : le communisme n'est sans doute pas le seul facteur, à en juger par des pratiques en d'autres lieux du monde. Je rappelle la décision de l'assemblée générale de Caritas Internationalis de 1999 demandant à tous les membres de faire procéder annuellement à la certification de leurs comptes par un commissaire aux comptes reconnu.

Caritas Pakistan avec laquelle je travaille longuement en 2002 sur les programmes et sur les budgets, comme sur la politique d'audit est le bon exemple des mutations en cours

Le Pakistan reste l'un des pays les plus corrompus du monde. Transparency International, dans son rapport 2003, le classe en 92^e position. La Finlande est 1^{re}, la France 23^e. C'est pourtant grâce à la Finlande et à ses skieurs de fond, rattrapés pour dopage, que je peux amorcer la discussion sur l'audit : puisque le meilleur de la classe est corrompu au plan sportif, pourquoi un mauvais élève ne pourrait-il pas progresser ?

Je plaide pour la création d'un comité d'audit face à des rumeurs perpétuelles, à la multiplication des audits nationaux, diocésains, et

pour les opérations d'urgence maintenant. Cela génère des conseils et des exigences différentes voire contradictoires, des coûts, des pertes de temps.

Certes, les auditeurs ne sont pas fiables à 100 %, nulle part, comme le démontre avec éclat l'affaire Enron aux États-Unis. Mais Caritas Pakistan est de toute façon responsable de ce qui se passe chez elle.

Quelque temps plus tard, les choses avancent : Ford, Rhodes, Robson, Morrow est pris comme auditeur pour les programmes d'aides d'urgence aux réfugiés afghans. Selon les propres termes de Javaid William, le secrétaire général, le nouvel auditeur externe met la pression sur le Secrétariat national : « Caritas Pakistan est obligée de s'améliorer. » Voilà une bonne chose ! Mais, comme prévu, le cabinet est deux fois plus cher que le précédent.

De façon générale, au Pakistan, les difficultés principales proviennent des commissions versées par les fournisseurs. Il convient de mettre en place des procédures fiables, de s'assurer la collaboration d'un personnel de qualité, de le fidéliser et d'avoir de bons audits internes. Les banques sont par contre de bonne qualité.

Il faudra comme d'habitude trouver l'équilibre entre une politique commune d'audit et l'autonomie des Caritas diocésaines ou leurs sensibilités à l'égard d'éventuelles tendances centralisatrices nationales.

Le comité d'audit se met en place. Quatre membres du nouveau conseil préparent un projet de termes de référence. Parmi eux, un juriste et la directrice adjointe de l'agence de Quetta d'une banque publique pakistanaise réservée aux femmes, ayant elle-même un comité d'audit et faisant beaucoup de micro-crédit et de formation.

En octobre 2003, ce comité présente son premier rapport au conseil d'administration. Il a pris connaissance des recommandations du nouvel auditeur externe, de la réponse du directeur national et de celle du responsable financier. Il propose l'amplification de la politique d'audit interne. Par ailleurs, il est clairement

réaffirmé que la mission du comité concerne tout le réseau Caritas au Pakistan, national et diocésain. Les évêques vont devoir accepter de nouvelles modalités de fonctionnement.

Dans sa lettre de recommandations accompagnant la certification des comptes 2002, l'auditeur externe national fait quelques remarques qui concernent des sujets qui seront par la suite traités avec succès : l'inventaire des immobilisations, la politique des avances, des améliorations aux dossiers du personnel, la comptabilité spécifique du fonds de réserve pour le personnel, les registres des programmes et projets, la reclassification de certaines dépenses de « mission-réception », le paiement trimestriel et non pas annuel au fisc des sommes prélevées sur les salaires au titre de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu.

En 2008, le comité d'audit fonctionne toujours bien avec des réunions ordinaires et d'autres en cas de besoin. KPMG¹ a été nommé auditeur externe pour le budget structurel 2008, les programmes de préparation aux urgences et de relance économique. Les activités des diocèses non liées à un programme national restent non auditées par l'auditeur central. Le conseil d'administration veut pousser à évoluer. On peut donc espérer avoir un auditeur unique pour tout dans quelques années.

À fin 2008, Caritas Pakistan est à jour de tous les audits et rapports aux donateurs. Je rencontrerai le conseil d'administration pour constater l'harmonie et le rapprochement des points de vue.

Voir aussi : *Corruption*.

1. KPMG International est une coopérative de droit suisse présente dans cent quarante-cinq pays.

Bangladesh

La conscience : richesse des hommes

Au milieu du champ, une vieille barque est attachée à un poteau. Lors des inondations, la famille s'y réfugie avec des réserves alimentaires et de l'eau. Généralement, la crue dure peu. La barque monte puis descend en quelques jours. Dans le meilleur des cas. Il faut s'attendre à tout.

On n'en finirait pas, à vrai dire, de décrire les malédictions du pays.

Malédictions naturelles et climatiques telle cette famine qui provoqua la mort de trois millions et demi de personnes en 1943-1944. Ou ce cyclone du 29 avril 1991 – le dix-huitième du genre en vingt-six ans – avec des vents de 235 km/h et cent trente-neuf mille morts. Au Bangladesh, quand se termine la saison des pluies, commence celle des cyclones. Quand tout va bien, durant huit mois, 20 % de la surface du pays est sous les eaux. Quand tout va mal, jusqu'à 60 % des terres sont inondées. C'est dire ce qu'il reste de place au soleil pour les cent cinquante-six millions d'habitants qui se partagent la surface d'un pays grand comme un quart de la France, sillonné par trois cents fleuves et rivières du gabarit du Rhin à Strasbourg. Ils se déplacent au rythme des crues faisant disparaître des terrains et naître de nouveaux espaces de statut public, en théorie.

Faudra-t-il que demain un troisième phénomène vienne s'ajouter à cela : celui de la montée des eaux de la mer, du fait du réchauffement de la planète ? Le pays est directement menacé par sa faible altitude : entre cinq à dix mètres au-dessus du niveau de la mer.

Conscients du sort en peau de chagrin que l'Occident réserve déjà aux réfugiés politiques, les Bangladeshis n'attendent rien du statut de « réfugié climatique ». Il leur faudra se débrouiller seuls.

Malédiction politiques également : une indépendance acquise de haute lutte en 1971 et qui fit trente millions de victimes dans les deux camps, le Pakistan occidental et le Pakistan oriental qui devint le Bangladesh, avec le soutien de l'Inde. Après le renversement du régime militaire du général Ershad en 1990, le pays vit en fortes tensions sous un régime parlementaire.

En janvier 2009, l'Union européenne se félicite du bon déroulement des élections législatives et de la nomination de Mme Sheikh Hasina au poste de Premier ministre. Elle encourage les autorités nouvellement élues à faire progresser un certain nombre de réformes engagées par le gouvernement intérimaire, celles qui portent sur la Commission anticorruption, la Commission nationale des droits de l'homme ainsi que sur les questions relatives aux minorités et aux réfugiés.

Malédiction économiques et sociales enfin : le Bangladesh reste un des pays les plus démunis, au 140^e rang de l'indice de développement humain¹ en 2008. 67 % des paysans sont dépourvus de terre, contre 31 % à l'indépendance, en 1971. Cette évolution provient de l'endettement et de la corruption : les khas, terres publiques destinées aux pauvres, sont accaparées par des gens aisés. La moitié des habitants vit sous le seuil de pauvreté. C'est aussi l'un des pays parmi les plus corrompus, dernier au classement mondial de Transparency International.

Le Bangladesh cumule les pluies, les moussons, les cyclones, les inondations, la surpopulation, des paysans sans terre... bref, tout ce qui, vu de chez nous, semble insurmontable. Cela fait dire à Moktar Ahmad Chowdhury, un pilier de Caritas Bangladesh : « Je

1. Il prend en compte la santé via l'espérance de vie à la naissance, l'éducation via le taux d'alphabétisation et le niveau de vie via le produit intérieur brut par habitant.

voudrais bien aller en Europe. Ici on a des terres riches. Comme chez vous. Mais on est pauvre. Je voudrais bien savoir pourquoi. »

Il est une figure de la région de Pekua près de Chittagong au sud-est du pays. En arrivant au bourg, impossible de se tromper. Au bout de la place, une maison en bois, toute sculptée. Un déambulateur ceinture l'ouvrage et garantit une zone d'ombre et de repos. Sur les trente hectares de sa propriété, il a proposé à ses quarante métayers de partager les récoltes en deux alors que dans la région, le pourcentage habituel est des deux tiers pour le propriétaire et d'un tiers pour l'exploitant. Encouragés, les métayers produisent plus et mieux et peuvent envoyer leurs enfants à l'école.

Moktar Ahmad Chowdhury ne se contente pas de tordre les mécanismes économiques. Il transforme une partie de sa propriété en hôpital de campagne, encourage l'éducation, crée des mutuelles et des coopératives, organise des concours agricoles et un championnat de football pour animer la région. Sa devise s'inspire du Coran : « Le meilleur homme est celui qui permet aux hommes de se sauver eux-mêmes. »

Martin Féron décrit ainsi le pays dans une émission du *Jour du Seigneur* sur France 2, début 1999 :

« L'histoire et la nature ont façonné les limites de ce pays de l'Asie du Sud entouré par l'Inde et baigné au Sud par le golfe du Bengale.

Les Bangladeshis vivent en très grande majorité du travail de la terre mais les méthodes de culture utilisées sont ancestrales et l'irrigation ne concerne que 20 % des terres cultivables. Les cultures subissent régulièrement les catastrophes naturelles et surtout la répartition des sols ne favorise pas le développement agricole. Plus de la moitié des terres appartient à moins de 10 % de la population.

Les inondations fréquentes ont au moins l'avantage de déposer le limon, le seul élément de fertilité de ces parcelles de terre sur lesquelles la population cultive essentiellement le riz, aliment de base de l'alimentation.

L'islam est la religion d'État. Plus de 95 % des Bangladeshis sont musulmans. Les catholiques représentent 0,3 % de la population. »

Si les chrétiens ont longtemps été vus comme des étrangers, leur fort engagement dans la guerre de libération en 1971 a contribué à corriger cette perception. D'ailleurs aujourd'hui tous les évêques catholiques et anglicans sont des Bangladeshis.

C'est dans ce contexte que Caritas Bangladesh intervient quand le « développement de tout l'homme » de Paul VI dans *Populorum Progressio* de 1967 vibre en harmonie avec le Coran de Moktar Ahmad Chowdhury. En matière d'urgence et de réponses aux dévastations des cyclones et des inondations, elle peut intervenir dans tout le pays, nourrie en cela par une première expérience. Lors de la guerre d'indépendance, de nombreux réfugiés étaient partis en Inde. À leur retour, il a fallu les aider. Et là, d'ailleurs sur une idée de Mgr Rodhain², on leur a distribué des milliers de caisses à outils pour qu'ils se réinstallent.

Dans le domaine de l'urgence, Caritas Bangladesh est pertinente pour sauver l'essentiel : les vies humaines. Elle connaît les réalités locales, les phénomènes religieux, les coutumes. Ainsi peut-elle anticiper, préparer des plans pour les opérations d'urgence, distribution de nourriture, de médicaments, élaborer des projets pour la construction de maisons permanentes ou d'abris anticycloniques.

En 1993, nous visitons au bord du golfe du Bengale, une série d'abris anticycloniques à Charandwip, Moghadia, et Bhuyaman. En 1991, à cause de vents de deux cent cinquante kilomètres/heure et d'une vague de six à sept mètres envahissant brutalement des terres plates, il y eut onze millions de sinistrés.

Un programme de cent quatre-vingt-onze abris anticycloniques est engagé par Caritas. Il y en a de deux types. À proximité immédiate de la côte, il s'agit d'énormes bunkers en béton sur

2. Fondateur du Secours catholique, puis son secrétaire général et son président. Il a été huit ans président de Caritas Internationalis.

pilotis à deux niveaux. En temps normal ils servent d'écoles, de dispensaires, de salles communales. En cas de cyclone, ils peuvent abriter deux mille cinq cents personnes. Vingt-trois sont terminés et quarante-trois sont en cours de construction. Leur prix unitaire varie de 45 000 à 75 000 euros.

Plus à l'intérieur des terres, de un à quatre kilomètres de la côte, il s'agit d'écoles en briques, construites sur trois niveaux et renforcées pour que l'eau ayant perdu de sa violence puisse s'écouler sans difficulté à travers le rez-de-chaussée. Elles peuvent accueillir deux mille personnes. Dix-neuf sont terminées et vingt-trois en cours. Le prix est de 30 000 euros.

Le programme est piloté par une cellule nationale spécialisée avec des relais régionaux. Au total, soixante et une personnes dont quarante et un ingénieurs. Un ingénieur est présent en permanence sur chaque chantier mais peut parfois contrôler deux chantiers proches. Tout est basé sur des appels d'offres, un contrôle rigoureux et un professionnalisme sans concession. Un comité des achats rend des comptes réguliers à la direction et au conseil d'administration.

Là aussi, sans surprise, les groupes locaux sont concernés. Chaque site fait l'objet obligatoirement d'un don de terrain validé par le gouvernement et d'un contrat préalable avec le comité scolaire qui gère le bâtiment et organise l'urgence en maintenant des stocks de vivres et d'eau. Il est aussi responsable de l'alerte en relayant les consignes du gouvernement retransmises par radio et dans les rues ou par porte à porte. En fait c'est le directeur de l'école qui est l'opérationnel soutenu par le comité.

L'ambassade de France rencontrée en 1989 réalisait trois abris. Le moral n'était pas très bon car, comme d'habitude, les étrangers ne sont pas les mieux placés pour analyser des appels d'offres et suivre les travaux. Il faut éventuellement des équipes mixtes. Pas au Bangladesh où la Caritas est parfaitement compétente.

Le cyclone Sidr s'est abattu sur les côtés sud-ouest du pays en novembre 2007. Il ne fera « que » trois mille morts malgré des

vents à deux cent quarante kilomètres/heure. Quoique plus violent, il aura été quarante-cinq fois moins meurtrier que celui de 1991, et cent fois moins que celui de 1972. Le cyclone Alia de mai 2009 tuera cent quatre-vingt-dix personnes alors qu'il détruira cent soixante-quinze mille maisons et mille quatre cent soixante-quatre écoles et provoquera trois millions neuf cent mille victimes. Les Bangladeshis maîtrisent désormais certains effets des cyclones.

Les experts estimaient en 1991 qu'il faudrait cinq mille abris. Le gouvernement et les ONG en ont construit deux mille six cent soixante-dix à mi-2009. L'estimation des besoins est à cette date passée à six mille du fait de l'augmentation de la population. Suite au cyclone Sidr Caritas réalise dix-huit nouveaux abris et en répare soixante-seize. Les plans ont un peu évolué suite aux dialogues avec la population : toilettes séparées pour les hommes et les femmes, rampes d'accès pour les handicapés, les malades et les personnes âgées, possibilité de construction future d'un troisième étage, résistance à des vents de deux cent soixante kilomètres/heure.

Caritas Bangladesh s'appuie en 2009 sur dix-neuf mille groupes locaux, regroupant trois cent quatre-vingt-deux mille membres dans quarante-huit des quatre cent soixante-quatre districts que compte le pays. Ces groupes progressent grâce à un travail de conscientisation et d'animation mené par des animateurs vivant parmi les gens dans leurs villages. Il s'agit surtout de groupes de femmes à 70 %, mais pas uniquement. Ici on se méfie de groupes mixtes car les hommes les utiliseraient comme des instruments supplémentaires d'exploitation des femmes.

De multiples actions de formation émergent, alphabétisation, formation de responsables de groupes, formations techniques comme pour l'agriculture, la pisciculture, la reforestation, et de très nombreuses formations féminines. Sur ces bases et avec l'épargne qu'ils ont constituée et des prêts complémentaires de Caritas, les membres des groupes – le plus souvent des paysans sans terre – se lancent dans des activités de production, petit élevage, maraîchage,

artisanat, transport, et de promotion de leurs communautés comme ces écoles pour des enfants non scolarisés dans l'enseignement officiel.

Après une dizaine d'années de fonctionnement, Caritas pense qu'un groupe peut devenir autonome. Des sortes de fédérations de groupes naissent alors, basées sur un fonctionnement démocratique.

Trois heures de route à partir de Chittagong pour rejoindre la réunion annuelle de la Fédération des groupes de femmes. Cent dix personnes y participent. Après une prière musulmane, une prière hindoue et l'hymne national, la secrétaire, une musulmane de vingt-quatre ans, célibataire, ouvre la séance. Les groupes mis en place par Caritas sont là pour défendre les droits des femmes. Celles-ci travaillent beaucoup même si ce n'est pas reconnu. « Le développement humain est aussi important que le développement économique, mais il faut aller doucement vers une société plus paisible, comme un enfant qui grandit et s'éduque doucement. »

Mais même minoritaires, il faut bien que les hommes existent. Alors le président de la Fédération des groupes d'hommes et de femmes, un fermier aussi instituteur adjoint, intervient pour expliquer le démarrage des groupes il y a dix ans, par des réunions, des processus d'épargne. Il y a quarante-six groupes d'hommes et de femmes dans la région. Neuf réservoirs ont été creusés pour la pisciculture. Des travaux d'amélioration des routes et chemins sont réalisés.

Peu après, une réunion passionnante et émouvante se tient entre notre équipe et les membres de quatre groupes. Dans le vaste et ancien bâtiment agricole en bois sculpté de Moktar Ahmad Chowdhury, le premier étage est utilisé comme centre de formation et d'activités. La grande pièce est sombre, chaude, humide. La mousson se déchaîne en cette période de l'année. À notre droite, trois groupes d'une dizaine d'hommes. Loin à gauche, peut-être à une dizaine de mètres, le plus possible collé au mur, un joli tas de tissus colorés manifeste la présence de cinq ou six femmes agglutinées les unes aux autres.

Un des groupes d'hommes est composé de paysans sans terre. Ici ils travaillent sur place. Mais quatre mois par an, ils se louent dans un rayon de quarante kilomètres ou vont couper du bois dans les collines afin de le vendre en ville. Des membres ont pu obtenir des microcrédits garantis par le groupe pour l'achat de rickshaws, des vélos taxis pour deux ou trois personnes. Quatre appartiennent au groupe, dix à des membres.

Un autre groupe de porteurs sur un marché s'est organisé en coopérative de défense. Il va acheter un camion d'occasion et le débat est vif avec l'animateur de Caritas qui pousse à la clarification du statut du futur chauffeur. Le dernier groupe d'hommes, paysans sans terre, a commencé par la réalisation de deux petits élevages de poissons. L'année précédente, une maladie a décimé la production mais ils vont recommencer. Pas de chance non plus avec les huit vaches qu'ils ont achetées par leur épargne et les prêts complémentaires de Caritas. Un animal est mort récemment. La discussion avec l'animateur du microcrédit de Caritas est ferme : s'agit-il d'un cas de force majeure qui autoriserait une renégociation des échéances ? Une vraie leçon d'économie appliquée ! Décision dans huit jours. Elle sera favorable au groupe par la prolongation du prêt pour un an.

C'est avec le groupe de femmes que s'engage en dernier la discussion. Paysannes sans terre aussi, leur groupe a été créé il y a quatre ans. Son premier projet a été d'acheter une vache, son second, quelques chèvres. Récemment elles ont acheté huit vaches avec un prêt à deux ans de Caritas. Le troupeau est promené pour paître l'herbe à libre disposition le long des chemins par quelques-unes à tour de rôle. L'intérêt est de 12 % annuel mais Caritas fait un rabais pour le descendre à 6 % si les remboursements sont effectués aux échéances prévues. Toutes insistent auprès de nous sur les difficultés qu'elles ont eues à imposer l'existence du groupe à leurs maris. La formation acquise les aide à s'ouvrir à des réalités nouvelles : hygiène, soins des enfants, économie familiale, démarrage d'une petite école de campagne avec d'autres groupes.

Nouvel étonnement pour moi en 1993. Le Secours catholique souhaitait à l'époque intégrer, dans ses pratiques hexagonales, une culture et une méthode d'évaluation. Et c'est au Bangladesh que nous en découvrons tous les enjeux.

Un comité d'évaluation dans chacune des sept régions accompagne en effet les projets et des actions de développement. Une équipe d'évaluation est en général constituée de trois personnes, un membre du projet évalué, une personne de Caritas soit d'une autre région soit du siège, et un expert extérieur compétent dans la thématique du projet.

Mais plusieurs types d'évaluation des projets coexistent: autoévaluation par des membres du projet, évaluation externe par des membres de Caritas et le plus fréquemment évaluation externe associant des experts extérieurs et des membres de Caritas. La méthodologie est très précise, mélange de rigueur et de logique héritée de l'ancien colonisateur anglais, de ténacité et de courage bangladeshi.

L'évaluation a plusieurs composantes: vérification de l'organisation et des procédures; vérification des objectifs du projet, de la réalisation des prévisions à l'aide d'indicateurs détaillés; contrôle du budget; formation et animation des salariés, des responsables, des bénéficiaires dans les groupes... et des évaluateurs eux-mêmes; stimulation de l'action et repositionnement par des recommandations négociées entre l'équipe d'évaluation, les responsables du projet et le bureau régional, voire en certains cas le siège national.

L'extraordinaire, c'est que tout projet, tout service national, tout bureau régional est évalué tous les trois ans. De plus, la Caritas dans son ensemble est également évaluée comme le sont ses stratégies d'action.

Mais le plus extraordinaire encore, c'est que ce travail sert à quelque chose! Régulièrement la mise en œuvre des recommandations est vérifiée. Ici les évaluations ne sont pas rangées sur des rayonnages en attendant que la poussière les recouvre calmement. Ici il y a du bruit! De la ténacité! On fait ce que l'on dit.

Je participe à Rajshahi à une réunion préparatoire à l'évaluation d'un programme de développement humain intégré conduit dans quatre arrondissements depuis deux ans. Ses objectifs sont le développement socio-économique de pauvres sans terre et marginalisés dans un contexte où trois caractéristiques sont bien particulières : la population est tribale, les sans-terre sont très nombreux, la terre est peu fertile.

Il y avait eu avant un projet d'aide légale pour que les tribaux récupèrent leurs terres d'où ils étaient chassés par des musulmans venus de l'extérieur. Des actions illégales de récupération violentes avaient commencé il y a une quinzaine d'années. Le gouvernement y avait mis fin brutalement au bout de dix ans.

Le programme spécifique à cette région de l'intérieur, conduit par vingt-cinq salariés, touche quarante-six villages. Treize mille personnes ont suivi des formations et à ce jour sept mille cinq cents appartiennent à des groupes. Il a trois volets, éducation comme d'habitude avec la formation de groupes pour aller vers un développement socioculturel, lancement de projets productifs rentables, récupération de terres.

La réunion se tient dans une grande salle de classe. Les hommes et les femmes chacun de leur côté. Elle rassemble des membres de Caritas, seize salariés responsables locaux promoteurs de la création et de l'animation des groupes dont trois hommes, une comptable, une secrétaire, le responsable du projet, le directeur régional, les deux responsables régionaux de l'éducation et du social et est animée par les trois membres de la future équipe d'évaluation du projet. Il a en effet été décidé de conduire une évaluation un peu allégée au bout de deux ans compte tenu des difficultés spécifiques locales.

Un point est d'abord fait sur les composantes du programme avec une attention toute particulière sur les formations réalisées. Car la vie d'un groupe de Caritas Bangladesh passe par le partage de responsabilités : dans un groupe de femmes, une présidente qui doit savoir animer, une trésorière et une vice-trésorière qui doivent

savoir compter, une secrétaire et une secrétaire adjointe qui doivent savoir lire et écrire... C'est donc bien par l'alphabétisation que tout commence.

Puis on fait la liste impressionnante de toutes les formations plus spécialisées qui se sont tenues: animation et gestion de groupe, activités culturelles, méthode d'accouchement traditionnel, prévention des maladies, planning familial, vaccination des volailles, soins du bétail, pépinières, reforestation, gestion d'une activité économique rentable, droit de la terre, etc. On compare avec les prévisions.

Arrive ensuite la grande affaire des indicateurs qui va occuper au moins deux heures. Il faut des éléments objectifs pour jauger ce qui se passe dans les groupes. Des indicateurs avaient été insérés dans le scénario au départ. La réunion va consister à les affiner avec patience et en détail, à la lumière de la pratique que connaissent bien les animateurs. On se met finalement d'accord sur une liste de trente et un points qui seront analysés groupe par groupe lors de l'évaluation à venir.

Certains sont sans surprise: 40 % des membres devront savoir lire et écrire, mais il y a une longue discussion sur ce 40 %. Est-ce assez? Trop? De plus l'animateur sera jugé et évalué, elle ou lui, sur les résultats du groupe, ce qui pousse l'équipe d'évaluation à la vigilance dans la discussion. 10 % des groupes tiendront leur comptabilité seuls, car chaque groupe est un lieu d'épargne. Augmentation de la pratique religieuse, diminution de la mortalité des volailles, augmentation de l'usage de l'eau potable, diminution de l'alcoolisme, taux de remboursement des microcrédits, augmentation de la participation aux activités sociales, aux mariages et cérémonies funéraires, construction et réparation de routes et de chemins, construction de maisons sont au cœur des critères d'évaluation.

D'autres me font sursauter car je n'imagine pas de tels effets: élévation de l'âge du mariage chez les jeunes filles, diminution du nombre des naissances, augmentation de l'harmonie entre les

tribaux hindous et les musulmans, mais comment la mesurer ? On décide que ce sera qualitatif. Diminution de la dépendance envers les usuriers, diminution de la défécation en plein air, diminution des croyances superstitieuses.

À Mundumala, un groupe de dix-neuf femmes attend l'équipe d'évaluation dans la jolie maison ocre d'une famille de paysans sans terre. Tout commence par le chant d'accueil d'un verset du Coran par une jeune femme en noir, debout au milieu de la courette, devant les autres abritées à l'ombre d'un auvent. Seule l'animatrice de Caritas est voilée. On nous dit d'ailleurs qu'il n'y a qu'elle à l'être dans toute la région !

La plupart sont des jeunes femmes, certaines accompagnées de jeunes enfants. Vêtues d'un sari, elles portent, avec grâce, quelques bracelets le plus souvent en plastique coloré. Très soignées, elles sont pauvres. Toutes sont attentives, concentrées même, sérieuses et rieuses. Les discussions révèlent un peuple policé par des millénaires de traditions culturelles et spirituelles.

Le groupe comptait vingt-cinq femmes à sa fondation mais deux jeunes filles se sont mariées et trois femmes ont arrêté de participer. On parle beaucoup des difficultés créées par les hommes : divorce, polygamie parfois, jalousie envers le groupe. Dans le village, la création du groupe a généré des tensions. Les non-participants se sont un peu énervés et disaient que l'on voulait convertir des musulmans à l'hindouisme !

Le groupe se réunit toutes les semaines. Au début les besoins et les problèmes formaient l'agenda qui a évolué vers des activités, épargne, prêts, formations : alphabétisation, soins aux animaux et vaccinations, tissage, maraîchage, artisanat et même une formation de sage-femme.

Cinq prêts ont été consentis pour des activités de tissage, de culture du riz, de décorticage du riz, et de petit commerce de légumes. Mais des activités sociales communautaires n'ont pas encore débuté. La présidente en fait la remarque et pense que l'animatrice « n'injecte pas le concept de développement ». Cela

figurera au rapport. On note que le puits est à 500 mètres du quartier et qu'il ne sert donc que pour l'eau potable. Pour le reste, on prend l'eau à un étang plus proche.

Six femmes seulement ont pu bénéficier de l'installation de latrines en payant une participation significative. Une critique pour Caritas qui n'en fabrique pas assez.

Un des évaluateurs organise délicatement un petit test de lecture, d'écriture et de calcul. Quatre femmes rédigent un peu, certaines ont déjà des notions de calcul. Un autre travaille avec la trésorière et la secrétaire, vérifie des registres. Puis il explique à tout le groupe comment faire des économies.

Lors du déjeuner dans une communauté religieuse proche, je suis assis entre deux religieuses et l'animatrice de Caritas, entre trois voiles : dialogue interreligieux !

Et lorsque, quelques années plus tard, Martin Féron interviewe la présidente d'un groupe de femmes et lui demande ce qui a changé dans la vie du village et des femmes, Kolpona Rani répond le regard droit et fier, presque orgueilleux face à la caméra : « Avant nous vivions dans des baraques misérables. Aujourd'hui nous avons des maisons. Notre situation s'est améliorée. Avant, en voyant des étrangers, nous nous sauvions dans les champs. Aujourd'hui je me tiens debout devant vous. Je relève la tête et je vous parle courageusement. »

Tout est dit ! Les femmes découvrent leurs droits, prennent la parole en public et s'expriment de plus en plus librement. Qu'elles soient musulmanes ou hindoues, comme dans ce groupe, elles prennent leur place pour devenir actrices dans une société dominée par les hommes où elles étaient cantonnées, jusqu'alors, à un rôle de spectatrices silencieuses.

Mais il est des femmes qui ont des droits dominants au Bangladesh, les femmes de la tribu matriarcale des Garos implantée dans les collines de l'Est. Là, la mère est la propriétaire de tout. À sa mort, c'est sa plus jeune fille qui hérite, ou la fille qu'elle aura désignée. La

femme acquiert les biens de son mari. À la mort de sa femme, celui-ci n'a aucun droit, pas même celui de rester dans la maison, mais c'est peu appliqué. Les filles sont l'objet de tous les soins de leur mère ; les garçons moins, qui quitteront la maison après leur mariage.

Dans ces conditions, une fille pauvre risque de ne pas trouver de mari. Les religieuses salésiennes de Dhaka et Mymensingh ont donc créé des foyers où les jeunes filles Garos apprennent la couture et la broderie et gagnent de l'argent par la vente de leurs travaux. Après deux ans en général, elles peuvent alors retourner chez elles et s'acheter un bon mari ! Bon nombre de Garos sont chrétiens, chrétiennes...

La moisson du riz se termine. Les routes et chemins sont envahis de charrettes tirées par des attelages de vaches et de buffles, surchargées de sacs ou de paille. Partout des troupeaux de bovins, quelques chèvres, de rares porcs, moutons et chevaux contribuent à la lenteur de la circulation. Les villages sont éloignés les uns des autres alors que la route longe un fleuve qui fait la frontière avec l'Inde.

Un programme gouvernemental a équipé la région de nombreux puits manuels. La population semble en bonne santé. En traversant les villages, de nombreuses échoppes d'artisans et des magasins colorés donnent le sentiment d'une activité consistante. Après une bourgade animée, une route absolument plate de quinze kilomètres traverse des terres du gouvernement squattées par des sans-terre. Des terrains sans statut résultant du déplacement des cours d'eau au fil des inondations.

L'éducation est le mot-clé de l'action de Caritas Bangladesh, à l'égard des trois populations cibles qu'elle vise, les femmes, les tribaux, les sans-terre. Les sans-terre ici sont des gens qui ont un tout petit peu de terrain ou pas de terrain du tout.

Comme l'affirme Ruma Rebecca Rodrigues, responsable des projets scolaires à Caritas Bangladesh : « La principale caractéristique de notre programme est la participation communautaire partout, pour la rémunération des professeurs, pour prendre soin

des activités de l'école, pour la construction des écoles elles-mêmes. Les communautés sont très en lien avec les écoles. Les professeurs rendent visite aux familles, chez elles, et échangent avec elles. Ce ne sont pas les écoles de Caritas. Ce sont leurs écoles. »

Ne connaissant que leur dialecte, avec des parents souvent analphabètes, les enfants n'ont aucune chance d'intégrer les écoles du gouvernement. Le programme Caritas leur permet en trois années de recevoir une alphabétisation de base. Mais on fait coup double : à travers l'enseignement des enfants, ce sont les parents qui s'approprient des notions essentielles d'hygiène et d'économie. Les enseignants apprennent ainsi aux enfants à épargner.

Comme pour les prêts, chaque projet, chaque école implique l'ensemble de la communauté. Un comité veille au bon fonctionnement de l'école, crée une activité économique comme la plantation d'arbres fruitiers pour assurer des revenus à l'établissement. Durbin Kiskou, le président du comité de l'école de Kozi Para dans le Nord, témoigne devant Martin Féron : « Oui, la vie a changé. L'école a joué un rôle très important dans le mode de vie de ce village. Par exemple, avant, les femmes n'avaient aucune notion sanitaire. Aujourd'hui, les élèves et les parents sont plus conscients de ces questions. Avant, tous les enfants de ce village se promenaient nus. Maintenant cela a beaucoup changé. »

Une autre illustration de cette méthodologie communautaire ? Les tribus de la région de Bandarban bénéficient d'un programme agroforestier. Ce sont des tribaux principalement bouddhistes, des populations fragiles, menacées, des montagnards du Sud-Est alors que le Bangladesh est un pays de deltas et d'eau. Ils pratiquent traditionnellement une méthode de culture sur brûlis qui ne permet pas de récolter plus de dix années de suite sur la même terre. Quand celle-ci est épuisée, ils l'abandonnent et se déplacent d'une dizaine de kilomètres.

L'objectif du programme est donc de leur permettre de se sédentariser en changeant leurs méthodes de culture. Les populations

deviennent propriétaires de sols que leur cède le gouvernement. Elles plantent des arbres à bois d'œuvre et des arbres fruitiers. Elles suivent des cours d'alphabétisation, épargnent ensemble pour financer leurs projets et devenir actrices de leur développement.

Dans ces tribus des collines, la Caritas a réussi à faire prendre conscience aux parents que l'avenir de leurs enfants passait avant tout par une formation valorisante. Chaque année, trente garçons quittent leurs communautés pour suivre une année d'enseignement dans une école technique en ville. 70 % d'entre eux trouveront du travail à l'issue de cette formation. Leurs travaux, vendus à l'extérieur, servent en partie à financer l'école. Et depuis, une école itinérante s'est ouverte pour les filles.

Le Bangladesh a plus d'une lettre de noblesse. L'industrie pharmaceutique³ et quelques personnalités bangladeshis ont atteint un taux de notoriété internationale.

Ce pays a ainsi su conduire contre les grands groupes internationaux de la pharmacie une politique d'indépendance. L'industrie pharmaceutique y est née au début des années 1980 et elle s'est développée à un rythme rapide de 10 % en moyenne par an, pour constituer à présent le deuxième secteur de l'économie du pays avec plus de deux cents sociétés pharmaceutiques. Elle couvre à présent 97 % des besoins locaux contre seulement 20 % au début des années 1980. Le pays n'importe que des vaccins de très haute technologie et des médicaments de formulations innovantes.

Les grands de la planète n'auraient-ils rien à apprendre de l'expérience du Bangladesh ?

On pense à Mohamed Yunus, le fondateur de la Grameen Bank, la « banque des pauvres » qui, il y a trente ans, révolutionna le système bancaire, développa le microcrédit et fit, de New York à Paris, des émules jusque dans les pays développés. En lui attribuant

3. *Les performances de l'industrie pharmaceutique bangladaise*, Sophie Clavelier-Khan, Ambassade de France au Bangladesh, Mission économique, avril 2008.

le prix Nobel de la paix en 2006, le comité norvégien du Nobel a estimé qu'« une paix durable ne pouvait être obtenue sans qu'une partie importante de la population trouve les moyens de sortir de la pauvreté. M. Yunus et la Grameen Bank ont démontré que les plus démunis peuvent œuvrer en faveur de leur propre développement ».

On pense également à Taslima Nasreen qui aura su avec courage analyser à ses dépens l'asservissement imposé aux femmes du Bangladesh. Ses chroniques eurent un succès immédiat car personne n'avait jamais mis en cause avant elle le problème de l'oppression religieuse autorisée à l'égard des femmes, la discrimination sexuelle omniprésente.

Pour ma part, je rajouterais à cette galerie, la personne de Jeffrey Pereira qui fut directeur d'une Caritas Bangladesh rayonnante, intelligente, créatrice, vraie. Et modeste en plus. Je lui dois quelques certitudes et regards éclairés en matière de développement et de relations internationales.

Jeffrey Pereira est l'un de ceux qui m'ont introduit au développement en actes. Grâce à lui, j'ai réalisé que nos grandes idées de promotion des plus pauvres tenaient vraiment la route si on y travaille avec profondeur, dans la durée et sans trop de compromissions. L'enseignement social de l'Église avec son option préférentielle pour les pauvres et sa volonté de développement de « tout homme et de tout l'homme » est ambitieux et réaliste. Il se trouve concrétisé, humanisé, anobli par des hommes comme Jeffrey Pereira.

Instituteur de formation, il a créé la Caritas Bangladesh avec un prêtre américain visionnaire. C'est un Bengali sec, chaleureux, d'une exigence incroyable, d'une force de caractère rare. C'est surtout quelqu'un de cohérent, qui sait élaborer, faire élaborer des stratégies et les mettre en œuvre. Quelqu'un de pratique, bon connaisseur de la culture de son peuple, des mentalités européennes et américaines. Quelqu'un qui aime les gens et qui tient le cap.

Aux questions de l'Occidental que je suis, il répond sans ambages : « La méthode de planning familial n'est pas la question.

Ce qui compte, c'est que l'enfant coûte à la famille, aille à l'école. Ainsi la famille en aura moins. Mieux éduqués, donc à même de gagner plus d'argent, ses quelques enfants lui suffiront comme "caisse de retraite" bien alimentée, plus efficace que celle que formeraient une dizaine de descendants analphabètes et pauvres. La méthode de contraception, ce n'est alors plus le problème. Les gens sont intelligents. 30 % de la population utilise déjà des contraceptifs. »

Jeffrey Pereira est aussi un vrai manager : « Le personnel de Caritas se base sur deux valeurs, l'engagement et le professionnalisme. Il faut les deux. Le personnel de Caritas est plus compétent que le clergé, dans les domaines de l'urgence, du développement, des droits de l'homme, de la formation, de l'évaluation. Le clergé doit guider et accompagner, et non pas gérer, ni s'engager dans les programmes. »

Et de poursuivre sur le fondement de ses priorités d'action : « L'Église ne souhaitait pas que Caritas s'engage dans la médecine curative, dans l'éducation formelle classique et les constructions de bâtiments pour des églises, des écoles, des mosquées ou des temples. Elle a un peu évolué en souhaitant le travail éducatif pour des populations marginalisées, les soins aux lépreux si délaissés, le soutien de dispensaires. Et Caritas s'engage en milieu rural que les ONG étrangères ne peuvent ni ne savent aborder. »

Sociologue dans l'âme, il a fait l'analyse des ressorts de la société bangladaise et de ses blocages, pour les sublimer, les dépasser et les traduire, dans une résistance positive, en programmes de développement humain : « Dans l'ancienne culture fondée sur le silence d'un peuple dominé par les envahisseurs et les colonisateurs, ce sont vos pères et vos mères qui pensent pour vous. Les castes des hindous et les seigneurs locaux en rajoutent pour organiser le silence. Nos programmes d'animation, de formation de groupes, d'éducation, coupent les cordons ombilicaux, développent la résistance, rendent les gens conscients. Une fois que des femmes sont partie prenante d'un groupe et s'engagent dans un processus de

développement, aucun retour en arrière n'est possible, aucun père, aucun mari ne pourra s'opposer à l'émancipation⁴. »

Quel que soit le type d'activité, toute action de Caritas Bangladesh est basée sur le principe de l'adhésion et de la participation active des bénéficiaires. Selon Jeffrey Pereira en 1999, la Caritas n'a qu'un seul programme sous la forme de quarante-trois projets différents. Ils sont complémentaires et solidaires les uns des autres. Ainsi cela nous mène à la vision, à la mission et à l'objectif de Caritas qui sont, selon les termes mêmes de *Populorum Progressio*, de faire évoluer les gens d'un état de vie bas à un niveau un peu plus humain, à un style de vie un peu supérieur, d'apporter la joie, d'apporter le bonheur, d'apporter force et développement.

« Nous croyons fermement que les gens sont pauvres car ils ont perdu le pouvoir de la pensée, le pouvoir des mots et le pouvoir de s'organiser. Si les gens deviennent capables de penser par eux-mêmes, s'ils deviennent capables d'exprimer librement leurs sentiments et leurs pensées, s'ils peuvent être organisés en groupes qui partagent le même esprit, ils seront capables de réaliser un développement très rapide. Nous disons : développons le potentiel des gens. Et alors lorsqu'ils posséderont quelque chose ils seront capables de le garder, de l'utiliser et d'améliorer leur mode de vie.

Mais dans un pays majoritairement musulman, que signifie pour un organisme catholique "agir sans distinction de race ou de religion"? Certains trouvent encore très difficile de comprendre pourquoi les Occidentaux donnent tant d'aide simplement parce qu'on leur demande. Certains pensent même que ce n'est pas naturel. Dans le passé, pendant des siècles et des siècles, les hindous ne s'occupaient que des hindous, les bouddhistes ne s'occupaient que des bouddhistes, les communautés chrétiennes restaient dans de petits ghettos autour de l'église et s'occupaient seulement d'elles-mêmes. Les musulmans dans leurs quartiers étaient capables de s'occuper d'eux-mêmes.

4. *Le Jour du Seigneur*, France 2, janvier 1999.

Depuis quelques décennies, les idées circulent librement. Tous les hommes sont devenus très proches les uns des autres. L'information se partage en quelques secondes. Dès qu'il se passe quelque chose dans le monde, c'est connu partout immédiatement. Et les gens, tous les gens de toutes les races, de toutes les religions sont fondamentalement bons. La nature humaine est bonne. Tous veulent aider.

Quelle que soit la religion, tous les enseignements sont les mêmes : "Vous ne pouvez pas servir Dieu que vous ne voyez pas si vous ne servez pas votre voisin dans la détresse que vous voyez." On ne rencontre Dieu seulement qu'en s'inquiétant de son prochain. L'islam le dit très fortement : "Avant de manger regardez d'abord si votre voisin a de la nourriture." Les chrétiens disent la même chose », constate Jeffrey Pereira.

En 2009, avec quatre mille salariés chrétiens à 40 %, musulmans et hindous, soixante-quatre projets et un million six cent soixante mille bénéficiaires, Caritas Bangladesh révisé toujours régulièrement ses stratégies. Elle fonctionne autour de la mise en œuvre de quatre priorités : d'abord le développement des ressources humaines par l'éducation, la formation et l'amélioration des capacités individuelles, ensuite la promotion de la justice sociale et des droits de l'homme par le renforcement des potentiels des pauvres, des femmes et de minorités ethniques, puis la santé et les soins intégrant l'accès à l'eau potable, l'action en matière de sida, le planning familial, enfin l'écologie durable via l'usage raisonné des ressources et la formation aux opérations d'urgence.

À son budget annuel de 25 millions d'euros s'ajoute un encours de 13 millions d'euros de prêts à trois cent deux mille personnes. C'est du microcrédit, 43 euros en moyenne. Mais on sait son efficacité ; le taux de remboursement est de 96 %.

Un comité de l'audit et du budget composé de cinq personnes dont une administratrice supervise l'équipe de douze auditeurs internes et collabore avec les trois auditeurs externes.

Et elle reste fidèle à ses programmes de qualité : suite au cyclone de 2007 elle a construit trente-quatre nouveaux abris et elle anime un processus national de révision de leurs normes et standards. Elle forme à l'urgence son personnel, des fonctionnaires et des membres d'ONG. Elle participe à des consultations nationales par exemple en matière d'éducation. Elle met en place de nouveaux programmes agricoles faisant face au changement climatique en utilisant des variétés de riz poussant sur des terres salées, en créant des potagers flottants comme il en existe dans de nombreuses régions du monde ou en développant des méthodes de collecte de l'eau de pluie pour la pisciculture. Et puis, sens pratique oblige, elle ajoute dans les élevages de poulets, des canards qui flottent sur l'eau quoi qu'il arrive. Enfin, une « École de l'environnement » permet la formation à ces techniques nouvelles.

À la fin de mon séjour en 1999, Jeffrey Pereira tient absolument à m'accompagner lui-même tard le soir à l'aéroport. Dans la voiture, il me confirme que son mandat arrive à son terme. Tout le monde le sait. Mais il se montre inquiet pour la suite ; il y a débat au sein de la Conférence épiscopale. Compte tenu de l'importance de Caritas au Bangladesh, tant par le volume de ses activités et de son budget que par son impact et son rayonnement internes et externes, est-il raisonnable de continuer à en confier la direction à un laïc ?

Un nonce⁵ précédemment en poste à Dacca l'avait blessé au plus intime de lui-même en critiquant la Caritas pour ses collaborations avec des non-chrétiens ! Des évêques locaux, pourtant engagés dans la pastorale sociale, commençaient à douter, accompagnés par quelques personnes au Vatican. Il avait fallu l'intervention du président et du secrétaire général de Caritas Internationalis pour calmer les esprits et réaffirmer l'essentiel.

Dans cette société où les chrétiens sont ultra-minoritaires et les fondamentalismes au travail, Caritas doit veiller à ses stratégies.

5. Ambassadeur du Vatican.

Jeffrey Pereira s'attriste de faire le constat en maintes occasions que malgré toutes les dénégations de principe, dans les faits, les laïcs sont considérés par certains dans l'Église comme des êtres inférieurs.

La bonne nouvelle arrivera quelques semaines plus tard. Le directeur administratif et financier de Caritas, Bitu Da Costa, sera choisi comme secrétaire général. Je le connais bien. S'il est moins visionnaire et emblématique que son ami, il assurera parfaitement une continuité de la stratégie. Il sera lui-même remplacé quelques années plus tard par Benedict D'Rozario. Celui-ci avait été, lors de mon premier voyage dans le pays en 1989, un guide affûté en matière de développement, le meilleur de tous mes mentors de par le monde.

Après Jeffrey Pereira, bien sûr !

Caritas

Un acteur de charité épris de solidarité et de justice

Le congrès mondial sur la Charité organisé par le Conseil pontifical Cor Unum¹ à Rome, en janvier 2006, se tient dans la salle du Synode. L'assistance est rouge des calottes et tenues des vingt et un cardinaux, vingt-huit présidents de conférences épiscopales, onze présidents de dicastères du Saint-Siège, des évêques. De nombreux ambassadeurs, des représentants des Nations unies et d'ONG chrétiennes ou laïques et trente responsables de Caritas du monde entier complètent l'assistance qui va pendant deux jours participer au lancement de la nouvelle encyclique *Deus Caritas est*.

Les débats sont ouverts par James Wolfensohn, ancien président de la Banque mondiale où il a mené des initiatives relatives à la réduction de la dette des pays pauvres, à la protection de l'environnement, à la lutte contre la corruption, à la prévention et au traitement du sida.

Dans son intervention, il aborde les défis de l'humanité : « Nous devons affronter des questions concernant les systèmes juridiques, les droits, la corruption, la gouvernance, la distribution, le manque d'eau, les besoins physiques sur une planète en érosion ; nous devons affronter des questions concernant l'organisation, l'éducation et la santé. Ici, permettez-moi de rendre hommage au travail remarquable de l'Église dans les domaines de la santé et de l'éducation, en particulier dans des régions où les difficultés sont majeures et les besoins plus pressants. »

1. Chargé de la promotion de la Charité.

J'interviens à sa suite :

« Aujourd'hui, la mondialisation selon M. Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie et ancien chef économiste et vice-président de la Banque mondiale, est "l'intégration plus étroite des pays et des peuples du monde qu'ont réalisée, d'une part, la réduction considérable des coûts du transport et des communications et, d'autre part, la destruction des barrières artificielles à la circulation transfrontalière des biens, des services, des capitaux, des connaissances et – dans une moindre mesure – des personnes²."

Le pape Jean-Paul II a lui aussi pris position : "L'Église offre une contribution valable à la problématique de l'économie actuelle mondialisée. Sa position morale en cette matière s'appuie sur les trois pierres angulaires fondamentales de la dignité humaine, de la solidarité et de la subsidiarité. L'économie mondialisée doit être analysée à la lumière des principes de la justice sociale, en respectant l'option préférentielle pour les pauvres qui doivent être mis en mesure de se défendre dans une économie mondialisée, et les exigences du bien commun international³."

M. Josef Stiglitz est sur la même ligne : "Il est exact qu'on ne peut pas réduire durablement la pauvreté sans croissance économique vigoureuse. Mais l'inverse n'est pas vrai. S'il y a croissance, rien n'impose qu'elle profite à tous. Il n'est pas exact que la marée montante soulève tous les bateaux. Parfois, quand la marée monte vite, en particulier par gros temps, elle projette les embarcations les plus frêles contre les rochers de la côte et les réduit en miettes⁴."

À la fin de l'évangile selon saint Jean, le Christ "donne un commandement nouveau : c'est de vous aimer les uns les autres. Comme je vous ai aimés, vous aussi aimez-vous les uns les autres" (Jn 13,34).

2. Joseph Stiglitz, *Globalisation and its Discontents*, W.W. Norton, 2002.

3. Exhortation apostolique post-synodale *Ecclesia in America*, Mexico, 22 janvier 1999.

4. *Ibid.*

Ce commandement est nouveau car il s'agit d'aimer comme le Christ, jusqu'au don total de sa vie. Et il est nouveau car il ne connaît pas de frontières. Le prochain, c'est tout homme, toute femme, quelles que soient sa race, sa religion, sa culture. "Les institutions et les services chrétiens qui se limiteraient aux croyants et élimineraient sciemment les autres sont inconcevables [...]. La charité de l'Église doit toujours être ouverte à tous⁵."

Le prochain donc en tant qu'objet d'amour pour la charité, le prochain en tant que sujet de droit pour la justice⁶. Charité et justice marchent la main dans la main. Paul VI l'écrit dans *Evangelii nuntiandi*: "Il est impossible d'accepter que l'œuvre d'évangélisation puisse ou doive négliger les questions extrêmement graves, tellement agitées aujourd'hui, concernant la justice, la libération, le développement et la paix dans le monde. Si cela arrivait, ce serait ignorer la doctrine de l'Évangile sur l'amour envers le prochain qui souffre ou est dans le besoin" (n° 31). [...]

Caritas constitue aussi l'un des ponts entre l'Église et le monde, un lieu de plein vent, un lieu d'œcuménisme et de dialogue inter-religieux en actes. [...]

L'identité de Caritas se décline autour de charité, solidarité, justice. Selon le *Catéchisme de l'Église catholique* la justice envers les hommes vise le respect des droits, la promotion de l'équité et du bien commun. La solidarité est une vertu "éminemment chrétienne qui pratique le partage des biens spirituels plus encore que matériels".

Ce triptyque caractéristique, charité, solidarité, justice, va jouer sur l'identité, liée à des situations dans lesquelles les Caritas particulières viennent dans un esprit de service, incarner, "glocaliser" – mot né des travaux de la Banque mondiale insistant sur le lien

5. Prof. Dr. Heinrich Pompey, Université de Freiburg, Allemagne, *Biblical and theological foundations of charitable works*, World Congress on Charity, Cor Unum, Rome 12-15 mai 1999.

6. Lettre pastorale de l'évêque de Metz/France – Mgr Pierre Raffin, o.p. – à l'occasion du 100^e anniversaire de la Fédération Caritas, 20 septembre 2005.

entre le mondial et le local –, la mission de l'Église universelle dans un lieu, un pays, un diocèse, une paroisse, une communauté locale, dans une histoire pour, comme le disait le pape Jean-Paul II, à Vienne, en 1998, "combler progressivement, à propos de la lutte contre la pauvreté, l'écart inhumain des niveaux de vie". [...]

Et Caritas Internationalis définit ainsi sa vision : "Caritas pense que les faibles et les opprimés ne sont pas des objets de la pitié, mais des sujets du changement, menant la lutte pour éradiquer la pauvreté déshumanisante, les conditions de vie et de travail inacceptables, et les systèmes sociaux, politiques, économiques et culturels injustes." [...]

Son plaidoyer se fonde sur l'expérience et le partenariat avec les victimes et les rejetés. Il incarne l'option préférentielle pour les pauvres et l'enseignement social de l'Église. Il vise la justice économique et sociale, les droits de l'homme et la paix. Il a pour but le changement des analyses des responsables, le changement des politiques, lois et réglementations, le changement des procédures et des pratiques. [...]

Face à l'échec de l'ajustement structurel, les ONG réunies au sein de la grande campagne Jubilé 2000 ont collectivement proposé de faire de la lutte contre la pauvreté la priorité des actions de développement. Il en a été de même d'institutions internationales, au cours des années 1990, telles l'OCDE (avec les objectifs internationaux de développement ensuite repris par la communauté internationale sous le vocable d'Objectifs de développement du millénaire) ou encore la Banque mondiale qui en 1990 axait son rapport annuel sur le développement dans le monde sur la pauvreté. Les réseaux catholiques – Caritas Internationalis et Cidse – participaient à ce mouvement de Jubilé 2000 et publiaient en 1998 un document intitulé *Faire passer la vie avant la dette* dans lequel ils demandaient notamment que l'annulation de la dette soit subordonnée à un investissement dans le développement humain⁷.

7. Caritas Internationalis/Cidse, *Faire passer la vie avant la dette*, 1998, p. 17-18.

L'un des résultats de la campagne Jubilé 2000 fut le G7 de Cologne en juin 1999 où il fut décidé de centrer le développement sur la lutte contre la pauvreté et d'en confier la mise en œuvre aux Institutions financières internationales. C'est ainsi que sont nées les stratégies de réduction de la pauvreté (SRP), fruit d'une revendication de la société civile à laquelle il était proposé de participer.

Le réseau des Caritas a donc décidé de saisir l'opportunité qui lui était offerte pour s'investir dans le processus des SRP, ce qu'il fait en travaillant avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international et leur transmettant ses réflexions et constats, au travers de rencontres, d'organisations de séminaires et également de documents⁸. [...]

La réforme des Institutions financières internationales (IFI), la dette et le financement du développement forment une autre interpellation que mènent les organisations catholiques. Cette question est abordée dans le cadre de la gouvernance mondiale⁹, mais un accent particulier a notamment été porté sur les IFI¹⁰ avec une série de propositions relatives à une restructuration des conseils d'administration avec une répartition des sièges permettant une meilleure représentation des pays en développement. [...]

La question de la dette continue à dominer une grande partie des relations avec les IFI, car elle a de fait constitué un déclencheur essentiel tant pour le développement de la pratique de plaidoyer et

8. Caritas Internationalis/Cidse, *De la dette à l'éradication de la pauvreté: le rôle des stratégies de réduction de la pauvreté*, mars 2001; CSRP: *Banque mondiale et FMI tiennent-ils leurs promesses?*, avril-décembre 2004; *Le théâtre des CSRP. L'élaboration en coulisses de la politique et l'avenir du processus des CSRP*, décembre 2004; *Contribution à la revue des SRP*, avril 2005; *Agir autrement pour réduire la pauvreté à la 6^e conférence interministérielle de l'OMC à Hong Kong*, juin 2005.

9. Caritas Internationalis/Cidse, *Agir pour une gouvernance mondiale de progrès*, janvier 2004.

10. Caritas Internationalis/Cidse, *Une réforme trop longtemps attendue. Fonds monétaire international, Banque mondiale et gouvernance économique mondiale 60 ans plus tard*, avril 2005; *The other side of the coin... – An alternative perspective on the role of the International Monetary Fund in low-income countries*, Trócaire, septembre 2004.

d'influence au sein des réseaux catholiques que pour la relation concrète avec lesdites institutions. En ce domaine aussi un certain nombre de documents permettent de retracer les relations¹¹.

Ces dernières années les réseaux d'Église ont mis principalement l'accent sur différents thèmes :

- la participation des plus pauvres ;
- la lutte contre la pauvreté et son lien avec l'annulation de la dette au profit du développement humain ;
- l'intégration des composantes du développement dans une démarche que l'on appellera aujourd'hui développement durable ;
- dans les stratégies de réduction de la pauvreté, l'idée du développement polycentré donc adapté à chaque pays, pris en charge par chaque pays dans des plans soutenus par les bailleurs de fonds ;
- la taxation internationale et sa redistribution.

En matière de flux financiers, les organisations de la société civile sont dans des situations fort différentes.

En matière d'aide internationale, elles ne perçoivent qu'une fraction de l'aide publique au développement. Leurs fonds propres, privés, sont en forte augmentation, passant de 7 milliards de dollars en 2000 à 11 milliards en 2004, à comparer à leur part dans l'aide publique, 5 milliards en 2004. Et il faut reconnaître l'insuffisance de la réponse face à l'extrême pauvreté dans de si nombreux pays.

En matière d'aide sociale, médicale, etc., dans les pays riches ou intermédiaires, les situations sont trop différentes pour pouvoir tenir une analyse généralisée. Dans certains cas, l'État, les Régions et les autorités ou services publics ou paritaires assurent la quasi-totalité de la tâche. Dans d'autres cas, elle est confiée soit au secteur privé marchand qui se finance par ses clients et les

11. Caritas Internationalis/Cidse, *Financer le développement par la redistribution*, septembre 2001 ; *Soutenabilité et justice. Une renégociation globale de la dette des pays pauvres assortie d'un processus d'arbitrage international*, septembre 2004 ; *Au-delà des chiffres, veiller à ce que les OMD combattent l'injustice structurelle*, avril 2005.

systèmes de protection sociale soit au secteur non lucratif, plus social, financé par les mécanismes publics et privés de protection sociale, subventions directes ou prestations de services. De multiples systèmes et mécanismes coexistent de par le monde.

Et pour compliquer encore l'analyse, certains pays vont financer leur protection sociale majoritairement par l'impôt, d'autres majoritairement par les cotisations sociales liées à l'activité professionnelle.

Dans les deux situations, aide sociale et médicale, aide internationale, l'une des grandes forces des organisations catholiques est, de par la structure même de leurs réseaux – particulièrement capillaires – de toucher énormément de monde, surtout parmi les plus pauvres, de pouvoir ainsi aborder de près la pauvreté, d'être généralement aptes à l'analyser et donc de dresser des constats aisément vérifiables. Ils apportent ainsi une vision différente des visions macroéconomiques. Leur force est de faire comprendre le lien entre le micro et le macroéconomique.

Les acteurs publics, États et gouvernements nationaux et régionaux, organisations internationales les plus diverses non seulement soutiennent les actions des ONG et des services médico-sociaux privés non lucratifs et même ne peuvent pas s'en passer dans leur gestion de l'intérêt général et du bien commun. [...]

Et que faire par exemple face à la montée généralisée de la prise de conscience du nécessaire développement humain durable¹²? Le caractère non durable de notre mode de développement actuel et sa poursuite mettent gravement en jeu notre responsabilité envers les générations futures avec l'épuisement et la dégradation des ressources naturelles, l'inégalité dans les modes de consommation et le déni de la vertu de tempérance. Nous sommes au cœur des "structures de péché", notion si présente dans l'enseignement du pape Jean-Paul II. Ces "péchés sociaux [...]" crient vers le ciel, parce

12. Justice et Paix France, *Notre mode de vie est-il durable?*, Karthala, 2005.

qu'ils engendrent la violence, brisent la paix et l'harmonie entre les communautés d'un même pays, entre les pays et entre les diverses régions du continent". Parmi elles on doit rappeler "le commerce de la drogue, le recyclage des bénéfices illicites, la corruption dans quelque domaine que ce soit, la violence terroriste, la course aux armements, la discrimination raciale, les inégalités entre les groupes sociaux, la destruction irraisonnée de la nature¹³". [...]

Face à ces enjeux, le pape Benoît XVI dans ses vœux au Corps diplomatique début janvier 2006 appelle la communauté internationale à la raison : "La paix [...] n'est pas seulement le silence des armes ; [...] on ne peut parler de paix là où l'homme n'a même pas l'indispensable pour vivre dans la dignité. Je pense ici aux foules innombrables de gens qui souffrent de la faim. [...] Ces êtres humains ne sont-ils pas nos frères et nos sœurs ? [...] Sur la base des données statistiques, on peut affirmer que moins de la moitié des immenses sommes globalement destinées aux armements serait plus que suffisante pour que l'immense armée des pauvres soit tirée de l'indigence, et cela de manière stable. La conscience humaine en est interpellée." [...]

Le philosophe Emmanuel Levinas, en empruntant constamment à Dostoïevski la phrase d'Alioucha dans *Les frères Karamazov*, conçoit les droits de l'homme comme ceux de l'autre homme, du frère : "Nous sommes tous responsables de tout et de tous devant tous, et moi plus que tous les autres." »

À la fin de cette intervention, le groupe se rend à l'audience du pape Benoît XVI en traversant les jardins, cours et corridors du Vatican. James Wolfensohn et moi-même ne portant ni col romain ni ceinture rouge, n'avons pas droit à la bienveillance des gardes suisses qui orientent les cardinaux et évêques vers les ascenseurs. Sans regret, nous prenons donc avec de nombreux laïcs et prêtres

13. *Ecclesia in America* n° 56.

un magnifique escalier baroque et débouchons dans la vaste salle Clémentine du XVI^e siècle. Dans son discours Benoît XVI dévoile quelques aspects de l'encyclique à paraître le lendemain : « L'organisation ecclésiale de la charité n'est pas une forme d'assistance sociale qui s'ajoute par hasard à la réalité de l'Église, une initiative que l'on pourrait également laisser à d'autres. Au contraire celle-ci fait partie de la nature même de l'Église. »

Chrétiens arabes

Des notables en service

En 1992, la transition s'opère entre deux présidents de Caritas Liban. Le père Paul Matar, en fin de mandat, nous accompagne tout au long de nos visites. Il deviendra quelques années plus tard l'archevêque maronite de Beyrouth. C'est un homme courageux, chaleureux et pédagogue qui pilota Caritas pendant la guerre. En introduisant la réunion de la Coordination des ONG, il relève les caractéristiques de l'action humanitaire, une forme d'ingérence positive au nom de l'Amour, de la gratuité, du cœur. Une action différente de celle de l'État qui s'occupe du droit. L'encyclique *Deus Caritas est* de 2006 n'est pas loin.

Je le rencontrerai fréquemment par la suite. Il est de ceux qui font comprendre combien le soutien à la scolarisation des enfants est indispensable particulièrement en période de crise ou de guerre. Mais il faut aider les familles pauvres sous forme de bourses. Soutenir directement les écoles, ce serait aider les riches. Pourquoi pas ? Mais ce n'est pas le rôle de Caritas ! Et l'aide de 60 millions de francs que va apporter la France aux écoles publiques, rien aux écoles privées, le fait bondir.

Comme tout bon maronite, solide montagnard prêt à la résistance, il défendra toujours ce maintien de la présence chrétienne alors que certains proposent généreusement d'aider aux départs et aux réinstallations à l'étranger. Cela fait écho à la protestation véhémement quelques années plus tard du prêtre espagnol, directeur de Caritas Albanie, quand un cardinal italien proposera un peu naïvement d'accueillir des chrétiens albanais en Italie : « Les chrétiens albanais doivent rester en Albanie ! »

La journée à Saïda au sud du Liban est émouvante. Sœur Aïda, une religieuse libanaise dirige la Caritas locale avec fermeté ; elle est connue dans la région pour son engagement et sa capacité de résistance. Un jour, arrêtée à un barrage de miliciens, elle bloquera la route pendant des heures tant que le « chef » ne sera pas venu lui présenter des excuses !

Des villages entiers ont été détruits par les Druzes et les musulmans. Revenus après les combats et les destructions, les habitants, des chrétiens, ont reconstruit maisons, ateliers et magasins, en partie grâce aux dons et aux prêts de Caritas et à son soutien sans faille. En contrebas, un village musulman chiite a lui aussi été aidé. Du haut de la colline, on surplombe le camp palestinien d'Ain Helevé et ses deux cent mille habitants.

Peu avant, en novembre 1990, juste avant la première guerre du Golfe, le sentiment antiaméricain, anti-occidental domine. L'évêque latin d'Amman en Jordanie, Mgr Selim Sayed, explique le fort parti pro-arabe : une fois de plus avec l'arrivée de troupes étrangères en Arabie Saoudite, les puissants écrasent les faibles. Certes, l'Irak a eu tort d'envahir le Koweït, mais alors que penser des si nombreuses résolutions des Nations unies condamnant Israël et laissées sans suite. En Cisjordanie les enfants sont toujours « chassés comme des chiens » !

Tout au long du séjour l'admiration pour Saddam Hussein apparaît en arrière-fond, ce « héros » qui ose affronter les États-Unis, qui redonne conscience de son être au monde arabe, même si l'invasion du Koweït est anormale, quoique l'Émir, du fait de sa richesse et ses « centaines de femmes » (*sic*), méritait une correction.

Le plus émouvant se déroule lors d'un dîner à l'invitation de la mère du directeur de Caritas. Sur les hauteurs d'Amman dans un village chrétien, elle nous reçoit, silhouette frêle enveloppée dans une large robe noire. Mais quelle énergie pour nous agresser pendant toute la soirée sur la terrasse. Après un accueil souriant, de l'apéritif jusqu'au plat de viande traditionnel, la vieille femme au

visage buriné multiplie attaques et critiques quasi incessantes que nous recevons bouche bée: « Occidentaux fils de croisés », « Occidentaux qui martyrisent et oppriment le peuple arabe ». « Caritas panse les plaies et attaque le héros irakien. » « L'armée américaine vient protéger le pétrole pillé et acheté à vil prix. » « Les chrétiens arabes sont vrillés entre leur haine des États-Unis et le rêve d'y faire leur vie », etc. Mais subitement elle part à la cuisine et en revient avec un superbe gâteau :

« Je savais que je ne pourrais pas me retenir, malgré les promesses faites à mon prêtre de fils. Je savais que j'aurais à me faire pardonner ma fureur. Alors, je vous ai préparé un bon dessert ! »

Quelques années plus tard un nouveau directeur, laïc, ingénieur, met peu à peu de l'ordre dans les activités très marquées par l'aide aux Palestiniens et maintenant aux réfugiés irakiens. Il nous invite chez lui et nous rencontrons son père, un Bédouin en grande tenue qui nous fait l'honneur de son accueil traditionnel. Beaucoup seraient surpris de ces Arabes chrétiens, comme lors des Journées mondiales de la jeunesse à Paris, quand s'avancera pour communier à Notre-Dame un groupe d'Arabes enturbannés.

Les migrations de chrétiens se poursuivent, malgré les difficultés qu'ils peuvent rencontrer pour s'installer. L'envoi d'enfants pour des études universitaires par exemple en France, au Canada, aux États-Unis, en Angleterre, en Suisse représente aussi une stratégie d'assurance pour l'avenir de toute la famille. Diplômés, ils seront dans le système et proche d'éventuelles naturalisations si nécessaire.

Quelques figures ressortent de ces régions. Ainsi Joseph Farah, secrétaire du conseil de Caritas Liban en 1992 sera le président pendant de nombreuses années du collectif des ONG libanaises, chrétiennes, musulmanes et laïques. Il est un exemple typique de tous ces Libanais aisés engagés comme bénévoles actifs. Avocat à la tête d'un gros cabinet à Jounié et Beyrouth, il consacre chaque semaine un après-midi comme membre du Bureau de Caritas. Il faut y ajouter les réunions du conseil, de la commission juridique,

les travaux préparatoires et plus tard sa participation à la commission des affaires légales de Caritas Internationalis ou, en 2007, son rôle de président de la région Moyen-Orient et nord de l'Afrique. Voilà des « notables », juristes, financiers, ingénieurs, hommes d'affaires qui choquent parfois certains collaborateurs de nos réseaux européens mais qui contribuent à l'action de façon très importante avec chaleur et générosité.

Pierre Michaca, alors vice-président de Caritas Liban et membre de la commission des finances de Caritas Internationalis, me permet de suivre régulièrement la situation pendant la guerre civile et toutes ces années si cruelles pour le peuple libanais. Avant chacune des réunions semestrielles, nous dînons dans de petites tavernes romaines où les bien légères exceptions à son régime n'ont pas dû laisser trop de traces puisqu'il m'invitera en novembre 2007 à dîner à Beyrouth, en pleine forme et encore en activité professionnelle. Je découvre les tensions et les combats, les activités humanitaires de Caritas qui de l'urgence pure glissent vers la reconstruction, les énormes programmes d'assistance humanitaire, de logement, de bourses médicales et scolaires que Caritas conduit. Il est de ces hommes qui ont toujours fait mon admiration car ils ont le vrai courage : celui qui ne baisse pas les bras ni dans ses engagements bénévoles intenses comme membre du Bureau de Caritas, ni au plan professionnel quand la guerre détruit sa société d'importation d'ascenseurs et qu'il crée une société d'informatique.

Le nouveau président de Caritas Liban en 1992 est le père Fouad El Hage. Il a cinquante et un ans, une formation en droit canon à Rome et en gestion aux États-Unis où il vient de passer huit ans. Il a la double nationalité libanaise et américaine. Originaire de Zahlé, dans la Bekaa, la ville du vin et de la poésie, il sera un administrateur précis de Caritas et un séducteur tant dans ses fonctions au Liban que lorsqu'il sera président de la région Moyen-Orient et ensuite de Caritas Internationalis qu'il poussera dans des processus de planification stratégique. Je travaillerai sans

cesse avec lui. Il fait partie de ces hommes ponts entre l'Orient et l'Occident.

Mais il avait ses taquineries. Un jour, à Rome, un prêtre polonais nous agaça avec son classicisme combatif. Mgr Fouad El Hage se mit alors à nous raconter en détail et sur un ton détaché sa rencontre récente avec l'un de ses curés de paroisse, marié et père de cinq enfants. Face à l'archevêque maronite de Tripoli, notre brave Polonais se rembrunira.

Il tomba malade d'un cancer. Quand je lui rends visite fin 2004, il n'a de cesse de piloter mon séjour depuis son lit d'hôpital, organisant tout, convoquant comme un grand seigneur, ses amis, l'un pour qu'il m'invite à dîner, l'autre à déjeuner. Et chaque fois, comme par hasard, ce sont des moments de détente... et de travail. Il décède en mai 2005. Lors de ses obsèques à Tripoli, ville musulmane à majorité sunnite, l'extraordinaire rayonnement de cet homme est perceptible au travers des rues où, partout, est affiché son portrait en grande tenue d'archevêque maronite. Il faut dire que son prédécesseur n'avait quasiment jamais mis les pieds dans la ville alors que lui y résidait, avait rénové ses locaux, entretenait des relations avec les autorités musulmanes.

La dernière fois que je lui parle, c'est au téléphone depuis la place Saint-Pierre, lors des obsèques de Jean-Paul II, où avec Duncan MacLaren, secrétaire général de Caritas Internationalis, nous représentons la confédération. Nous sommes noyés dans la foule près d'une des fontaines après nous être glissés subrepticement dans un groupe de parlementaires polonais, car les invitations officielles ne nous parviendront que le lendemain. Il est ravi de notre espièglerie et de nos commentaires en direct sur la cérémonie.

Climat

Où vont aller les réfugiés climatiques ?

La capacité à mobiliser la population dans des activités de plaidoyer est une des caractéristiques des organisations anglo-saxonnes. Tel est le cas de SCIAF, la Caritas écossaise, petite structure de vingt-cinq salariés centrée à 100 % sur les questions de développement au Sud et qui a dans son équipe un responsable du plaidoyer et un responsable des campagnes.

À propos du changement climatique, elle lance en 2008 un appel à tous les citoyens pour qu'ils écrivent une lettre à leurs parlementaires à partir du modèle proposé et largement distribué par courrier, ou diffusé sur Internet :

« Le changement climatique arrive et cause des souffrances disproportionnées aux plus pauvres et aux plus vulnérables habitants de notre planète alors que ce sont eux qui en sont le moins responsables.

Le projet de loi relative au changement climatique est une bonne chose comme l'engagement de l'Écosse à prendre sa part de ce challenge.

Je vous prie de soutenir l'incorporation des éléments suivants :

1. Définir des objectifs appropriés :

- S'engager à des actions qui limiteront l'augmentation des températures à moins de 2 degrés.
- Selon les études scientifiques les plus récentes, cela veut dire réduire les émissions de CO₂ d'au moins 3 % par an, et d'au moins 80 % d'ici à 2050.

2. Mettre en place des mécanismes de transparence et de responsabilité. Publier un budget annuel CO₂ et charger quelqu'un de le mettre en œuvre.



Le double risque du changement climatique

À gauche

D'une part, un risque élevé de conflits armés dans quarante-six pays touchant deux milliards sept cents millions de personnes et, d'autre part, un haut risque d'instabilité politique dans cinquante-six autres pays touchant un milliard deux cents millions de personnes.

-  États menacés de conflits armés
-  États menacés d'instabilité politique

Impact global du changement climatique



-  de très grave à sérieux
-  de significatif à modéré

D'après International Alert, à partir du *Bilan 2007 du changement climatique* du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

3. Mettre en place des stratégies honnêtes et durables de réduction des émissions, qui participent au développement durable et n'ont pas d'effets contraires sociaux ou écologiques pour les pays en développement.

L'Écosse peut et doit faire de son mieux pour prévenir des changements climatiques qui minent tout progrès vers l'élimination de la pauvreté. Merci de soutenir une loi de progrès.

Je me réjouis par avance de vos commentaires et vous renouvelle mes vœux pour un monde débarrassé de la pauvreté. »

Et cela marche. Ce type de campagne a des effets visibles. C'est ainsi par exemple que le gouvernement de Tony Blair s'est peu à peu mobilisé pour les annulations de dettes à la fin du XX^e siècle.

La pédagogie de Caritas s'exprime aussi par des activités concrètes mobilisant des jeunes comme en Estonie où une sensibilisation aux questions écologiques se développe via la rénovation, dans le Nord-Est, d'une maison destinée à accueillir un centre de jeunes, avec utilisation extensive de méthodes « vertes ». Cette région le long de la mer Baltique a été massacrée par des usines à la soviétique dont une d'enrichissement d'uranium. L'Union européenne y a financé la couverture de la décharge de minerai par une énorme colline de terre.

En avril 2007, une conférence sur le changement climatique et le développement est organisée par le Conseil pontifical Justice et Paix. Bien étrange situation. La conférence est victime d'une tentative de manipulation par les représentants des « sceptiques » ou des lobbies. Manifestement la liste des invités n'a pas été bien contrôlée.

Un physicien nucléaire italien, le professeur Antonino Zichichi, connu pour ses idées un peu fondamentalistes, met en avant la complexité des questions relatives au changement climatique et attaque les modèles d'évolution reconnus internationalement. Il est suivi par le professeur américain Fred Singer qui émet des doutes sur le caractère empirique des recherches sur le changement climatique. La tension monte car il est critiqué pour ses liens avec l'industrie du tabac et les sociétés pétrolières !

Un théologien américain explique que l'extraction du pétrole consiste aussi à faire remonter à la surface de la terre les corps fossilisés de plantes et animaux qui en sont la source. Ainsi l'homme les réintroduit-il dans un processus de résurrection, à l'image du Christ! Remous dans la salle. Ma surprise est que le cardinal Martino, qui préside, ne dit rien, pas même un léger raclement de gorge.

La conférence est donc polluée par ces prises de position. Elle continue cependant vaillamment grâce aux apports de divers experts français et britanniques. Plusieurs évêques anglicans et luthériens contribuent à la qualité des travaux. Et courageusement, une femme masai du Kenya décrit les changements dans ses réalités de vie du fait de la sécheresse aggravée, sous les quolibets des sceptiques.

En conclusion devant la presse, le cardinal Martino invite à l'action dans la ligne de l'intervention de l'ambassadeur argentin Raul Estrada Oyuela, le diplomate qui conduisit les négociations du Protocole de Kyoto et qui appelle les pays développés à plus d'ambition et de courage.

J'avais été fortement sensibilisé au sujet, un an auparavant, en Nouvelle-Zélande lors de la Conférence régionale de Caritas Océanie.

Quel vent! J'arrive de Paris via Sydney. L'avion plane comme une feuille d'automne pour atterrir à Wellington. « Windy Wellington » – Wellington la venteuse – m'ont inlassablement répété des amis australiens. Ils ont oublié le froid! Et il fera froid pendant presque tout le séjour. C'est l'hiver. Une tempête fait rage. Et en prime, il paraît qu'un gros iceberg remonte du sud et rafraîchit le climat.

Le sujet principal est le changement climatique! La région Océanie pousse cette question dans la confédération.

Le père Michael MacKensie de Kiribati présente la situation dans son pays, un archipel situé à la fois en Polynésie et en Micronésie, entre les îles Marshall et Hawaï au Nord et les îles

Salomon. Le Kiribati est composé de trente-trois îles dont l'altitude varie entre deux et trois mètres. La température de l'eau a augmenté depuis 1950, passant de 28 à 29 degrés.

Ces îles sont très vulnérables au réchauffement climatique jumelé à des destructions de l'environnement. Déjà les grandes marées font des dégâts importants. Le stock de poisson baisse. Les pluies sont plus rares et l'agriculture est affectée. Où vont aller les réfugiés de l'environnement ?

L'assemblée générale de Caritas Internationalis de 2007 porte une attention particulière à ce sujet essentiel pour l'avenir de l'humanité et qui fait maintenant l'objet de travaux concrets du réseau, intégrant ces questions aux programmes. « L'augmentation de la population mondiale et les exigences croissantes des consommateurs ont eu un impact fort sur l'exploitation de l'environnement, le laissant plus fragile que jamais. La population des pays riches détruit l'environnement à force de consommation excessive alors que la population des pays pauvres surexploite les ressources pour simplement survivre. »

Cet axe de travail se poursuit. La secrétaire générale, Lesley-Anne Knight, prend la parole à Genève devant le Forum humanitaire global lors de sa session sur le changement climatique, fin juin 2009, présidée par Kofi Annan, l'ancien secrétaire général des Nations unies.

« Il est nécessaire de développer la prise de conscience des effets du changement climatique sur tout ce que nous faisons. Cela n'aurait pas d'intérêt de mettre en place des programmes agricoles, des projets relatifs à l'eau, à la santé, aux migrations, à la paix, sans prendre en compte l'effet du changement climatique sur l'avenir de ces activités. »

L'aspect préventif doit être développé. « Nous voyons la valeur de cette approche dans des lieux comme le Bangladesh où nous avons construit des abris anticyclonique à la fois écoles et centre communautaires qui procurent un refuge sûr lorsque le désastre explose. »

Dans ce contexte et pour faire face aux challenges du futur, les gros consommateurs doivent accepter une diminution de leurs niveaux de vie, « conduire de plus petites voitures, prendre moins de vacances à l'étranger, ne pas consommer des fruits et des légumes exotiques toute l'année, et peut-être payer un peu plus d'impôt ».

Caritas Internationalis et Cidse publient une déclaration juste avant le sommet mondial sur le changement climatique de Copenhague de décembre 2009 pour demander que les pays industrialisés visent un objectif de réduction des émissions de gaz de 40 % en 2020 par rapport aux niveaux de 1990 et s'engagent à limiter le réchauffement climatique bien en deçà de 2 degrés.

De plus, les pays développés doivent s'obliger à un financement public additionnel d'au moins 130 milliards d'euros par an d'ici à 2020 pour permettre aux pays en voie de développement de s'adapter aux impacts du changement climatique et mettre en place leur développement durable.

Voir aussi : *Objectifs de développement du millénaire.*

Coca

L'échec des cultures de substitution

Une journée dans le Chiapare bolivien, par une magnifique route qui d'abord grimpe dans les hautes montagnes boisées avant de plonger soudainement dans la plaine sous Cochabamba, permet un contact avec la coca et la visite d'une « installation », en clair un atelier de traitement.

Traditionnellement, les régions andines connaissent la culture de la coca. Alors que les Incas utilisaient celle-ci pour les cérémonies religieuses, les Espagnols en ont inventé l'usage pour permettre aux Indiens soumis aux travaux forcés dans les mines d'argent de mieux résister : la feuille de coca contient de nombreux éléments nutritifs et fait passer les sensations de faim, de froid, de fatigue lorsqu'elle est mâchée.

Une tisane de coca permet de lutter contre le mal des montagnes. Elle est offerte au voyageur, même à Jean-Paul II lors de sa visite, nous dira-t-on plusieurs fois.

La feuille de coca est maintenant détournée pour élaborer la cocaïne. Il faut trois cents à trois cent cinquante kilos de feuilles pour faire un kilo de cocaïne. Partout la coca pousse, petit arbuste qui donne quatre récoltes par an. Le propriétaire garde la moitié du produit de la vente, le gérant 40 %, le ramasseur 10 %. Et pour la cuisine, tous trois font venir d'ailleurs des jeunes filles, nourries mais non rémunérées, comme nous le dit l'évêque retraité d'Aiquile, Mgr Jacinto Eccher. La région est pauvre, sans électricité.

Les cultures de substitution échouent les unes après les autres : leurs profits ne concurrencent jamais ceux de la coca !

Ainsi, au début des années 2000, on estimera dans un autre contexte qu'un paysan afghan gagne environ 13 000 dollars par hectare en cultivant du pavot, contre seulement 400 avec du blé¹.

Voir aussi : *Plaidoyer Colombie*.

1. *Le retour des Talibans*, Ahmed Rashid, Éditions Delavilla, 2009, p. 237.

Cohérence

Pas si simple

Dans un réseau comme celui de Caritas, la question est souvent de savoir qui décide. Dans l'immense majorité des cas, c'est bien évidemment l'organisation locale, responsable dans son pays de l'action. Mais parfois des tensions vont surgir quand des financeurs veulent imposer leurs concepts, normes et idées.

Ainsi en Bosnie, au cours de l'hiver 2002, à Mostar et à Sarajevo, je visite plusieurs établissements qui me posent question par leur volume et leur qualité, jardins d'enfants, centre occupationnel pour handicapés adultes, centre de soins pour enfants handicapés. C'est délicat. Il ne s'agit pas de dire qu'il faut faire du bas de gamme. Mais là cela semble au-delà des standards normaux. Rarement, mais quand même, j'ai rencontré des situations de suréquipement de ce genre, comme ce cabinet dentaire dernier cri à Mekele, en Éthiopie, financé par une ONG médicale italienne. Je me demande ce qu'il est devenu.

Au Liban, en mai 2008, lors de l'inauguration de deux programmes de reconstruction suite à la guerre de l'été 2006, l'amertume de responsables chrétiens manifeste les tensions toujours à fleur de peau. Deux cérémonies typiquement orientales se tiennent : accueil par les cheihs chiïtes et leurs acolytes, discours et embrassades, café et pâtisseries au miel. Avec des financements européens, les Caritas d'Autriche, du Luxembourg et de Suisse sont intervenues pour la reconstruction de routes dans la région de Baalbek et la réfection d'un long canal d'adduction d'eau qui dévale du haut du mont Liban, dominant la vallée de la Bekaa, et

qui va permettre de recommencer à irriguer les vastes champs qui s'étendent à proximité des deux villages concernés, chiïtes.

Et c'est la source des tensions. « Tout pour les chiïtes, rien pour les chrétiens » dans ces programmes !

Tout le monde a raison. D'un côté, les financeurs et les promoteurs des projets car les bombardements israéliens ont visé surtout des zones chiïtes dans cette partie de la Bekaa. De l'autre, les responsables des villages chrétiens, l'évêque grec catholique, le chef du secteur Caritas qui auraient aimé un partage des fonds tout en reconnaissant qu'ailleurs Caritas a largement aidé les chrétiens, comme les musulmans.

Mais ils me montrent avec un peu de jalousie les énormes bâtiments d'une université qui vient d'être construite avec des financements iraniens.

Au Pakistan, faut-il s'engager dans la reconstruction de maisons sinistrées par le tremblement de terre de septembre 2005 ? La question fait l'objet d'un vif débat au sein du réseau. Une organisation catholique locale agissant dans un milieu musulman a ses perceptions pas toujours faciles à faire partager à ses partenaires souvent de passage. *A priori* construire des maisons, c'est une bonne chose.

Cependant, ici, la question centrale est celle du statut de la terre, du poids des propriétaires fonciers politiquement puissants qui contrôlent et dominent tout, des capacités limitées d'une organisation chrétienne à les influencer. John Joseph, le directeur de Caritas Islamabad/Rawalpindi qui pilote toutes les opérations de secours et de reconstruction, m'explique en détail la situation économique et politique.

Un *landlord*, propriétaire foncier riche a souvent une centaine de métayers qui lui reversent de 20 à 50 % de la récolte et lui fournissent de la main-d'œuvre, par exemple une fillette qui jusqu'à son mariage dix ans plus tard s'occupera de ses enfants, ou un garçon pour divers travaux.

Mais ici on ne vend pas la terre des ancêtres, elle est le prestige : « La vendre est un péché. » Parfois cependant, un métayer de longue date pourra acheter un lopin de terre en bordure du village. Si quelqu'un est autorisé à construire sur le terrain du *landlord*, la construction appartient à ce dernier.

Ce sont donc le plus souvent les propriétaires qui vont percevoir les aides gouvernementales suite au tremblement de terre, et pas l'occupant de la maison qui l'a construite. À Shinkiari, à quarante-cinq minutes au nord de Mansera, lors d'une longue réunion avec une quinzaine d'hommes du village, je comprends que le projet du gouvernement de mettre en place des formations à la construction antisismique est une plaisanterie, puisque les gens ont déjà commencé à réparer et à reconstruire sans attendre les aides publiques qui tardent.

Caritas décidera finalement de construire trois gros dispensaires et de nombreuses écoles sur des terrains communaux, mais pas de maisons individuelles.

Quelques années plus tard, lorsque la guerre contre les Talibans engagée par l'armée chassera des centaines de milliers de Pashtounes de leurs vallées de montagne proches de la frontière afghane, les membres de Caritas Pakistan seront pressants pour dire que l'action de chrétiens dans ce contexte doit être particulièrement bien ciblée et présentée pour éviter des réactions violentes contre un prosélytisme supposé.

Voir aussi : *Mentalités*.

Collecte de fonds

La Suisse : un exemple ?

Selon les mentalités de chaque pays, les pratiques de collecte de dons vont s'adapter. En France, le fait dominant de ces dernières années est l'accompagnement fiscal du don, assorti de légitimes contrôles de la Cour des comptes.

Les grandes fondations mondiales restent réticentes à financer les frais de fonctionnement des ONG. C'est souvent facile de trouver des subventions pour des programmes, beaucoup plus difficile de financer l'administration générale.

Le séminaire « Communication » de Caritas Europa qui se tient en 2004 en Estonie aborde ces questions de financement, dons privés et marketing, subventions publiques. Les différences de mentalités des Latins prudents et incertains face aux contrôles de la puissance publique ou des Anglo-Saxons plus engagés et audacieux pointent comme les relations Églises-État et leurs évolutions historiques. En toile de fond se trouvent les conceptions de l'action sociale privée, un droit constitutionnel des Églises comme en Allemagne, une mission pour des organisations fondées sur leur foi, la mise en œuvre de la charité, de la solidarité et de la justice.

L'exemple d'adaptation de Caritas Suisse ouvre à l'optimisme. Elle avait une forte activité d'accueil de réfugiés dans des centres spécialisés où les personnes résidaient, apprenaient la langue, s'initiaient aux réalités suisses avant de s'insérer dans la société. Du fait d'un changement des mécanismes de financement, ces centres n'étaient plus sous la responsabilité de la Confédération helvétique

mais sous celle des cantons. Caritas les a fermés. L'activité a été reprise par des organismes locaux. Caritas a su gérer cette transition difficile.

Au plan international elle est très active dans les opérations d'urgence et de développement.

Elle est destinataire de fortes subventions publiques mais aussi d'un mécanisme typique, la « Chaîne du bonheur », un système unifié de collecte qui bénéficie du soutien harmonisé des radios et télévisions et travaille en étroite collaboration avec la presse et les médias privés. La BBC au Royaume-Uni et des médias belges rendent aussi ce genre de services.

Les opérations sur le terrain sont menées par trente organisations suisses d'entraide, principalement la Caritas et la Croix-Rouge.

En cas de catastrophe, l'aide d'urgence est distribuée très rapidement et sans contraintes administratives : lors du tsunami de fin 2004, des sommes d'argent ont été mises à disposition avant même que la Chaîne ne reçoive les premiers dons. L'expérience montre que la majeure partie des dons sert à financer la remise en état et la reconstruction, ce qui représente à long terme l'aide la plus durable. Ces projets sont soumis à l'approbation d'une commission spéciale et font l'objet d'un suivi sur place. Suivant l'ampleur de la catastrophe, ils peuvent s'étendre sur une ou plusieurs années.

Les dons ne sont pas simplement déposés sur des comptes mais doivent, en vertu du règlement de la fondation, faire l'objet de placements qui génèrent des intérêts. Grâce à ces revenus supplémentaires, la « Chaîne du bonheur » finance des activités sociales et des programmes d'aide à l'enfance dans le tiers-monde, ainsi que ses propres frais de fonctionnement. Cette stratégie financière permet d'attribuer 100 % des dons reçus aux projets, sans opérer aucune déduction. La Chaîne ne spéculé jamais : sa politique d'investissement est très réglementée. Les placements effectués par des experts financiers, selon des principes éthiques stricts, sont extrêmement prudents.

À l'opposé de ces régulations suisses, je m'élève le 21 janvier 2010 contre des pratiques françaises en publiant dans *La Croix* un article, « Des alliances pour la générosité » :

« Humanitaire, communication, information et marketing peuvent devenir un mélange explosif. Quand un tiers de la population d'Haïti est frappée de plein fouet par un tremblement de terre, une secousse d'une autre nature bouleverse le monde : l'humanitaire et les médias s'assimilent et se confondent au lieu de faire alliance.

Deux groupes publics, France Télévisions et Radio France ont passé un accord d'exclusivité avec la Fondation de France à l'occasion de la tragédie d'Haïti. Les sites Internet sont explicites : "Mardi 12 janvier, un puissant séisme de magnitude 7 a frappé Haïti, faisant de nombreux morts et blessés et d'énormes dégâts matériels. Devant l'ampleur de la catastrophe, France Télévisions et Radio France s'associent à la Fondation de France et lancent un appel à la générosité pour venir en aide aux populations les plus vulnérables." De son côté, Europe 1 s'associe à la Croix-Rouge, RTL à Médecins du monde, etc.

Des partenariats entre acteurs peuvent se comprendre si les relations sont transparentes et expliquées aux donateurs. L'exemple du Téléthon et celui des Restaurants du Cœur montrent en effet que les relations financières et les rémunérations engagées doivent être connues. Plus ambigu est de voir le service public entreprendre un partenariat exclusif avec une organisation privée qui n'est pas elle-même directement opérationnelle sur le terrain.

Face à ce réseau complexe de relations et de réciprocités, il est urgent pour les acteurs humanitaires et les médias français de réfléchir aux conséquences de ce qu'ils engagent quand les turbulences servent par trop le marketing et quand bien même au final, les dons rejoindront les Haïtiens.

Réfléchir, c'est aussi regarder des expériences étrangères comme « La Chaîne du bonheur » en Suisse. [...]

La Chaîne du bonheur a publié un communiqué informant de ce qu'elle organise une journée nationale de solidarité « Haïti » en faveur des victimes du récent séisme dans ce pays. Cet appel est lancé en étroite collaboration avec quinze organisations partenaires de la Chaîne du bonheur : de la Croix-Rouge suisse, à Terre des hommes en passant par Médecins du Monde ou Caritas, la plupart sont déjà présentes sur le terrain depuis des années et ont pu réagir rapidement notamment par le biais de leurs partenaires locaux.

La France a pris depuis quelques années un véritable tournant en matière de collecte de dons, désormais liée voire enchaînée aux médias. Journalistes, chroniqueurs, patrons de presse engagent leur notoriété, véritable gage de succès pour la collecte de dons. Le réseau Internet permet une réactivité forte avec le public. Même si la générosité des médias n'est pas remise en cause, il est urgent que l'humanitaire, la communication, l'information ne deviennent pas les nouveaux véhicules du marketing. Les Haïtiens ne sont pas un produit.

Journalisme, développement des ressources, communication globale, actions de terrain : quatre fonctions, quatre métiers, quatre missions, quatre responsabilités qui ne peuvent se mélanger. Pour éviter le danger d'assimiler des partenaires dont la noblesse pour chacun d'eux est sa capacité d'indépendance, une solution française doit être enfin enclenchée par les organisations humanitaires avec le Comité de la Charte, les médias et le CSA.

Il en va de la confiance du public tant vis-à-vis des organisations humanitaires que des médias et de tous ceux qui s'engagent au profit d'une cause humanitaire. Car l'humanitaire est une valeur qui fédère les générations, les idéologies et les religions. Il faut en prendre soin ! »

À l'autre bout des initiatives de collecte de fonds, un dîner de bienfaisance dans une bourgade de la montagne libanaise, début 2009, rassemble cent cinquante personnes qui ont payé fort cher pour un repas dans un restaurant de qualité. On a sorti les belles

tenues. Le bénéfice de la soirée et de la tombola ira au budget de l'équipe locale de Caritas.

L'atmosphère est chaleureuse autour de longues tables chargées des mezze traditionnels, multiples salades, fatouche et taboulé, purée de pois chiches et d'aubergines, fromages et saucisses épicées, beignets de viande. L'arak, la boisson anisée locale fait concurrence au whisky. Suivent des brochettes de viande, poulet et bœuf. Et pour terminer arrive un gâteau démesuré, tout blanc de crème. Armé d'un sabre, le président de Caritas auquel je m'associe avec la responsable de l'équipe en joignant nos trois mains sur le pommeau, découpe l'œuvre d'art.

Tout a commencé par des discours dès notre arrivée. Un comique sera suivi de deux musiciens tenaces et résistants.

Des hommes et des femmes esquissent rapidement quelques pas de danses arabes, qui paraît-il deviendront endiablées après notre départ. Les jeunes femmes, voire leurs mères, comme souvent dans les régions chrétiennes, surjouent de leurs physiques par des tenues vestimentaires justes provocatrices. Est-ce leur manière dominante d'affirmer une identité, de s'afficher non voilées, de résister?

Suite aux élections de mai 2009, le général Michel Aoun déclare ainsi : « La gloire du Liban réside dans le respect par son peuple du droit à la différence, qui peut se manifester par le port de la minijupe et celui du tchador¹. »

1. *L'Orient le Jour*, 30 juin 2009.

Communautés ecclésiales de base

Une spiritualité de l'action

Les communautés ecclésiales de base ne sont pas l'apanage de l'Amérique latine. Ainsi à Madagascar en 1988 il s'agit de faire le point sur un projet qui tangué. Des responsables sont accusés à la fois de détournements financiers, ce qui doit, si nécessaire, être corrigé sans délai, et d'incartades dans leurs vies personnelles, ce qui les regarde.

À proximité d'Antsirabé, sur les hauts plateaux, au milieu de l'« île rouge », un projet de création de communautés ecclésiales de base a été rééquilibré il y a dix-huit mois. Ces communautés sont composées de chrétiens habitant à proximité les uns des autres qui décident de se réunir pour prier, lire la Bible, et réfléchir aux réalités concrètes qu'ils vivent, étudier et assurer la mise au point de réalisations à mener pour l'entente et le développement du village.

Une réflexion particulière se fait à partir des grands thèmes de la Genèse où Dieu invite l'homme à participer à sa création, et de l'Exode où Dieu apparaît en libérateur.

Le projet vise à aider ces communautés à analyser leur situation, à définir des actions prioritaires, à se former et à s'organiser pour les mettre en œuvre. En plus du prêtre responsable et animateur, l'équipe comprend un technicien agricole, une animatrice féminine, un couple de moniteurs pour l'artisanat et la promotion féminine. Tous sont malgaches. Un volontaire ingénieur français vient apporter son concours pour le lancement.

Après quelques années de vie des trente communautés pilotes et dix-huit mois de fonctionnement du projet, les premiers résultats sont là : meilleure entente dans le village, amélioration des

techniques agricoles par la fabrication et l'utilisation de compost intensifiant la production dans les rizières et sur les coteaux, création de jardins et introduction du soja pour diversifier l'alimentation et les produits vendus, culture selon les lignes de niveau pour lutter contre l'érosion, travail en commun, groupements d'approvisionnement, creusement de latrines, etc.

Il y a de multiples raisons au bon démarrage du projet : la pédagogie des communautés de base certainement mais aussi la présence depuis vingt ans d'une animation rurale par la « Jeunesse agricole catholique ». Une forte demande existe pour l'extension du projet. La poursuite du soutien du Secours catholique est acceptée avant de l'amplifier un peu plus tard. Les questions de détournements se révéleront être des symptômes de jalousies. Mais il faudra plus de transparence.

Le quarantième anniversaire de la Caritas des Philippines est l'occasion en 2006 de célébrer l'événement principal dans son histoire que fut le lancement des communautés ecclésiales de base en 1975. Elles sont un moyen et également une spiritualité d'action sociale pour établir des communautés vivantes d'hommes et de femmes où Dieu devient le lien.

Nassa, la Caritas, pendant ces quarante années, a été proche des personnes les plus pauvres et les a aidées à se libérer des activités accablantes et oppressives, à prendre conscience de leurs droits et de leurs pouvoirs, comme l'ont montré la participation et la mobilisation des paysans pendant la réforme agraire ou la prise de conscience des impacts négatifs de la mondialisation.

Dans le domaine de la construction de la paix, grâce à des communautés ecclésiales de base, les programmes peuvent viser la prévention des insurrections et des conflits intertribaux, la formation de groupes de promoteurs de paix, des projets productifs, le microcrédit, etc.

Voir aussi : *Amérique latine*.

Coordination externe

Pour des normes partagées dans l'action

La coordination des activités avec d'autres organisations privées ou publiques est l'un des enjeux de l'action du réseau. Cela couvre tous les domaines de l'action sociale, des opérations d'urgence, du plaidoyer, de l'exercice de la mission de pastorale sociale.

Ainsi, dès 1992, une réunion de la Coordination des ONG au Liban rassemble des organisations libanaises, chrétiennes, sunnites, chiïtes ou laïques avec des partenaires étrangers comme le Secours catholique, le Secours populaire, MSF Belgique, la Caritas américaine ou le CCFD. Pendant deux jours les débats tournent autour de la sortie de guerre, des déplacés, de l'habitat. Les pro- et anti-Syriens se retrouvent à la libanaise en constatant que la Syrie est un marché de douze millions d'habitants... Tous souhaitent un pouvoir central fort dans un pays à structure confessionnelle, rituelle, tribale parfois! Cette coordination qui se poursuivra encore en 2009 sera un cas exemplaire de coopération entre les chrétiens et les musulmans dans les domaines humanitaire, médical, social.

Autre exemple, en Moldavie où une rencontre avec le vice-Premier ministre, Valerian Cristea, a lieu à la Caritas. Il peut découvrir les bureaux simples et modernes dans un quartier modeste.

Il insiste sur la situation des personnes âgées, des enfants handicapés et de ceux des migrants partis à l'étranger pour trouver du travail.

Il préside la commission d'aide humanitaire du gouvernement lieu de contact hebdomadaire avec les organisations internationales, les ONG moldaves, les ministères, la douane et le fisc.

Selon lui cette commission est une nécessité pour garantir le contrôle : « Il y a des personnes "intéressées". Il faut veiller à la distribution directe aux gens dans le besoin. » On entend par exemple un rapport du vice-ministre de l'Intérieur et de celui de la Protection sociale qui ont piloté une commission de contrôle : des problèmes de ventes anormales de vêtements qui devaient être donnés, de contrôles inadéquats par les travailleurs sociaux, de rémunération de travailleurs embauchés pour les distributions et rémunérés via l'aide humanitaire. Tout cela est mis sur la table et arbitré.

La commission étudie et décide sur des demandes et des offres. Des discussions s'engagent sur le respect insuffisant des procédures. Une représentante de la douane proteste plusieurs fois au sujet de chaises roulantes en provenance des États-Unis, de matériel allemand pour un hôpital, de voitures de l'ambassade de Russie, de prothèses : il y aurait des importations excessives sans droits de douane.

Aux Nations unies à New York, en décembre 2006, la rencontre avec un fonctionnaire international, Jan Egeland, aborde ces sujets. Il est secrétaire général adjoint pour les Affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence. Norvégien, ancien ministre, ancien de la Croix-Rouge, il s'est illustré par son engagement au sujet de la Palestine et au Guatemala.

Les mécanismes de coordination deviennent de plus en plus compliqués, assure-t-il. Il y a dix ans, il y avait une centaine d'ONG internationales actives. Aujourd'hui il y en a cinq cents, et dans dix ans il y en aura mille ! La répartition des tâches entre les uns et les autres, à l'avance, est une solution qu'il privilégie. Mais pas facile à gérer car dans ce cas, les ONG doivent devenir plus prévisibles.

Cette visite aux Nations unies à New York me permet de rencontrer l'ambassadeur de France Jean-Marc de La Sablière avec lequel nous abordons la situation au Darfour. Il est pessimiste sur les capacités de pression de la communauté internationale sur Khartoum.

Grâce au représentant de Caritas Internationalis, Joe Donnelly, je multiplie les rendez-vous et réalise l'impact de notre réseau au plan mondial. La Palestine, la Somalie, le Soudan, l'Irak, le commerce des armes, autant de sujets sur lesquels les contributions politiques de Caritas sont attendues. Cette coordination internationale que nous pratiquons dans divers lieux des Nations unies est austère mais indispensable.

L'ancien secrétaire général Kofi Annan souhaite que la société civile interpelle les gouvernements, évalue les activités des États. Il y aurait vingt-six mille ONG de droits de l'homme de tous les genres. Elles sont des partenaires essentiels qui doivent être protégés.

Le réseau Caritas est au cœur de ces processus avec d'autres organisations, dans la coordination des urgences ou l'élaboration de standards d'action, dans le traitement des questions relatives à la dette des pays pauvres, à la corruption, au changement climatique, au commerce mondial, etc.

Le projet Sphère – charte humanitaire et normes minimales pour les interventions lors de catastrophes – mis en place par une quinzaine d'organisations dont la Croix-Rouge, Caritas Internationalis, le Conseil mondial des Églises, Care, Oxfam, l'Armée du salut, la Fédération luthérienne mondiale, etc., a permis l'élaboration de centaines de normes minimales dans cinq domaines prioritaires : l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la nutrition, l'aide alimentaire, l'aménagement des abris et des sites, les services médicaux.

Ainsi la disponibilité moyenne d'eau pour la consommation, la cuisson des aliments et l'hygiène personnelle dans chaque foyer doit être d'au moins quinze litres par personne et par jour ; la distance maximale séparant tout foyer du point d'eau le plus proche de cinq cents mètres et le temps passé à faire la queue au point d'eau ne doit pas dépasser quinze minutes. Et il ne faut pas plus de trois minutes pour remplir un récipient de vingt litres.

Concernant les abris, une surface minimum de trois mètres carrés et demi par personne est nécessaire. « Les pratiques locales

existantes en matière d'utilisation de l'espace de vie couvert, comme les dispositions pour le couchage et l'hébergement des membres de la famille étendue, influenceront sur la superficie couverte requise. La consultation fera intervenir les membres des groupes vulnérables, ainsi que ceux qui s'occupent de personnes ayant du mal à se déplacer. Les femmes, les filles et les garçons sont sujets aux attaques ; il faut donc veiller à assurer leur protection contre toute atteinte à leur sécurité personnelle. »

Corruption

Une addition payée par les pauvres

En Turquie, le tremblement de terre d'août 1999 tue vingt-sept mille personnes à l'est d'Istanbul. Celui de novembre, dans la même région, ajoute sept cents morts. Au total des centaines de milliers de personnes se retrouvent sans abri.

La mauvaise qualité des constructions, dont l'usage de sable de mer dans le béton, bien sûr liée à des pratiques corrompues, est l'une des raisons reconnues de la gravité des effets de ces deux catastrophes.

En Arménie le peu de perspective économique et les très faibles investissements étrangers conduisent à une corruption massive, à un marché noir et à l'élaboration de stratégies de survie. Le directeur d'un lycée de mille élèves, que je rencontre au cours de l'été 2000, perçoit une rémunération de 14 dollars par mois. Comme il est impossible de vivre avec ce seul salaire, il lui est facile de vendre les passages en années supérieures et de taxer occasionnellement chaque élève pour une raison ou une autre, faisant ainsi augmenter ses ressources mensuelles à 300 ou 400 dollars, un plus peut-être, un revenu non excessif. Et cela ne fait pas beaucoup par élève. Les contrôleurs de train au Bangladesh faisaient la même chose jadis: un petit pourboire plutôt qu'un vrai ticket: tout le monde gagne! Sauf le renouvellement des matériels.

À la frontière de Biélorussie en juillet 2001, une immense queue se traîne sur plusieurs centaines de mètres sous la forte température sèche de la plaine. Les énormes camions sont classiques mais

les nombreuses voitures neuves, directement importées de l'étranger par leurs propriétaires, sentent le trafic.

Ce pays de plus de dix millions d'habitants a certaines caractéristiques des pays du Sud, comme une inflation à trois chiffres. Le socialisme de marché a réinstallé des contrôles administratifs et des pressions sur les entreprises. 75 % de la population est urbaine. Le pays est tiraillé : Grodno est balte, Gomel est ukrainienne, Minsk est russe.

Le régime politique est de type présidentiel, comme le dit avec malice le nonce. Ainsi le Parlement n'a-t-il pour rôle que de ratifier les décrets du despote. Il y a de fait trois systèmes : l'administration du président Alexander Lukashenko bénéficiant d'un budget égal au budget officiel du pays, l'administration gouvernementale, l'administration « ordinaire ».

Les contrôles sont multiples. Selon le nonce, pour construire un bâtiment il faut soixante-douze autorisations, et veiller à ce que la soixante-douzième soit obtenue au maximum six mois après la première, sinon le processus ne serait plus valable !

En Géorgie, par un magnifique trajet et une route maintenant totalement pourrie construite par les Russes en 1850, nous montons en pente douce parmi les alpages où bovins et ovins abondent. Après un col perché à deux mille cinq cents mètres, survolé par plusieurs couples d'aigles, nous plongeons dans les forêts d'épineux sur une piste défoncée par les transports de grumes vers une petite ville où une colonie de vacances est organisée par Caritas en cet été 2002. C'est un centre de sports d'hiver et de séjours d'été. Les vastes locaux ont été acquis pour deux fois rien auprès de l'administration par un particulier malin.

« Bel exemple de corruption », me dit l'ancienne fonctionnaire soviétique cinquantenaire, architecte travaillant jadis dans un institut de construction, et devenue depuis la responsable enthousiaste des projets de Caritas. Comme tous les gens de sa génération, elle a été ruinée par la chute du communisme, les banques et l'inflation. Elle n'aura quasiment pas de retraite.

Le Gabon aussi est aussi un pays de « référence ». La conférence de Caritas Afrique de 2006 se tient à Libreville. Quelques personnes rendront une visite protocolaire au président de la République gabonaise, Omar Bongo, dans son palais incroyablement luxueux, mais les revenus du pétrole aident. Je fais partie de la délégation avec trois évêques, après avoir tenté, sans succès, d'éviter d'y participer, ne voulant pas associer Caritas Internationalis à l'un des hommes les plus corrompus sur terre. En janvier 2008, le journal *Le Monde* révèle le patrimoine immobilier somptueux du président gabonais et de sa famille en France : plus de trente-trois appartements et hôtels particuliers, équivalant à plus de 150 millions d'euros. Ces informations sont issues de l'enquête de la police suite à la plainte déposée par trois associations françaises pour recel de détournements de fonds publics.

Nous allons donc au palais, attendons une heure trente dans l'antichambre, sommes reçus quinze minutes pour un entretien sans contenu réel. Mais il fallait bien remercier. J'ai en effet appris quelques jours plus tard que la présidence de la République gabonaise avait subventionné la conférence !

En 2006, un responsable de la Secrétairerie d'État au Vatican insiste auprès de moi sur les difficultés financières voire des problèmes de corruption dans certaines Églises d'Afrique. Il me met particulièrement en garde sur des envois directs de fonds aux diocèses dans plusieurs pays dont la République démocratique du Congo ou certaines régions du Soudan.

Au Pakistan, l'ancien secrétaire exécutif de la Caritas diocésaine de Faisalabad fait une grosse année de prison suite à la plainte de l'évêque du lieu et président de la Caritas nationale, Mgr Joseph Coutts, pour des malversations de plusieurs centaines de milliers d'euros. Il nie les faits de corruption active, multiplie les attaques et accusations contre son adversaire. Chaque fois il y a enquête. Il ose même pleurnicher auprès de responsables au Vatican et y envoie son père. Le procès est régulièrement reporté. Face à une

situation aussi grave, l'Église locale a décidé de taper du poing sur la table, ce qui provoque un bel effet pédagogique, même si fin 2008 une transaction interviendra. Sans procédures claires et contrôlées, la corruption fermente allègrement.

Partout, la frontière est souvent imprécise entre corruption et détournements. Aucun pays n'est à l'abri de rien jusqu'aux États-Unis avec Eron ou Madoff et dans le monde entier, les commissions occultes ou les biens mal acquis par des dirigeants abjects.

Quelques années plus tôt, j'avais fait le point sur les procédures de change de Caritas Pakistan et convaincu son conseil d'administration d'avaliser une méthode. C'est un sujet souvent délicat dans le réseau Caritas. On reçoit par exemple des dollars pour un projet. Si on les change à la banque on obtient une certaine somme en monnaie locale. Si on le fait « dans la rue » le montant est plus élevé. Que faire ? Et si on obtient un gain de change, où sera-t-il comptabilisé ? Dans les comptes du projet, dans les recettes non affectées de la Caritas afin de financer son fonctionnement général, dans la poche du directeur ou du comptable ? Le mieux est de choisir entre les deux premières solutions, le parfait étant la première. Mais « le plus-que-parfait est d'abord de le comptabiliser », ce que j'avais déclaré lors d'une de mes présentations devant une assemblée générale de Caritas Internationalis à l'époque où j'en étais le trésorier. Il y avait eu de l'ambiance dans les rangs. Mais comme j'étais seul candidat, j'avais été réélu sans problème quelques jours plus tard. Heureusement l'extension de l'audit externe des comptes et les exigences des financeurs publics ont accompagné la professionnalisation des pratiques ces dernières années.

En juin 2006, une conférence internationale, « La lutte contre la corruption », est organisée à Rome par le Conseil pontifical Justice et Paix. Son président, le Cardinal Martino, la conclut en déclarant : « Il n'est pas acceptable que l'addition de la corruption soit payée par les pauvres. »

Il fait ainsi écho aux propos tenus par Eva Joly, l'ancienne magistrate française de l'affaire Elf, devenue conseiller spécial du

gouvernement norvégien pour la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Elle proclame la corruption contraire aux vertus démocratiques, une incivilité, un mensonge qui voile les réalités. La Norvège par exemple consacre une part significative de sa généreuse aide publique au développement au soutien des organes de justice, aux politiques de prévention et de formation, même au financement de procès.

Plus largement, la plate-forme française « Paradis fiscaux et judiciaires » dont sont membres onze organisations dont le Secours catholique, Transparency international France, etc., explique comment les détournements annuels de fonds correspondent à cinq fois le montant mondial de l'aide publique au développement. Leur total se situe aux alentours de 100 à 110 milliards d'euros. La corruption compte pour 5 milliards, le crime pour 30 milliards et la fraude fiscale ou commerciale pour 70 milliards.

Les paradis fiscaux et judiciaires permettent aux banques de faire transiter, sans risque et dans l'opacité, des fonds liés à la corruption. Les circuits sont longs, complexes mais efficaces. Ils peuvent mettre en œuvre la coopération de multiples hommes de paille ou sociétés fictives et de cinq ou six établissements des îles Vierges britanniques, des Bahamas, de l'île de Man britannique, de Lettonie, du Liechtenstein, de Vanuatu, du Luxembourg, de Suisse, etc. Soixante pays au moins sont des paradis fiscaux et judiciaires. Les fonds arrivent propres, il vaudrait mieux dire « nettoyés », souvent avec la protection d'un pays de passage qui refusera de répondre aux demandes d'entraide judiciaire.

Les criminels font de même, trafics d'armes, prostitution, trafic d'êtres humains, racket, drogue, etc.

Les entreprises multinationales ont, elles, organisé l'abus fiscal légal en vendant par exemple un produit à bas prix à une filiale logée dans un paradis fiscal. Celle-ci le revend à un prix plus élevé. Cela permet de localiser le bénéfice dans un pays où il est peu ou pas imposé. Les banques ou les assurances peuvent faire de même avec des commissions.

Alors que la communauté internationale, en dépit de ses grands discours, reste timorée, des sanctions devraient être prises contre ces paradis fiscaux. La création d'un organisme de contrôle par les Nations unies et l'adoption d'un code de conduite seraient des actions efficaces.

Voir aussi : *Audit*.

Darfour

Sauver de l'échec

Nous travaillons en consortium, comme toujours selon le souhait des évêques soudanais. En 2003, Cafod, la Caritas anglaise, commence à engager quelques opérations humanitaires au Darfour comme le firent Norwegian Church Aid et deux organisations soudanaises. Les Églises poussent ici les uns et les autres à travailler ensemble.

D'un côté, se trouve le réseau de ACT/Action Churches Together, une alliance d'Églises protestantes et orthodoxes membres du Conseil mondial des Églises et de la Fédération luthérienne. De l'autre côté, c'est le réseau de Caritas Internationalis. Les deux agissent avec des partenaires soudanais.

La coopération est scellée en juin 2004. Depuis lors, un important programme est engagé grâce au soutien de soixante organisations. Le programme devient ainsi l'un des plus importants au Darfour Sud et Ouest dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de la construction d'abris, de l'éducation, de l'agriculture, du soutien psychologique.

Les Nations unies estiment que plus de deux cent mille personnes ont été tuées et que deux millions deux cent mille ont dû fuir leurs villages et leurs maisons pour se réfugier dans des camps. Quatre millions dépendent de l'aide alimentaire pour survivre. La situation dans les camps devient très difficile.

Le déploiement prévu en 2008 d'une force conjointe des Nations unies et de l'Union africaine de vingt-six mille hommes prend du temps. La situation politique globale au Soudan, particulièrement les difficultés de mise en œuvre de l'accord entre le

Nord et le Sud de 1995, continuent à avoir des effets au Darfour, région reculée et abandonnée par le régime de Khartoum. De la même façon, la disparition de perspectives de paix au Darfour contribue à la fragilité interne et externe du régime.

Par ailleurs, l'armée soudanaise comprend dans ses rangs de nombreux Darfouriens musulmans. Ces dernières années, elle multiplie les exactions dans le Sud animiste et chrétien. Cela ne vient pas renforcer la solidarité du Sud pour le Darfour.

Le conflit est ancien. Le Darfour était un sultanat riche, piller de prisonniers plus au Sud et grand marchand d'esclaves, dominé par des sédentaires à l'islam policé alors que les nomades ont un islam plus rude. Il a été intégré dans le Soudan au début du ^{xx}e siècle.

Les conflits y sont traditionnels, en théorie entre des Arabes nomades et des non-Arabs sédentaires, tous musulmans. Mais les distinctions changent : dans le passé pour des raisons politiques, des nomades se sédentarisent. Et récemment, pour des raisons économiques, des sédentaires achètent du bétail et deviennent en partie nomades.

Ces conflits traditionnels étaient arbitrés par les chefs locaux. Le gouvernement de Khartoum a investi cet espace pour semer la discorde suite aux mouvements de protestations des vingt dernières années quand des groupes politico-ethniques réclamaient le partage des richesses avec le centre, la vallée du Nil.

Il a joué, par des manipulations de tribus les unes contre les autres, l'achat de chefs, de brigands, par des exactions, des déplacements de populations qui libèrent des terres. La terre pour cultiver, et la même terre pour les troupeaux des nomades.

Soudan, Darfour, Tchad : des conflits ancestraux. Un prêtre français ayant passé une vingtaine d'années au Tchad, près de la frontière avec le Darfour, m'expliquait les greniers traditionnels de la région : ce sont des cavités creusées dans le sol et bien dissimulées aux yeux pillards.

En octobre 2006, je visite les programmes avec Justin Kilculen, le directeur de Trócaire, la Caritas irlandaise. Il est important que le président de la confédération voie et puisse relayer l'information sans intermédiaire et soit présent sur le terrain pour soutenir ces personnes qui prennent tant de risques. Et puis nous poursuivons nos actions de plaidoyer particulièrement à New York. Il faut donc bien comprendre les enjeux et les difficultés, de façon « incarnée ».

Nous commençons par une visite au nonce, Mgr Dominique Mamberti, un Français qui part deux jours plus tard pour prendre ses nouvelles fonctions de secrétaire pour les Relations avec les États à la Secrétairerie d'État au Vatican.

Il est pessimiste car on ne voit pas de progrès, ni au Darfour ni dans la relation Nord-Sud, ni dans l'agressivité du régime envers les Églises. Et comme ses confrères de la Secrétairerie d'État au Vatican que j'ai fréquemment rencontrés sur la question, il déplore les faiblesses de l'Église catholique soudanaise. La gestion d'énormes budgets par des mécanismes bien contrôlés et logés à l'extérieur de ses structures ordinaires au Nord comme au Sud est une solution raisonnable.

Nous lui expliquons en détail les divers aspects des activités. Je suis étonné et attristé de réaliser que c'est la première fois que la directrice irlandaise de nos programmes le rencontre. Trop souvent, d'excellents responsables des urgences recrutés pour des contrats spécifiques n'entretiennent pas assez de relations avec l'Église locale. Si faute il y a, elle revient d'abord à ceux qui les recrutent.

Un an auparavant, participant justement à une réunion de coordination sur le Soudan à Paris, et alors président de Caritas Europa, j'ai eu la surprise après le tour de table pendant lequel chacun se présentait rapidement avant d'aborder l'agenda, d'entendre ma voisine, une Anglaise chargée du recrutement des cadres expatriés pour le Soudan, me demander : « Caritas Europa, c'est quoi ? »

Avec Justin, nous continuons par une réunion avec des organisations de la société civile dont les membres ont souvent été

emprisonnés. Nous réalisons combien, au sein de la population musulmane, il y a des dissensions. Le gouvernement est critiqué pour son fondamentalisme depuis 1989 et sa volonté d'appliquer la charia. Le droit constitutionnel est perpétuellement violé : « Ce qui est donné par la constitution est repris par la loi ! » Une récente loi sur les ONG est en fait une loi contre elles : restriction des activités, augmentation des contrôles.

Selon nos interlocuteurs, les réponses de la communauté internationale renforcent le gouvernement qui n'a pas l'intention d'appliquer l'accord Nord-Sud et continuera ses exactions au Darfour. Une de ces ONG gère près de Khartoum un centre social dans un bidonville gris et écrasé de soleil : soixante mille personnes déplacées plusieurs fois qui ne voient pas comment elles pourraient retourner chez elles.

Nous rencontrons aussi le responsable de Catholic Relief Services, la Caritas américaine, qui conduit directement des programmes courageux près de la frontière tchadienne dans des camps et des villages.

Nous nous rendons ensuite au Darfour, à Nyala où est basé le siège des activités. Dans les aéroports, les matériels militaires de l'armée soudanaise sont bien présents. Avec un gros hélicoptère des Nations unies, nous allons plus à l'ouest, à Zelingi où les programmes s'activent dans plusieurs camps. Les conditions matérielles semblent satisfaisantes. Par contre l'insécurité règne et les tensions intertribales montent. Pour de nombreux déplacés, les camps sont comme des prisons où ils s'ennuient dans un climat d'insécurité.

Mais on voit mal comment les gens qui y sont et bénéficient de services de bonne qualité, alimentation, systèmes médicaux et sanitaires, écoles, formation, etc., voudraient repartir dans leurs villages dispersés au milieu de déserts. C'est un peu la contradiction de l'action humanitaire.

Je rencontre une jeune femme dans un dispensaire. Elle a été attaquée et blessée au bras quelques jours auparavant alors qu'elle

était aux limites du camp, pour ramasser du bois. Elle est le symbole de ce que j'entends dire depuis notre arrivée au Darfour, l'insécurité et les attaques des milices.

Pendant une heure un cheikh m'explique l'histoire de sa tribu attaquée dans les années 1970 et plus récemment par des Janjawwed, des milices arabes, assistés par des hélicoptères gouvernementaux.

Pour poursuivre nos actions de sensibilisation et de plaider, j'écrirai plus tard dans *La Croix*, le 10 juillet 2007 :

« Le conflit au Darfour et ses extensions au Tchad ont des causes locales mais s'inscrivent dans le contexte plus global du Soudan. Le Conseil de l'Union européenne l'a bien relevé en juin 2007 : "Une paix durable dans tout le Soudan incluant le Darfour et l'est du pays, ne peut pas être achevée sans l'application totale de l'accord de paix relatif au Sud. Son non-respect aura des effets au Darfour. [...] Il est particulièrement important de réaliser le redéploiement des forces militaires prévu pour juillet 2007 et d'accélérer la préparation des élections nationales."

Signé par le gouvernement soudanais et les rebelles du Sud début 2005, cet accord n'est pas correctement appliqué, selon les rapports des Nations unies. Des ONG soudanaises, rencontrées il y a quelques mois, l'expriment malgré les menaces qui pèsent sur elles : "Le vrai problème est le gouvernement fondamentaliste de grands commerçants au pouvoir depuis 1989 et qui veut appliquer la charia. [...] Au Darfour, on oublie les vraies causes de la crise ; la réponse internationale humanitaire passe à côté en tenant un discours sur les droits de l'homme et la démocratie, sans effet sur le pouvoir."

Là, comme ailleurs, il n'y a pas d'action humanitaire, sociale ou de lutte contre la pauvreté sans articulation avec l'analyse des causes et le plaider : la promotion de la justice exige que l'on change "les structures de pouvoir établies qui régissent aujourd'hui les sociétés" (*Populorum Progressio*, n° 58).

Caritas Internationalis et ses partenaires mettent ainsi en avant trois objectifs.

D'abord viser une paix durable par une négociation unique associant toutes les parties, et donc différente de celle de 2006 qui n'impliquait que certains mouvements d'opposition. Les acteurs clés doivent être là, Nations unies, Union africaine – tristement absente de la réunion à Paris en juin 2007! –, Union européenne, États-Unis, Chine, Ligue arabe. Cette dernière doit jouer un rôle majeur alors que la crise n'est pas religieuse. Au Darfour il s'agit d'une guerre entre musulmans et ceux-ci ont donc une responsabilité politique toute particulière pour trouver les chemins de la paix. La question du Sud-Soudan doit y être liée, avec ses aspects économiques, politiques et religieux. Les deux sujets se tiennent. Ainsi le nombre des députés au sein de la prochaine Chambre soudanaise devra-t-il être revu entre le Nord et le Sud pour faire plus de place à des Darfouriens.

Ensuite protéger les populations civiles par le déploiement d'une force internationale au Soudan et à ses frontières. Le Conseil de sécurité des Nations unies l'a prévu en associant les forces de l'Union africaine déjà sur place à des casques bleus. Le gouvernement soudanais a donné un accord de principe. Il faut veiller aux conditions de mise en œuvre.

Enfin, faire pression sur les personnes recherchées par la Cour pénale internationale en imposant des sanctions individuelles, tel le gel des avoirs à l'étranger ou l'interdiction de voyager. Mais il y a là deux limites. D'une part, l'ambiguïté des États-Unis qui ont voté contre la création de cette cour en 1998. D'autre part, le risque de vouloir imposer des sanctions globales: un comble que l'exemple dramatique des sanctions contre l'Irak de Saddam Hussein ne serve pas de leçon! Caritas Internationalis avait en 2001 pris position contre ce système qui frappe d'abord les plus pauvres. Il ne faudrait pas que la même faute se reproduise au détriment de la population soudanaise. »

En 2009, l'inculpation du président du Soudan Omar El Béhir pour crimes de guerre par la Cour pénale internationale a produit des réactions internes qui entravent partiellement le travail des

ONG tant au nord qu'au sud du pays. De plus, des tensions se manifestent au sein du régime de Khartoum.

Des responsables des Églises du Soudan tirent le signal d'alarme, comme le rapporte *La Croix* du 22 juin 2009 :

« Focalisée sur le conflit au Darfour, [...] la communauté internationale s'est détournée du contentieux Nord-Sud au cours des dernières années. Or les points clés de l'accord de paix global – partage des richesses, démarcation Nord-Sud, recensement, préparation des échéances électorales – ont été négligés. "Les déplacés de guerre viennent évaluer la situation et, voyant qu'il n'y a ni école, ni système de santé, ni produits alimentaires, ils repartent ou deviennent des réfugiés dans leur propre région", explique le père Peter Tibi, secrétaire général du Conseil des Églises du Soudan.

En outre, l'augmentation du niveau de violence suscite de nouveaux déplacements de civils. Dans un contexte où les armes circulent sans contrainte, des milices tribales s'affrontent, notamment pour le contrôle de troupeaux de bétail. [...]

Bénéficiant d'un soutien inconditionnel des États-Unis, les gouvernants sud-soudanais ont la réputation d'être corrompus et peu soucieux de leur peuple. Quant au pouvoir central, officiellement accusé de "génocide" au Darfour par Washington, il est néanmoins l'un de ses principaux alliés stratégiques dans la région. "Le CPA¹ a été signé sous pression de la communauté internationale. Il faut que cette pression s'exerce à nouveau sur les deux parties", affirme Mgr Micah Laila Dawidi, responsable de la Commission Justice et Paix de l'Église épiscopaliennne.

Récemment nommé envoyé spécial pour le Soudan par Barack Obama, le général Scott Gration semble décidé à éviter un nouveau basculement dans la guerre. Mais cette prise de conscience vient bien tard. [...]

1. Comprehensive Peace Agreement, Accord global de paix Nord-Sud, de janvier 2005.

Les dernières années ont été mises à profit par les deux camps pour se réarmer. [...] "Si elle a lieu, la guerre sera particulièrement meurtrière, assure Isaac Kenyi Kungur, secrétaire exécutif de la Commission Justice et Paix de l'Église catholique. Elle débouchera sur une désintégration du Soudan en tant que pays. Il faut absolument sauver le CPA de l'échec." »

Dettes des pays pauvres

La panne du système

Suite au tremblement de terre de 1985 qui frappe violemment le Mexique, d'importantes reconstructions ont été menées. Parallèlement, des initiatives financières sont conduites, liées à des rachats et conversions de dette, des *swaps*.

Le principe de ces rachats de dette est simple : un État s'endette de 100 dollars. Sur le marché, quelques années après, le titre vaut 60 dollars ; il s'agit de l'acheter à ce cours et d'obtenir de l'État concerné l'équivalent de 60 dollars dans sa monnaie locale (ou un peu moins, par exemple 55, car il faut bien que tout le monde vive... mis à part le souscripteur initial !). Avec cette somme, nous finançons des projets dans le pays.

Autour de cette idée, l'Église mexicaine a créé très vite une structure spécialisée, pour son compte et pour celui d'autres ONG humanitaires locales. Cela consiste à acheter sur le marché international des créances sur le Mexique, décotées de 60 %. Celles-ci sont remboursées en monnaie locale par l'État mexicain dans le cadre d'un accord incluant un escompte de 10 à 15 % lorsqu'il s'agit de financer des projets à caractère social.

En 1990, le Secours catholique peut ainsi financer cinq projets : construction de logements sociaux à Mexico, réhabilitation de logements pour personnes âgées, formation de travailleurs sociaux, création d'emplois dans des petites entreprises, aides d'urgence suite à un cyclone. L'investissement est de 200 000 euros et le coefficient multiplicateur de 2,18 ! Les sommes seront plus importantes par la suite.

Tout le monde y trouve son avantage : le gouvernement rembourse la dette en monnaie locale, l'inconvénient inflationniste étant compensé par la nécessité de financer de toute façon des projets sociaux ; une ONG locale réalise des projets ; l'ONG du Nord les finance à un coût diminué actuellement de 50 % environ.

C'est un jésuite mexicain, le père Enrique Gonzales Torres qui a initié l'affaire. Très vite, après le tremblement de terre, il s'entoure de quelques financiers et chefs d'entreprise. À l'un en particulier, il fait comprendre que sa fortune et ses affaires peuvent se passer de lui à mi-temps s'il s'organise. Il peut ainsi consacrer le reste à des activités sociales. Ce fut fait et avec de beaux résultats qui se prolongent encore.

Avec Éric Fottorino, alors journaliste financier au journal *Le Monde*, nous rendons visite en 1990 à la fondation qui gère ces mécanismes et découvrons les projets financés.

Il écrit dans l'édition du 8 décembre :

« Drôle de paroissien que ce père Torres, prêt à s'engager dans des rachats de dette privée avec des alliés étrangers (dont le Secours catholique français) pour venir en aide aux plus démunis à travers les mécanismes sophistiqués des *swaps*. L'argent, la finance et les prêts à intérêts ne l'effraient pas quand ils servent une bonne cause, tirer les gens de l'enfer par exemple. [...] »

Dans son bureau où une photo encadrée le montre main dans la main avec Jean-Paul II, le père Torres explique dans quel climat il a pris le risque de traiter avec ces diables de banquiers pour prêter secours aux exclus de la société mexicaine. « J'ai conclu le premier *swap* en 1987. Il portait sur 4 millions de dollars. Il a permis d'acheter des terrains, d'ouvrir des crédits, d'apporter des aides à la construction de maisons. » [...]

Le réseau Caritas connu des débats agités : racheter de la dette revenait à reconnaître sa légitimité, pourtant contestable. Le gouvernement risquait en outre de tirer parti du travail humanitaire de l'Église. Celle-ci pouvait y perdre son autonomie.

Le père Torres et ses amis ont su convaincre leur hiérarchie qu'il n'y avait là ni urgence ni simonie, mais seulement un moyen efficace de restaurer le niveau de vie d'une population en marge. [...] L'an passé, l'aval officiel (du gouvernement) a été donné pour un montant de 50 millions de dollars. Une tranche de 10 millions de dollars supplémentaires pourra être souscrite. Une quarantaine d'organismes ont pu bénéficier des fonds issus de ces rachats : "Ils contribuent à consolider la société civile", plaide le père Torres. »

Faprode, la fondation qu'il a créée, organise en septembre 1991 un séminaire à Mexico sur ces questions. Ces dernières années des *swaps* sociaux ont été autorisés au Mexique pour un montant de 400 millions de dollars, utilisés à des programmes d'éducation pour 60 % des montants, d'action sociale et de promotion urbaine pour 35 %. Faprode y participe pour 100 millions, dont 10 pour la Caritas.

J'ai l'occasion d'y clarifier la position dominante au sein du réseau Caritas, toujours traversé par des controverses parfois alimentées par le nonce à Mexico alors que le cardinal Etchegaray, à l'époque président des Conseils pontificaux Justice et Paix et Cor Unum, et le cardinal de Mexico sont informés et bienveillants. Les réserves sont relatives à la décote dont bénéficie le gouvernement et aux aspects éthiques car dans certains pays la dette n'est pas propre. Mais au Mexique, tout le monde s'accorde à dire qu'elle n'est pas fondée sur la corruption, les armes, etc. Parmi les évolutions, je noterai la perception positive de ces opérations par les opinions publiques et évidemment les effets de levier qui permettent de valoriser les fonds collectés auprès des donateurs. La Communauté européenne acceptera le mécanisme, comme les gouvernements français, américain et suisse.

En 1993, nous organisons un séminaire rassemblant quatre-vingts personnes à Paris, au cours duquel je pousse plus loin en m'appuyant sur la déclaration du Conseil pontifical Justice et Paix de 1986, *Au service de la communauté humaine : une approche*

éthique de l'endettement international: « Pour faire face au grave défi que pose aujourd'hui l'endettement des pays en développement, l'Église propose à tous les hommes de bonne volonté d'élargir leur conscience à des nouvelles responsabilités internationales, urgentes et complexes, et à mobiliser toutes leurs capacités d'action pour trouver et mettre en œuvre des solutions de solidarité. »

Depuis 1990, le Secours catholique a soutenu onze projets via des opérations de conversion de créances au Mexique, et un en Équateur. Deux projets sont liés à de petites interventions d'urgence au Mexique, tous les autres sont relatifs à des projets ou à des programmes de développement. Nous avons investi dans ces opérations 3 750 000 francs, permettant des projets pour un montant de 7 080 000 francs, soit un coefficient multiplicateur moyen de 1,88.

Ces opérations pourront se réaliser grâce à l'intervention de l'Association conversion de dettes pour le développement et l'environnement/ACDE, une association française sans but lucratif dont le Secours catholique sera l'un des membres fondateurs, créée spécialement pour regrouper et réaliser des opérations de conversion de dettes par différentes ONG françaises et qui se rémunérera par une commission de 6 % du gain de chaque opération. En Équateur, des rachats de terres seront ainsi financés. À Madagascar, des projets favoriseront la promotion féminine et la santé. Aux Philippines, le développement rural en bénéficiera.

Plus tard, le réseau Caritas sera un acteur central de la campagne pour l'annulation de la dette. L'assemblée générale de la confédération de juillet 1999 manifeste l'engagement collectif dans le domaine du plaidoyer par une motion en faveur de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres: « À l'occasion du sommet du G8 qui se déroule cette semaine en Allemagne, la XVI^e Assemblée générale de Caritas Internationalis, demande instamment que les huit économies les plus puissantes du monde annulent la dette inexigible des pays les plus pauvres avant la fin de l'an 2000. Nous

demandons cela en particulier au nom des pays dont le remboursement de la dette entraîne la sous-nutrition des enfants, l'absence de soins et l'absence de scolarisation. »

Le point culminant de cette campagne est l'année 2000. Partie d'Angleterre et fortement relayée par Jean-Paul II, elle contribue aux évolutions de politiques de la Banque mondiale et des États créanciers. Peu avant cette année symbolique, Caritas Internationalis et la Cidse préconisent de lier l'annulation de la dette et l'investissement dans le développement humain après concertation entre les gouvernements et la société civile, de veiller à ce que les décisions relatives à l'allégement de la dette soient prises dans la transparence. Le changement de la structure des relations financières internationales est nécessaire pour veiller à ce que les débiteurs, touchés par la dette, et les créanciers négocient sur un pied d'égalité. Une des solutions consiste à introduire une procédure internationale de faillite ou d'insolvabilité.

Voir aussi : *Caritas, Objectifs de développement du millénaire.*

Développement

Pour un progrès professionnel et spirituel

Dans le rapport moral 2008 du CCFD, le président Guy Aurenche écrit: « L'inacceptable est encore plus inacceptable lorsqu'il dégrade la dignité d'une personne humaine. Il nous faut dire en même temps la conviction que de cette même dignité peuvent jaillir les solutions pour une vie digne. »

Des rencontres innombrables partout dans le monde en témoignent. Ainsi début 2002, à Munaiwala, un village chrétien près de Faisalabad, une grande ville du Pendjab pakistanais, en pleine campagne, je vois en œuvre les mécanismes du programme d'animation de Caritas. Deux groupes, hommes, femmes, sont réunis dans la cour très propre d'une maison; en avant le groupe des femmes assises par terre; les quelques hommes sont un peu en retrait sur des chaises et un lit traditionnel à lanières de tissu. On sert du thé au lait et des petits gâteaux secs.

Le groupe des femmes compte une trentaine de membres, de dix-sept à soixante-dix ans. Elles sont les épouses de journaliers agricoles et d'ouvriers de briqueteries. Les responsables, présidente et vice-présidente, trésorière, secrétaire, savent lire et écrire, compter. Les activités d'épargne et les prêts économiques d'un an au maximum permettent l'émergence de petits commerces, la vente de bois, la fabrication de savon et de shampoing, des pépinières, des petits élevages de volailles, du maraîchage sur des terrains vacants; une vache et un veau ont même été acquis par une femme et son fils.

Toutes les maisons ont une pompe à main et des forages à dix mètres de profondeur. Quelques activités collectives couvrent des

besoins d'intérêt général, comme ces deux tubes à néon installés pour l'éclairage public.

En Birmanie, pays bouddhiste à 90 %, les catholiques sont cinq cent mille. Dans un contexte délicat, en 2000, une importante démarche d'animation se met en place progressivement avec l'aide des Caritas des Philippines et de Thaïlande. Des formations de trois cent cinquante leaders de trente-sept communautés locales ont déjà eu lieu. Elles visent l'animation de groupe, l'analyse sociale, l'étude des problèmes et des besoins. Une méthodologie est en gestation. Il va falloir développer la coordination entre les diocèses.

Les évêques ont bien saisi que dorénavant l'Église locale aura à définir sa Caritas, ses stratégies dans un contexte sociopolitique particulier, le régime dictatorial laissant peu d'espaces de liberté. Il faut parler des questions sociales avec prudence. De plus, les guérillas pèsent.

J'interviens pour rappeler quelques principes : les bénéficiaires, les pauvres sont au centre de tout projet basé sur un authentique développement communautaire. Et l'organisation précise d'un organisme comme Caritas se fonde nécessairement sur une analyse de la situation socio-économique et des potentiels à disposition : ici ils sont forts car malgré sa petite taille, l'Église a des fondements, des hommes et des femmes engagés.

Un an plus tard, la Caritas sera mise en place. Peu à peu, elle se développera dans les domaines agricole et médical dont d'importants programmes en matière de sida. Elle poursuivra sa tâche de formation et d'éducation de leaders et d'agents sociaux en matière d'organisation et de management de projets et d'écoles, de développement.

Thomas Sankara, président du Burkina Faso en 1986, a le sens de la formule quand il déclare lors de la réception qu'il donne pour des organismes catholiques engagés dans le développement : « Au Nord, on meurt de trop manger. Au Sud, on meurt de ne pas manger. » En 2007, je représente le Secours catholique au

cinquantième anniversaire de Caritas Bénin. C'est l'occasion de réaffirmer quelques valeurs lors du symposium et de la journée de célébration introduite par une messe de deux heures, chaleureuse, colorée, enflammée par des battements de tambours, et le rythme des chants et des danses. Rien à voir avec nos grises célébrations françaises. Dès 1964, les évêques du Bénin avaient publié une lettre pastorale, *Le chrétien au service de la Cité*, dans laquelle ils écrivaient: « Il ne peut y avoir de véritable progrès sans la promotion des plus pauvres. Et l'initiative de chacun, et en premier lieu de chaque chrétien, doit concourir au bien de tous. » L'histoire de Caritas montre qu'elle a toujours encouragé et favorisé les initiatives prises par les Béninois pour devenir eux-mêmes les artisans de leur développement.

Ses responsables se sont efforcés de faire progresser la santé, l'hygiène, l'alimentation, l'alphabétisation, l'apprentissage des jeunes, la formation féminine, avec la création de foyers d'accueil, de centres de formation, de centres pour handicapés et tant d'autres réalisations.

Suite à l'indépendance en 1960, la délégation du Dahomey du Secours catholique devint une organisation autonome. Un jeune prêtre, l'abbé Lucien Agboka, y prit une part active. Devenu évêque en 1963, puis président de la Commission sociale et caritative de la Conférence épiscopale, il n'a eu de cesse que les actions de promotion des plus démunis se développent et s'organisent, tant dans son diocèse que dans l'ensemble des diocèses du Bénin et même en Afrique quand il sera président, pendant huit ans, de la région de Caritas Internationalis.

Très vite, l'accent a été mis sur la formation à la fois professionnelle, humaine et spirituelle, ces trois aspects constituant un tout, formation de tout homme et de tout l'homme. Avec un choix privilégié pour la jeunesse féminine. Celle-ci, en effet, était souvent considérée comme en retard; en raison des mentalités, la scolarisation concernait jusqu'alors davantage les garçons. Ceci explique l'intérêt porté au développement des centres de formations

féminines et sociales. Ils continuent à permettre à des mineures de résister aux mariages forcés.

J'ai eu la joie de rencontrer Mgr Agboka à plusieurs reprises, notamment lors de ma visite chez lui, près de la « porte du non-retour » des esclaves au bord du golfe de Guinée, en 2002. Il parlait alors de l'alerte permanente de l'Église auprès des pouvoirs publics pour que les valeurs traditionnelles soient respectées, valorisées, comme ciment de la culture et de la civilisation béninoises. Ainsi lors des débats d'une loi sur la famille, a-t-elle défendu la dot et sa valeur symbolique d'alliance entre deux familles, même si elle est parfois détournée.

« Chaque peuple a sa modernité. Tout procède des ancêtres puis l'individu assimile le présent, le local et le mondial pour élaborer sa synthèse. Il ne faut pas déterrer les racines, sinon l'arbre meurt. »

En Thaïlande, en 1988, s'amorce une vision globale mettant la personne au centre de la réflexion, entourée de sa famille, de son village ou de son quartier, dans un cycle cheminant par la nature et l'écologie, la croyance en Dieu et la spiritualité, le contexte social et économique. Et ce cycle tourne dans une progression circulaire. L'Occident a une vision plus linéaire.

Mais la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide unit les uns et les autres. Le 2 mars 2005, plus d'une centaine de ministres, les chefs d'agences et d'autres hauts fonctionnaires représentant les donateurs et les gouvernements bénéficiaires et les organismes d'aide multilatérale l'ont approuvée, en promettant de répondre à des objectifs essentiels sur l'efficacité de l'aide d'ici à 2010 : aide bilatérale et multilatérale plus efficace et plus efficiente en réduisant les doubles emplois, les coûts de transaction.

Il s'agit d'un engagement des donateurs pour aider, dans les pays en développement, les gouvernements à formuler et mettre en œuvre leurs propres plans nationaux de développement, en utilisant leurs propres priorités, leurs capacités de planification et de mise en œuvre.

La Déclaration de Paris est fondée sur cinq principes, chacun relié à un certain nombre d'indicateurs.

- **Propriété** : Les pays en développement exercent un leadership efficace sur leurs politiques de développement ainsi que sur leurs stratégies et la coordination des actions de développement.
- **Alignement** : Les donateurs basent l'ensemble de leur soutien sur les pays partenaires, les stratégies nationales de développement.
- **Harmonisation** : Les actions des bailleurs de fonds sont mieux harmonisées, transparentes et efficaces collectivement.
- **Gestion efficace et efficiente** : La gestion des ressources et l'amélioration des processus de prise de décision sont fondées sur les résultats.
- **Mutuelle responsabilité** : Les donateurs et les partenaires sont responsables des résultats du développement.

Le même état d'esprit se retrouve peu à peu dans le monde des ONG afin de lier la qualité professionnelle du travail aux orientations politiques et stratégiques. Ainsi Caritas Europa adopte en 2009 des standards communs de management concernant la gouvernance et la direction de ses membres. Elle pose l'exigence de politiques et de stratégies précises au sein de chacun d'entre eux. Cela concerne l'élaboration d'un plan stratégique contenant la vision et la mission de l'organisation, des processus et procédures en matière de planification, de prise de décision, de gestion des risques, de ressources humaines, de gestion financière, de partenariat, etc.

Développement humain intégral

Les quatre piliers

La réunion des Caritas d'Amérique latine et des Caraïbes se tient en Haïti, début 2007, afin de préparer les travaux de l'assemblée générale de la confédération. Compte tenu de son histoire et de ses capacités créatrices la région est chargée de préparer les résolutions sur le développement humain intégral qui feront partie du plan de travail des quatre années à venir.

« Caritas Internationalis renforce la capacité de ses organisations membres à traiter le développement humain intégral comme une approche globale tenant compte des conditions de vie de la personne, et de toutes les personnes, dans leurs différentes dimensions : économique (plénitude de la vie : croissance et distribution des revenus, libertés et souveraineté) ; sociale (qualité de vie en termes de nutrition, santé, éducation et emploi, prise en compte des questions de parité hommes/femmes) ; politique (existence de l'État de droit ; respect des droits humains, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ; et démocratie représentative et surtout participative) ; culturelle (identité des communautés et des peuples ; capacité de dialogue interculturel et interreligieux et enrichissement de la culture fondée sur ce dialogue) ; écologique (respect des biens de la création ; garantir la qualité de vie des générations futures sans ignorer l'appel de cette génération en faveur de la justice) ; éthique (promotion de la dignité humaine et recherche du bien commun) et enfin la dimension spirituelle (la plénitude d'être), la dimension qui embrasse toutes les autres en une approche intégrale. En agissant ainsi, nous exprimons l'amour de Dieu pour tous les hommes. »

Durant la réunion d'Haïti, je propose quelques réflexions au sujet du développement humain appliqué au continent sud-américain :

« Au début de ma responsabilité de directeur de l'action internationale au sein du Secours catholique, un des premiers projets sur lequel j'ai travaillé était le DCCH des Cayes, Développement communautaire chrétien haïtien. Le DCCH existe depuis 1964 ; il est devenu un service de Caritas Haïti qui a toujours été à la pointe de notre réseau international car son principe était et est toujours le dépassement de l'assistance matérielle par l'accompagnement afin que les populations les plus pauvres deviennent actrices de leur propre développement. Le DCCH est un programme intégré qui intervient simultanément dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de la promotion féminine. Être aux Cayes aujourd'hui est comme un retour aux sources de mon engagement international. Face à l'extrême pauvreté due à la nature mais plus souvent encore à la sauvagerie de l'homme avide de pouvoirs, Caritas Haïti aurait pu, face à l'avalanche continue des urgences, tomber dans la tentation de l'assistanat. Au contraire, avec courage et intelligence, elle a mis en place un plan stratégique opérationnel sur la période 2002-2006 qui inclut dans un ensemble les actions de développement, d'urgence et de renforcement institutionnel dans un cadre de référence qui englobe les Caritas paroissiales, diocésaines et la Caritas nationale. [...]

Les régimes démocratiques doivent répondre au défi d'une véritable participation citoyenne, qui ne se limite pas à l'exercice du droit de vote, intègre les besoins et aspirations des citoyens et fasse prévaloir le bien commun sur les intérêts personnels. Face au défi de la participation citoyenne, les sociétés civiles latino-américaines cherchent à définir des modèles de participation et de développement, qui soient basés sur la dignité humaine et la justice sociale. Cette mobilisation est porteuse d'alternatives et d'espoir. C'est dans cet esprit que les Caritas latino-américaines et des Caraïbes travaillent dans une démarche d'accompagnement et de renforcement des organisations de base.

Parce que notre congrès a lieu en Haïti, je prends l'exemple de ce pays en me référant à une intervention de Mgr Dumas, président de Caritas qui, devant le groupe de travail « Haïti » de Caritas Internationalis fin 2006 à Paris, présentait ainsi la situation : la priorité est la lutte contre l'extrême pauvreté mais ces efforts doivent être poursuivis en concertation avec la mise en œuvre des Objectifs de développement du millénaire. « La pauvreté n'est pas une malédiction » si la participation des pauvres est voulue et effective dans le combat contre la pauvreté. Pour cela, il faut poursuivre la formation des leaders, approfondir le plaidoyer international pour de nouvelles coopérations, revoir le système des prêts FMI et Banque mondiale, mettre en place des politiques de discrimination positive, avec par exemple le crédit pour les plus pauvres.

Et Mgr Dumas terminait par ce qui le préoccupe autant que la misère, à savoir la violence, avec la difficulté de convaincre les jeunes de déposer les armes : trois cent mille armes circulent en Haïti. Après trois ans de présence militaire des Nations unies, la police n'est pas de meilleure qualité, d'où la contradiction entre la satisfaction officielle et les réalités. « La force de l'ONU a évité la somalisation du pays mais quelle est son efficacité ? » concluait Mgr Dumas.

La visée des Caritas de votre continent est le développement humain intégral. D'autres Caritas de notre confédération sont sur la même longueur d'onde. Mais votre analyse a une particularité qui est une richesse si vous faites partager à tout le réseau cette conviction : le principal élément dans un processus de développement c'est la dimension éthique qui assemble les autres dimensions entre elles dans une approche intégrale. Ceci en accord avec l'enseignement social de l'Église, l'option préférentielle pour les pauvres, le bien commun. Cette dimension éthique harmonise et permet à tous les autres éléments de faire un tout.

Le développement humain est intégral, quand il prend en considération le bien-être de la personne et de la population pour toutes

les dimensions. Il est intégral en ce sens qu'il n'est pas subordonné à l'économie, mais qu'il voit l'économie comme l'une des très nombreuses dimensions du développement intégral incluant le social avec la qualité de la vie en termes de nutrition, de santé, d'éducation et d'emploi, incluant aussi le politique avec l'existence de règles de droit garantissant indépendance et équilibre des pouvoirs, mais aussi respect des droits de l'homme et de la femme, droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. La démocratie représentative est par-dessus tout démocratie participative. Elle participe au développement culturel : identité des communautés et des peuples, capacité de dialogue interculturel, et modification de la culture basée sur le dialogue. Elle participe aussi au développement écologique : respecter les biens de la création, assurer la qualité de la vie aux générations futures, sans ignorer la génération qui aujourd'hui crie pour la justice. La dimension éthique est le modèle englobant qui va au-delà de l'échelle des valeurs et qui implique l'engagement. En d'autres mots, il répond aux aspects matériels et spirituels ; un plus grand revenu signifie peu à quelqu'un qui a survécu à la torture. [...]

Je veux citer aussi vos convictions sur le pouvoir des pauvres, sur le nécessaire lien entre culture et charité, sur le défi de l'éducation et de la communication et votre façon toute particulière de dire Dieu aux femmes et aux hommes d'aujourd'hui par une spiritualité sociale. L'encyclique *Deus Caritas est* ne peut pas être plus claire : "L'Église ne peut rester à l'écart de la lutte pour la justice" (n. 28).

Une fois de plus se vérifie le fait que la violence ou le terrorisme poussent sur le terreau de la pauvreté, et la démocratie politique se fonde sur l'inclusion sociale et sur la démocratie sociale.

Charité, solidarité, justice et développement humain intégral sont bien les piliers de notre maison commune ! »

Droits humains

Le respect dû aux victimes

La question des droits humains est au cœur de l'activité de notre réseau, dans toutes leurs dimensions économiques, sociales et politiques.

Jean-Paul II l'affirme clairement en 2001 : l'Église « ne cesse d'affirmer et de défendre la dignité de la personne et de mettre en lumière les droits inaliénables qui en découlent. Ce sont, en particulier, le droit d'avoir une patrie, de demeurer librement dans son pays, de vivre en famille, de disposer des biens nécessaires pour une vie digne, de conserver et de développer son patrimoine ethnique, culturel et linguistique, de professer publiquement sa religion, d'être reconnu et traité en toutes circonstances conformément à sa dignité d'être humain¹ ».

Trois exemples montrent la mise en œuvre concrète de cet engagement. Nous sommes en Bosnie-Herzégovine, à la frontière avec la Serbie. Le 1^{er} juillet 1992, la bourgade de Zvornick a été attaquée par les milices serbes et l'armée yougoslave, mélangées. La mosquée a été incendiée. Des hommes étaient enfermés à l'intérieur. D'autres hommes ont été tués devant les femmes du village.

Ces femmes ont été séparées des hommes. La moitié d'entre elles a été laissée libre. Les autres ont été relâchées après vingt-quatre heures, sans avoir subi de violence. Toutes marcheront longuement jusqu'à Tuzla avec leurs enfants. Quinze jours plus tard, elles seront transportées à l'abri en Croatie, en payant.

1. Message pour la 87^e Journée mondiale des migrants, 2 février 2001.

C'est dans le camp des réfugiés de Reznik, aux portes de Zagreb, qu'elles font part de leurs angoisses à la délégation de l'Épiscopat français et du Secours catholique.

Elles sont sans nouvelles de sept cents hommes âgés de quatorze à soixante ans, embarqués sans doute au camp de Karakaj. Ce sont leurs maris, leurs enfants, leurs frères, leurs cousins, leurs neveux, leurs oncles, leurs petits-enfants. C'est en pleurs qu'elles racontent. Quinze villages de la région ont subi le même sort. Et, durant des mois, cela continue en Bosnie-Herzégovine. Les exactions se poursuivent. Des femmes sont violées et parfois enfermées dans des camps de prostitution forcée.

Les violences viennent de plusieurs côtés, mais qui est l'agresseur? Qui occupe illégalement 26 % du territoire de la Croatie? Qui pratique une politique de terreur organisée? Les forces régulières et irrégulières serbes.

L'Église reconnaît le droit de légitime défense par la force militaire: le dommage infligé par l'agresseur doit être durable, grave et certain; les autres moyens de mettre fin à la violence doivent s'être révélés inefficaces; les conditions sérieuses de succès doivent être réunies; l'emploi des armes ne doit pas créer un mal plus grand que celui à éliminer.

Le cardinal Kuharic de Zagreb dit à notre délégation: « Quand un voleur entre dans une maison, le père doit appeler la police. »

Autre exemple au Pakistan. Un rapport de la Banque mondiale de décembre 2003 pointe les indicateurs de développement humain qui révèlent des disparités substantielles entre hommes et femmes: alphabétisation à 60 et 34 %, études secondaires achevées 47 % et 16 %. Le journal *Dawn* du 22 février cite une dépêche de l'AFP dans un article sur quatre femmes assassinées par leurs maris ou leurs pères pour avoir été simplement vues avec un homme. « Les crimes dits "d'honneur" – commis pour venger l'honneur présumé d'une famille – qui coûtent la vie chaque année au Pakistan à plusieurs centaines de femmes, doivent être traités avec "la plus grande fermeté" », a déclaré le président pakistanais Pervez Musharraf.

Et Mgr Andrew Francis, évêque de Multan, explique qu'une Jirga, un tribunal coutumier, vient dans une région reculée de son diocèse, située à proximité du Béloutchistan, de condamner un garçon pour un crime. La sentence a visé sa sœur à être exposée nue dans le village puis à être violée à quatre reprises.

Il s'élève contre la traite des jeunes filles à Multan, la prostitution à Lahore et le recrutement forcé de jeunes garçons comme jockeys pour les courses de chameaux dans la péninsule Arabique. Ils en reviennent détruits après quelques années.

Dernière illustration : au Togo, suite à la mort du général Eyadéma en février 2005, les élections présidentielles du 24 avril sont marquées par de graves irrégularités qui faussent complètement les résultats. L'annonce des résultats officiels provisoires provoque une grande frustration et une explosion de violence de la part de jeunes, plus ou moins spontanée. La répression des forces armées est disproportionnée.

Les récits des Commissions Justice et Paix, ainsi que des rencontres plus approfondies avec des victimes des troubles permettent de mesurer l'ampleur du traumatisme vécu par une partie de la population, soupçonnée d'être proche de l'opposition, ou se trouvant malheureusement au mauvais endroit au moment de la répression. Nos interlocuteurs parlent de violence sans précédent.

Mais il y a aussi des limites à ne pas dépasser dans les pratiques des ONG. La visite à la Ligue des droits de l'homme est l'occasion d'entendre des victimes des exactions qui viennent témoigner devant nous. Leurs propos sont émouvants. Une quarantaine de personnes viennent s'exprimer, chacune à son tour, assise sur une chaise devant une énorme table derrière laquelle la petite délégation que conduit Mgr Xavier de Maupou, l'évêque de Verdun, président de Justice et Paix France, est installée.

Cela fait vraiment tribunal. Impossible de compatir, d'être proche. À la fin de chaque présentation, je me lève pour remercier

personnellement la personne, relayé parfois par un responsable du CCFD qui voyage avec moi ou par une chargée de projets au Secours catholique pour une jeune fille qui a été violée.

À la fin, je n'y tiens plus et « passe un savon » aux responsables de la Ligue des droits de l'homme. Certes, ils ont été aimables d'organiser cette rencontre, mais la manière est inacceptable, sans respect pour les victimes.

Voir aussi : *Exploitation minière, Justice*.

Eau

Le domaine des extrêmes

Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et le « stress hydrique » va en concerner de plus en plus.

La gestion de l'eau douce est un volet essentiel des programmes visant à la lutte contre la pauvreté et au développement dans toutes ses composantes.

Selon Franck Kampa, du Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques, « d'un statut de *res nullius* fortifié par l'abondance, l'eau douce est aujourd'hui devenue un bien susceptible de marchandisation et sujet à l'exaspération des intérêts relatifs à la nature des droits qui y sont rattachés. En sus, les perspectives de changement climatique tendent à faire, à l'échelle de la planète comme au plan régional, de l'écosystème de l'eau douce un domaine des extrêmes se manifestant par l'alternance et la combinaison de sécheresses et d'inondations aux conséquences parfois dramatiques. Enfin, il en résulte une multiplication des tensions voire des conflits relatifs à l'appropriation de la ressource et au développement de la concurrence entre les différentes formes d'usages. [...]

Toutefois, l'expérience montre que les questions de gestion des cours d'eau et de répartition de la ressource sont davantage génératrices de coopération régionale que de conflits interétatiques.

En fait, plus on descend aux niveaux local et interindividuel, plus les tensions entre usagers de l'eau douce s'attisent. L'eau douce est effectivement devenue un bien économique faisant l'objet de transactions financières. À partir de là, se posent trois questions

principales qui sont le problème de la détermination de l'équilibre entre les usages concurrents, la détermination du prix de l'eau et, en amont comme en aval, l'étendue des droits des personnes sur le bien. [...] Dans un monde dominé par l'industrialisation et l'urbanisation, la concurrence principale oppose les besoins de l'agriculture à ceux de l'industrie et des populations urbaines. Aussi, la question se pose-t-elle de la rationalisation des pratiques agricoles à partir d'une recherche de croissance des rendements hydriques. Quant à la détermination du prix de l'eau et à l'évaluation des critères de sa bonne gestion, elle renvoie pour une part à la double question du droit de l'homme à l'eau potable et au caractère public ou privé de la gestion de la ressource en eau. [...]

En effet, pour économique qu'elle soit, l'eau conçue comme un bien est un objet de droit¹. »

Au Pakistan, une étude du Indus Institute for Research and Education pointe l'augmentation de la salinité de la mer d'Arabie résultant, entre autres, de la diminution des entrées d'eau douce dans le golfe Persique du fait des effets des lointains barrages sur le Tigre et l'Euphrate en Turquie, Syrie et Irak, et de la réduction des apports pakistanais et indiens : « La mer n'appartient à aucun pays ; elle est un bien mondial et tout accroissement de la salinité est un problème mondial devant être abordé à ce niveau-là². »

Au Burkina Faso en 1986, une bien curieuse affaire m'oblige à me rendre sur place. Un projet de barrage à Kampelse-Zugo à quelques heures de Ouagadougou pose problème : un financement à parité de l'Union européenne et du Secours catholique a été monté. Mais la retenue d'eau doit inonder sur deux kilomètres une route nationale en terre. L'administration a donné son accord sur le barrage et le tracé de la nouvelle route mais exige que la portion à construire soit goudronnée. Cela apparaît un peu burlesque : des

1. Franck Kampa, « Pour une gestion critique de l'eau douce », *Le débat stratégique*, n° 1033, mai 2009. Cirpes/Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques, <http://www.cirpes.net>

2. *Consequences of sea water intrusion in Pakistan*, 2007.

kilomètres de route en terre à droite et à gauche séparés par une courte section asphaltée.

Je tente de négocier sur place. Mais mon étonnement le plus vif sera l'impact sur la pêche ! En effet ces constructions de plusieurs centaines de mètres de long et hautes de dix à quinze mètres, posées entre deux collines désertiques, retiennent de l'eau presque toute l'année. Les retenues s'ensemencent d'elles-mêmes en poissons. Nous faisons un petit calcul à partir du prix local du kilo de protéine animale : si le produit de la pêche était vendu sur place, alors qu'il est en grande partie autoconsommé, cela rembourserait en moyenne le coût du barrage sur une période de deux à quatre ans selon les cas !

J'apprends la patience à l'africaine. De rendez-vous en rendez-vous, rien n'avance dans le traitement du dossier. J'essaye de faire intervenir deux évêques dont le frère du président de Caritas ; ils sont membres de la chefferie traditionnelle, leur famille ayant jadis le poste de ministre de la Guerre. Tout le monde le sait. Personne ne m'en parle.

Finalement, quelques heures avant notre départ pour l'aéroport, tout se débloque : c'est l'Office national des barrages et de l'irrigation qui financera l'asphalte. Chacun a donné quelque chose.

Quelques années plus tard, au Sénégal, avec des membres du Bureau de la confédération, nous visitons des projets de formation agricole et à Kaolack des projets de promotion féminine et d'hydraulique villageoise pour l'accès à l'eau potable. La visée est que les paysans deviennent capables de s'organiser, de concevoir les activités et de les réaliser, puis de les gérer et de les suivre. Quarante-quatre forages et une centaine de puits sont en place. Tout cela grâce à des financements hollandais, allemands, français, autrichiens, américains sous l'œil légitimement contrôleur des autorités locales : il faut être un véritable chef d'orchestre pour harmoniser l'ensemble !

Voir aussi : *Forum social mondial*.

Église-État

Entre indépendance et ignorance

Qu'il soit laïque, bouddhiste, chrétien, juif, musulman, etc., l'État ne voit pas forcément les forces religieuses de la même manière. Entre la conception laïque française et la vision catholique polonaise, tous les degrés se présentent. Les modes de coopération s'incarnent donc dans des histoires différentes.

« Que faites-vous au Chili alors que se célèbre le 200^e anniversaire de la Révolution française ? »

Que de fois résonnera cette question en forme de critique. Elle manifeste la relation historique, le lien entre l'Amérique latine et la France, la vibration émotionnelle entre les Chiliens et les Français.

Lors de l'intronisation de Patricio Alwyn comme candidat de la gauche à la future élection présidentielle – qu'il emportera – lors d'une grande fête démocratique au Caupolicán de Santiago du Chili, salle historique des meetings politiques des présidents Frei et Allende, le candidat fend la foule sur les premières mesures de l'*Hymne à la joie* de Beethoven. Dans son discours, il évoque le rôle de l'Église, des évêques, des clercs et des laïcs dans la lutte pour les droits de l'homme et la démocratie.

Le coup d'État de septembre 1973 du général Pinochet a amené l'Église, qui ne l'a pas condamné immédiatement, à s'engager dans la lutte pour des droits de l'homme, certains évêques agissant plus par des démarches individuelles, d'autres par des déclarations fracassantes. L'Église fut un lieu d'accueil de groupes et de gens très divers, engagés avec elle dans la lutte pour la démocratie et l'opposition

au régime. La démocratisation en cours amorcera un mouvement inverse : on voit déjà certains se réorienter vers des espaces démocratiques nouveaux qui naissent. Mgr Contreras, le secrétaire de la Conférence épiscopale, dit malicieusement qu'ici, comme en Pologne, l'Église, qui a servi de parapluie protecteur, doit maintenant accepter que ses protégés se séparent un peu d'elle. Mais elle jouera un grand rôle dans le processus de vérité, de justice, de pardon, de réconciliation : il ne peut y avoir pardon sans vérité.

Les aspects financiers jouent aussi leur rôle. En Arménie, lors d'une rencontre au cours de l'été 2000 avec les deux vice-ministres de la Santé et leur représentant régional dans le Nord, le débat porte sur leur souhait d'intégration totale de certaines activités médicales de Caritas dans le service public et des subventions qu'elle pourrait apporter à des hôpitaux. C'est un peu excessif même si, comme d'habitude, il faut reconnaître à tout État le devoir de contrôler les services rendus à la population et leur qualité. Trop souvent, des ONG se pensent au-dessus de la loi !

Un autre aspect de la question résulte des financements publics consentis aux Églises et à leurs organisations. Dans le domaine humanitaire et social, les situations varient considérablement selon les pays. Le Secours catholique français plafonne à un petit 8 % de subventions publiques dans ses recettes ; la Caritas Suisse atteint 20 % ; Catholic Relief Services, la Caritas américaine, la plus importante organisation du réseau, dispose d'un budget provenant à 40 % au moins du gouvernement américain. Personne ne croit à sa totale indépendance.

Mais les États ont des pratiques très diverses, par exemple en matière d'aide à l'étranger. La France fait transiter moins de 1 % de son aide publique au développement par la société civile quand les Pays-Bas atteignent 14 % ; cela explique les 70 % de subventions dans les recettes de la Caritas.

Rien évidemment de comparable au Soudan ! Dès 1989, l'archevêque de Khartoum, le futur cardinal Gabriel Zubeir Wako que je

rencontre souvent par la suite, se plaint de manque de leaders dans le Sud et constate la montée du fondamentalisme musulman. Depuis 1985, la Conférence épiscopale envoie des messages discrets au gouvernement. La charia avait été instaurée en 1983. À force de messages restés sans réponse, elle finit par parler publiquement, ce qui déclenche la fureur du pouvoir. Nous vivrons des années et des années dans la valse-hésitation entre l'Église et le pouvoir : parler, se taire, parler, etc., ce qui sera bien compliqué à suivre pour un réseau capillaire comme le nôtre.

Dans un tout autre contexte, l'Église lituanienne a tendance en 2001 à se présenter à l'extérieur comme un modèle : 80 % de catholiques, des vocations sacerdotales. Mais plusieurs interlocuteurs, et non des moindres comme le cardinal Audrys Backis élevé en France, reviennent sur ce modèle. La foi reste traditionnelle. Elle s'exprime à l'occasion des baptêmes et des funérailles, aux cérémonies de Noël et de Pâques. Restent toujours des débats sur les priorités : construire et récupérer des églises souvent trop grandes et des immeubles, ou s'occuper des populations et de l'action sociale ? Pour une fois il y a là une tonalité un peu différente, interrogative, qui me rappelle certains débats Est-Ouest, pas du tout langue de bois, lors du Synode européen de 1999.

Enfants

... des camps, de la guerre, des catastrophes, des conflits

Enfants de la rue, enfants migrants, partout dans le monde des programmes concernent la vie des enfants sous tous ses aspects. Avec, comme cas extrême, les soins apportés déjà en 1989 à des enfants du Sud-Soudan « réfugiés » dans la banlieue de Khartoum, la capitale, et vivant avec leurs familles dans des camps horribles : scolarisation, petit-déjeuner et déjeuner pour dix-huit mille élèves dans soixante et un centres. Ce programme se poursuit bien des années plus tard.

En Europe de l'Est, l'attention s'est portée vers les enfants dès que des Caritas ont pu agir suite à la chute du mur de Berlin en 1989. Près de Kiev en Ukraine, le nouveau village de Varotvitchi a remplacé l'ancien situé près de la centrale nucléaire de Tchernobyl qui a explosé en avril 1986. Quatre mois après la catastrophe, les habitants furent déplacés et répartis vers trois lieux dont ce village de cent vingt-six familles, trois cent soixante-dix personnes dont deux cent vingt-sept retraités. Les enfants avaient été envoyés à Odessa sur la mer Noire tout de suite après le drame. Le kolkhoz local a accueilli trente travailleurs. Sept ans plus tard, les gens ne s'habituent toujours pas à leur nouvelle situation. Nombreux sont les dépressifs. Seize familles partagent une maison. Les personnes âgées sont isolées. La tristesse est visible à l'œil nu. La Caritas a aidé en vêtements, nourriture, jouets et médicaments à l'époque du transfert. Elle envoie régulièrement des enfants dans un sanatorium près d'Ivano-Frankist, à Kosiv dans les Carpates à sept cent cinquante mètres d'altitude.

Nous nous y rendons quelques jours plus tard. Créé en 1870 pour des Polonais aisés, il était aussi fréquenté par des Autrichiens

et même quelques Français. Après avoir périclité sous la période communiste, il est devenu un centre de soins de cent soixante lits pour enfants atteints de maladies chroniques.

Une association proche de la Caritas grecque catholique y gère un service pour recevoir, par groupes de quarante et pour un mois, des enfants touchés par les radiations de Tchernobyl. Selon les périodes, ils sont scolarisés sur place ou en vacances. L'établissement est géré par l'État mais l'association a un contrat avec le ministère de la Santé et bénéficie d'aides de divers membres du réseau Caritas. Les enfants sont en bonne santé, apparemment. Les plus atteints sont hospitalisés. Ceux que nous voyons ont été un peu moins gravement irradiés. Ils bénéficient ici d'une nourriture améliorée, de soins intensifs et du bon air de la montagne.

En Estonie en 2001, pays où il y a très peu de catholiques, la toute petite Caritas allie efficacité et générosité. On ne peut pas tout faire. Priorité est donnée aux enfants et aux jeunes dans un esprit de réconciliation et de formation autour de deux programmes, reconstruction de la personne dans sa fonction sociale et intégration, et reconstruction d'un vivre entre les nationalités. De nombreux projets y concourent : ateliers récréatifs, projets culturels avec théâtre, danse, arts, des écoles de démocratie – des espaces de débats pour adolescents –, camps de vacances et placements en famille pour les vacances.

Tous ces projets mélangent des enfants, jeunes estoniens et russes ou d'autres minorités : apprendre l'estonien, se connaître, etc. La Caritas va accroître son attention particulière aux enfants des orphelinats grâce à un réseau convivial de responsables et de collaborateurs bénévoles jeunes et motivés.

En pleine crise somalienne, au cours de l'été 1992, avec Mgr Joseph Duval, alors archevêque de Rouen et président de la Conférence des évêques de France, la visite du camp de Kakuma, au nord du Kenya à une centaine de kilomètres du Soudan, est un choc. Parmi les dix-huit mille réfugiés qu'il héberge, onze mille

garçons de huit à seize ans venant des zones tenues par la guérilla du Sud-Soudan. Ce sont des enfants de la région de Bor principalement, une ville du Sud-Soudan au bord du Nil blanc, « confiés » au SPLA (Armée populaire de libération du Soudan) par des familles Dinkas et que John Garang, un des principaux chefs de la guérilla, lui-même Dinka, voulait transformer en élite militaire.

Cette initiative a créé des tensions au sein du SPLA. Après une longue errance au Soudan et en Éthiopie, ces enfants se sont réfugiés avec leur encadrement à Kakuma. Des organismes d'aide, principalement scandinaves, les ont suivis dans leurs pérégrinations.

Suite à cette visite le Secours catholique soutiendra l'école technique des Salésiens, une congrégation religieuse d'origine italienne très spécialisée dans l'éducation.

En 1997, le camp comptera quarante-quatre mille personnes à 80 % soudanaises et sert toujours de base arrière aux mouvements de libération. Les tensions seront encore vives avec l'ethnie locale déshéritée, les Turkamas, jalouse de ses terres et qui voit d'un mauvais œil la vie à deux vitesses : dans le camp tout est fourni, hors du camp, point de salut malgré les efforts de la Fédération luthérienne mondiale qui le gère.

Et en mai 2008, le Haut Commissaire aux réfugiés, António Guterres, visitera le camp dans lequel survivent alors quelque soixante-six mille réfugiés du Sud-Soudan. Il dira aux réfugiés que le HCR les aiderait à rentrer chez eux quand ils le voudraient et présentera des mesures pour préparer leur rapatriement, la construction d'écoles, le déminage des routes et la création de centres de soins.

La question du financement des écoles est un débat sans fin. Il y a des années, je passe une longue journée de travail à Paris avec le directeur de Caritas Sénégal. Tout tourne autour de projets agricoles, des activités de promotion féminine, de prévention et d'éducation sanitaire. Le soir, il m'explique que si nous avons bien

avancé nous n'avons pas abordé le vrai sujet, la construction et le financement du fonctionnement des écoles catholiques !

Peu après, à Juba au Soudan, un coopérant hollandais pragmatique me dit : « D'accord, il s'agit de budgets qui font peur ; mais même si vous mettez quelques dollars sur la table, ce sera toujours bien ! »

J'ai de longs échanges sur ce sujet en particulier avec le président de la Caritas allemande, à l'époque président de Caritas Internationalis, Mgr Georg Hüssler. Sa position est d'accepter parfois de financer la construction si les coûts de fonctionnement sont assurés par ailleurs. Au Secours catholique, nous décidons finalement en pareil cas d'intervenir pour la scolarisation d'enfants des populations marginalisées, tribales par exemple.

Mais à Banda Aceh en Indonésie en 2005, la Caritas américaine rénove quelques écoles coraniques en partie détruites par le tsunami de fin 2004. Je visite l'une d'elles, presque terminée. Une quarantaine de garçons, sept professeurs. Un vaste bâtiment central en bois vernis est entouré de maisonnettes qui servent de salles de classe, de dortoirs, de cantine et de résidences pour quelques adultes. Les enfants s'intéressent à nous et quelques petits dialogues s'engagent sur leurs familles, le tsunami, leur scolarité. Le directeur explique la réalisation des travaux, la coopération avec les chefs de village, mais il ne connaît pas le père Fernando, curé de la paroisse de la ville voisine.

Voir aussi : *Esclavage*.

Enseignement social de l'Église

Une radicalité moderne et incarnée

La conférence de Caritas Europa de 2006 se tient à Mayence au bord du Rhin. J'y suis invité comme président de la confédération, alors qu'un an auparavant je pilotais encore cette région. Je saisis l'occasion pour aborder les liens entre l'action et ses fondements, dans une intervention sur l'enseignement social de l'Église qui vient de recevoir l'apport de *Deus Caritas est*, une encyclique de Benoît XVI moins « politique » qu'espérée par certains de nos membres, particulièrement en Amérique latine.

« La fonction de notre confédération est la promotion des personnes les plus en marge de notre monde. Le concept de “promotion” est essentiel car il dépasse l'action de service. La promotion permet à ceux qui vivent dans des conditions inhumaines d'accéder à la dignité. Cette promotion des plus pauvres va s'incarner dans des styles et des cultures différents au sein de la confédération. Et, si vous me permettez cette intervention sous forme de témoignage, c'est là que se trouve le cœur de ma mission en tant que président de Caritas: construire l'unité, garantir la cohésion de la confédération pour qu'elle soit efficace dans sa participation à la construction du bien commun et dans son témoignage.

Le cœur de ma mission est donc de croiser la vision, l'objectif avec l'organisation de Caritas Internationalis.

La vision c'est concrètement le “Royaume” à construire; j'insiste sur le terme “concrètement”. La vision de Caritas est bien de construire le Royaume, autrement dit de changer le monde, de le rendre plus juste et plus fraternel. Et dans ce contexte, les faibles et les opprimés sont les acteurs premiers de leurs changements.

Nos moyens humains sont limités mais nos forces sont infinies car elles sont enracinées dans le message évangélique. Elles doivent être tendues vers des objectifs mesurables pour que notre vision devienne projet.

Ainsi une de nos forces est la variété de notre réseau ; variété de nos modes d'actions, de nos analyses, de nos cultures et même variété spirituelle. La difficulté de la confédération n'est pas uniquement d'ordre budgétaire mais elle est de l'ordre de l'imagination, de l'innovation et de la créativité. Innovation pour que le rapport entre ambition et moyens ne soit pas lié à la chance ou la malchance d'être au nord ou au sud de la planète. Il faut donc permettre que Caritas ait un fonctionnement indispensable en région et le développe. Mais en même temps il faut, pour chacun, tendre à un fonctionnement complémentaire en réseau mondial où les Caritas sont appelées à servir l'intérêt général en fonction de leurs compétences. [...]

La variété des Caritas que n'importe quel sociologue des organisations qualifierait de faiblesse est en fait une immense force. Car l'inspiration de tous et l'analyse de chacun sont puisées dans l'enseignement social de l'Église. Qu'est-ce que cet enseignement ? C'est le croisement entre la réflexion et la pédagogie qui vient incarner l'Évangile dans le monde d'aujourd'hui. Cette réflexion aborde des sujets brûlants d'actualité : social, économique, politique, médical, éthique, juridique, etc. Cet enseignement se bâtit au fil des siècles et donne un itinéraire aux communautés chrétiennes dans leur relation au monde.

Car cet enseignement invite tous les chrétiens à réfléchir sur leurs relations au monde. J'en ai eu ma première découverte lors de la publication de *Populorum Progressio* qui développe le principe du développement de "tout l'homme et de tous les hommes", du développement intégral, économique, politique, culturel, spirituel. Je me rappelle très bien de l'impact dans la presse française de cette encyclique : énormes titres, immenses articles. Un choc pour moi.

Le journal catholique français *La Croix* titrait fin mars 1967, citant l'encyclique : "Les peuples de la faim interpellent les peuples de l'opulence."

Les grands concepts de l'enseignement social de l'Église que l'on trouve dans les textes de l'Ancien Testament, dans les Évangiles et tout le Nouveau Testament, dans l'analyse des signes des temps par la tradition et dans les encycliques sociales depuis plus d'un siècle, constituent un corps de réflexion si solide qu'ils sont référence pour nous tous quelles que soient les cultures dans lesquelles nous vivons. L'Écriture a son importance. Voyez l'Exode, 3,7-8 : "Dieu dit : j'ai vu la misère de mon peuple ; j'ai entendu son cri devant les oppresseurs. Oui, je connais son angoisse : je suis venu pour le délivrer."

Ce rapport au monde qu'est cet enseignement est ambitieux. C'est un espace très moderne dans une Église qui ne l'est pas toujours. Ainsi l'encyclique *Deus Caritas est* est d'une radicalité absolue quant à la responsabilité des États vis-à-vis de la société ; elle relie Justice et Charité.

Fondé sur de grands principes, comme la dignité de la personne humaine, la destination universelle des biens¹ ou le bien commun²,

1. Compendium de la doctrine sociale de l'Église, n° 132 : « Une société juste ne peut être réalisée que dans le respect de la dignité transcendante de la personne humaine. Celle-ci représente la fin dernière de la société, qui lui est ordonnée » ; n° 182 : « Le principe de la destination universelle des biens requiert d'accorder une sollicitude particulière aux pauvres, à ceux qui se trouvent dans des situations de marginalité et, en tout cas, aux personnes dont les conditions de vie entravent une croissance appropriée. À ce propos il faut réaffirmer, dans toute sa force, l'option préférentielle pour les pauvres. »

2. *Catéchisme de l'Église catholique*, n° 1906-1909 : « Par bien commun, il faut entendre "l'ensemble des conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres d'atteindre leur perfection, d'une façon plus totale et plus aisée" (*Gaudium et Spes* [GS], 26, § 1 ; cf. GS 74, § 1). Le bien commun intéresse la vie de tous. Il réclame la prudence de la part de chacun, et plus encore de la part de ceux qui exercent la charge de l'autorité. Il comporte trois éléments essentiels : il suppose, en premier lieu, le respect de la personne en tant que telle. Au nom du bien commun, les pouvoirs publics sont tenus de respecter les droits fondamentaux et inaliénables de la personne humaine. La société se doit de permettre à chacun de ses membres de réaliser sa vocation. En particulier, le bien commun réside dans les conditions d'exercice des libertés naturelles qui sont indispensables à l'épanouissement de la vocation humaine : "ainsi : droit d'agir selon la droite règle de sa conscience, droit à la sauvegarde de la vie privée et à la juste liberté, y compris en matière religieuse" »

cet enseignement approfondit des concepts opérationnels, facteurs d'action comme

- la répartition équitable des revenus et richesses,
- le salaire juste, le droit au travail,
- l'exercice des talents,
- la communauté comme facteur de développement de la personne,
- la reconnaissance du syndicalisme,
- voire plus récemment l'intégration des droits de l'homme.

Mais nous aussi, Caritas, nous alimentons cette doctrine. Voyez les principes d'un cadre de politique sociale proposés par Caritas Europa : emploi digne, logement décent, accès aux soins primaires, accès à l'éducation et participation à la vie publique. »

En 2009, dans *Caritas in veritate*, Benoît XVI fera l'éloge de Paul VI et de *Populorum Progressio* : « Il désigna le développement, compris au sens humain et chrétien, comme le cœur du message social chrétien et proposa la charité chrétienne comme force principale au service du développement » (n° 13).

Prenant en compte les évolutions des dernières années et la crise globale ouverte en 2007, le pape actualisera certains sujets, aide publique au développement à intensifier, lutte contre la corruption, promotion de l'éducation et de la microfinance, droits des migrants, responsabilité sociale des consommateurs, mise en place d'une véritable autorité politique mondiale pour « assainir les économies frappées par la crise, pour prévenir son aggravation et

(GS 26, § 2). En second lieu, le bien commun demande le bien-être social et le développement du groupe lui-même. Le développement est le résumé de tous les devoirs sociaux. Certes, il revient à l'autorité d'arbitrer, au nom du bien commun, entre les divers intérêts particuliers. Mais elle doit rendre accessible à chacun ce dont il a besoin pour mener une vie vraiment humaine : nourriture, vêtement, santé, travail, éducation et culture, information convenable, droit de fonder une famille, etc. (cf. GS 26, § 2). Le bien commun implique enfin la paix, c'est-à-dire la durée et la sécurité d'un ordre juste. Il suppose donc que l'autorité assure, par des moyens honnêtes, la *sécurité* de la société et celle de ses membres. Il fonde le droit à la légitime défense personnelle et collective. »

de plus grands déséquilibres, pour procéder à un souhaitable désarmement intégral, pour arriver à la sécurité alimentaire et à la paix, pour assurer la protection de l'environnement et pour réguler les flux migratoires » (n° 67).

Voir aussi : *Caritas, Justice*.

Esclavage

Une injustice contre soi-même

Vrais esclaves ou paysans sans terre réduits à la domination farouche du grand propriétaire comme au Brésil ou dans le sous-continent indien, victimes des trafics et de la traite ? Les situations d'esclavages sont nombreuses et variées.

L'Unicef liste une soixantaine de pays où l'esclavage d'adultes et d'enfants règne massivement : États-Unis, Haïti, Brésil, Mauritanie, Côte-d'Ivoire, Italie, Pakistan, Inde, Népal, Birmanie, Thaïlande, Chine, et dans une moindre mesure Colombie, Portugal, France, Belgique, Allemagne, Bulgarie, Roumanie, Grèce, Turquie, Afghanistan, Russie, Vietnam, Corée du Sud, Japon, Australie, etc.

Ainsi en France, dans un rapport de 2002 « renforçant la lutte contre les différentes formes de l'esclavage aujourd'hui¹ », il est écrit : « Qu'il y ait aujourd'hui en France, patrie des droits de l'homme, des milliers de femmes et d'hommes traités en esclaves, contraints à se prostituer, à travailler dans des conditions inhumaines au sein de locaux insalubres, qu'il y ait des enfants errant sans repères et pouvant, d'un moment à l'autre, tomber sous la coupe d'exploiteurs, les forçant à piller les horodateurs, à mendier, à vendre leur corps, ne pouvait qu'appeler une réponse déterminée et rapide de la représentation nationale. »

Au Soudan à Juba en 1989, Mgr Paolino Lukudu explique comment le Nord a toujours exploité le Sud, comment la charia n'est pas un fait isolé mais s'inscrit dans une stratégie d'unification

1. Assemblée nationale, 22 janvier 2002, n° 3522, Mme Christine Lazerges, députée socialiste de l'Hérault.

des musulmans, d'arabisation, d'islamisation et de consolidation du pouvoir politique du Nord. Il revient ouvertement sur l'esclavage en augmentation. C'est ancestral et cela continue. Dans les conflits par exemple entre Arabes et Dinkas – une des grandes tribus du Sud – quand les Dinkas gagnent, ils prennent du bétail et des enfants. Et quand les Arabes gagnent, ils le font aussi. Et il en est de même entre les tribus chrétiennes et animistes du Sud.

En Mauritanie, entre le monde arabe et le monde africain, un pays situé dans la même bande de transition géographique que le Soudan, l'esclavage a été aboli plusieurs fois de suite. On a donc le droit de souhaiter que sa prochaine abolition soit cette fois définitive.

Au Tchad, l'esclavage des enfants est présenté par le coordonnateur national de la Commission Justice et Paix lors d'un séminaire tenu au Forum social mondial de Belem en janvier 2009 :

« Les enfants bouviers sont recrutés par un contrat signé entre le père, l'éleveur et le chef du village moyennant une somme mensuelle de 10 euros. À N'Djamena, les enfants domestiques fuient les exactions et la misère des villages et sont employés par des ménages aisés, souvent musulmans, pour 10 à 20 euros mensuels. Et les enfants Mouhadjirnes, élèves d'une école coranique, disciples d'un marabout, confiés par leurs parents pour l'apprentissage du Coran, doivent mendier leur nourriture. Âgés de cinq à dix-sept ans, ils sont envoyés dans la rue, les bureaux, pour mendier de l'argent qu'ils reversent intégralement au maître. Si le gain journalier n'est pas assez élevé, l'enfant est soumis à la torture, bastonné, privé de nourriture. Certains sont utilisés pour exécuter des travaux difficiles au bénéfice du maître. Au-delà de la mendicité forcée, d'autres transportent des marchandises ou sont placés chez un employeur. Ils travaillent durement toute la journée et, le soir, apprennent le Coran. Ceux qui réussissent à s'affranchir de leur maître se lancent dans le vol ou le banditisme et sèment l'insécurité. D'autres se retrouvent avec les enfants drogués dans les rues. »

À Gorée, face à Dakar ou au Bénin, les souvenirs de la traite des Noirs sont présents le long des côtes. Avec un groupe de Caritas d'Afrique en 1991, nous visitons le fort d'Elmina au Ghana en bord de mer. Des esclaves en partirent pendant plusieurs siècles vers les Amériques. Les immenses caves de détention provoquent l'émotion.

La majorité des esclaves africains furent victimes de rapt à l'est et à l'intérieur du continent lui-même. Cela ne fait que rajouter de l'horreur à l'horreur.

À côté de la « porte du non-retour » à Elmina, une plaque : « À la mémoire éternelle de l'angoisse de nos ancêtres. Que ceux qui sont morts reposent en paix. Que ceux qui reviennent trouvent leurs racines. Que l'humanité ne commette jamais plus une telle injustice contre elle-même. Nous, les vivants, en faisons le vœu. »

Voir aussi : *Traite des êtres humains*.

Étrangers réfugiés

Le groupe le plus vulnérable

Voilà un secteur où l'action des Caritas est massive. L'exemple des Caritas d'Europe engagées depuis la fin de la dernière guerre mondiale, et même avant pour certaines, manifeste cette ouverture à l'autre, différent, frère ou sœur.

La plupart des organisations membres de Caritas Europa sont en effet actives dans le domaine de l'asile et de l'immigration. Le principal objectif du travail est d'offrir des solutions réalistes aux personnes qui, pour quelque raison que ce soit, ont besoin d'aide parce qu'elles résident dans un pays autre que leur pays d'origine. Les programmes englobent des projets pour l'accueil des demandeurs d'asile, des services juridiques et de conseils sociaux, la facilitation des processus d'intégration des réfugiés et des résidents permanents ainsi que des programmes de réinstallation et de retour volontaire.

Tout en essayant de combler au mieux les lacunes de l'intervention gouvernementale, Caritas insiste sur la responsabilité des États à assurer un traitement digne aux demandeurs d'asile, réfugiés et autres migrants, l'un des groupes les plus vulnérables des sociétés européennes.

Le travail « politique » contribue activement au développement d'une politique européenne de migration et d'asile, entre autres dans les domaines de la lutte et de la prévention de la traite des êtres humains, de l'intégration des immigrés et des réfugiés.

Cette action se fonde nécessairement sur la pratique concrète des activités locales tant en Europe qu'ailleurs. Mais sa mise en œuvre est parfois chaotique.

En Croatie, les Caritas n'existent pas avant la guerre yougoslave, à l'exception d'une antenne semi clandestine qui s'occupait à Zagreb de femmes seules, d'enfants abandonnés et handicapés.

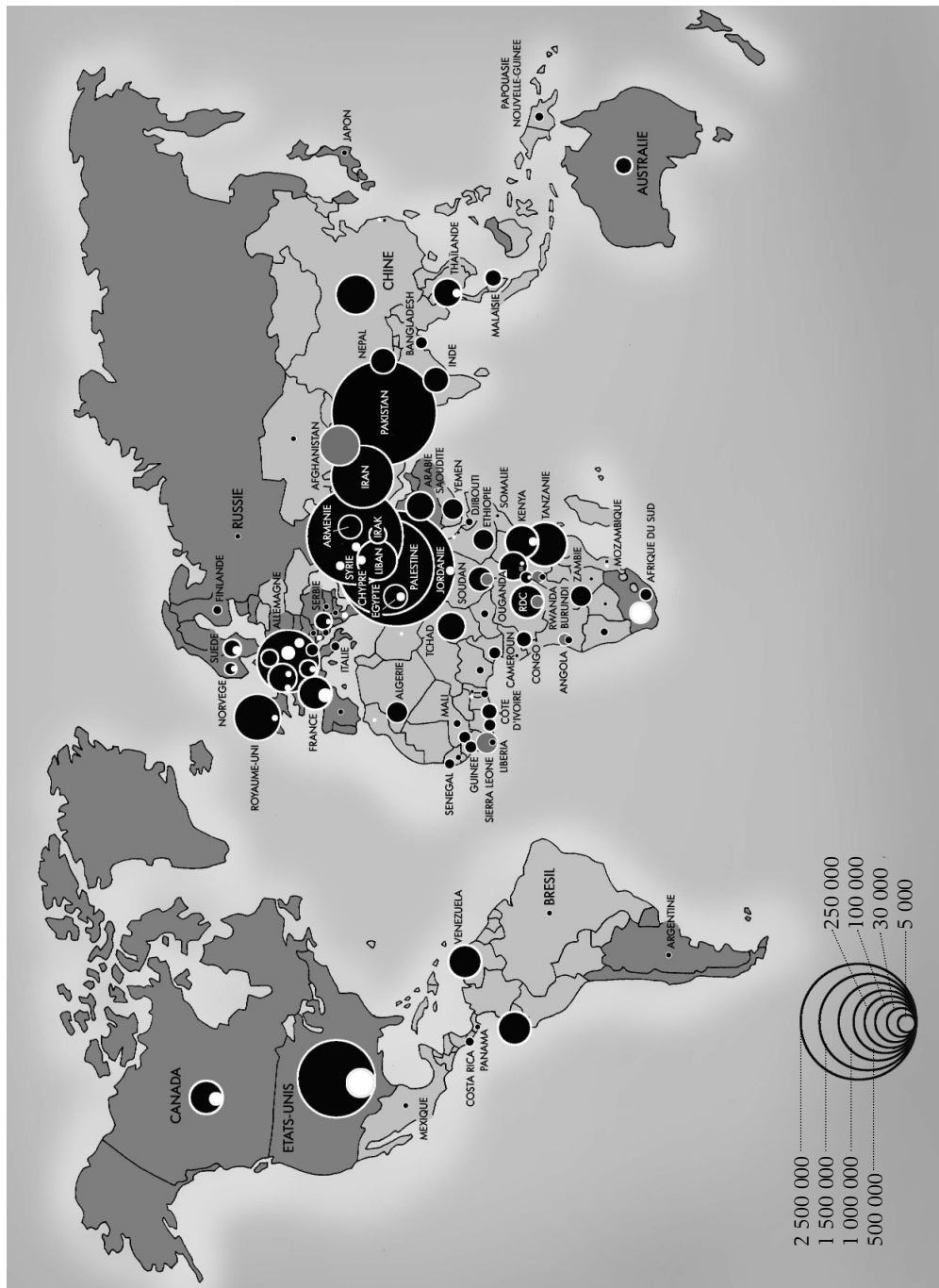
Elles sont créées à partir de 1991 dans presque tous les diocèses et la Caritas nationale coordonne les activités. Je lui avais alors rendu visite avec le secrétaire général de Caritas Internationalis de l'époque, Gerhard Meier. Cela nous avait permis de découvrir l'immense misère des camps de réfugiés et déplacés dans la région de Zagreb.

Pendant des années, les aides du réseau Caritas seront massives tout comme les actions d'information et de plaidoyer. Et il a même fallu en 1995 recaler quelques principes d'action des membres de Caritas Internationalis. Une attention particulière doit être portée aux minorités tziganes très présentes dans la région.

Caritas en Biélorussie a collaboré pendant trois ans à la fin des années 1990 avec le Haut Commissariat aux Réfugiés pour un travail d'orientation juridique. Mais à l'époque il n'y avait pas de loi relative à l'immigration. De ce fait presque tous les étrangers réfugiés ou demandeurs d'asile étaient en situation irrégulière.

Caritas s'occupait donc d'un centre d'enregistrement et d'aide sociale qui eut peu de résultats compte tenu des difficultés : cinquante-sept personnes ont obtenu le statut de réfugié, trente Afghans et vingt-sept Éthiopiens. La situation était équivoque et même si les autorités n'étaient pas menaçantes, Caritas dont la politique commençait à se dessiner en matière de coopération avec les administrations publiques, a préféré arrêter. La Biélorussie n'a pas signé les conventions de Genève ; Caritas voulait rester dans un cadre légal. Aujourd'hui une loi relative à l'immigration a été votée.

À la même époque en Lettonie un « non-projet » pour les réfugiés est né. À la demande de l'Union européenne, le gouvernement a créé un centre d'accueil pour migrants, réfugiés et demandeurs d'asile dans la banlieue de Riga. Le Haut Commissariat aux Réfugiés a mobilisé quelques ONG dont



Réfugiés, rapatriés, demandeurs d'asile dans le monde

Situation à la fin de l'année 2007

-  Populations réfugiées
-  Populations rapatriées
-  Demandeurs d'asile

Revenu national brut en parité de pouvoir d'achat

-  supérieur à 10 000 \$
-  Inférieur à 10 000 \$

D'après Annuaire statistique 2006 et unité d'enregistrement et des statistiques du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés pour les estimations 2007 (Irak, Kenya , Tchad, Soudan) ; World Refugees Survey 2007, Comité des États-Unis pour les réfugiés et les migrants ; Agence de secours et de travaux des Nations unies ; base de données en ligne de la Banque mondiale, 2008 .

Caritas, pour des formations entre autres. Mais les clients n'arrivent pas. Il y a à cette époque en Lettonie cinq personnes qui demandaient l'asile politique, deux jeunes Russes qui ne veulent pas aller faire la guerre en Tchétchénie et trois Pakistanais. Le centre d'accueil sert donc de résidence universitaire et Caritas attend. Bon exemple de planification douteuse ! Mais, depuis 2005, l'action envers les migrants demandeurs d'asile et illégaux s'est amplifiée sous la coordination du gouvernement. Caritas collabore à l'étude des dossiers individuels et à leur intégration sociale. L'arrivée de l'Union européenne rend le pays plus attractif.

Plus à l'ouest, les membres sont quasiment tous actifs depuis de nombreuses années, comme en Belgique où, avec une centaine de salariés, la Caritas travaille en collaboration avec des organisations nationales et internationales pour venir en aide aux migrants ; c'est une action logiquement complémentaire à celles conduites à l'étranger auprès des victimes de conflits et de catastrophes naturelles ou avec les bénéficiaires des programmes sociaux et de développement.

En Thaïlande, l'Église a ainsi mis en place en 1978 une organisation spécialisée pour les réfugiés : Catholic Office for Emergency Relief and Refugees/Coerr. Nous visitons en 1988 plusieurs immenses camps à la frontière cambodgienne. Comme cela arrive parfois, les hommes y sont rares. Ils reviennent pour se reposer après plusieurs semaines avec la guérilla au Cambodge.

Ces camps sont une illustration supplémentaire des méthodes de travail du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies : il intervient peu directement mais délègue des missions à des ONG. Coerr est ainsi engagée avec ses trois cent cinquante salariés dans la scolarisation des enfants, des cours de langue pour adultes, des hôpitaux et des dispensaires et le traitement administratif et juridique des réfugiés. Elle est la seule organisation thaïe active auprès d'eux. Ils sont quatre cent vingt mille dans le pays.

Mais il faut également veiller au soutien des populations thaïes, aussi dans le besoin, voire plus. Souvent, si on n'y prête garde, les

réfugiés sont mieux traités dans leurs camps que les populations locales qui peuvent souffrir de leur présence : partage de l'eau, du bois de chauffe, etc. Coerr a donc ici des activités spécifiques comme des formations au maraîchage, à l'artisanat et à la couture ; de plus des équipes médicales soignent les populations locales.

Dix-huit mois plus tard, je suis au Pakistan. Dès 1978 les réfugiés afghans commencèrent à y arriver. En 1990 ils sont au total, du Nord au Sud-Ouest, trois millions sept cent mille, selon le représentant du Programme alimentaire mondial à Peshawar près de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Caritas Pakistan fut un des premiers intervenants. Étant sur place il lui était évidemment plus facile de voir s'amorcer la crise et d'agir en première urgence. Elle poursuit dans le domaine de la santé, de la lutte contre la drogue et des aides d'urgence.

La grande préoccupation est le retour de ces personnes. Tout est à faire particulièrement en matière de formation, d'infrastructures, d'orientations politiques alors que le pouvoir central est en jachère à Kaboul.

Afrane, une association française fondée par d'anciens coopérants des années Pompidou, travaille dans cinq régions avec trente-quatre personnes, deux Français et trente-deux Afghans. Les conditions de sécurité sont délicates. Mon interlocutrice m'explique qu'elle va sur place en tenue traditionnelle, voilée. Il est plus facile à une femme de voyager, protégée par une burka, mais en veillant à ne pas porter des chaussures trop occidentales. Les hommes, nouveaux barbus, doivent veiller à leurs montures de lunettes occidentales... Les projets sont variés, banques de tracteurs, écoles pour femmes, centre de formation agricole, etc.

La guerre rend évidemment les retours aléatoires. Nombreux sont ceux qui repartent après une tentative. Caritas sait, elle, qu'elle ne pourra pas agir directement en Afghanistan, pays qui ne compte aucun catholique. Mais des années plus tard Caritas Pakistan conduira des programmes d'accompagnement pour les

retours et des membres du réseau s'installeront à Kaboul pour créer et soutenir des projets sociaux, médicaux, scolaires et de développement rural.

Pour le moment en lien avec le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies, le Département pakistanais des réfugiés pour la région frontalière du nord-ouest est engagé massivement. Il décrit la situation des réfugiés installés dans deux cent cinquante-six camps. Neuf mille six cents employés et soixante ONG y travaillent pour assurer une aide immédiate, penser au retour et aussi trouver les moyens d'aider les déplacés en Afghanistan même.

En dépit des aides internationales, le Pakistan prend en charge le transport des dons de nourriture depuis Karachi et verse une petite allocation financière mensuelle aux 90 % de réfugiés enregistrés. Le pays a donc tendance à ne plus vouloir enregistrer les nouveaux arrivants.

Le poids sur son budget et son fonctionnement se comprend quand on découvre que le gouvernement tient près de cinq cents écoles, sans compter les écoles coraniques. Après les implantations erratiques du début, les camps ont été implantés soit sur des terrains publics soit dans 90 % des cas sur des terrains privés, pratique génératrice de tensions avec la population locale. Il a d'ailleurs été difficile de contenir les installations près de la frontière. C'est le débat classique entre d'une part un pays d'accueil qui ne souhaite pas voir les arrivants disséminés partout et souhaite donc les maintenir près de la frontière et d'autre part le HCR qui veut les en éloigner pour des raisons de sécurité. Ici la population pashtoune, dominatrice, est installée à cheval sur la frontière arbitraire créée par les Anglais au XIX^e siècle. Les populations pakistanaises et les différentes tribus afghanes se connaissent, se fréquentent, se battent depuis des siècles. L'histoire prouvera que l'union sacrée contre l'envahisseur cette fois-ci russe, se délitera après son piteux départ.

De plus comme toujours les camps sont aussi des bases arrière pour les mouvements de guérilla ou de résistance: ici 50 % des

réfugiés étant des enfants, 26 % des femmes et les hommes étant âgés, il est facile de comprendre ce que font les hommes jeunes.

Le camp d'Hawai-8 reçoit des nouveaux arrivants. Principalement constitué de tentes on voit poindre quelques constructions de-ci de-là ; les familles installent en priorité des latrines correctes. La bonne santé de la population manifeste que la fuite d'Afghanistan n'est pas causée par la pauvreté mais par la situation politique et militaire. À peu de distance, le camp de Khashki pousse à toute vitesse selon le directeur de Caritas surpris par de si nombreuses nouvelles tentes en quelques jours.

Partout des hommes en armes vont et viennent : les Afghans dirigent ces camps où la police pakistanaise n'apparaît jamais. Tous les types de trafic s'y développent, armes, drogue, matériels électriques, etc.

Mais le Pakistan est un pays violent. J'aurai plus tard l'occasion de le constater maintes fois. Pour un premier contact la lecture de la presse est instructive. Le journal local annonce dix morts et soixante-quinze blessés à Hyderabad, cinq morts à Lanaka dans le Sind au Sud – fief de la famille Bhutto – suite à des émeutes ethniques, trois morts au Cachemire. Le lendemain, une bombe à Peshawar comme presque tous les jours, un mort par balles à Karachi suite à une émeute. Plus tard, je comprendrai la réalité des violences contre les femmes dans le cadre de vengeances familiales ou de vendettas.

En Jordanie, suite à l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein le 2 août 1990, plusieurs résolutions des Nations unies mettent en place un embargo dont les effets seront, pendant des années, dévastateurs sur la population irakienne. Mais la Jordanie en souffre aussi. Elle doit faire face au transit de centaines de milliers de personnes fuyant le Koweït. Son commerce avec l'Irak s'est effondré. Selon l'ambassadeur de France, elle perd la moitié de son produit national brut : chute des exportations, du tourisme, arrêt des transferts de fonds des Jordaniens du Koweït et d'Irak et même arrêt des aides des « pays frères ». La pénurie fait tache

d'huile ; le chômage augmente. Que faire des cent mille Jordaniens de retour ? Et 90 % du pétrole consommé en Jordanie vient d'Irak alors que les livraisons ont baissé de moitié.

Les évacués, essentiellement d'Asie, Sri Lanka, Inde, Philippines, Bangladesh, ont été et sont encore accueillis dans des camps gérés par la Croix-Rouge à laquelle de nombreuses ONG sont associées. Caritas apporte son expérience de gestion de dispensaires par exemple. Les personnes sont réparties par nationalité, ce qui simplifie le fonctionnement des camps, la répartition des tâches, la vie quotidienne.

De l'avis général, après l'effet de surprise des premiers jours, les opérations de transit fonctionnent bien : les personnes ne restent qu'une semaine en Jordanie. La coopération des ambassades a été remarquable. C'est donc une situation tout à fait spéciale, « facile » car les personnes et les familles ont eu le temps de s'organiser pour quitter le Koweït. Les échanges avec quelques-unes font surtout ressortir leur angoisse du futur : que vont-elles devenir de retour au pays qu'elles ont souvent quitté pour fuir la pauvreté et assurer une subsistance à leurs familles par des envois réguliers de fonds ?

Le consul du Sri Lanka nous explique par exemple que vingt-sept mille de ses compatriotes ont transité mais qu'il en reste encore trente-huit mille au Koweït. Les trois quarts de ces personnes sont des employées de maison.

Au Liban, je visite en 2006 et 2008 un centre de rétention à Beyrouth où Caritas intervient depuis l'an 2000. Des demandeurs d'asile et illégaux, des travailleurs migrants en fin d'autorisation de séjour y sont enfermés dans des conditions inadmissibles. Installé dans un ancien parking sous un pont, le soleil et la lumière du jour ne s'y montrent jamais. Pas une seule fenêtre, une dizaine de vastes cages à barreaux chacune avec deux WC et deux salles de bains pour soixante personnes. Les hommes et les femmes sont installés dans des espaces différents. La capacité est de six cents places. Les femmes sont principalement du Sri Lanka, des Philippines et d'Éthiopie, les hommes du Soudan et d'Inde.

L'été il fait très chaud, l'hiver très froid. Les personnes couchent par terre sur des matelas. Le tout est sinistre mais propre. L'ambiance est calme. Ce n'est pas une prison, car les « retenus » sortiront pour être expulsés, mais cela y ressemble. En général le séjour est de deux mois, période nécessaire pour obtenir un visa et le financement du voyage. Mais certains séjours se prolongent parfois jusqu'à plus d'un an à cause des retards des ambassades, particulièrement celles d'Éthiopie, d'Inde et du Sri Lanka.

Le centre est géré par la Sûreté générale, un département du ministère de l'Intérieur. Depuis huit ans, Caritas y travaille sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avec dix salariés plus des médecins bénévoles et deux religieuses qui viennent animer des activités de groupes. Trois infirmiers, deux assistantes sociales, une éducatrice spécialisée et la responsable de l'équipe sont présents aux côtés des forces de la Sûreté générale et garantissent aux personnes en attente de rapatriement un suivi social, médical pour des consultations et des soins thérapeutiques, une assistance légale et administrative dont l'accélération des procédures de libération pour les personnes vulnérables, malades, personnes âgées, familles, femmes enceintes. Une aide matérielle en vêtements, matelas, draps, produits d'hygiène et en nourriture est dispensée.

Comme souvent dans ce genre de situation la présence des équipes Caritas est une protection pour les personnes même si la collaboration est bonne avec les agents de la Sûreté générale, eux aussi enfermés sans soleil. Neuf mille personnes ont bénéficié en 2008 de ces services.

Mi-2008, je fais un bref voyage en Syrie pour tenter sans succès de démêler les programmes d'accueil des réfugiés irakiens en grande difficulté. Les Nations unies débloquent des fonds importants.

La visite du Haut Commissariat aux Réfugiés à Damas est instructive : à l'entrée, juste passé le sas de sécurité, un magnifique poster accueille l'arrivant : « Bakchichs et autres pratiques douteuses sont interdits au HCR. »

Cela prouve qu'il doit y en avoir, comme l'atteste d'ailleurs le travail de l'équipe spéciale chargée d'enquêter sur les allégations de fraude et de corruption au sein de l'ONU qui a remis en janvier 2008 vingt-cinq rapports sur des cas de gestion douteuse. Près de trois cents affaires litigieuses sont en cours d'examen.

Exploitation minière

Droits humains et environnement

Développement et Paix, au Canada, fait figure de pionnier dans le réseau Caritas en matière de plaidoyer contre les compagnies minières qui exploitent les richesses de pays du Sud, saccagent l'environnement et contribuent à la corruption par des mécanismes financiers non transparents. Développement et Paix demande que les sociétés canadiennes fonctionnent à l'étranger selon les mêmes standards que ceux qui sont obligatoires chez elles.

« Notre pays est en péril. Tous les organismes vivants sur terre et dans les mers qui nous entourent sont exploités sans relâche. Les dommages causés jusqu'ici sont considérables et, malheureusement, souvent irréversibles... Nous demandons au gouvernement de ne pas rechercher de gains économiques à court terme au prix de dommages écologiques à long terme. Nous proposons que le gouvernement favorise une prise de conscience de la fragilité et de la capacité limitée des écosystèmes de notre île et préconise des mesures visant à appuyer un développement durable sur le plan écologique¹. »

Durant l'été 2007, lors d'une visite aux Philippines, des membres de Développement et Paix ont dû constater que les pratiques minières irresponsables ne sont pas uniquement le fait de certaines compagnies canadiennes mais aussi australiennes.

Le plaidoyer incessant en faveur de l'abrogation de la réglementation minière de 1995 est un exemple impressionnant du lien

1. Lettre pastorale des évêques philippins de 1988 : « Qu'arrive-t-il à notre beau pays ? »

entre les programmes concrets de terrain et les stratégies politiques mettant en avant des recommandations. La Conférence des évêques catholiques philippins déclare: « Permettre aux intérêts des grandes sociétés d'exploitation de l'emporter sur les droits des personnes viole leur droit à la vie. »

Une entreprise canadienne exploite dans le pays une mine d'or et de cuivre à Canatuan. La population locale soutenue par des évêques proteste contre son éviction de la zone alors que l'ambassade du Canada à Manille ne tarit pas d'éloges envers l'entreprise « qui donne le bon exemple aux Philippins ».

La campagne canadienne de Développement et Paix appelle le gouvernement à mettre en place des mécanismes qui obligeront les sociétés canadiennes à rendre compte de leurs actions à l'étranger et à refuser d'accorder son aide aux compagnies minières qui ne respectent pas les normes internationales en matière de droits humains et d'environnement.

Au Honduras, Pedro Landa, directeur de Caritas Tegucigalpa le réclame: « Nous ne pouvons qu'espérer que le gouvernement canadien changera éventuellement d'avis et contribuera efficacement au respect de la justice et des droits humains pour tous et à l'utilisation rationnelle et équitable de nos ressources pour construire de nouveaux modèles de développement qui seront plus justes. »

Beaucoup dans le réseau Caritas participent à la campagne « Publiez ce que vous payez », qui invite les sociétés pétrolières, minières et gazières opérant à l'étranger à publier les taxes, les redevances et tous les versements qu'elles effectuent aux gouvernements et autres agences publiques.

Voir aussi: *Corruption*.

Femmes

La vérité au cœur des relations humaines

La situation des femmes et la nécessité absolue de combats pour son amélioration font l'unanimité partout dans le monde.

En Égypte, où les analphabètes représentent 30 % de la population, Caritas a engagé un vaste programme avec soixante-treize centres d'éducation et de promotion. La ministre des Affaires sociales, Mme Mervet El Talawi, que nous rencontrons en 1998, insiste sur la promotion nécessaire des droits des femmes : la lutte contre la pauvreté sera plus efficace à partir d'enquêtes afin de planifier les actions en matière de santé et d'alphabétisation. Elle porte une attention particulière au développement d'une politique de prêts économiques.

Au Bénin, je croise Mgr Pascal N'Koué, l'évêque de Natitingou au nord du pays lors de la célébration du 50^e anniversaire de la Caritas fin 2008. Pour stimuler l'échange, je lui dis que si je n'avais droit qu'à une seule idée, je dirais à l'Église et à sa Caritas de privilégier l'éducation des enfants des familles pauvres. Nous avons alors un long dialogue et finissons par ajouter deux autres idées : les actions de promotion féminine et le soutien à la petite agriculture. Celle-ci permet à de nombreuses familles de vivre, de survivre, particulièrement face à la crise alimentaire et au développement excessif de la culture du coton dont les prix fluctuent et n'assurent pas des revenus fiables aux producteurs.

Il me fait aussi part de sa préoccupation face aux actions trop privilégiées en faveur de la scolarisation des filles qui marginalisent parfois les garçons ! Ainsi le Programme alimentaire mondial des

Nations unies coupe-t-il parfois les vivres à des écoles qui ne comptent pas assez de filles selon ses normes.

Dans un autre genre, au Liban en 2007, pour aller dans la Bekaa, la grande plaine derrière le mont Liban, il faut emprunter la route qui va vers Damas, franchir le mont Liban à mille trois cents mètres d'altitude. Les ponts ont été bombardés par les Israéliens en 2006, et ne sont encore pas tous réparés. La route est détournée pour descendre dans le fond d'étroites vallées et remonter de l'autre côté.

Avec le père Louis Samaha, président de Caritas et une jeune femme libanaise qui a vécu quatorze ans en France, et qui a choisi de revenir avec son mari, cadre de banque, pour rester solidaire du Liban, nous visitons un atelier de couture pour douze femmes, qui utilisent des machines semi-industrielles d'un modèle ancien pour coudre draps, cadeaux, paniers à pain, peignoirs d'enfants.

Un des souhaits du père Louis Samaha est la mise en place d'un cadre juridique plus protecteur et plus juste pour la femme libanaise : « Souvent victime d'une législation en sa défaveur, de discrimination au travail, de violence conjugale, bafouée dans ses droits fondamentaux et sa dignité humaine, la femme libanaise voit sa situation évoluer vers une nette amélioration, même si un long chemin reste à faire¹. »

La situation juridique des femmes est en effet originale au Liban : leur statut dépend des dix-huit communautés religieuses qui s'interposent entre l'État et les citoyens. Il existe ainsi presque autant de statuts personnels que de confessions et les droits des femmes sont négligés dans une société patriarcale encore traditionnelle.

Par exemple la tutelle sur les enfants appartient, dans toutes les communautés, au seul père. À son décès, le grand-père paternel devient le tuteur chez les musulmans, et en son absence, les hommes de la lignée maternelle se substituent à lui. Chez les orthodoxes, l'autorité revient également au grand-père paternel.

1. *La Croix*, 22 avril 2008, « Avec les femmes libanaises », Denis Viénot.

Chez les catholiques, le tuteur est désigné par le père de son vivant ; sinon ce sera, par décision judiciaire, la mère ou le grand-père paternel. La domination de la lignée mâle est ainsi bien manifeste. En cas de divorce, la garde des enfants est en priorité donnée à la mère pour les garçons jusqu'à l'âge de sept ans et pour les filles jusqu'à celui de neuf ans. Mais chez les chiïtes, c'est deux ans et sept ans respectivement. Pour les catholiques, le tribunal décide en fonction de l'intérêt de l'enfant.

Cependant, des évolutions se dessinent. Déjà, l'âge du mariage révèle de forts comportements quasi européens même si quelques mariages de très jeunes filles existent encore. Et les femmes sont de plus en plus nombreuses dans le monde du travail. Si elles constituent aujourd'hui 23 % de la population active, l'exploitation des femmes reste néanmoins forte dans le secteur informel non déclaré et non protégé qui regroupe agriculture, artisanat, petite confection, travail à domicile.

Par ailleurs, Caritas Liban soutient deux populations en danger : elle conduit des programmes sociaux et médicaux spécifiques pour les femmes palestiniennes et est fortement engagée dans la protection des femmes étrangères, telles ces Africaines ou ces Asiatiques, employées de maison, qui fuient les abus et les maltraitements de certains employeurs.

La situation des femmes au Liban apparaît donc finalement comme un peu plus positive que celles prévalant dans de nombreux pays du Moyen-Orient. Mais les perspectives d'évolutions législatives en faveur du droit des femmes sont bloquées par la crise institutionnelle et politique que traverse le pays.

En Haïti, une solide religieuse hollandaise pilotait il y a quelques années un gros dispensaire dans un bidonville de la capitale Port-au-Prince, la Cité Soleil. Tout y était en ordre sur le plan moral. Parmi les actions conduites, la diffusion de méthodes de planning familial ne concernait que celles qui étaient « garanties naturelles ». Mais, me disait-elle en souriant, de l'autre côté de la rue il y a un

centre laïc qui fait dans « le caoutchouc, la spirale et le chimique ». Elle n'a jamais caché à personne que ce dernier centre était financé par une ONG hollandaise non confessionnelle...

Début 2007, un groupe de femmes courageuses des Cayes dans le sud du pays reçoit une petite délégation de membres de Caritas d'Amérique latine. Quelle générosité dans l'accueil ! Elles nous disent leur joie de coopérer ensemble dans ce quartier urbain et les difficultés de leur vie quotidienne de mères de familles nombreuses. Elles organisent des cours d'alphabétisation pour des enfants et pour certaines d'entre elles. Elles suivent des formations à la microgestion, au planning familial. Des ateliers de production artisanale de jus de fruits améliorent leurs revenus.

Voilà une fois de plus la preuve que la promotion féminine est l'une des clés du vrai développement. À presque chacun de mes voyages dans des pays du tiers-monde et parfois d'Europe de l'Est, j'en ai la confirmation. Et je pousserai toujours à ce type de programmes.

Car ce sont bien elles les opprimées principales, les victimes les plus agressées par les traditions et la pauvreté. La secrétaire générale de Caritas Pakistan, Anila Gill, une jeune femme alors juste mariée, me disait que sa grand-mère lui répétait souvent : « J'ai eu un grand-père homme, un père homme, des frères hommes, un mari homme ; j'ai des fils hommes, des gendres hommes, des petits-fils hommes : il ne faut jamais croire les hommes ! »

Un rapport d'Amnesty International de 2002 traitant globalement du Pakistan détaille les fonctionnements des conseils tribaux en milieu rural qui ont la tâche de résoudre les conflits en matière de terre, d'eau, de violation du code d'honneur, de meurtre et de violence. Lors de crimes de sang, ces conseils imposent des compensations au bénéfice de l'offensé. Il s'agit souvent de dons de jeunes filles ou de femmes à la partie victime. L'État n'agit généralement pas quand ils jugent des cas de meurtre, de viol ou d'abus grave.

Beaucoup de leaders tribaux membres de ces conseils sont des parlementaires ou des fonctionnaires et à ce titre plaident pour les droits de l'homme. Cette situation perdure essentiellement du fait de l'inefficacité du système judiciaire et de son coût, de la corruption de la police et de la justice, du fait que la majorité de la population est illettrée et ne connaît pas ses droits.

Les violences domestiques contre les femmes dont les viols, les projections d'acide au visage en forte augmentation, les brûlures, les meurtres, sont largement répandues. Peu portent plainte car la loi n'est pas respectée et la démarche le plus souvent rejetée.

L'islam et la loi n'arrivent pas à entraver ces traditions. L'un donne des droits aux femmes alors que les coutumes les avilissent. L'autre est démunie alors que le fondamentalisme rigoriste et croissant entrave les évolutions.

Les tribunaux officiels condamnent parfois des membres de Jirgas – tribunaux coutumiers – et des meurtriers qui s'autoproclament justiciers. Nombreuses sont les prises de position et les publications qui plaident pour les droits des femmes au Pakistan. Comme beaucoup d'autres, la Commission nationale Justice et Paix, créée par les évêques, énumère dans ses publications des listes et des listes de cas dramatiques.

Comme Amnesty International, elle réclame plus de sévérité dans l'application de la législation par les tribunaux officiels. Mais ceux-ci sont dépourvus de moyens et pris en tenaille car les tribunaux traditionnels sont composés de leaders tribaux puissants.

La corruption de la police et des magistrats mine le système officiel. Le gouvernement pakistanais devrait réformer d'urgence ce système judiciaire pour le rendre plus efficace et indépendant.

Dans un article publié en 1995, Benazir Bhutto défendait une de ses idées fortes: l'islam donne des droits aux femmes². Les Occidentaux doivent le réaliser.

2. *Le prophète a prêché l'égalité des droits, la tâche est maintenant de les restaurer*, Asiaweek, 25 août 1995

« À une époque où aucun pays, aucun système et communauté n'avait donné aux femmes tous les droits, dans une société où la naissance d'une fille était considérée comme une malédiction, où les femmes étaient considérées comme bien meuble, l'islam traita les femmes comme des personnes. Il y a bien longtemps, l'islam a donné aux femmes des droits que les pays modernes ont reconnus à contrecœur, et seulement sous la pression. [...]

Les femmes peuvent maintenant assumer un rôle plus actif au Pakistan, dans la société et l'économie. La poursuite de cette tendance est un objectif clé de mon gouvernement. C'est un thème important dans notre programme d'action sociale, qui s'attaque de façon concertée au problème de la pauvreté, à l'analphabétisme des femmes, à la situation de la population rurale et à la planification des soins de santé. »

Dans l'Église évidemment, et au sein de Caritas Internationalis de ce fait, la place des femmes est une peau de chagrin. Suite à l'orientation donnée lors de l'assemblée de 1999, le règlement intérieur de la confédération est modifié en 2003 pour inviter les conférences régionales à veiller à ce que « dans la mesure du possible » (*sic*) il y ait un nombre égal d'hommes et de femmes parmi les membres du comité exécutif désigné par chaque région. Le Forum des femmes réuni la veille de l'assemblée constatait que, sur quatre cent cinquante participants à l'assemblée, il y avait une centaine de femmes. Ce n'est pas assez, mais c'est la première fois qu'il y en a autant.

Le Forum africain de 2001 au Ghana avait traité de la politique « genre » comme disent les Anglo-Saxons, disons plutôt les relations entre les hommes et les femmes, et la vraie place des femmes dans un lieu si caricaturalement d'Église parfois. Le père Yvon Ambroise, coordonnateur des Caritas d'Asie, avait bien recadré la question par la description des stratégies d'animation, de formation et de promotion que développent des membres de sa région.

L'assemblée de Caritas Internationalis en 2007 reçoit le tout nouveau guide sur les stratégies « genre », les relations entre les

hommes et les femmes dans la confédération, tant au plan des programmes qu'à celui du fonctionnement. Ce document – qui évite les pièges classiques de la théorie du genre³ – pousse loin la réflexion et les propositions d'action. Il déplaîra sans doute puisqu'un an plus tard des responsables du Vatican demanderont et obtiendront son retrait du site web.

Pourtant l'introduction du texte motive et pousse à l'action :

« La justice, c'est la vérité au cœur des relations humaines, la place des hommes et des femmes y étant centrale. Le fait d'être un homme ou une femme n'est pas une erreur de la nature, c'est la volonté délibérée du Seigneur. Le sexe biologique est une réalité offerte par Dieu, tout comme la vie elle-même, c'est un don primordial – le charisme – fait à chaque être humain. En reconnaissance de l'empreinte du Créateur, le combat contre l'injustice dans les relations entre les hommes et les femmes est impératif pour garantir la dignité de chaque être humain et pour vivre selon le commandement de l'amour de Dieu. Travailler en faveur de la justice dans les relations entre hommes et femmes, c'est travailler en partenariat avec Dieu. »

Juste une année plus tard je visite un centre de formation professionnelle créé par Caritas Mauritanie qui accueille deux cent dix élèves de milieux défavorisés dans un quartier périphérique de Nouakchott. La directrice est une femme née d'un père arabe et d'une mère africaine. Elle a été élevée par sa tante paternelle. Dans ce milieu dominé par les hommes, on lui a appris à tenir tête. Toujours. Sa tante lui répétait sans cesse :

3. *Caritas in veritate* et théorie du genre, par Mgr Tony Anatrella (Zenit, 10 juillet 2009) : « Dans cette idéologie du genre le primat est principalement mis sur la disparition des distinctions entre l'homme et la femme. Autrement dit, rien ne doit empêcher la femme de devenir l'égale de l'homme tout en dénonçant une domination et un pouvoir masculins. [...] L'égalité en tous points entre les hommes et les femmes laissant entendre ce qu'un homme fait, une femme peut le faire est à la fois vrai et pas systématiquement possible ni nécessaire. Les relations entre les hommes et les femmes s'organisent aussi autour de la symbolique que représente la différence sexuelle. Lorsque ces symboliques sont transgressées, le lien social en pâtit. »

« Si un homme te dit que tu es belle, tu lui réponds : Je le sais déjà. Il restera bouche bée. Et tu lui lanceras : Alors, quoi d'autre ? »

Forum social mondial

Si le monde veut rester humain

Le Forum social mondial est une gigantesque « université d'été », lieu de rencontres et de débats. Altermondialiste et désireux de voir un monde plus juste se mettre peu à peu en place, ses critiques de la société libérale voire ultralibérale portent juste quand la crise de 2008 lamine les économies mondiales. Selon les périodes, l'intérêt de la confédération sera variable. Au début, le processus était regardé avec inquiétude par certains. Cela s'est apaisé. Mais la formule approche peut-être de ses limites par le gigantisme certes festif mais compliqué à gérer.

En 2003, j'y participe pour la première fois. Tout commence pour moi par la réunion du Comité international du Forum dans les locaux de l'université de Porto Alegre au sud du Brésil. J'y représente Caritas Internationalis. La grande question est la prochaine guerre d'Irak que tout le monde voit venir et qui sera d'ailleurs déclenchée quelques semaines plus tard. Faut-il faire une déclaration anti-guerre ? Sur le fond tout le monde est d'accord. Mais est-ce le but du Forum ? Un long débat que les animateurs brésiliens maîtrisent avec panache permet de réaffirmer que le Forum n'est pas une machine à communiqués et déclarations. La discussion est vive. Les « gauchistes », mieux formés, sont répartis toutes les cinq ou six places autour de la table qui accueille plus d'une centaine de personnes. Les catholiques se sont, eux, mis côte à côte. Quand un tour de table est organisé, ce sont donc les premiers qui font le mieux passer leurs idées... Finalement il n'y a pas de déclaration mais pendant la marche d'ouverture ceux qui le veulent peuvent proclamer des slogans hostiles à la guerre !

J'interviens d'ailleurs à un séminaire sur la paix et le dialogue interculturel par une analyse sur la situation en Irak faisant suite à la campagne de Caritas Europa de 2001 pour la levée immédiate des sanctions. Je termine en disant :

« L'obligation absolue de faire prévaloir la loi internationale doit être respectée par tous.

Se focaliser sur le changement du régime à Bagdad et sur la personne du président irakien et de ses acolytes privilégiés est une insulte faite au peuple irakien qui vit déjà dans des conditions très difficiles. La stabilité et la paix au Moyen-Orient doivent être prises en compte.

“Aucune action violente ne peut se légitimer tant qu'il existe des voies non militaires pour obtenir ce que l'on vise. Ce critère dit de l'ultime recours est reconnu comme essentiel par toutes les traditions éthiques et par le droit international¹.” Il est de plus dangereux de légitimer le concept de guerre préventive : où va-t-on s'arrêter ? »

Par ailleurs, au fil des rencontres et séminaires, je découvre un travail d'avocats américains sur la responsabilité pénale des entreprises. Un « professeur Tournesol » égyptien explique le concept d'eau virtuelle qui vise à évaluer l'eau utilisée pour produire de la nourriture ou toutes sortes de biens. Un œuf pondu par une poule en liberté nécessite au total 40 litres d'eau, celui pondu par une prisonnière en batterie 160 ! Un kilo de bœuf 15 000 litres, une paire de chaussures 8 000.

À Porto Alegre, fin janvier 2005, quatre cent cinquante personnes d'une quarantaine de Caritas du monde entier participent au Forum social mondial.

De nombreux séminaires y sont proposés par notre réseau : celui sur le trafic des êtres humains fait place à toutes les régions du monde, celles du départ des personnes et celles d'arrivée. Il met

1. « Parti, clans et tribus, le fragile équilibre du régime irakien », Faleh A. Jabbar, *Le Monde diplomatique*, octobre 2002.

l'accent sur la pauvreté comme cause principale et sur les manques législatifs. Le travail en réseau associant société civile et pouvoirs administratifs et politiques est l'action prioritaire à conduire pour lutter efficacement contre le trafic.

L'engagement en Europe de Caritas est donc mis en valeur auprès d'assistances souvent nombreuses. Mais il faut que les intervenants se soient bien préparés et passionnent leur public car celui-ci est volatil dans ce gigantesque marché aux idées qui propose près de trois mille séminaires et ateliers sur quatre jours et demi.

Cette année-là, les questions de l'écologie sont traitées d'une manière particulièrement vivante. On insiste par exemple sur les méfaits de la privatisation de l'eau et la nécessité d'un accès pour tous à l'eau publique.

Le Forum social mondial de janvier 2009 à Belém (Brésil) n'a jamais aussi bien porté son nom : Forum ! Car entre plus de deux mille colloques, ateliers et séminaires, cette gigantesque kermesse chatoyante reste un temps rare de brassages et d'échanges alimentant la réflexion et le dynamisme des cent trente mille participants venant de tous les horizons de la société civile du monde. Le tout coloré par cette âme brésilienne qui sait si bien se rendre universelle grâce à sa musique et à sa danse².

Non seulement forum mais aussi social ! Car l'enjeu de cette rencontre est d'abord de signifier concrètement que les plus pauvres sont les premières victimes des dysfonctionnements des plus riches de la planète : crise financière, dérèglement climatique... Le risque évident de ce type de rencontre est de rester à l'étape de l'agora ; or, malgré l'effervescence de l'organisation matérielle, ce forum a manifesté que la voix des pauvres doit être entendue si le monde veut rester humain. Quatre exemples pour illustrer cette dynamique sociale.

2. « Quelques leçons du Forum social mondial », *La Croix*, 9 février 2009, Denis Viénot.

Ainsi cet atelier où se rencontrèrent, d'une part, un paysan brésilien engagé dans un processus infernal de production de volailles sous la pression toujours croissante d'une entreprise vendeuse de nourriture et, d'autre part, son collègue camerounais victime des importations en provenance d'Europe. Le Brésilien croule sous les dettes et exporte sa production. En Europe on ne garde que les parties nobles et on renvoie vers l'Afrique les carcasses congelées. Elles y ruinent les producteurs. Elles nuisent aussi à la santé car les ruptures dans la chaîne du froid sont fréquentes, entre les pannes d'électricité et les températures ambiantes.

Le travail sur la crise financière soutenu principalement par le CCFD, le Secours catholique et Attac permit de dégager quelques orientations fortes. Face à une crise systémique, « alimentaire, financière, économique, climatique, énergétique, migratoire... et de civilisation » il ne suffit pas de socialiser les pertes pour assurer la survie d'un système privatisant tout, même la nature. Il faut veiller à la satisfaction des besoins sociaux et respecter les droits de la nature, assurer l'harmonie entre la « Terre Mère », la société et la culture, comme le dit la déclaration des peuples indigènes. Pour cela les rôles des États et des Nations unies doivent être revalorisés : mise en place d'une vraie régulation du secteur financier, introduction de critères sociaux et environnementaux dans les mécanismes de financement et de crédit, démantèlement des paradis fiscaux et lutte contre la corruption par exemple par plus de transparence des contrats nationaux et internationaux, de leurs royalties et bénéfices, par une meilleure surveillance des élections et de leurs financements comme le fait depuis des années l'Église aux Philippines.

Dans sa déclaration finale, l'« assemblée de l'eau » considéra que notre système économique a « déclaré la guerre à la nature, à l'eau, à l'air, à la terre, aux forêts, à tous les biens communs naturels ». Elle rejeta catégoriquement la privatisation de l'eau sous toutes ses formes tout en garantissant la solidarité entre les générations. L'eau

n'est pas une marchandise comme les autres. Ce n'est même pas une marchandise. Elle est la vie même de l'humanité tout entière. Or des « pirates de l'eau » en achètent par exemple en Argentine pour la revendre dix fois plus cher au Moyen-Orient. Quand on apprend par un récent rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement que 17 % de la forêt amazonienne ont été détruits en cinq ans pour vendre le bois, installer des cultures de soja et d'agrocarburants, accroître l'élevage, on est choqué par sa disparition à venir dans les vingt-cinq ans si tout continue comme actuellement. Et l'évêque-président de Justice et Paix pour la région Nord-est du Brésil, Dom Jose Luiz Azcona, ne fait qu'inquiéter quand il décrit cette région comme un territoire vendu par Brasilia aux grandes entreprises.

L'« assemblée des mouvements urbains » élargit la notion de droit au logement au concept de « droit à la ville » menacé par la multiplication des évictions forcées. Ce droit global à l'habitat veut intégrer la justice sociale et environnementale. Une visite en début de séjour de deux occupations illégales organisées en ville et en banlieue de Belém par le Mouvement des travailleurs urbains sans toit illustre la problématique. Il s'agit, comme en milieu rural avec le Mouvement des sans-terre, de s'installer sur des terrains vacants, des friches, et de tenir bon pour obtenir, après bien des années, une reconnaissance judiciaire au bénéfice de familles entières de « squatters ».

Somme toute, ce huitième Forum social poursuit sa volonté d'origine qui est de permettre « à tout l'homme et à tous les hommes » (Paul VI) de se développer. Mais se développer concrètement, charnellement; ce qu'un ami bolivien soulignait en me faisant remarquer que dans sa langue amarra le mot « développement » n'existe pas. Mais « vivre bien » existe !

Voir aussi : *Eau*.

Gestion

L'impact des réalités locales

La mentalité centralisatrice à la française étant rare, personne ne sera surpris de modes d'organisation différents selon les pays. Cependant le réseau Caritas, en général, souhaite des organisations nationales fortes, qui mettent en place des stratégies adaptées aux réalités locales et aux possibilités d'action. La progression de la professionnalisation des méthodes modernes de travail y est manifeste partout et dans tous les domaines : analyse des réalités et des besoins, stratégie, élaboration de projets et de programmes, indicateurs, finances, ressources humaines, communication, plaidoyer, etc.

La Caritas allemande accepte fréquemment le rôle de chef de file dans les opérations internationales et cela depuis longtemps. Son expertise et son engagement ferme dans le réseau font référence comme récemment en Inde suite au tsunami ou en Géorgie suite à la guerre de l'été 2008.

En matière internationale, elle privilégie l'urgence, la réhabilitation et l'action sociale, laissant le plus souvent le développement à une autre organisation allemande, Misereor, qui collabore d'ailleurs largement avec notre réseau.

Elle amène sa rigueur bien utile et des exigences fortes. J'ai toujours travaillé agréablement et efficacement avec ses équipes car un discours strict voire rigoureux accompagne la solidarité et l'esprit de partenariat.

De plus, elle est la première Caritas au monde, créée en 1897 pour coordonner les activités sociales des diocèses allemands et

« défendre leurs intérêts » comme on disait à l'époque. Elle a joué un rôle important dans le soutien aux nouveaux membres naissants ou ressuscitants suite à la chute du mur de Berlin en 1989. L'importance de son action sociale interne lui permet de disposer de modèles, d'experts, bien utiles à l'étranger par exemple dans le domaine des soins à domicile, de la formation du personnel, etc.

Le Forum de Caritas Afrique de 2005 rassemblant des participants de presque tout le continent travaille plusieurs jours sur ces collaborations. L'un des intervenants résume bien le dilemme : « La pauvreté, c'est comme un lion : si tu ne le tues pas, il va te dévorer. »

Le père Oreste Incimatata, secrétaire général de Caritas Rwanda, donne des exemples de stratégies locales d'autofinancement qu'il a conduites : la participation financière des bénéficiaires des programmes, une librairie bien rentable, un magasin juste lucratif de vente d'objets artisanaux, l'achat d'un important immeuble grâce à un prêt bancaire dont la location couvre les coûts et dégagera une rentabilité dans quelques années.

Les processus d'évaluation régulière des programmes se répandent depuis quinze ans comme une trainée de poudre. Ils permettent l'amélioration de la qualité. Mais il faut rester raisonnable. Il y a quelques années un auditeur de l'Union européenne était venu contrôler et évaluer un programme scolaire, artisanal et agricole dans des communautés indiennes d'Équateur. Il rendit un rapport sévère non pas sur les résultats en termes de quantité et de qualité mais sur les méthodes de travail. Notre responsable à Paris que j'interrogeais eut ce commentaire espiègle : « Allons, Denis, c'est comme si un inspecteur des Finances visitait un terrain de stationnement de gens du voyage ! »

Il y a là une sorte de mal européen ou américain et australien d'ailleurs, à faire confiance d'abord à des personnels de chez soi. Cela aboutit parfois à des situations stupides quand il faut trouver quelqu'un à envoyer dans un pays à la langue bien particulière. Il

y a quelques années il a ainsi fallu trouver un Hollandais pour réaliser en Asie l'audit interne d'un programme d'urgence financé par des fonds publics. Personne n'en avait la capacité. On a donc envoyé à la place un informaticien qui a travaillé six mois à l'amélioration du système de gestion de l'ONG locale, et qui chaque semaine passait quelques heures avec l'auditeur interne local pour valider son travail et signer les documents nécessaires ! L'argent public n'était pas gâché.

La diversité des réponses du réseau Caritas me frappe particulièrement lors d'un voyage en 1988 au cours duquel nous allons donner un sérieux dynamisme à notre partenariat avec Caritas Bolivie. Celle-ci conduit un important programme de création de villages pour accueillir les mineurs licenciés des exploitations des hauts plateaux et leurs familles : construction de maisons, d'écoles, d'ateliers ; construction pour et par les bénéficiaires eux-mêmes soutenus par les équipes techniques et les financements de Caritas. À l'opposé, à la même époque, la Caritas Inde refusait de s'engager dans des activités de ce genre, préférant mettre en place et organiser des communautés, rampes de lancement d'un processus de développement à long terme. Contextes différents, mentalités différentes, réponses différentes d'un réseau animé par les mêmes valeurs.

Diversité aussi en Bolivie elle-même entre les Caritas diocésaines. Quelques programmes communs mais des adaptations et des initiatives articulées répondent à des réalités locales à ce point différentes, des zones de montagne à la plaine amazonienne et ses cent cinquante mètres d'altitude.

Un effort commun consiste à réduire massivement et rapidement les programmes d'aide alimentaire. Jusqu'en 1983, la Caritas traitait la totalité de l'aide alimentaire à la Bolivie. Elle fait évoluer ses pratiques. Les trois mille deux cent quatre-vingt-seize Clubs de mères qu'elle anime rassemblent deux cent trente mille femmes qui s'engagent depuis dans des activités productives et diminuent leur dépendance envers l'aide alimentaire.

Le fonds social d'urgence, un mécanisme gouvernemental alimenté par des pays étrangers pour pallier les effets sociaux dramatiques de la politique libérale, vise à lutter contre le chômage par la création d'équipements de base, de travaux d'infrastructures surtout en milieu urbain. Les projets sont réalisés soit par des services publics et des collectivités locales, soit par des ONG. Mille trois cents projets d'un montant de 250 millions de dollars ont été réalisés. La Caritas intervient dans quatre régions.

Ce type d'opération l'intéresse car cela permet de procurer du travail à des chômeurs en ville et d'amorcer un dynamisme communautaire dans les quartiers en améliorant les conditions de vie. Elle a ainsi entrepris pour 2 millions de dollars de travaux, pavements de rues, nettoyages de rivières, adductions d'eau potable, égouts, ponts, terrains de sport, fabrications de briques d'argile, etc. À Potosi, en haute montagne, 70 % des travailleurs sont des femmes.

Les Caritas diocésaines mettent en œuvre ces évolutions tout en conduisant des activités particulières. À Sucre, tous les responsables doivent consacrer 30 % de leur temps à animer des sessions de formation et des activités éducatives. À Tarija, dans le Sud, la priorité est donnée aux enfants des rues et aux paysans. La région est touchée par un phénomène particulier: les hommes qui se louent sur place comme ouvriers agricoles une moitié de l'année partent en Argentine le reste du temps pour y récolter la canne à sucre. Ils ont ainsi deux familles, des enfants de deux femmes.

À Santa Cruz aussi, la Caritas travaille à la légalisation des terres. Les conflits, les fausses promesses, les meurtres, la corruption tentent de s'y opposer.

À Guayaramerin, en Amazonie bolivienne, que nous atteignons après un long vol – ce qui permet de découvrir avec horreur des centaines de feux de forêts volontaires –, j'inaugure une « communauté »: un village, une école, un four communautaire, des installations agricoles et une grosse barque pouvant transporter jusqu'à vingt tonnes de produits divers.

À Camiri, je replonge dans l'histoire des Indiens Guaranis. C'est une des régions d'anciennes concessions jésuites fermées en 1768. Les problèmes demeurent : les Jésuites avaient créé une armée pour se défendre contre les marchands d'esclaves. Aujourd'hui l'esclavage est encore présent.

Gouvernance

Des principes au service d'une vision

La gouvernance, plutôt que l'application mécanique de principes et de procédures, est un art qui vise à parvenir simultanément au maximum d'unité et au maximum de diversité¹.

Si l'on définit la gouvernance comme l'ensemble des régulations qui permettent à une société, à une entreprise ou à une ONG de vivre en paix, de mettre en œuvre sa vision et sa mission, alors il faut en avoir à la fois une approche locale et une approche globale.

Les gouvernances sont solidaires dans un réseau multinational comme celui de Caritas Internationalis. Mais solidarité n'est pas uniformité. La gouvernance, les processus, sont intimement reliés aux mentalités et réalités propres aux peuples et aux civilisations. La mode actuelle voudrait uniformiser les comportements dans les schémas dominants du libéralisme et de ses méthodes de gestion soi-disant efficaces. Or le piteux état actuel du monde ne se corrigera pas par des déclarations lénifiantes sur la fin prochaine de la crise.

Il faut aller plus loin que la Banque mondiale trop standardisée, plus loin que le monde des entreprises fondées sur le profit et bien rarement sur le bien commun, plus loin que certaines approches, présentes en notre sein, parfois naïves, de technocratie à la mode des financeurs publics et même privés : la gouvernance n'est pas uniquement la manière dont les choses sont dirigées et contrôlées, et qui se fonde sur la responsabilité, la transparence, le respect des règles, et la participation.

1. Pierre Calame, *La démocratie en miettes*, Descartes & Cie, 2003.

En comparant la gouvernance à un art, Pierre Calame évoque l'artisan qui dispose d'une palette d'expériences, de principes, de savoir-faire, qu'il combine selon les contraintes et les configurations spécifiques. La confrontation de l'expérience des uns et des autres permet de dégager les principes communs. L'objectif n'est pas de trouver la solution optimale mais d'aboutir à une solution convenable. Il importe souvent moins à une personne ou à une communauté de savoir qu'une décision a suivi les voies légales ou statutaires que de vérifier que son point de vue a été écouté, entendu et pris en compte. « Une des dimensions de la gouvernance est de créer des processus par lesquels, de loin en loin, la communauté se refonde elle-même. »

Si l'on s'accorde sur cette approche participative et intégratrice, on peut alors développer les principes classiques de la gouvernance : un conseil d'administration ou un organe politique représentant les membres, des dirigeants et des administrateurs compétents, disponibles, intègres et responsables. Et une vision stratégique à long terme avec la possibilité réelle de débats.

On veillera naturellement à ce que toutes les parties prenantes à l'action de promotion soient membres à part entière du débat, Église et société civile, salariés et bénévoles, bénéficiaires et donateurs, partenaires et fournisseurs, etc.

Le cadre stratégique 2007-2010 de Caritas Internationalis insiste ainsi sur le renforcement d'alliances stratégiques et les relations de coopération avec les réseaux et organisations de la société civile pertinents et ayant une sensibilité analogue pour appuyer la réalisation des objectifs stratégiques.

Et évidemment les bénéficiaires des projets et programmes doivent être associés à leur conception et à leur réalisation et nécessairement aux modalités et à l'exercice de la gouvernance participative. Reprenant une idée de Jean-Paul II lors d'une réunion de Cor Unum²

2. Le Conseil pontifical chargé au Vatican de promouvoir la Charité.

en 1995³, Benoît XVI écrit dans ce sens au numéro 47 de *Caritas in veritate*: « Les programmes de développement, pour pouvoir être adaptés aux situations particulières, doivent être caractérisés par la flexibilité. Et les personnes qui en bénéficient devraient être directement associées à leur préparation et devenir protagonistes de leur réalisation. »

3. « L'éradication de la pauvreté ne sera réalisée sérieusement que lorsque les pauvres eux-mêmes pourront prendre leur sort en main, lorsqu'ils seront associés à la conception et à la mise en œuvre des programmes qui les concernent directement. C'est à ce prix qu'ils retrouveront toute leur dignité. »

Guérillas

Dangereux parfois. Surprenant toujours

Fréquenter des guérillas arrive dans les activités internationales. Ce n'est pas toujours aussi dangereux que certains le racontent mais parfois surprenant comme au cours de l'été 1988 en Thaïlande où l'organisation catholique responsable de l'action auprès des réfugiés au Cambodge, est aussi active à l'Ouest, de l'autre côté de la frontière birmane où d'autres réfugiés ont fui les combats entre les Karens et l'armée de la dictature de Rangoon.

Peu à peu le voyage tourne à l'étrange. Après deux heures de bonne route et la traversée de la rivière Kwaï nous nous enfonçons dans la jungle de la montagne par des routes boueuses complètement défoncées. La voiture 4x4 haut perchée avance à petite vitesse et finit par arriver à un col annoncé par un grand panneau. Notre accompagnateur, le prêtre de la Caritas locale nous traduit : « Bienvenue dans l'État karen libre. »

Stupéfaction : nous n'allons pas visiter des programmes pour réfugiés mais nous pénétrons en Birmanie, sans visa, pour comprendre que les financements du Secours catholique servent aussi à des déplacés, donc aux bases arrière de la guérilla karen en Birmanie. Les sept millions de Karens sont animistes et chrétiens alors que les trente-cinq millions de Birmans sont bouddhistes.

L'accueil est chaleureux. De nombreux jeunes garçons, porteurs de mitraillettes, nous accompagnent. D'autres tiennent les postes de contrôle. Le climat est serein, les villages propres et fleuris. Les maisons sont bien équipées et confortables. Les tâches sont bien réparties entre agricultrices, institutrices, infirmières de l'hôpital

où ne se trouvent que quelques hommes blessés par balles. Les hommes valides sont ailleurs...

L'État rebelle s'étend sur mille quatre cents kilomètres du Nord au Sud sur une largeur variant de cinquante à cent soixante-dix kilomètres. Dans la zone où nous sommes, celle de la rivière Tenasserim, il y a sept villages. Le front est à deux jours de marche.

Les besoins médicaux sont importants. Les ONG anglaises sont présentes mais le gouvernement thaï ne veut pas les financer. Notre partenaire fournit le quart des médicaments nécessaires et envoie de temps en temps un médecin et une infirmière.

Tout cela est bien mais j'ai le sentiment d'avoir été « piégé » par son directeur, le père Bunlert, que je connais depuis longtemps comme un homme compétent et engagé qui nous avait proposé de visiter quelques villages « sur la frontière » ! Selon lui la Thaïlande apprécie son action en Birmanie même : cela permet à certains Karens de rester à domicile.

Lorsque je le rencontre l'année suivante il me confirme que ces programmes se poursuivent. De plus, trois mille étudiants karens réfugiés en Thaïlande sont repassés récemment en Birmanie et ont besoin d'aide alimentaire et de médicaments. Je lui garantis que nous ne ferons rien sans lui mais ne lui promets pas de répondre favorablement : les étudiants retournent-ils dans l'État karen libre pour aller à l'université de Rangoon ? Pas sûr !

Voir aussi : *Plaidoyer Colombie, Urgences.*

Guerres

Entre lâchetés et cruautés

Lors de la conférence des Caritas d'Afrique en 1998 à Maurice, l'étude des crises dans le continent est édifiante. Quelques caractéristiques ressortent clairement des exposés et des échanges animés : les abus du pouvoir politique, la compétition entre les élites, les attaques des oppositions, les frontières héritées de l'époque coloniale, les alliances et les conflits ethniques, les intérêts des acteurs étrangers africains et des grandes puissances. Et parmi les effets, sont mentionnés la destruction des institutions économiques, sociales, médicales, scolaires, les violences qui visent d'abord les femmes et les enfants, les déplacements de population.

L'insistance est forte sur la résolution des conflits par la renaissance démocratique et économique en affirmant l'identité et la culture africaines. « Nos verres sont petits mais nous tenons à boire dans nos verres ! »

Le génocide rwandais qui se déroule pendant trois mois d'avril à juillet 1994 fait selon les Nations unies huit cent mille morts, en grande majorité Tutsis. Il illustre dramatiquement cette analyse. J'y passe Noël 1994 pour témoigner de notre solidarité.

L'hebdomadaire *La Vie* conduit avec nous une campagne d'appel aux dons pour Noël qui fait suite à notre opération commune « Survie. Cinq avions pour le Rwanda » de juillet. La générosité est immense. La collaboration avec les médias montre son efficacité, pour expliquer, pour solliciter à la générosité.

Je visite d'abord des régions du nord du pays attaquées et occupées de temps à autre depuis plusieurs années par la guérilla

tutsi descendant de l'Ouganda. En février 1993 par exemple, le Front patriotique rwandais (FPR), tutsi, occupe et pille Byumba. Il y revient début 1994, ce qui chasse la population vers le Zaïre, la Tanzanie et de nouveaux camps de déplacés plus au Sud. Pour le moment la Caritas locale a pu relancer son activité d'assistance humanitaire grâce à une livraison de cinquante tonnes de sorgho de la Caritas américaine : c'est en fait une erreur de destination bien utile ! Elle va maintenant reprendre ses activités de développement agricole et ouvrir un programme spécifique pour des orphelins en soutenant les familles qui ont récupéré des enfants de leur parenté. Deux assistantes sociales terminent une enquête sur les sept cent dix orphelins de Byumba.

Deux jours après je participe à la messe du jour de Noël, à Kibeho, à la fois ville, sanctuaire marial et camp de cent vingt mille déplacés. En avril et mai, les massacres de Tutsis par des Hutus y ont été dramatiques ; mille personnes ont péri dans l'incendie de l'église. À la différence des messes africaines habituelles, la foule est réservée, grave. Les visages sont tendus, les regards lourds. Mais quand la quasi-totalité des quatre mille participants veut communier, les enfants se faufilent, la foule colorée et priante retrouve ses mouvements africains.

La suite de la matinée est austère. Pour rejoindre Butare et y rencontrer l'évêque, assommé de tristesse, nous empruntons une piste secondaire. Un barrage bon enfant de soldats des Nations unies nous laisse passer. De nombreux blindés de casques bleus gardent la route pendant quelques minutes. Puis rapidement c'est le vide. Pendant quarante kilomètres, nous traversons une campagne déserte. Les maisons sont abandonnées, portes ouvertes, ou détruites. Les cultures vont à la dérive ; l'herbe est haute sous les bananiers accrochés aux multiples collines vertes et devant les habitations. À l'arrêt, seul règne le silence. Pas un signe de vie. Un étrange sentiment d'isolement, de tristesse. Tous sont morts ou ont fui. La Caritas de Butare a repris ses activités en août et poursuivi des distributions alimentaires décentralisées au profit de toute la

population. Le FPR est étonné de cette capacité d'action efficace grâce à une connaissance détaillée des réalités et des besoins, village par village. L'activité va maintenant pouvoir se concentrer sur les groupes les plus vulnérables.

La peur caractérise le pays: les Tutsis ont peur des Hutus, les Hutus ont peur des Tutsis, les déplacés ont peur de revenir chez eux. Tout comme les meurtriers, les parents des tués ont peur de voir revenir les assassins. Les disparitions ont été nombreuses. L'Église est divisée, atterrée. Son engagement traditionnel dans des institutions, des écoles primaires et secondaires ou des centres de santé implose. Un prêtre dit: « On est comme des poissons dans de l'eau sale. On bouge sans savoir où l'on va. »

L'axe d'avenir est certainement celui de l'éducation à la réconciliation. Des initiatives de formation d'animateurs commencent à naître; un projet plus global pourrait concerner les bénévoles des comités locaux.

Il faut d'abord se réconcilier avec soi-même, retrouver son humanité, exorciser sa propre peur, découvrir ou redécouvrir peu à peu ses valeurs humaines, sa foi éventuellement. Il y a là un long travail personnel et communautaire. Lui seul permet de cheminer selon la progression incontournable: vérité – justice – pardon – paix.

Le réseau Caritas fera plus tard de cette éducation à la paix et à la réconciliation un de ses axes de travail mondial.

La crise du Rwanda qui explose quelques années après celle de l'ex-Yougoslavie, m'a profondément démoralisé. Faut-il donc toujours recommencer à être obligé d'intervenir ainsi face à de tels drames?

Mais j'ai bien fait de venir pour Noël 1994 prier avec les meurtriers et les malheureux de Kibeho.

La même année, au Soudan, il s'agit de découvrir le Sud et de voir fonctionner le pont aérien géré par le consortium œcuménique SEOC, Sudan Emergency Operation Consortium, créé en 1991 et composé de Caritas et de la Fédération luthérienne mondiale.

Bien que très coûteux, le pont aérien organisé à partir du Kenya avec des avions Hercules ou des Boeing 707 transportant de quinze à trente tonnes relie quotidiennement Kongor, Akot et Juba.

Des pistes d'atterrissage ont été construites en quelques semaines par la population rémunérée en nourriture. Dans la région marécageuse de Kongor des parachutages de sacs de sorgho ont été effectués avec des taux moyens de récupération de 95 %.

Malgré la grande insécurité, des membres du SEOC résident sur place et vivent avec la population locale, ce qui permet une meilleure qualité des distributions alimentaires confiées à l'ONG humanitaire de la guérilla.

La préoccupation majeure est d'éviter les trop grandes concentrations de civils dans ces lieux très exposés et aussi d'approvisionner des localités lointaines par des colonnes de porteurs.

La sécurité est délicate. Avant d'atterrir, l'avion survole la piste. Le pilote s'assure que le représentant du SEOC est bien là, normalement, sans contrainte apparente, même s'il est en contact radio avec lui depuis quelques minutes. Puis il se pose. Des porteurs, rémunérés en nature, déchargent rapidement la cargaison humanitaire puis l'avion décolle sans tarder.

Depuis des années, le Secours catholique dénonce la situation dans ce pays, demandant par exemple en novembre 1992 au gouvernement français de s'engager pour un débat au Conseil de sécurité sur le sujet; la Caritas anglaise et la Caritas américaine faisaient de même de leur côté. Depuis 1988, notre aide a considérablement augmenté, tant dans le Sud que dans la région de Khartoum auprès des enfants déplacés du Sud¹.

Le gouvernement de Khartoum procède régulièrement à des bombardements de populations civiles des villages du Sud et à des

1. Cette politique de soutien s'est mise en place suite à un voyage en juin 1989 que je fis à Khartoum et Juba avec Daniel Druesne et Luc Trouillard, respectivement à l'époque rédacteur en chef de *Messages du Secours catholique* et chef du service Urgences. À la fin du mois intervenait le coup d'État portant au pouvoir Omar El Bechir.

attaques de camps de déplacés, tout en niant être passé à l'offensive, déclarant que des combats opposent des factions sudistes rivales. Ce dernier point est certainement vrai, mais seule l'armée de Khartoum dispose d'avions !

Nous rencontrons longuement à Akot un groupe de deux cents personnes venant d'Aliap, à cent cinquante kilomètres de là. Elles ont été chassées de leurs villages par les attaques de l'armée de Khartoum accompagnée de milices qu'elle entretient. Les soldats étaient arrivés brutalement en camion et ont détruit les villages. Leur déplacement est possible du fait de la saison sèche, dans cette région de marais du Nil blanc. Les habitants y sont des paysans, pasteurs et pêcheurs. Le bétail est détruit systématiquement.

Ces personnes annoncent aux responsables de l'Église qui les accueillent que d'autres arrivent. Dans la discussion ces hommes âgés et ces femmes décrivent en détail les attaques et les atrocités. Ils expliquent comment l'armée capture les femmes et les jeunes filles et les garde prisonnières, comment de jeunes enfants sont volés pour être revendus comme esclaves plus au Nord : le prix d'un jeune garçon est inférieur à 15 euros.

Le gouvernement du Soudan considère l'Église catholique comme son grand ennemi depuis des années. Certains responsables religieux comprennent mal des gestes spectaculaires comme le passage début 1993 de Jean-Paul II à Khartoum ou l'entretien qu'il avait accordé à Hassan el-Tourabi, le leader islamique soudanais. La négociation avec le tandem formé par le chef de l'État, le lieutenant général el-Beshir, et Hassan el-Tourabi leur paraissait une perte de temps. Le dialogue, disent-ils, est impossible : « Le peuple du Sud-Soudan sortira de l'esclavage comme les Juifs sont sortis d'Égypte », c'est-à-dire que la séparation est la seule voie. La guerre continuera jusqu'à l'indépendance. C'est ce que la population veut profondément, et rien ne pourra la faire changer d'avis, car le Sud est un pays qui a son unité.

Seule une pression internationale massive pourrait peut-être faire évoluer des responsables soutenus par l'Iran, l'Irak et

maintenant la Chine communiste. Sinon, l'opinion internationale finira bien par réaliser l'horreur de ce qui se passe. Nos États réagiraient avec retard en s'excusant.

Dans sa lettre pastorale de mai 1996, Mgr Paride Taban, une grande figure de l'Église du Sud-Soudan et évêque de Torit, invite à ne pas s'abriter derrière les coutumes lorsqu'elles sont en contradiction avec les valeurs chrétiennes. Les dots trop élevées poussent les garçons à voler. Le travail des filles empêche leur scolarisation. Les vols de bétail génèrent des conflits. Il conclut en écrivant qu'il faut se respecter soi-même pour obtenir le respect de l'étranger car les divisions sont fortes entre les ethnies.

Début 1997, avec Mgr Jacques David, vice-président de la Conférence des évêques de France et Henri Tincq du journal *Le Monde*, nous visitons le Sud-Soudan.

La rencontre avec Mgr Paride Taban est un des grands moments de ce voyage. Nous avons un premier long échange au nord du Kenya à Lokichokio, petite ville d'où partent tous les avions de l'aide humanitaire coordonnée par l'Unicef pour le compte des Nations unies, puis nous passons chez lui à Narus, une ville du Soudan à quelques heures de voiture de la frontière. Il est installé dans une petite propriété ensevelie sous des arbres afin d'être dissimulé aux avions Antonov de l'aviation soudanaise qui bombardent régulièrement ; quelques cases, une grande salle de réunion réfectoire, une chapelle. C'est de là qu'il gouverne son diocèse et conduit ses activités politiques, car il est bien un politique : Soudanais du Sud, mais installé au-dessus de la politique partisane.

Selon lui, le Sud divisé entre ethnies historiquement rivales est un pays différent du Nord, avec ses races et sa culture propres. Il lui est impossible d'être à égalité avec le Nord, que le Nord accepte l'égalité. Pour les Nordistes, le Sud, ce sont des esclaves qui doivent accepter leur infériorité. Le fait nouveau est qu'aujourd'hui le Sud est devenu plus fort et a formé des cerveaux. Les Anglais l'avaient sous-éduqué. Et le Nord pille le Sud, le bois, les matériaux de

construction, le pétrole, etc. Par ailleurs le dialogue avec les musulmans fondamentalistes de Khartoum est impossible.

Il faut avoir cela à l'esprit pour comprendre les difficultés d'application qui interviendront dans la mise en œuvre des accords de paix de 2005 entre Khartoum et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) qui prévoient un partage du pouvoir et de la manne pétrolière, un processus d'autodétermination mais ne traitent pas du Darfour.

Pour rentrer de Narus à Lokichokio, Mgr Taban tient à nous accompagner lui-même pour des raisons de sécurité. Après vingt kilomètres, nous sommes bloqués par une rivière en crue suite aux fortes pluies de la nuit. Mais l'eau ne baisse pas. Nous faisons demi-tour. Le lendemain matin tout se passe bien avec quelques passages de gués acrobatiques.

Nous apprendrons qu'une voiture faisant le trajet peu après nous a été attaquée par des Turkamas, au Kenya, à un gué où nous nous étions arrêtés pour étudier tranquillement le meilleur point de passage. Il n'y a eu que deux blessés par balles, le chauffeur ayant accéléré brutalement pour éviter le piège.

Nous retournons au Sud-Soudan, à Wullu près de Rumbeck où un nouveau consortium œcuménique, le CEAS/Church Ecumenical Action in Sudan, a une antenne. L'objectif principal est d'améliorer la sécurité alimentaire. Le travail couvre le soutien agricole, des projets hydrauliques et des activités de promotion féminine. En pleine zone tenue par la guérilla, les collaborations et les contrôles sont multiples. Une Kenyane dirige le programme avec fermeté. Les consignes de sécurité sont strictes ; des trous sont creusés dans le campement pour se protéger des bombes.

J'ai une longue discussion avec le vicaire épiscopal du diocèse anglican, coïncés que nous sommes par des torrents de pluie sous une grosse tente. Il m'explique l'attachement des tribus du Sud à leur bétail, leur richesse, leur standing ; un ambassadeur conservera son troupeau dont il confiera la gérance à un métayer. Il m'explique aussi les liens entre les Églises et la guérilla : les rebelles sont quasiment tous

chrétiens, d'une confession ou d'une autre, alors le dialogue entre les chefs militaires et les évêques compte même si ces derniers n'hésitent pas à plaider pour le respect des droits de l'homme.

À la fin de notre séjour, la ville de Rumbeck tombe aux mains de la guérilla. Nous entendons les bombardements à environ dix kilomètres. Les villageois fêtent cela en tirant des balles en l'air. Il est difficile de contenir le journaliste qui veut aller sur le front. Mais nous devons repartir à l'aube.

Le DC 3 qui nous avait amenés atterrit pour venir nous reprendre. Le pilote nous presse pour monter à bord car les Antonov soudanais ronflent alentour.

Bien des années plus tard, je me retrouve à nouveau face à une situation où la communauté internationale fait encore preuve de mollesse. La guerre de l'été 2006 au Liban manifeste l'impunité dont bénéficie Israël.

« On est depuis soixante ans perturbés par un voisin que nous impose la communauté internationale. » Voilà résumée une longue soirée avec trois Libanaises, directrices d'institutions sociales et chercheuses en histoire et sociologie. D'autant plus perturbés qu'Israël vient de conduire pendant un mois une guerre dans le sud du pays mais aussi plus au nord où les destructions cassent l'économie, détruisent de très nombreux ponts, des grands et des petits, des usines, des installations thermiques, etc. Partout on voit et on verra pendant quelques années ces dévastations vexatoires, méchantes, visant de rares objectifs militaires mais surtout dirigées contre la population libanaise, pour l'affaiblir, freiner le développement économique, créer du chômage et des problèmes sociaux.

En première urgence, Caritas Liban a aidé cent cinquante mille personnes en alimentation, produits d'hygiène, médicaments avec une attention particulière envers les enfants et les personnes âgées. Mille bénévoles ont été mobilisés ainsi que de très nombreuses écoles catholiques pour accueillir les déplacés chiites. La veille de mon arrivée, cinquante tonnes de denrées ont été envoyées au Sud.

Le programme total sera de 4 millions de dollars financés par vingt-vinq Caritas du monde entier : première urgence, écoles, santé, infrastructures, relance des activités économiques, aide aux migrants.

Le patriarche maronite, le cardinal Nasrallah Sfeir, que je rencontre à nouveau dans sa résidence de Bkerké qui surplombe la magnifique baie de Jounié, est pessimiste du fait de la division des chrétiens entre « pro »- et « anti »-Syriens. Il redit combien la Palestine est la grande question. Les perspectives politiques sont bouchées.

Une visite dans le Sud permet de comprendre la situation avec Joseph Farah, avocat et ancien secrétaire du conseil de Caritas et le docteur Kamel Mohanna, chiite, directeur d'Amel, une organisation médico-sociale.

Après avoir franchi le Litani, fleuve symbolique du Sud, une réunion se tient avec une trentaine de bénévoles, dont de nombreux jeunes, à Kolaat dans la salle paroissiale dont le plafond est encore troué suite à la chute d'une bombe il y a quelques semaines.

Dès les premières heures de la guerre, il a fallu aider neuf cents familles majoritairement chrétiennes mais aussi sunnites et chiïtes, puis ensuite réparer des maisons, s'occuper des enfants, attribuer des subventions ou des prêts pour faire repartir des activités économiques. Dans un village proche, trois maisons appartenant à trois membres du Hezbollah ont été réduites à néant ; la vieille épicière admire avec tristesse la qualité des services de renseignements israéliens.

Les musulmans sont fortement soutenus par leurs organisations communautaires dans cette région où les chiïtes sont nombreux.

À Khiam, près de la frontière, ville à la population mixte, le maire regrette les lenteurs du gouvernement alors que la mairie se trouve juste à côté d'un gros pâté de maisons complètement rasé par les bombardements. Une équipe de la télévision française M6 fait un reportage sur quelques jeunes Français engagés ici dans l'humanitaire, dont une infirmière qui travaille quelque temps

pour Amel. Je les agresse un peu en leur recommandant sans succès de s'intéresser aussi à la multitude des jeunes Libanais!

Mgr Antoine Hayek, vieil évêque grec catholique, nous reçoit dans son petit palais épiscopal entouré d'un jardin calme et fleuri. Il est resté sur place pendant la guerre, refusant de partir. Sa présence a soutenu ses fidèles. Souriant, il raconte sa guerre, la façon dont il a stimulé les uns et les autres pour organiser les secours. Il décrit les tensions dans cette région frontalière qui fut occupée par Israël. À cette époque, de nombreux Libanais allaient y travailler la journée pour des salaires attractifs. Des jalousies anciennes remontent à la surface.

La visite aux trois principaux responsables politiques s'imposait pour le président de Caritas Internationalis. Dans la même journée, avec une délégation de membres de Caritas, je rencontre donc le président de la République, le général Émile Lahoud, chrétien maronite qui à cette occasion décore Caritas Liban du grade de commandeur dans l'ordre du Cèdre libanais, le président de l'Assemblée nationale, Nabih Berry, chiite, le Premier ministre Fouad Siniora, sunnite. Tous trois remercient pour les actions humanitaires entreprises suite à la guerre de l'été. Aucun ne traite vraiment des sujets politiques, ce qui est normal mais aucun non plus ne se prive de dire tout le mal qu'il pense du voisin nucléaire du Sud.

Toutes ces guerres multiplient les déplacements de population dans des conditions atroces. Ainsi, en Géorgie, des centres pour personnes déplacées par la guerre de l'été 2008 reçoivent de nombreuses familles, dont deux anciens hôpitaux totalement délabrés et à l'abandon, l'un géorgien, l'autre russe. Près de trois cent mille personnes ont fui les combats. Là aussi il faut soutenir la Caritas par la présence régulière de nos collègues allemands pour mener des opérations d'aide alimentaire et sanitaire principalement, d'éducation des enfants aussi.

Les conflits en Abkhazie et Ossétie du Sud ne sont pas nouveaux. En Abkhazie la population majoritairement musulmane

a des prolongements en Russie. La sécession est de fait. Une force de l'ONU est sur place depuis 1994. Une grande partie des deux cent mille déplacés suite au conflit n'est toujours pas intégrée. En Ossétie du Sud la population est orthodoxe comme en Russie et en Géorgie.

Les tensions n'ont pas cessé et les déclarations du président Mikheil Saakashvili, « rétablir l'unité du pays », accompagnées de violations du cessez-le-feu par les Géorgiens et de la remise en cause de la présence des forces de paix – russes! – ont débouché sur l'attaque géorgienne du 7 août 2008. La riposte russe était prête et prévisible, la Russie ayant informé les Nations unies et les Occidentaux des tensions montantes.

On a accusé la Russie d'une réaction disproportionnée envers la Géorgie qui venait de recevoir des équipements de communication et de visée nocturne des États-Unis.

La Géorgie est plus affaiblie que jamais. L'avertissement vaut aussi pour la Moldavie et l'Ukraine. « L'empire du Kremlin est de retour². » Mais le soutien apporté à la Géorgie par les pays baltes, la Pologne et l'Ukraine est un problème pour la Russie.

À court terme, les Russes ont voulu donner une leçon, affaiblir pour un bon moment la Géorgie et ont reconnu l'indépendance des deux provinces. Ils ont clairement signifié leur refus de l'adhésion à l'OTAN de la Géorgie et envoyé un message à l'Ukraine! Ils ont également signifié aux Occidentaux leur énervement face aux menaces d'encerclements, aux installations de radars, à la construction de pipelines qui les ignoreraient.

Quelques leçons sont tirées en septembre lors de la réunion de la Commission française Justice et Paix France dont je suis membre depuis 1987. Des experts de ce groupe nous disent que la banalisation du recours à la force est évidente, mais peut-on protester efficacement quand Israël agit de la même façon avec le soutien des États-Unis et la connivence des Européens?

2. Bernard Dreanao, 18 août 2008, Assemblée européenne des citoyens.

Il sera dangereux pour l'OTAN d'organiser des confrontations avec la Russie. L'Ukraine et la Géorgie comme membres de l'OTAN, ce n'est clairement pas une bonne idée.

Et les Russes font ce qu'ils disent. Il y a longtemps que Vladimir Poutine promettait de « donner une leçon » aux Géorgiens. « L'affaire du Kosovo ne concerne la Russie que principalement sur le plan symbolique mais elle a été humiliée par la décision occidentale de passer outre son opposition à l'indépendance³. »

Et la gravité de la situation économique, comme le fatalisme régnant, sont bien résumés par un médecin, chef des projets médicaux de Caritas que j'interroge en novembre 2009 sur place au sujet de la crise financière et sociale internationale, de ses effets en Géorgie. La réponse fuse : « Il ne peut pas y avoir de crise en Géorgie puisqu'il n'y a plus d'économie ! »

Voir aussi : *Darfour, Urgences*.

3. *Ibid.*

Interreligieux

Un dialogue de vie

La réunion des Caritas du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord d'avril 2006 à Chypre est une occasion de réflexion sur le dialogue interreligieux, sur sa mise en pratique concrète. Car la mission de Caritas est de pratiquer ce dialogue, de le mettre en actes.

Mgr Jean Sleiman, président de Caritas Irak et archevêque latin de Bagdad, analyse :

« Si la globalisation favorise l'avènement d'une humanité plus unie malgré son pluralisme, elle n'en charrie pas moins de graves risques totalitaires inhérents à toute visée hégémonique. Le modèle dominant, conforté par le capitalisme et les médias, lamine les cultures et irrite les identités culturelles et religieuses particulières, suscitant les réactions de refus et de repli, voire même des résistances intégristes extrêmes qui fanatisent le religieux et radicalisent le politique. Le terrorisme devient guerre sainte. L'intolérance est légitimée au nom de la religion et de Dieu lui-même. [...]

Face à ces contradictions, le dialogue interreligieux a pour mission de promouvoir un universalisme respectueux des singularités et valorisant les diversités. [...]

Le dialogue du vivre ensemble prépare celui de l'agir ensemble. Les grandes causes de l'humanité rassemblent de plus en plus des croyants de toutes les fois : la promotion de la paix, de la justice, de la liberté religieuse, de l'égalité entre l'homme et la femme, la défense des droits des enfants exploités soit par le travail, soit par le sexe, la protection des ressources naturelles et de l'environnement,

la lutte contre la discrimination, contre le chômage, le racisme, etc. »

Ibrahim Shamseddine, chiite libanais, président de Imam M.M. Shamsuddin Foundation for Dialogue à Beyrouth, montre lui comment le dialogue entre les chrétiens et les musulmans n'est pas un effet de mode mais répond à une obligation, aux besoins des deux religions de conduire un « dialogue de vie ». Elles ont en commun la croyance en un Dieu créateur de toute chose, en un Dieu créateur de l'homme; en commun aussi la croyance en la résurrection, en la dignité de la personne et en la nécessaire unité de la famille humaine.

Musulmans et chrétiens font face aux mêmes challenges de la pauvreté, de la famine, du sous-développement, des armes nucléaires, des forces de la nature. Le tsunami de fin 2004 n'a pas trié ses victimes selon leur foi; elles étaient musulmanes, chrétiennes, hindouistes, bouddhistes.

Le partenariat interreligieux ne consiste pas à fusionner ou à créer une troisième religion. L'idée essentielle est l'acceptation mutuelle; c'est un dialogue de vie. Chaque religion a deux espaces, celui de ses croyants et de ceux qui sont culturellement attachés à sa foi, celui de l'espace commun où elle se joint à l'autre pour faire face ensemble aux problèmes de l'humanité afin de mettre l'homme sur le chemin de Dieu et pour le restaurer dans sa foi.

Le dialogue interreligieux en actes est pratiqué par nos membres: Caritas Mauritanie ou Caritas Irak et leurs personnels largement musulmans, nos multiples actions et coopérations avec les communautés et populations musulmanes en Europe, en Asie, au Moyen-Orient, avec les populations hindouistes en Inde et au Népal, notre programme au Darfour construit avec des organisations protestantes et qui bénéficient à 99,9 % à des musulmans. Au Sri Lanka, suite au tsunami, la procédure des appels d'offres a veillé à permettre le choix de fournisseurs des diverses religions, chrétiens, hindous, bouddhistes, musulmans.

En Indonésie, le plus grand pays musulman du monde, les chrétiens sont environ 8 %, les hindous 2 % et les bouddhistes 1 %. Un bon quart de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'islam fondamentaliste monte. L'Église était traditionnellement engagée dans les écoles. Depuis quelques années elle est plus critique envers le régime. Elle vient de lancer une campagne contre la « culture de corruption » et veut agir contre la violence et pour la protection de l'environnement.

Le cardinal Julius Darmaatmadja insiste sur le fait que les difficultés ne sont pas religieuses mais économiques et ethniques. Il pousse à la collaboration avec les musulmans. Les catholiques risquent d'être coincés entre deux fondamentalismes, celui de certains musulmans et celui de protestants américains. Là aussi les sectes pullulent. C'est le vivre ensemble qu'il faut développer. D'abord le social, pas la liturgie : « Il n'y a pas de spécificités catholiques, il y des spécificités humaines. »

Voir aussi : *Bangladesh*.

Justice

Les sept voies de l'action

Suite à notre voyage au Bangladesh de janvier 1999, Martin Féron, à l'époque rédacteur en chef de *Vie chrétienne*, un périodique de spiritualité animé par des jésuites, me demande de mettre noir sur blanc l'essentiel de mes convictions. Nous avons fortement partagé nos motivations dans un contexte porteur, celui d'un pays et d'une Caritas résolument arc-boutés au développement humain intégral dans un contexte de pauvreté extrême. L'article suivant y est donc publié en mars sous le titre: « Charité: le poisson, le pêcheur et le droit de pêche. »

« En évoquant la question de la charité avec Mgr Affonso Felipe Gregory, évêque brésilien et président de Caritas Internationalis, j'avais repris cet adage: "Donne un poisson à un homme qui a faim, tu le nourriras une journée. Apprends-lui à pêcher, il se nourrira toute sa vie." – Oui, me répondit l'évêque, mais votre phrase est aujourd'hui incomplète. Savoir pêcher ne sert à rien pour celui qui a faim s'il n'a pas le droit de pêche ou si des bateaux-usines ne lui laissent rien. »

La charité pose inévitablement la question du droit. Si elle a en elle-même sa logique, celle de l'amour de Dieu pour les hommes ou de la fraternité entre les hommes, elle se vit dans une société concrète. Les droits constituent un moyen, un outil de respect et de protection. Ils organisent un espace dans lequel les relations peuvent se vivre d'une façon équilibrée.

Donne un poisson

C'est parfois nécessaire, urgent, vital. Le pêcheur a tellement faim que le premier geste, c'est de lui donner à manger. La

question ne se pose même pas après une catastrophe naturelle ou un conflit, que ce soit au Soudan, en Irak, au Honduras ou à Vaison-la-Romaine. Il faut envoyer des équipes de secours, faire parvenir de la nourriture, des médicaments. De même, les situations de pauvreté en France exigent cette assistance, pour héberger des sans-abri, nourrir des familles ou vêtir des migrants. Mais dans ces circonstances, il faut avoir conscience que c'est pour un temps limité et que la façon dont nous le faisons est aussi importante que l'acte. Quand nous donnons à un SDF, quel regard portons-nous sur lui ? La qualité du regard engage une relation à construire.

Apprends-lui à pêcher

L'acte d'assistance doit être réalisé dans un esprit de construction. Toute réponse à l'urgence est inséparable de la recherche de l'autonomie des personnes et des groupes. L'acte de promotion, de développement, de formation – apprendre à pêcher le fameux poisson – rencontre toutes les faveurs. C'est bien légitime. Il permet la mise en œuvre des talents des pauvres et résout concrètement des problèmes dans la durée. L'Église s'est engagée dans cette voie. Dans *Centesimus annus* au numéro 28 Jean-Paul II utilise l'expression « Progrès des pauvres ». Après avoir insisté sur le nécessaire abandon de l'idée de pauvre-fardeau, de pauvre-importun, le pape met en avant les potentiels des pauvres. Ils veulent légitimement avoir accès à leur part des biens matériels et souhaitent participer par leurs capacités à la création d'un monde plus juste pour tous. Et Jean-Paul II poursuit : « Le progrès des pauvres est une chance pour la croissance morale, culturelle et même économique de toute l'humanité. »

S'il n'a pas de droit de pêche

À quoi cela sert-il à la femme pakistanaise de savoir lire et écrire si elle est marginalisée, considérée comme une citoyenne de seconde zone et fréquemment victime de violences ? À quoi cela sert-il à une famille française d'avoir le « droit à un recours effectif

devant les juridictions nationales » (article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) si sa maison est vendue pour dettes dans des conditions spoliatrices? Le progrès des pauvres est solidaire de leurs droits civils et politiques.

Si les bateaux usines ne lui laissent rien

À quoi cela sert-il à un groupe de Bangladeshis d'avoir épargné pour se constituer un troupeau de quelques vaches, si le marché local est dominé par du lait en poudre venu de l'étranger? À quoi cela lui sert-il de suivre un stage de qualification professionnelle si le jeune Français ne trouve pas d'emploi à cause du chômage? Le progrès des pauvres est solidaire de leurs droits économiques, sociaux et culturels.

Sept voies pour l'action

Dans ce sens, le père Antonio Bravo, Supérieur général des prêtres du Prado en Espagne, proposait sept voies pour l'action lors d'une conférence: « La cause des pauvres, défi pour une Église évangélisatrice » (Madrid, septembre 1996).

Première voie: cultiver une spiritualité de la proximité avec les pauvres, face à un monde fondé sur le marché et la compétitivité. Les communautés chrétiennes doivent s'engager au côté des pauvres. Certains de leurs membres iront jusqu'à partager leurs conditions de vie. Ce don est à cultiver avec reconnaissance par tout le peuple de Dieu.

Deuxième voie: acquérir une intelligence croyante des pauvres. Face à la violence et à l'exclusion subie par les pauvres, l'engagement consiste à reconnaître les richesses du pauvre, à l'écouter, à faire en sorte qu'il puisse agir. La tentation peut être grande de vouloir l'intégrer à la culture des forts, pour le neutraliser, en niant ainsi sa situation de victime.

Troisième voie: développer des relations fraternelles avec les pauvres, tant au sein de chaque communauté qu'à l'échelle du monde entier. Certes, les services de secours sont nécessaires mais

le dialogue, la formation adaptée et avant tout la fraternité le sont encore plus. Les actions doivent se fonder sur la participation libre et responsable. La solidarité a besoin d'une authentique réciprocité. L'annonce de l'Évangile et le développement de la fraternité vont de pair.

Quatrième voie : aimer gratuitement. Les pauvres rejettent toute idée de récupération et de manipulation. Il convient donc de poser le principe de la liberté du pauvre, de promouvoir la solidarité en évitant tout type de dépendance, de viser le développement de tout l'homme, d'éduquer les riches et les pauvres à la libre participation car la société a besoin de la créativité de tous, de faire confiance au sens de la responsabilité qu'a le pauvre et à sa capacité de changement, de proclamer les Béatitudes. Tout cela exige patience et pédagogie : une charité non enracinée dans la foi et non dynamisée par l'espérance ne se distinguerait pas d'un humanisme plus ou moins respectueux des personnes et des peuples.

Cinquième voie : agir efficacement et avec fécondité. L'Église n'est pas là pour prendre les responsabilités de la société et des pauvres. Comme le Bon Samaritain, elle appelle d'autres à son aide. Avec les exclus et les sans-voix, elle veut être à la table des négociations, malgré les ambiguïtés de toute réalisation humaine. Face aux injustices, aux violences, elle lutte pour une législation qui protège les plus pauvres et les sert en justice. Cette action se fonde sur une analyse lucide et critique qui ne constitue pas en elle-même une remise en cause du dialogue et de la collaboration, s'ils servent la cause des pauvres.

Sixième voie : animer l'Église tout entière par l'option préférentielle pour les pauvres. Cela concerne l'existence même des communautés chrétiennes qui ne doivent pas hésiter à être des porte-voix des sans-voix auprès des élus. Ceux-ci doivent mettre au centre même de leurs préoccupations, les pauvres, les enfants, tous les exclus. L'annonce de la Bonne Nouvelle s'accompagne de gestes signifiant l'immense respect accordé par Dieu aux exclus. L'eucharistie permet à la communauté de se recréer en faveur des assoiffés de justice.

Septième voie : oser la proposition de l'Évangile. C'est une question de justice et de confiance puisque toute personne humaine est appelée à vivre l'Évangile afin de signifier et de réaliser le « mystère de l'amour de Dieu pour l'homme » (*Gaudium et Spes*, 45).

Une guerre d'usure

Ces sept voies montrent bien la richesse de la palette disponible pour construire la dignité de la personne humaine : du regard à la relation, de l'aide à l'échange, du projet au témoignage et à la transformation sociale.

Elles ouvrent aussi à la réflexion spirituelle et à l'évangélisation : « En effet, de même que sans souffle, le corps est mort, de même aussi, sans œuvres, la foi est morte » (épître de saint Jacques, 2, 26).

Œuvrer pour la charité c'est donc aller jusqu'à la transformation sociale, par le respect des droits de l'homme et par la justice économique. Nous sommes bien ici dans le domaine de la conquête, de la défense, voire de la lutte. Comme le déclarait le cardinal Etchegaray lors du Congrès mondial sur la pastorale des droits humains (Rome, juillet 1998) : « Se battre pour les droits de l'homme, c'est souvent se cogner à l'épaisseur du péché, aux structures sociales du péché. [...] Le combat pour les droits de l'homme est comme une guerre d'usure. »

Ce combat pour une culture de vie, pour le droit de tous les peuples à la vie, est un combat de long terme comme le manifestent par exemple les difficultés rencontrées pour la mise en place de la Cour pénale internationale. Il n'y a en effet pas de droit sans juge, sans mécanisme de sanction. Les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies de 1993 et 1994 relatives à la création de tribunaux *ad hoc* pour la Yougoslavie et le Rwanda ont ouvert la voie à la Conférence de Rome de 1998. Celle-ci a voté la création de la cour : cent vingt voix pour dont la France, six voix contre dont les États-Unis, vingt et une abstentions. Ce score

illustre le débat qui portait sur l'indépendance de cette nouvelle juridiction qui pourra juger les auteurs de génocides, de crimes contre l'humanité dont les attaques massives contre les civils, de crimes de guerre et d'agressions criminelles. La création de la cour ne sera effective que lorsque soixante États en auront ratifié les statuts, ce qui demandera quelques années. Quoi qu'il en soit, le droit international des droits de l'homme a réalisé une avancée significative en 1998¹.

Dans un autre domaine, celui de la dette des pays les plus pauvres, les opinions publiques évoluent positivement. Certes, le sujet est à aborder sans naïveté car il y a des dettes plus ou moins propres, selon leur objet de départ, les conditions des contrats, les profits illégitimes que certains ont pu en tirer. Il faut reconnaître l'engagement de l'Église dans ce dossier, depuis des années, et sa relance à l'occasion du Jubilé de l'an 2000. Il s'agit d'un élément constitutif de l'amélioration du bien commun au profit de populations entières écrasées par une pauvreté encore aggravée par le poids du remboursement des dettes de leurs pays.

La lutte contre la pauvreté, l'engagement dans la charité créatrice – domaine du don, de l'amour, de la dignité de la personne –, dans la solidarité – domaine du bien commun – et dans la justice – domaine du droit – constituent un travail sans lequel la mission de l'Église serait incomplète. Ce n'est pas un en-plus; c'est une composante de la foi: les pauvres sont pour l'Église une priorité enracinée dans l'Évangile. S'ils ne l'étaient pas, ils devraient l'être. « Bâtir une société de frères ne saurait rester à l'état de programme. Chacun là où il est, y a sa part de responsabilité. Chacun y a sa place (Mgr Jean Rodhain). »

1. La création de la cour sera effective en 2003.

Laïcs

Un chantier... d'avenir

La puissante volonté de l'Église catholique pour promouvoir l'engagement des laïcs s'exprime de multiples manières. Les textes fondateurs et les documents de mise en œuvre sont abondants, particulièrement depuis le concile Vatican II.

Selon sa constitution pastorale *Gaudium et Spes* n° 43, « les laïcs, qui doivent activement participer à la vie totale de l'Église, ne doivent pas seulement s'en tenir à l'animation chrétienne du monde, mais ils sont aussi appelés à être, en toutes circonstances et au cœur même de la communauté humaine, les témoins du Christ ».

Le réseau Caritas est un des lieux privilégiés de l'engagement des laïcs et particulièrement des femmes, même si ces dernières sont encore trop peu présentes aux postes de responsabilité.

Lors de l'audience que Jean-Paul II accorde aux membres de l'assemblée générale de 1987, il fait le panégyrique du laïcat : « Depuis des années, les Caritas ont été et sont un lieu de formation et de responsabilité pour les laïcs. Oui, les laïcs sont appelés à assumer de nombreuses et grandes responsabilités dans cet immense espace des activités sociales. »

En mai 1995, le Suisse Gerhard Meier en place depuis douze ans comme secrétaire général arrive en fin de mandat. Il avait remplacé le Paraguayen Emilio Fracchia qui avait fait progresser Caritas Internationalis dans l'approfondissement de sa mission de pastorale sociale et qui avait lui-même succédé à des prêtres.

Selon ses statuts, la confédération propose alors des noms pour les postes de président et de secrétaire général à la Secrétairerie

d'État, à la fois Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Vatican. Celle-ci répond d'habitude largement à l'avance. La procédure a été suivie par le comité des candidatures présidé par Mgr Anselme Sanon du Burkina Faso assisté d'un groupe d'audition que j'anime. La Secrétairerie d'État informe la confédération qu'il y a désaccord sur la liste des candidats au poste de secrétaire général.

Mgr Giovanni Re, substitut, que j'avais rencontré quelques semaines auparavant comme membre du comité des candidatures qui est chargé de l'organisation des élections, écrit au secrétaire général le dimanche 7 mai, veille de l'ouverture de l'assemblée : « Le Saint-Siège, tout en reconnaissant les capacités et la bonne formation des candidats prêtres, a jugé opportun de ne concéder le *nihil obstat*¹ qu'aux trois candidats laïcs, pour valoriser encore davantage le rôle du laïcat dans l'Église, conformément à une tradition en vigueur depuis longtemps déjà. »

Cette position vient clore une longue procédure. Des membres de l'assemblée réagissent. La solution vient finalement des trois laïcs qui proposent en même temps de retirer leurs candidatures. Le processus sera alors relancé dès le mois de juin et se conclura par l'élection du laïc français Luc Trouillard en novembre par le comité exécutif.

Mais la valorisation de laïcat ne va pas jusqu'à vouloir un président laïque ! L'assemblée réélit le président sortant contre l'Anglais Julian Filokowski, si engagé entre autres dans le combat contre le sida et pour la béatification de Mgr Oscar Romero², martyr du Salvador ; il recueille 21 % des votes. Quatre ans auparavant Fridolin Kissling, directeur de Caritas Suisse et laïc, président de Caritas Europa, avait été battu avec 43 % des votes au second tour.

Laïcat un peu théorique ? En 1991 et 1995 l'évêque élu chaque fois, Mgr Affonso Felipe Gregory, brésilien, était à l'évidence un

1. Absence d'opposition.

2. Le 28 mars 1980, l'archevêque de San Salvador a été tué d'un coup de fusil pendant qu'il célébrait la messe dans une chapelle proche de sa cathédrale, pour être devenu un critique véhément des violations des droits de l'homme.

homme de tout premier plan par sa vision sociale vivifiée par les communautés ecclésiales de base et l'option préférentielle pour les pauvres. De ce fait, il n'était pas toujours très bien vu par certains au Vatican.

En 1999, un évêque libanais, ancien président de Caritas Liban et de la région du Moyen-Orient et du nord de l'Afrique, Mgr Fouad El-Hage de Tripoli, est élu président face à un évêque philippin lui aussi très engagé dans l'action sociale, Mgr Francisco Claver. Le président du comité des candidatures, un évêque de Santo Domingo, glissera, dans sa présentation des candidats, qu'il faudra étudier la possibilité qu'un laïc soit président de Caritas Internationalis : de fait cela ne s'est jamais produit alors que les statuts l'autorisent.

Lors de l'assemblée de 2007, le cardinal Oscar Andrés Rodriguez Maradiaga, archevêque de Tegucigalpa, est élu président de la confédération. Retenu par d'autres obligations, il est absent. Il envoie donc une vidéo qui est projetée lors de la présentation des candidats.

Jacques Dinan, autre candidat laïc avec moi, a retiré sa candidature. Il avait en effet été sollicité pour augmenter la liste avec des propositions de laïcs quand la Secrétairerie d'État rejetait quelques mois auparavant celles de clercs.

Nous sommes donc deux candidats. C'est avec deux tiers des suffrages que le cardinal est élu. La place des laïcs à des postes de responsabilité dans l'Église est un chantier d'avenir³...

3. *La Croix*, 19 novembre 2008, « Denis Viénot, entre foi et action », Anne-Bénédicte Hoffner : « En 2007, il est prêt à rempiler, se déclare candidat, mais doit finalement s'incliner face au cardinal Oscar Andrés Rodriguez Maradiaga, archevêque de Tegucigalpa (Honduras). "Pour un évêque, quand il s'agit de choisir entre un cardinal et un laïc, il est difficile de mettre dans l'urne le bulletin portant le nom du laïc", commente-t-il sans amertume. De fait, dans la plupart des Caritas du monde, le président ou le secrétaire général, appelés à voter, sont encore des prêtres ou des évêques. "Dans ce domaine, le Secours catholique, qui bénéficie en France d'une confiance importante de l'épiscopat, fait exception", note-t-il. Avant de lâcher : "L'ancien président, qui était évêque, n'était déjà pas beaucoup là. Je ne ferai pas de commentaire sur le temps que peut consacrer à cette fonction un cardinal." »

Le processus de préparation de cette élection manifeste les tensions à ce sujet. En novembre 2006, avec le secrétaire général et l'assistant ecclésiastique de Caritas Internationalis nous rencontrons le cardinal Tarsicio Bertone, secrétaire d'État, dans son bureau installé à l'étage d'une curieuse tour isolée presque au sommet des jardins du Vatican.

Lorsque nous abordons la question des candidats à la fonction de président, je lui propose de me retirer pour laisser notre secrétaire général en traiter avec lui afin d'éviter toute ambiguïté puisque je suis sur la liste. Le cardinal à la droite duquel je suis assis sur un divan, me dit alors en souriant: « Cela ne vous intéresse donc pas? » Et il me demande de rester, ce que je fais un peu à contrecœur. Mais est-il possible d'agir autrement?

Il avait reçu la liste des candidats et le 8 novembre répondait lui-même: « Parmi les candidats présentés au poste de président, il y a deux prélats, Son Éminence le cardinal Rodriguez Maradiaga, archevêque de Tegucigalpa, et le Très Révérend Yvon Ambroise, évêque de Tuticorin. Gardant présent à l'esprit l'article 51 du règlement intérieur de Caritas concernant l'élection du président⁴, et considérant que cette responsabilité demande beaucoup de temps et de dévouement, il ne semblerait pas opportun d'inclure les noms d'évêques résidentiels qui ont déjà des devoirs pastoraux spécifiques. Je vous demanderai donc de proposer le nom d'un autre laïc au moins qui, en même temps que le président actuel M. Viénot, pourrait être présenté comme candidat au poste de président. »

L'échange permet d'expliquer que tous nos présidents jusqu'à avant moi furent des cardinaux, des évêques et des prêtres. De son côté, il insiste pour l'élection d'un laïc et dit en souriant, à propos du cardinal Rodriguez Maradiaga, religieux salésien comme lui: « S'il était candidat, étant cardinal, il aurait évidemment 100 % des votes. » Nous nous séparons dans la bonne humeur.

4. Il expose les conditions pour être candidat sans mentionner le statut de clerc ou de laïc.

Tout ceci fera pas mal de vagues dans notre confédération. Un tel changement de politique à propos de la place des laïcs à des postes de responsabilité dans l'Église émeut plus d'un clerc.

Nous recevrons en mars 2007 une lettre du cardinal Bertone acceptant les candidatures « du cardinal Oscar Andrés Rodríguez Maradiaga, archevêque de Tegucigalpa, de Denis Viénot, actuel président de Caritas Internationalis et de Jacques Dinan, de Caritas Maurice ».

Plusieurs années auparavant, je me rendais en République tchèque suite à mon élection comme président de Caritas Europa. En dehors de mon prédécesseur direct, tous les présidents de cette région furent des laïcs.

C'est justement un peu pour se faire pardonner d'avoir choisi un laïc que certains membres de Caritas Europa me poussent à aller rendre visite à Mgr František Lobkowicz, jeune évêque tchèque d'Ostrava-Opava contre lequel j'avais été élu.

Dans la foulée du vote, certains veulent même en faire notre conseiller ecclésiastique. J'ai toujours été amusé par ces rites de l'Église consistant à créer de tels postes dans Caritas où les prêtres et évêques sont nombreux. Quant à Mgr Lobkowicz, il me fait comprendre délicatement qu'il ne souhaite pas une telle responsabilité. Sa non-réponse à notre offre écrite et mes visites quelques jours auparavant au cardinal Vlk de Prague, à l'évêque président de la commission sociale et au président de Caritas, ancien secrétaire de la Conférence épiscopale, m'avaient préparé à une telle position. Alors que je le quitte après deux longues sessions de travail, il me dit gentiment en anglais, langue que nous sommes seuls à parler dans la pièce à ce moment-là : « Je suis content que vous soyez président de Caritas Europa. Cela aurait été trop lourd et difficile pour moi. Mon diocèse me prend beaucoup de temps. Je forme les meilleurs vœux de réussite à Caritas Europa. » Voilà quelqu'un de réaliste et de clair qui ne mélange pas les rôles.

Mais il est des pays où les laïcs exercent d'importantes responsabilités. Ainsi le président de Caritas Suisse est-il toujours issu de la classe politique et les deux derniers secrétaires généraux aussi ! Invraisemblable en France. Évident en Suisse.

Parmi les cent soixante-quatre membres de réseau Caritas il y a peu de pays où les présidents et secrétaires généraux sont tous deux laïcs : Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, France, Suisse. Si un bon nombre de laïcs sont secrétaires généraux, la quasi-totalité des présidents sont des évêques ou des prêtres.

Quant à la présence des femmes à ces niveaux de responsabilité, elle est modeste. Comme secrétaires générales ou directrices nationales ces dernières années, les pays suivants s'illustrent : Bénin, Finlande, Jérusalem, Lettonie, Mongolie, Norvège, Roumanie, Pakistan, Philippines, Venezuela.

Et l'assemblée de 2007 a élu une femme secrétaire générale de la confédération.

Il faut des laïcs de tous les genres dans notre organisation. Avec Jürg Krummenacher, directeur de Caritas Suisse, nous partons ensemble au Sud-Soudan en 1994 où le réseau Caritas est membre d'un consortium œcuménique pour apporter de l'aide aux populations victimes de la guerre Nord-Sud.

Je me rappelle notre stupéfaction. Les avions livrant de l'aide humanitaire ont besoin de soutien au sol. Le consortium envoie donc des personnes sur place chargées de préparer le déchargement et les distributions, chargées aussi d'informer le pilote sur la sécurité du terrain d'atterrissage. Travail dangereux car ces zones sont en guerre, jamais à l'abri d'attaques sauvages de l'armée de Khartoum ou de ses milices. Nous atterrissons donc une première fois à l'est du Nil et sommes accueillis par un Anglais chaleureux, quasiment en tenue de combat, en rangers, en tenue militaire de camouflage, ne lâchant jamais un petit sac à dos contenant quelques vivres de survie et de l'eau. Selon lui il doit être prêt à tout instant à prendre la fuite dans la brousse en cas d'attaque ! Il faut lui reconnaître que cela lui est déjà arrivé. Mais quand même cela fait un peu « cinéma ».

D'autant plus qu'une fois notre gros avion déchargé de la moitié de sa cargaison, nous repartons pour atterrir à vingt minutes de l'autre côté du Nil où un Écossais exerce la même fonction. Il est en short et en tongs, mélange adorable de hippy et de saint François d'Assise entouré de petits oiseaux ! Mais très professionnel.

Nous avons peu après repris Jürg et moi nos échanges sur la cohérence des ressources humaines dans Caritas !

Quelques années plus tard, j'admire l'efficacité de Jürg. Caritas Internationalis vient d'adopter son premier plan stratégique et invite les régions à faire de même. La confédération a mis trois ans en y consacrant un gros budget.

Grâce à Jürg, en huit mois et avec un budget très modeste, la région Europe adopte son plan fondé sur une analyse de la situation sociopolitique, de la situation religieuse. Je découvre son sens des valeurs qui nous animent, qui fondent notre démarche, admire sa lecture positive et critique de l'enseignement social de l'Église.

Mentalités

Des comportements, des pratiques étonnants

La conduite de projets sociaux et humanitaires s'adapte nécessairement aux contextes et aux mentalités locales souvent caractéristiques de stratégies de résistance, voire de survie.

Dans le *Soudan Times* du 21 mai 1989, un article relate des combats au Darfour entre des Arabes et des Furs : un conflit tribal et déjà des milices armées. Certains parlent de milliers de morts. Le gouvernement les évalue à cent quinze plus cinq gendarmes. Le président de Caritas Soudan, Mgr Macram Max Gassis, évêque d'El Obéid, penche pour un conflit traditionnel entre des éleveurs et des nomades qui tourne mal et qui se règle à la kalachnikov alors qu'il y a des années la sagaie faisait l'affaire et seulement quelques blessés. Son explication ethnologique et économique des tensions entre tribus sédentaires de cultivateurs et nomades d'éleveurs est désarmante : « Vous avez déjà vu la salade gagner contre le dromadaire ? » dit-il, lui, le seul membre arabe de la Conférence épiscopale. Il deviendra l'ennemi public du fait de sa violence contre un pouvoir de plus en plus fondamentaliste et dominateur.

Un homme politique d'opposition qui fuira vite quelque temps plus tard, Bona Malval, rédacteur en chef du *Sudan Times*, complète en insérant ce conflit dans une analyse des tensions régnant dans cette région de l'Ouest où le Tchad et la Libye manipulent aussi des tribus installées à cheval sur les frontières. Déjà se dessinent les contours des drames à venir : conflits Nord-Sud qui vont se prolonger sans vraies perspectives pacifiques,

conflits entre le centre et la périphérie dont le Darfour sera un exemple poignant.

Un autre régime totalitaire laisse aussi ses traces. En janvier 2002, l'assemblée générale de Caritas Russie se tient près de Saint-Pétersbourg dans une ancienne résidence de vacances des gens de cinéma sous le régime communiste. Dans une belle forêt de bouleaux, par un froid de janvier et sous la neige, les bâtiments sont typiquement soviétiques, immenses couloirs et salles de réunions impersonnelles, salle de restaurant généreuse dont les baies plongent largement sur le paysage. Et les chambres sont copies conformes de celles que l'on trouve aux quatre coins de l'ancienne Union soviétique et de ses satellites : un énorme radiateur souvent trop chaud, un mobilier simple et correct de pin clair, une moquette douteuse, une salle de bains vieillotte et propre où un robinet fuit systématiquement.

En 1966, j'avais pour la première fois visité la Russie. J'ai le souvenir de la place de l'Ermitage à Saint-Pétersbourg, immense, vide, triste. En 2000, lors d'une visite, j'y étais retourné pour assister à un tournoi de basket auquel deux équipes soutenues par Caritas participaient. L'ambiance était animée, sous les auspices du sponsor Adidas qui avait installé un énorme podium. C'était peut-être bien mais le libéralisme n'a pas que des avantages : la musique disco détonnait un peu dans ce cadre.

Autre région de chocs culturels, l'Albanie où en 2003, selon des observations du Secours catholique qui soutient des projets relatifs aux droits de l'homme, l'augmentation de la criminalité fait partie des conséquences de la longue transition que la société albanaise vit depuis vingt ans. La vendetta compte pour beaucoup dans le climat d'insécurité et d'assassinats que connaît le pays. Il s'agit d'un phénomène caractéristique de l'Albanie du Nord hérité d'une loi coutumière ancestrale, qui consiste en un règlement de comptes entre familles, par l'assassinat de ses membres mâles, contraints de

s'enfermer chez eux. Loin de tout folklore, elle est aujourd'hui en passe de devenir un mode normal de règlement des conflits. La faiblesse et la corruption endémique de la justice contraignent les personnes à se tourner vers cet antique cadre juridique pour régler des conflits de la vie actuelle. Le spectre des assassinats par vengeance s'est finalement élargi à tous les membres de la communauté albanaise, y compris aux femmes et aux enfants. Des centaines de jeunes garçons, pas seulement dans les campagnes du Nord mais aussi dans les villes, abandonnent les bancs de l'école pour grandir chez eux, dans l'isolement, privés d'éducation et de toute vie sociale.

À l'heure actuelle, la vendetta fait partie des préoccupations de la société civile en Albanie car elle touche de nombreuses familles. Les pouvoirs publics prennent progressivement conscience que le règlement de ce problème passe obligatoirement par l'action en commun de structures spécialisées au niveau de la police comme de la justice. Mais la faiblesse de l'État de droit et les retards pris dans l'établissement de structures solides au niveau local, jouent en défaveur du règlement des conflits. Et peu de données et de statistiques fiables sont disponibles sur le phénomène de la vendetta et les chiffres font souvent l'objet de manipulations.

La Commission catholique Justice et Paix mène des actions de sensibilisation sur ces questions notamment au moyen de publications, et tente d'améliorer les conditions de vie des familles et des personnes. Elle a rendu possible des évolutions dans la législation albanaise relative à la vendetta.

Certes, des difficultés entravent les évolutions comme l'apprentissage de la démocratie rendu délicat par le manque de règles et de sens du bien commun, les problèmes économiques et le chômage, mais des points d'appui positifs tracent quelques perspectives : l'hospitalité et l'accueil, la solidarité familiale, la culture traditionnelle à la fois frein et richesse, la culture générale due à une scolarisation massive pendant le régime totalitaire, les qualifications professionnelles, la connaissance des langues, le potentiel touristique.

Code d'honneur aussi au Pakistan où, en 2003, la directrice de la Caritas de Quetta, une jeune femme pakistanaise d'origine indienne de cette ville proche de l'Afghanistan, ex-fonctionnaire qui a fait une partie de ses études en Angleterre et connaît bien Paris et Bruxelles, m'explique le phénomène tribal massif du Béloutchistan, au sud-ouest du pays. Chez les Pashtouns, la quinzaine de tribus sont en rivalité constante entre elles. Un code d'honneur, genre vendetta, y prévaut ; ainsi un tué d'un côté en implique parfois deux de l'autre. Quelques années plus tard un évêque m'expliquera qu'un jour le gardien de sa résidence, homme Pashtoun très aimable, lui demandera de l'excuser pour une absence de quelques jours : il doit en effet se rendre dans son village natal pour tuer, au titre d'une « vieille histoire », quelqu'un enfin revenu de l'étranger.

La rencontre plus tard avec Cecyl Chaudry, un illustre ancien militaire de l'aviation, principal d'un grand collège catholique, me donne quelques clés de lecture de la situation globale.

Selon lui, l'Église reste dans une mentalité de receveur, avec une psychologie d'oppressé, une mentalité de ghetto. Elle ne se bat pas et l'émergence récente de « para-Églises » lui fait peur. Bien sûr les chrétiens marginalisés conservent une mentalité d'assistés, un manque de confiance en eux. Beaucoup sont très pauvres et opprimés, sans statut. La difficulté est plus là que dans un phénomène de caste inférieure.

Et les filles sont mieux éduquées que les garçons. Si l'une épouse un musulman, elle sera rejetée.

D'ailleurs les mariages arrangés sont l'habitude entre chrétiens aussi. Ils le sont tous, arrangés par les parents. En 2004, le nouveau directeur national – intérimaire car anglican – Abid Gulzar est juste fiancé.

Je passe une journée entière avec lui à Islamabad pour rencontrer des représentants de l'Union européenne et de diverses ONG actives dans le champ des migrations. Nous visitons la mosquée du roi Faisal, la plus grande d'Asie, moderne, blanche. J'ai

le temps de l'interroger à loisir. Son prochain mariage a été arrangé par ses parents. Sa fiancée est professeur dans un lycée à deux cents kilomètres de Lahore où il vit et travaille. Il l'a vue « un tout petit peu » et lui téléphone chaque soir pour faire plus amplement connaissance. Ils ont décidé de suivre la proposition des deux familles et vont se marier. Il est tout à fait à l'aise avec la situation : « Les parents qui connaissent bien leurs enfants et les aiment ne peuvent pas faire un mauvais choix. Ils connaissent mieux que moi mes qualités et mes défauts et voient comment ils s'harmoniseront avec ceux de ma fiancée. Si plus tard une difficulté surgissait dans le couple, les parents, "auteurs du ménage" (*sic*), seraient les bons médiateurs. Mariage arrangé et mariage d'amour : cela va ensemble. »

Je reviendrai plusieurs fois sur ce sujet jusqu'au jour où un responsable laïc de Caritas me dira en éclatant de rire : « Vous en France, vous envoyez vos enfants à la chasse au conjoint dans la rue. Qui est le plus civilisé ? »

Mais la société reste très traditionnelle, particulièrement au Cachemire, où règne le mélange d'un islam strict et de coutumes locales sévères, en particulier pour les femmes. Même les Pakistanais des autres régions commettent des impairs, telle cette femme médecin, haut responsable dans l'administration gouvernementale de la santé venue en visite sans foulard dans la région frappée par le tremblement de terre du 8 septembre 2005. C'est le chauffeur de Caritas qui lui dit qu'il est impossible de sortir ainsi de voiture : « Oh, oui ! Bien sûr ! Comment ai-je pu commettre cette horrible erreur ? » Une jeune animatrice se dépêchera de lui apporter le sésame.

Au Pakistan, la loi sur le blasphème est fréquemment détournée. Introduite en 1982 et modifiée en 1986, elle punit d'une peine d'emprisonnement ou de mort celui qui insulte le Prophète de l'islam. Souvent le réel motif de la plainte tient à des rivalités économiques, à des litiges relatifs à la terre... Le président

Musharraf avait promis en avril 2000 de modifier cette loi, mais les pressions d'autorités et de forces musulmanes ont bloqué le processus.

La Commission catholique Justice et Paix relève donc chaque année de multiples cas de violence. Elles concernent aussi bien les musulmans que les fidèles des autres religions. En 2009, les tensions s'aggravent. Une délégation de Justice et Paix vient en Europe pour chercher du soutien auprès des Nations unies à Genève, de l'Union européenne à Bruxelles et des pouvoirs politiques comme des opinions publiques d'Italie, de France et des Pays-Bas.

Le document de stratégie de l'Union européenne 2007-2013 insiste sur la nécessité de progrès en ces domaines : « Conformément à la priorité que le gouvernement pakistanais accorde à la réforme du système judiciaire, la Communauté européenne continuera de soutenir les initiatives visant à renforcer la démocratisation et à améliorer la situation des droits de l'homme. Dans ce contexte, elle contribuera à faciliter l'accès à la justice des groupes vulnérables de la société, notamment les femmes, les enfants et les minorités religieuses et/ou ethniques/tribales, en renforçant les systèmes viables afin de fournir une assistance juridique aux défavorisés et aux personnes vulnérables. Elle complétera toutes ces démarches par une aide à des campagnes de sensibilisation, par exemple aux droits des femmes et aux principales normes de travail. »

Dans un tout autre contexte, comme au Pakistan, l'armée polonaise pèse sur la société. Le sanctuaire marial de Czestokowa est une forteresse militaire, lieu de pèlerinage bien à l'image de l'identité polonaise fondée sur l'Église et l'armée du pays. J'en fais une visite détaillée. Chaque pays a sa culture et ses symboles. Imagine-t-on un sanctuaire marial français dans un fort construit par Vauban ?

Microfinance

Des ressources matérielles et mentales

La microfinance est un des volets importants de l'action de l'Église en Ouganda. En 1993 la Conférence épiscopale a lancé la Centenary Bank, qui est peu à peu devenue une vraie banque commerciale gardant sa vocation d'aide au développement des plus pauvres.

Lorsque Mgr Francis Ndamira, directeur de Caritas en explique les mécanismes lors du Forum sur l'autofinancement en 2005, il se réfère au Deutéronome¹, chapitre 15,7-8, pour fonder la démarche: « S'il y a chez toi quelque indigent d'entre tes frères [...] tu n'endurciras point ton cœur et tu ne fermeras point ta main devant ton frère indigent. Mais tu lui ouvriras ta main, et tu lui prêteras de quoi pourvoir à ses besoins. »

Le capital de la banque est détenu par l'Église et les diocèses à 50 %, ainsi que par des ONG et des sociétés d'investissement en économie sociale étrangères plus quelques personnes physiques.

Les populations cibles sont soit des personnes soit des groupes, femmes, petits commerçants, agriculteurs et pêcheurs. Une attention prioritaire est portée au financement de frais de scolarité.

Même si la banque est peu implantée au nord du pays elle évolue très positivement, particulièrement au service du monde agricole. Avec huit cents salariés, dont 40 % de femmes et de nombreuses agences en milieu rural, elle propose des services

1. Un des livres de la Bible.

financiers panachés dont des formations à ses clients en matière de microfinance et de gestion.

Le microcrédit n'est pas la recette universelle garantie mais son essor a conduit et conduit à de vrais progrès.

Des difficultés viennent parfois entraver les systèmes. Dans le centre social d'un quartier arménien de Beyrouth au Liban, une petite pâtisserie fournit du travail à une dizaine de femmes et des prêts permettent à des artisans de développer leurs activités productives.

Ce développement alternatif croît depuis quelques années en particulier pour les si nombreux déplacés du fait de la guerre civile, obligés de se réinstaller loin de leurs villages. Mais quelques années plus tard, ces microcrédits attribués pour le logement ou des activités économiques poseront problème partout dans Caritas car une partie sera mal remboursée et les créances s'accumuleront. Parfois cela s'expliquera par les contraintes rencontrées, maladie, handicap, décès, etc. Mais une fois de plus on voit qu'il est pertinent d'organiser ce genre de programmes hors du champ direct de Caritas et de l'Église qui ont bien du mal à se faire rembourser. Et ici après une si longue période de guerre et de secours humanitaires de toutes sortes pour parler de don, de gratuité, dans le langage commun, on dit « caritas » !

Caritas sera donc amenée à procéder à un point général sur ces opérations et même à poursuivre en justice d'une part quelques milliers de débiteurs indécents et d'autre part une dizaine de ses agents qui tricheront avec le système. Une commission étudiera les situations, élaborera des critères avec l'aide d'un ancien ministre des Finances afin d'engager les actions nécessaires et récupérer une partie des sommes ou dans certains cas passer l'éponge.

Après la découverte détaillée des mécanismes de microfinance de Caritas Bangladesh en 1989, c'est au Mexique quelques années

plus tard que j'ai réalisé les extraordinaires effets de levier qui peuvent émerger de cette stratégie.

Un projet de microcrédit dans un bidonville de la banlieue de Mexico, Chalco, montre que ces multiples programmes manifestent des évolutions dans la conception du développement. Enfin, l'action en milieu urbain prend une part significative. La place de femmes qui perçoivent de vrais revenus devient vraiment respectée.

Au départ les personnes se regroupent pour épargner afin de pouvoir ensuite bénéficier d'un crédit. Ici le système fonctionne bien, agrégeant épargne et crédit. Il a été lancé par un chef d'entreprise collaborant au mécanisme des *swaps* lancé après le tremblement de terre de 1985. Il a décidé de consacrer à ces activités sociales et de financement solidaire une bonne partie de son temps. Un autre projet de prêts sans épargne préalable fonctionne aussi permettant à des artisans d'étendre leurs activités et de créer des emplois: fabrique de moules à gâteaux, atelier de sérigraphie, production de plantes médicinales, confection de vêtements et même un peintre de soldats de plomb qui s'apprête à quitter le travail au noir pour aller vers l'économie formelle.

Ici, les groupes de personnes en difficulté se réunissent régulièrement pour collecter l'épargne. CAME/Centro de Apoyo al Microempresario, la structure de microfinance qui anime le programme, vient verser des fonds complémentaires pour augmenter les capacités de prêt. Chaque groupe décide des crédits dont il est caution envers CAME. Il y a un système bien élaboré de cycles dans la vie des groupes. Certains ont mis en place un système d'amendes contre les mauvais payeurs qui de plus sont l'objet de visites de quasi-menace.

De multiples activités variées se développent: réparation de bicyclette, merceries, épiceries, boucheries, papeteries, recyclage industriel, réparation et revente de cageots, vente de lardons frits, de gâteaux, de cuvettes en plastique, de couvertures, de draps et de serviettes, vente de fruits et légumes, de produits de beauté, etc.

Des travailleurs sociaux suivent de près les groupes. Lors d'une réunion avec une douzaine d'entre eux, les clivages ressortent. Certains sont de formation économique, d'autres sociale ou sociologique. Il faut harmoniser par un code strict les règles et les procédures au risque de déviances dans un sens soit trop économique soit trop caritatif.

Plus largement, un séminaire à Paris de l'Agence pour la création d'entreprises, « Comment monter un dispositif de financement de proximité », réunit en septembre 1998 des organismes pratiquant le microcrédit selon différentes modalités. Les expériences vécues montrent comment des femmes se responsabilisent et s'autonomisent.

J'y fais le point sur les pratiques et les positions du réseau Caritas en matière de microcrédit. Au Bangladesh dans la région de Chittagong, des groupes d'une dizaine de femmes musulmanes, sans terre, ont bénéficié d'un programme de microcrédit, en vue de se constituer un cheptel bovin.

Dans ce groupe, chaque femme a une responsabilité (présidente, trésorière, comptable, secrétaire...). Cette division du travail est un puissant moteur pour inciter les femmes à se former. Ainsi, une vice-trésorière qui ne savait pas compter a été obligée à l'apprendre.

À Mexico, chaque membre de CAME, est à la fois épargnant et emprunteur, et responsable du remboursement des prêts effectués. 82 % des prêts ont été remboursés dans les délais. Pour récupérer un impayé, un groupe n'a pas hésité à organiser une petite manifestation devant la boutique du mauvais payeur, jusqu'à récupération de la somme prêtée!

In fine, de la présentation de ces expériences et des interventions du Secours catholique, entre autres via des fonds de garantie pour une trentaine de projets dans une vingtaine de pays, je tire quelques enseignements.

Le crédit proposé doit être polyvalent et ne pas se limiter à la création de petites entreprises. Il doit par exemple viser l'amélioration de l'habitat.

La gestion de ces mécanismes se satisfait de méthodes très simples et pédagogiques. Inutile donc d'encombrer les promoteurs avec des théories financières et des outils complexes : un plan prévisionnel de trésorerie simple, prenant en compte la situation de l'entreprise et de la famille, suffit dans la plupart des cas.

Mais la base de tout, c'est la confiance dans le groupe qui apporte sa garantie, et dans la personne. Les groupes gèrent les questions de faisabilité par exemple et régulent bien la gestion des impayés.

Les durées et les montants doivent être progressifs. Les mécanismes d'épargne préalable sont à cet égard particulièrement pertinents, puisqu'ils obligent le créateur à épargner avant d'emprunter, le préparant ainsi à mettre de côté pour rembourser.

Les accompagnateurs généralistes sont en lien avec des spécialistes *ad hoc*, sans mélanger les fonctions de conseil, de suivi, de parrainage et celles de suivi technique et de contrôle. Le profil de poste de l'accompagnateur généraliste n'est cependant pas facilement définissable : gestionnaire ou sociologue ?

Il est enfin nécessaire d'impliquer les banques dans ces mécanismes, pour plusieurs raisons : d'abord, les pauvres peuvent rembourser. Ensuite, faire intervenir les banques, c'est plaider pour une certaine vision de l'intégration de populations exclues. De plus cela permet aux structures de financement alternatif d'économiser leurs ressources. Enfin c'est l'assurance d'un meilleur remboursement pour le prêteur.

En mars 2003, j'aurai l'occasion de visiter à nouveau CAME avec Hilda Carrera, responsable du département Amérique latine et Caraïbes au Secours catholique. Elle proclame que c'est notre meilleur « investissement ». En effet face au néolibéralisme dominant ce projet était un défi. C'est un succès mélangeant les valeurs de l'entreprise et celles du social. Je participe à deux cérémonies émouvantes de remise de chèques de crédits, l'une dans un groupe bien à l'aise, l'autre dans un groupe pauvre perché sur une colline poussiéreuse.

Les bénéficiaires des crédits sont des femmes à 90 %, âgées en moyenne de trente-sept ans. 85 % d'entre elles sont mariées ou cohabitent. Deux tiers d'entre elles avaient déjà une activité économique avant le prêt qui vient donc majoritairement soutenir de nouveaux investissements dans les domaines du commerce, des ventes d'aliments préparés et à 8 % des services. Cet auto-emploi féminin permet l'amélioration de l'habitat et de l'alimentation.

CAME aura trente-six mille membres dont trente-quatre mille dans des groupes, dix succursales, deux cent cinquante salariés dont cent cinquante promoteurs. Et la population de Chalco continuera à croître : des pauvres urbains chassés par la pression économique y trouvent refuge comme des ruraux attirés par la ville. Des années plus tard le succès continue.

Mais il faut se garder d'un enthousiasme excessif. Un des paradoxes est de voir comment, parfois, le microcrédit devient un déclencheur de violences et de jalousies familiales : le mari s'en prend à sa femme qui n'a pas obtenu de prêt, ou lui vole les produits de son travail. La solution miracle n'existe pas.

Le microcrédit a aussi ses limites, plus ou moins bien gérées par ses promoteurs. La Grameen Bank du Bangladesh elle-même n'est pas à l'abri de critiques relatives par exemple à sa rigidité de prêteur qui n'accepte pas de renégocier des prêts lors de situation de crise, par exemple lors d'un cyclone détruisant l'investissement réalisé.

Un forum sur le crédit et le développement organisé dans ce pays en décembre 2006, permet ainsi aux ONG et aux administrations de partager leurs analyses. L'encours des crédits, distribué à 85 % par les ONG, s'élève à 5 milliards et demi d'euro, pour trente et un millions de bénéficiaires, des femmes à 88 %. Il a permis de financer des activités dans les domaines du petit commerce à 45 %, de l'agriculture et de la pisciculture à 26 %, de l'artisanat et de l'alimentation à 6 % et le reste pour de multiples productions et travaux divers. Le taux moyen de recouvrement est de 93 %, plus de deux fois le score des banques !

Les effets positifs abordés sont nombreux: diminution de la dépendance à l'égard des usuriers, création d'emplois, promotion des femmes tant au plan économique que civil par exemple. Mais un grand débat pointe: l'impact reste modeste sur la diminution globale de la pauvreté, dont le taux a cependant été stabilisé. Le microcrédit touche les plus pauvres en leur permettant juste de survivre car ils ont tendance à utiliser une partie des prêts pour de la nourriture. Parmi les effets négatifs, le forum met en avant la charge nouvelle mise sur les femmes, l'augmentation des taux d'endettement, la faible rentabilité de certaines micro-entreprises, des tensions sociales et intrafamiliales.

L'accès à l'éducation permet le renforcement des ressources mentales des personnes. La microfinance est une voie exceptionnelle. J'ai souvent constaté que même si un projet rencontre des difficultés, l'éducation des acteurs qu'il a promue est un capital durable.

Voir aussi : *Bangladesh*.

Militaires

Stop aux mercenaires

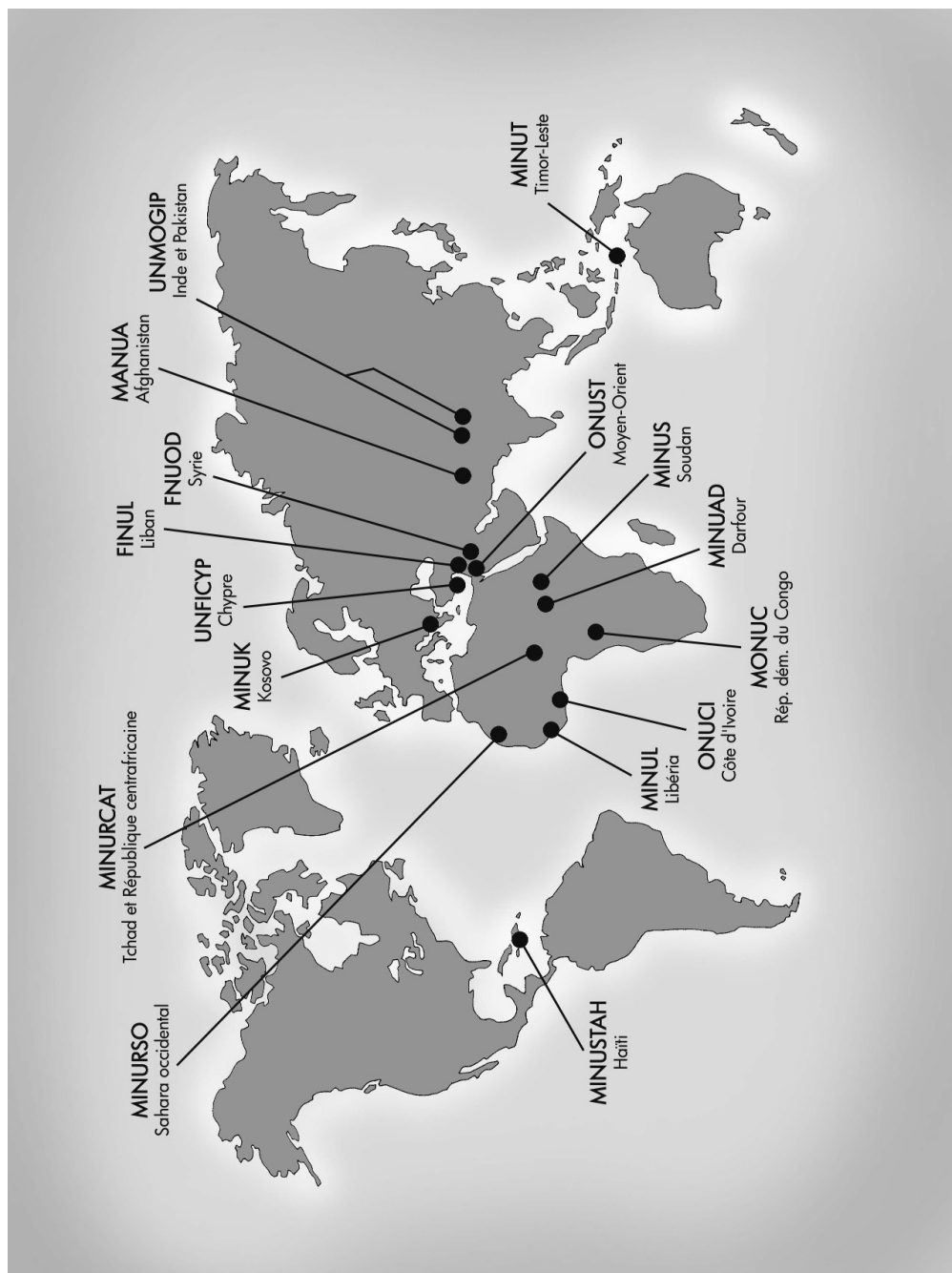
Un séminaire de Caritas Internationalis à Rome en décembre 2003 traite de la question litigieuse de la coopération entre l'humanitaire et le militaire.

L'enjeu n'est pas de savoir si les organisations Caritas doivent établir ou non des relations avec les militaires en cas de crises mais plutôt d'en déterminer les limites.

Nos membres sont différents. Pour les Polonais, l'armée est un pilier de la nation. Pour des victimes d'années de dictatures militaires en Amérique latine le contexte sera différent. Par ailleurs il ne saurait y avoir de mélange entre les actions humanitaires et militaires, vues par les victimes de la crise.

Il existe souvent une interaction entre les forces armées et les agences humanitaires au cours des opérations de secours mais l'augmentation des forces militaires engagées dans un travail habituellement considéré comme du domaine humanitaire engendre des confusions.

Lors de la crise des Balkans, particulièrement en 1999, puis au Kosovo, certains de nos membres foncent pour agir et des tensions montent quand l'un, autrichien, fait transporter des matériaux de construction par l'armée de son pays alors que l'autre, allemand, ne veut pas entendre parler de collaboration avec « ses » militaires. Cela me conduira lors de la réunion des donateurs organisée à Bruxelles par l'Union européenne et la Banque mondiale fin juillet 1999 à intervenir pour dire que la force de maintien de la paix de l'OTAN, la KFOR-Kosovo Force, n'est pas une ONG, ne



**Missions des Nations unies administrées par le département
de maintien de la paix**
d'après le site des Nations unies, 2010.

doit pas le devenir, que l'idée de la subventionner sur fonds publics pour des actions humanitaires serait une hérésie.

Pour élaborer un cadre commun notre séminaire rassemble une cinquantaine de personnes du monde entier. Un principe absolu fait l'unanimité : l'acteur humanitaire doit garder le rôle principal dans l'action humanitaire quelle que soit la situation.

Sur le plan pratique personne n'a le contrôle total d'une situation de crise ou de guerre. Caritas doit donc développer le plus possible des liens stratégiques pour dispenser l'aide humanitaire. En ce sens, les relations avec les militaires peuvent être essentielles pour acheminer l'aide ou négocier l'accès à une zone par exemple. Mais il faut maintenir la neutralité et l'indépendance.

Ainsi Caritas gardera ses distances avec les militaires et n'agira pas sous contrôle militaire. Les militaires prenant part à des opérations de secours observeront le droit international et appliqueront les principes humanitaires. Ils ne porteront jamais d'armes.

La coopération est facile en matière d'échange d'informations voire parfois de soutien logistique. Elle est plus délicate si Caritas paraissait « associée » aux forces militaires. En tout état de cause Caritas refuse, dans la quasi-totalité des cas, les escortes armées, la distribution de ses aides par les militaires. Et encore plus d'être placée sous les ordres de ces derniers.

Et nous refusons catégoriquement l'utilisation du mot humanitaire pour décrire des activités conduites de façon partielle, réalisées pour servir une mission politique ou militaire.

À Jérusalem, en novembre 2005, je précise notre position lors d'une rencontre des Organisations internationales catholiques :

« L'enrôlement des militaires dans le travail humanitaire est une nouvelle mode, comme le manifeste actuellement l'engagement de l'OTAN au Pakistan. Quelques protestations légitimes de partis politiques musulmans ne suffisent à ébranler le climat de bonne conscience satisfaite qui entoure cette nouvelle entorse aux règles d'engagement des armées, ici les règles internationales sur l'engagement

de l'OTAN hors de sa zone. Il ne s'agit pas de dire que la collaboration ne doit jamais exister, mais d'éviter des situations de mélange des genres politiquement et éthiquement dangereuses, sans parler de la sécurité des sinistrés, des victimes et des personnels, sans parler également du coût financier prohibitif de l'intervention du militaire.

Des progrès se réalisent cependant. Ainsi la session de l'assemblée générale des Nations unies de septembre 2005 a-t-elle décidé de renforcer les capacités de maintien de la paix et reconnu la responsabilité collective de protéger les populations civiles menacées de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique ou de crime contre l'humanité, en recourant au Conseil de sécurité. »

Un an plus tard à New York avec Jan Egeland, secrétaire général adjoint pour les Affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence, nous abordons la question de la militarisation de l'aide humanitaire. Il pense qu'en cas de catastrophe naturelle il est possible voire souhaitable de faire appel à la collaboration des armées, s'il n'y a pas d'autre alternative. Par contre, en cas de conflit, c'est totalement exclu.

De plus, les armées sont parfois impotentes et incapables de gérer à des coûts satisfaisants des opérations de secours ou médicales. Le coût d'un hôpital militaire étranger grevé des soldes de fonctionnaires expatriés explose par rapport à celui de son pair du pays concerné employant des personnels locaux.

Mais la question de la militarisation de l'humanitaire va aujourd'hui avec celle de la privatisation du militaire. Sami Makki la décrit en détail pour les États-Unis dans une revue de l'École des hautes études en sciences sociales¹.

1. « Le débat stratégique américain. Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire », Cirpes, *Cahier d'études stratégiques*, 36-37, 2004.

Le monde des organisations non gouvernementales américaines se caractérise par le poids grandissant de celles qui « utilisent l'aide pour évangéliser les populations en terrain conquis. [...] Se développe alors une privatisation de l'aide internationale américaine du fait de la nature des financements. [...] De plus en plus ce sont souvent des entreprises commerciales qui agissent pour le compte du gouvernement américain et qui n'ont plus aucun lien avec les organisations non gouvernementales bénévoles. [...] Les compagnies privées dont les services sont payés par le Pentagone sont d'un coût parfois excessivement élevé. Elles sont devenues essentielles à une nouvelle stratégie interventionniste reposant sur la capacité de projection rapide des forces ». Ce phénomène mercenaire s'étend à des services proposés à des entreprises, des ONG, des agences des organisations internationales ou aux forces armées des pays en voie de développement.

Cette nouvelle doctrine d'intégration des acteurs civils dans les processus militaires conduit ces derniers à « différentes postures allant de la recherche du partenariat pour des raisons commerciales au refus pour des questions de principe (indépendance de l'humanitaire pour les ONG). Cependant des paramètres structurels limitent les marges de manœuvre des ONG ».

Une discussion sinistre fin 2006 avec le commandant du détachement militaire rwandais de la force africaine installée juste à l'extérieur de la ville de Zelingi à l'ouest du Soudan, au Darfour, éclaire un volet de la réalité. Son camp est composé d'une multitude d'énormes tentes et de préfabriqués modernes, blancs. Dans son bureau glacé, climatisation lancée à pleine charge, il est en petite chemise d'uniforme alors que je me calfeutre dans mon blouson, quasiment congelé. Il a sous ses ordres trois cents hommes incapables, dit-il, de faire quoi que ce soit. En effet, ce n'est qu'en période de calme qu'ils patrouillent dans la ville et les camps où se sont réfugiés plus de cent cinquante mille déplacés. En période de tensions ils risqueraient de se faire attaquer et ne seraient pas assez

nombreux pour se défendre. Et pour la même raison, quand des malheureux déplacés tentent de bénéficier d'une protection en s'installant la nuit aux portes du camp militaire, ses soldats ne bougent pas.

Et ceci alors que les membres des ONG, des Soudanais, de nombreux Africains et Européens sont présents tous les jours parmi les déplacés pour organiser des projets, des distributions alimentaires avec le Programme alimentaire des Nations unies, tenir des dispensaires et des écoles, développer du maraîchage, des constructions d'adduction d'eau ou de latrines, des activités économiques.

Certaines suites données aux attentats du 11 septembre 2001 contre New York manifestent aussi la confusion des esprits. Sous prétexte de lutter contre Al-Qaida, les États-Unis bombardent les villages afghans tout en parachutant ailleurs de ridicules colis alimentaires jaunes dont peu de gens ont besoin. C'est encore le mélange de l'humanitaire – cette fois-ci sous forme de colis – et du militaire – cette fois-ci des bombes. Les réfugiés fuyant les Américains rejoignent au Pakistan leurs concitoyens chassés jadis par les Russes.

Voir aussi : *Paix, réconciliation*.

Mondialisation

Les nouveaux équilibres de la solidarité

Un nouveau lieu pour l'assemblée de Caritas Internationalis de 2003, sous la chaleur humide du mois de juillet romain : l'Université Urbaniana. C'est un établissement d'études supérieures pour la formation du clergé missionnaire que fréquentent des étudiants de tous pays. Située sur la colline du Janicule, elle domine la place Saint-Pierre et le Vatican. La vue est saisissante et magnifique : les couleurs de la ville changent selon les heures, virant à l'ocre pastel en début de soirée et donnant un air apaisé au fronton de la basilique précédé de la colonnade du Bernin et des bâtiments abritant les bureaux du Saint-Siège et les appartements du pape.

Le thème choisi croise des idées en vogue dans le monde et l'Église : « Mondialiser la solidarité. » Il faudra deux cardinaux pour introduire les travaux. Le cardinal Renato Martino d'abord, un habitué de nos assemblées qui vient souhaiter le développement des collaborations avec le Conseil Justice et Paix qu'il préside et insiste sur le sida en particulier dans les domaines de la prévention et des soins. Il faut aborder ces problèmes « avec grande crédibilité et efficacité, témoignant d'une charité toujours active ». Voilà qui fait plaisir à entendre quand on se rappelle les tensions fortes dans le réseau Caritas et l'Église – partout dans le monde – quand la confédération avait ouvert le dossier et s'y était engagée concrètement il y a une quinzaine d'années.

Et ensuite le cardinal Oscar Andrés Rodríguez Maradiaga, archevêque de Tegucigalpa au Honduras dont la conférence a frappé les

membres de Caritas, et Yves Pitette, journaliste à *La Croix*, qui écrit le 9 juillet: « “Le monde se globalise au rythme et de la façon voulue par les grands pouvoirs économiques”, avait affirmé le cardinal hondurien dans une analyse sans concession où il notait que “seuls les riches sont mondialisés” et, avec eux, “les logiques des marchés financiers”. “L’injustice et l’inégalité sont les signes distinctifs du monde actuel, a-t-il continué. Nous ne marchons pas vers un système plus juste, bien que le marketing de la pensée unique nous le présente ainsi.” Et l’archevêque de Tegucigalpa de dénoncer “le blindage des frontières que s’imposent les pays riches”, manière d’“avoir des pauvres dans certaines parties du monde, et de faire en sorte qu’ils ne changent pas d’endroit afin de continuer à produire une misère bon marché pour les riches”.

Comment dès lors “mondialiser la solidarité”, pour reprendre le thème de ces journées? Jean-Paul II, dans son message à Caritas Internationalis, a évoqué une “nouvelle imagination de la charité” qui se déploierait non seulement à travers les secours prodigués avec efficacité, [...] mais aussi dans la capacité d’être solidaire de ceux qui souffrent, de manière que le geste d’aide soit ressenti [...] comme un partage fraternel. “La solidarité est la contribution au bien commun dans les interdépendances sociales”, explique alors le cardinal Rodriguez Maradiaga, qui évoque le développement centré sur les personnes, la justice, l’égalité, la demande nouvelle et de plus en plus forte des pauvres de participer aux décisions. Cela nécessite de voir la solidarité comme une pédagogie, mais aussi comme un “chemin de l’identité chrétienne dans l’engagement social”.

“Ce qui est moralement faux ne peut être économiquement correct, affirme-t-il en conclusion. Nous ne pouvons continuer à être aveugles. Nous marchons non seulement vers la mondialisation des marchés, ce qui signifie la concentration des richesses, mais encore vers la mondialisation de la pauvreté, ce qui signifie que, pour les pauvres, l’espoir a été tué.” Pasteur d’un petit pays d’Amérique centrale, le Honduras, soumis depuis des décennies au

bon vouloir de sociétés multinationales, le cardinal Rodriguez Maradiaga parle d'expérience. Et c'est bien ainsi que ses propos sont entendus par les délégués de Caritas Internationalis venus réfléchir à leurs méthodes d'action dans cet environnement mondialisé. Agir, dès lors, c'est permettre aux hommes et d'abord aux plus pauvres de réaliser toutes leurs potentialités, ce qui est la condition de la mondialisation de la solidarité. "Sans cette condition préalable de la mondialisation de la solidarité, concluait le cardinal du Honduras, toutes les autres facettes de la mondialisation vont nous détruire." »

Le débat qui suit met l'accent sur l'accès des plus pauvres aux processus de décision, la participation politique et le grippage des structures de gouvernance. De nombreux délégués insistent sur l'urgence d'assurer un travail décent et des soutiens réels à apporter aux familles.

Le pape Jean-Paul II adresse un message qui insiste sur la coopération externe: « Mondialiser la solidarité demande aussi de travailler en relations étroites et constantes avec les organisations internationales, garantes du droit, pour équilibrer d'une manière nouvelle les relations entre pays riches et pauvres afin que cessent des relations d'assistance à sens unique, qui contribuent trop souvent à creuser davantage le déséquilibre par un mécanisme d'endettement permanent. Il conviendrait plutôt de mettre en œuvre un véritable partenariat, fondé sur des relations égales et réciproques, en reconnaissant le droit de chacun à maîtriser effectivement les choix qui concernent son avenir. »

Voir aussi : *Objectifs de développement du millénaire.*

Mort

Présente et digne

La mort est présente dans le travail social et humanitaire. Inutile d'additionner les cadavres des catastrophes naturelles et des conflits. Toute personne qui le veut le sait.

Aujourd'hui les guerres tuent plus de civils que de militaires.

Aujourd'hui les catastrophes naturelles, les famines, tuent plus de pauvres que de riches.

La mort rôde dans toutes nos activités.

En Éthiopie en 1986, dans une des zones de famine où des centaines de milliers de personnes sont mortes depuis deux ans, à Mekele, je visite un dispensaire tenu par des religieuses irlandaises, à la sortie de la ville, juste avant la zone frontière au-delà de laquelle la guérilla règne. Comme je le fais souvent dans ce genre de situation, je traîne un peu hors du circuit programmé. Ainsi, grâce à une infirmière éthiopienne, j'engage la conversation avec une jeune femme qui tient un bébé dans ses bras. Elle fait la queue pour une consultation. Elle répond gentiment à mes questions générales, accompagnant ses propos d'un sourire rayonnant. Quelques minutes plus tard la responsable du dispensaire, ayant observé mon manège, me dit : « Dans quelques semaines, elle sera morte : tuberculose avancée. »

Et quelques amis du Secours catholique partis à la frontière sud du Mexique, dans les camps de réfugiés guatémaltèques, racontent : avec un groupe de responsables du camp, ils avaient cherché quelles étaient leurs priorités en matière sanitaire et sociale. Fallait-il plutôt des dispensaires, des écoles, des outils ?

Après un long moment de lourd silence, un réfugié s'est levé : « Nous avons besoin de cartons ! » s'exclama-t-il. Stupéfaction ! « De cartons ? Et pour quoi faire ? » s'interrogeaient-ils, quand l'homme reprit la parole : « Oui, de cartons pour pouvoir enterrer dignement nos morts ! »

La mort des victimes nous accompagne. Celle de nos collègues, celle de ces prêtres d'Amérique latine ou du Sri Lanka, de ces coopérants et expatriés comme un Français frappé par la maladie en Afrique ou un Congolais assassiné en juillet 2009.

Un communiqué du Secours catholique de juillet 2009 explique : « Ricky Agusa Sukaka, agronome congolais travaillait pour le Secours catholique depuis un an sur un programme de sécurité alimentaire en faveur de quinze mille familles. Il a été assassiné à Musezero, dans le Nord, Kivu, province de la République démocratique du Congo. Âgé de vingt-sept ans, il a été abattu de trois balles dans la gorge et au cœur alors qu'il était en moto sur le trajet de retour de son travail. Des villageois l'avaient aperçu, avant le drame, escorté de deux hommes qui portaient l'uniforme des Forces armées de la République démocratique du Congo. Une nouvelle brigade de cette armée intervient depuis deux semaines dans la région. »

Nouvelles Caritas

Et... nouveaux ajustements

C'est en Lituanie que se tient la conférence de Caritas Europa d'octobre 1998, à Kaunas, une belle ville historique fondée par les Litvaniens au XIII^e siècle, qui devint polonaise à la fin du XVI^e siècle et fut acquise par les Russes après la troisième partition de la Pologne, en 1795. De 1920 à 1940, elle fut capitale de la Lituanie indépendante.

Un peu au nord de la ville se trouve la colline des croix. Sur deux buttes, plus de cinquante mille croix de tous genres sont plantées depuis la rébellion des Litvaniens et des Polonais de 1831, réprimée par la Russie tsariste. Pendant l'époque soviétique l'armée a plusieurs fois fait disparaître les croix à coups de bulldozer mais les Litvaniens les replantaient la nuit.

Notre réunion a lieu dans la mairie, dans la salle du conseil aussi sinistrement soviétique que l'hôtel où résident les participants. Mais tout est bien adapté à nos travaux.

La région européenne de Caritas Internationalis doit changer dans ses orientations, sa structure et son fonctionnement. Elle doit faire face à la montée en pression de l'Union européenne et à l'explosion du nombre de ses membres suite à la chute du mur de Berlin en 1989. Depuis dix ans, dans tous les pays d'Europe centrale et orientale, des organisations Caritas ont ressuscité ou sont nées. En Pologne ou Tchécoslovaquie des Caritas existaient avant la Seconde Guerre mondiale. En Russie il a fallu progressivement mettre en place de petits groupes qui grandissent et se regroupent associant majoritairement des bénévoles orthodoxes.

Une tension existe entre les membres de l'est et de l'ouest du continent. Bien sûr depuis des années l'entraide règne. Mais les conceptions ne sont pas les mêmes. On retrouve les approches différentes des peuples et des Églises. Le pluralisme culturel ou religieux est une donnée incontournable. Il est donc impératif d'établir un dialogue entre les religions, les cultures, les philosophies. Et l'histoire tragique de l'Europe contraint à envisager son avenir au sein de celui du monde entier, à s'engager en faveur d'un ordre mondial juste et écologique.

Les pays européens se confrontent à des défis économiques et sociaux énormes et différents. Cependant partout les inégalités sociales et le nombre des personnes touchées par la pauvreté augmentent. Partout le chômage constitue l'un des principaux problèmes sociaux. On assiste à un risque accru de tensions ethniques et de vastes mouvements de population se heurtent aux politiques d'asile et de migration revues à la baisse.

Le processus de sécularisation qu'implique la manifestation du sentiment religieux sous des formes nouvelles surprend à l'Est. Cela génère des tensions ouvertes dans l'Église, dans Caritas. Pour faire bref et caricatural, les uns sont accusés de permissivité voire de débauche, les autres de traditionalisme voire de passéisme.

L'évolution d'une pratique particulière montre que le dialogue est la voie de résolution des difficultés. À l'arrivée des nouveaux membres de l'Europe centrale et orientale, lors des réunions de Caritas Europa, s'il fallait organiser un travail en groupes, il y avait toujours un atelier en langue russe, par délicatesse. Peu à peu on a réalisé l'inconvénient de cet isolement, d'occasions perdues de dialogue et de confrontation. Dès 2003, plus personne ne voudra plus du russe, mais aussi du fait de la progression... de l'anglais.

Lors d'une visite en Bulgarie l'été suivant, avec le secrétaire général de Caritas Europa, Herman Icking, décédé d'un cancer quelques années plus tard, nous recevons les fortes critiques des responsables de Caritas à propos d'un programme alimentaire de

Catholic Relief Services, la Caritas américaine. Elle organise des distributions de pain à dix-huit mille familles en important six mille tonnes de grain dans le cadre d'un programme d'aide et d'exportation alimentaire des États-Unis. L'effet est désastreux sur les prix locaux car le volume de la production bulgare permettrait des achats sur place. Une aide inadaptée vrille les mécanismes locaux. Il n'y a pas qu'en Afrique !

Du fait de son parcours et de sa culture, Herman est particulièrement sensible à cette situation. Allemand francophile et grand connaisseur de l'Amérique latine, il fut le responsable national de la Fédération des étudiants catholiques allemands. À ce titre il patrouilla dans toute l'Europe centrale et orientale sous férule communiste. Il fut l'un de mes initiateurs aux réalités européennes.

Autre personnalité européenne, Rita Erle de Caritas Lettonie qui m'accueille à Valga, sur la frontière avec la Lituanie, au cours de l'été 2001. D'une quarantaine d'années, économiste de formation ayant travaillé dans un bureau des statistiques agricoles en période soviétique, elle s'est orientée vers l'action sociale à l'indépendance.

La hiérarchie catholique ne prend que lentement conscience de la dimension sociale de la tradition catholique. Elle qui a tenté de survivre sous le régime communiste, privilégie encore la liturgie, la rénovation des lieux de culte et la défense des écoles privées.

C'est ainsi qu'à partir d'un tout petit bureau misérable, avec le soutien d'un seul employé à mi-temps, l'unique responsable de Caritas coordonne quelques projets dynamiques dont un centre pour une dizaine de jeunes en difficulté à Riga qui va se développer en province. Il s'agit d'enfants confiés par la police, la justice et les services sociaux. Ils vivent en internat, et sont scolarisés dans des écoles techniques. Un modeste financement de la ville de Riga couvre une partie des frais. Quelques années plus tard, un prêtre ayant fait ses études en France prendra le relais.

À la même époque, la visite détaillée de cinq régions polonaises me fait découvrir la rapidité avec laquelle la Caritas a mis en œuvre

ces dernières années des activités médicales et sociales. L'autosuffisance financière est presque atteinte via des subventions, la participation des bénéficiaires et des dons. Il faut dire que la base chrétienne est forte dans le pays et que les collectes du dimanche sont abondantes.

Par ailleurs, l'ouverture aux actions internationales est déjà abordée : Caritas Pologne est engagée dans des projets de développement en Afrique principalement et au sein de notre réseau dans la coordination d'opérations d'urgence en Mongolie où de fortes chutes de neige l'hiver cumulées à la sécheresse de l'été ont causé la mort d'un million huit cent mille têtes de bétail.

En Pologne, quatre grands domaines ont été développés, la santé et le handicap, les enfants, les personnes âgées, les migrants et réfugiés. Les réponses s'organisent via la création d'institutions sociales, maisons de retraite, services pour enfants, etc., et par l'engagement de quarante mille bénévoles. Ce sont eux par exemple qui animent de multiples activités pour enfants comme ces colonies de vacances où ils viennent à tour de rôle pour deux ou trois semaines, chaque diocèse pouvant en recevoir deux à trois mille au cours de l'été.

À Meichow, je visite un centre de soins palliatifs dirigé par une jeune religieuse. L'habit marron strictement fermé et un voile blanc ne laissent apparaître que le petit ovale du visage d'une femme médecin éclairée. Elle m'explique les lourdeurs du système de santé polonais encore marqué par les méthodes et les mentalités communistes et vicié par les potentats et la corruption. Le centre pratique des soins antidouleur et l'accompagnement des mourants, des méthodes bien en avance sur les mentalités alentour. Elle participe à de nombreux travaux de recherche et est engagée dans des réseaux internationaux. Je découvre ainsi une femme moderne et passionnante que j'avais eu tendance à considérer à tort comme « trop classique » au premier abord.

À l'opposé, quant à l'ouverture d'esprit, les quatre évêques russes hésitent sur les modalités de l'enregistrement officiel de

Caritas Russie. Le sujet piétine : le droit russe est un droit laïc qui reconnaît les associations, mais ne fait guère de place aux organismes religieux. Faire enregistrer Caritas Russie comme une association ne devrait pas poser trop de problèmes. Mais si l'on veut profiter de l'occasion pour changer les conceptions juridiques des autorités russes afin de les convaincre de l'intérêt du droit canon et créer une Caritas comme institution religieuse en soi, cela prendra plus de temps et n'est peut-être pas très efficient.

Car des modèles différents cohabitent en Europe. Pour son action sociale interne, la Caritas Italie est ainsi décentralisée à l'extrême. Alors cela joue dans les relations directes avec des pays relativement proches, par exemple dans les Balkans et en Europe centrale ou orientale. L'échelon national a parfois un peu de mal à mettre de l'ordre dans des générosités locales foisonnantes et imaginatives. Mais il y arrive et l'ensemble fait preuve d'un grand esprit de solidarité.

Caritas Italie s'engage fréquemment au service de la coordination des opérations multilatérales. Elle était agence de liaison en Albanie suite à la crise des réfugiés du Kosovo en 1999 et a, plus récemment, pris des responsabilités du même ordre suite au tsunami de fin 2004 en Thaïlande et en Indonésie.

En Ukraine le réseau Caritas affronte un problème encore plus ardu. L'existence de deux Caritas commence en effet à créer des tensions.

L'importante Église grecque catholique et la petite Église latine très polonaise vivent en parallèle alors qu'elles sortent du communisme.

Heureusement, je voyage avec le père Paul Huot-Pleuroux, ancien secrétaire général de la Conférence des évêques de France. Il a lancé le travail en commun des évêques de l'Union européenne. Nous naviguons pendant dix jours des Latins aux Grecs catholiques et vice-versa.

À Lviv, la rencontre avec le vieil évêque grec catholique, Mgr Sternick, est émouvante. Il a tenu son poste caché dans des

caves pendant des années et a passé cinq ans au goulag. Aujourd'hui, dans la vaste sacristie de la cathédrale, il nous reçoit entouré d'ordinateurs venant d'arriver du Canada, pour la comptabilité et le travail administratif du diocèse, pour la Caritas naissante. « Le monde change », nous dit-il amusé.

La nuit qui suit est celle de Pâques pour cette Église et les orthodoxes. Le cardinal grec catholique Myroslav Ivan Lubachivsky, célèbre pour la première fois dans sa cathédrale baroque du XVIII^e siècle. Il est rentré quelques mois auparavant des États-Unis. La foule immense se presse debout et les premiers rangs ont été assaillis depuis longtemps par des femmes couvertes de fichus multicolores. Beaucoup pleurent de joie et d'émotion : c'est la première fois depuis de nombreuses années que la cathédrale Saint-Georges est ouverte.

Nous poursuivons plus tard sur les projets de Caritas qui veut s'engager auprès des personnes âgées et des handicapés ainsi que dans le planning familial et le conseil conjugal car ici l'avortement est, selon le cardinal, pratiqué massivement comme moyen contraceptif. Par ailleurs, après la disparition des Komsomols, l'organisation de jeunesse du parti communiste, les enfants et les adolescents sont livrés à eux-mêmes, à l'alcool et la violence ; il faut vite prendre des initiatives.

Et le cardinal me raconte qu'avant la Seconde Guerre mondiale, pour permettre aux séminaristes grecs catholiques de trouver une épouse avant d'être ordonnés – ils peuvent être prêtres mariés si le mariage a lieu avant l'ordination –, des religieuses tenant des pensionnats de jeunes filles organisaient des rencontres du samedi soir pour, par la danse et les chants, rapprocher leurs élèves des séminaristes. Un jour, le maire d'une grosse bourgade convoqua donc le directeur de l'important séminaire qui y était installé et lui demanda de déménager au loin : « Vos gars prennent toutes les filles de la ville. Que puis-je dire aux miens ? »

Mais l'existence de deux Caritas crée des difficultés quelques années plus tard, dans le pays lui-même et dans le fonctionnement

statutaire de la confédération où par exemple dans les assemblées générales européennes et mondiales chaque pays ne dispose que d'une voix. Alors qui vote pour l'Ukraine ?

La question est réglée pour la Belgique ou les États-Unis par exemple : les membres se mettent d'accord et votent d'une seule voix. Mais compte tenu des tensions et surtout de l'histoire des Églises en Ukraine ce n'est pas simple.

Heureusement, à l'époque, le président de la confédération vient du Liban. Il a la pratique des Caritas du Moyen-Orient au sein desquelles cohabitent cinq ou six rites. Il n'est pas satisfait de la situation en Ukraine qui pourrait être un mauvais exemple.

Une commission *ad hoc* est donc mise en place et visite en septembre 2000 les programmes des deux Caritas, dans la partie occidentale du pays. Les activités sont assez similaires. Clairement ce n'est pas le travail concret mené par les Caritas qui génère des conflits. Un gros programme d'aide et de soins à domicile pour personnes âgées est soutenu par la Caritas allemande très active dans ce domaine tant chez elle que dans toute l'Europe de l'Est.

Dès le premier jour, j'ai une surprise. La messe de semaine est célébrée par des membres de notre délégation dans l'église Saint-Alexandre sur les hauteurs de Kiev : un évêque maronite, trois évêques latins, un prêtre grec catholique et un prêtre latin. Seule dans l'assistance, une vieille femme est là avec moi dans l'église baroque fraîchement rénovée. Au fur et à mesure du déroulement de la cérémonie monte en moi un sentiment diffus de déjà-vu. Peu à peu mes souvenirs s'assemblent et je réalise de plus en plus nettement que je connais cette église. Oui, c'était en 1966, lors d'un voyage avec un groupe organisé de ma paroisse. Durant notre séjour à Kiev nous avons visité le musée de l'athéisme où le premier astronaute Gagarine déclarait que « Dieu n'existe pas puisque je ne l'ai pas vu là-haut ». À la fin de la messe, Mgr Stanislav Szyrokoradiuk, latin, me confirme que l'église fut rendue aux chrétiens en 1991, en très mauvais état. C'est fascinant : rien n'est jamais définitif.

À Lviv nous rencontrons le cardinal Lubachivsky, maintenant en retraite, qui décédera quelques mois plus tard. Son remplaçant, Mgr Lubomyr Husar, pense choisir un laïc comme président de sa Caritas, ce qu'il fera.

Mais notre délégation n'avance pas dans l'élaboration d'une solution de compromis. Ce n'est pas Caritas qui peut résoudre des problèmes de relations qui la dépassent. Le mot de la fin revient à Mgr Fouad El Hage, le président de Caritas Internationalis et de notre commission lorsque nous nous quittons pour l'aéroport : « Dans quatre cents ans, les deux Églises se seront mises d'accord sur leurs relations. Nous reviendrons alors pour inaugurer leur Caritas commune ! »

Objectifs de développement du millénaire

Des engagements non tenus ! Une situation irresponsable

Les Objectifs de développement du millénaire décidés en 2000 par les Nations unies doivent être atteints en 2015¹. Le retard sera important.

Pour manifester notre impatience et proposer des avancées, une double réunion se tient donc en avril 2005. D'abord à Luxembourg le week-end, ensuite à Bruxelles la semaine suivante afin de préciser les analyses et finaliser nos demandes. Caritas Europa le fait avec Caritas Luxembourg et la Cidse, réseau d'organisations catholiques de développement.

Un des points principaux mis en avant est justement celui de l'aide publique au développement. La situation est mauvaise et va s'aggraver quelques années plus tard, selon le rapport annuel de l'OCDE sur le sujet. Ainsi en 2008, face aux 0,7 % promis, la France est à 0,39 % en diminution sur 2006 qui était à 0,47 %, l'Allemagne est à 0,38 %, les États-Unis à 0,18 %.

Curieusement les seuls pays qui respectent leurs engagements sont des monarchies ! Suède à 0,98 %, Luxembourg à 0,92 %, Norvège à 0,88 %, Danemark à 0,82 % et Pays-Bas à 0,80 %.

La réunion de Luxembourg rassemblant cent vingt personnes, principalement des membres de la société civile et des fonctionnaires luxembourgeois et internationaux, se conclut par une

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim. Assurer l'éducation primaire pour tous. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes. Réduire la mortalité infantile. Améliorer la santé maternelle. Combattre le sida, le paludisme et d'autres maladies. Assurer un environnement durable. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

déclaration présentée par Julian Filochowski, ancien directeur de Cafod, la Caritas anglaise, accompagné du directeur exécutif de Caritas Bangladesh Benedict Alo D'Rozario.

La volonté politique est indispensable pour avancer dans la mise en œuvre de ce « bien commun » que sont les Objectifs de développement du millénaire. Or au rythme actuel l'Afrique va tout rater. L'annulation à 100 % des dettes des pays les plus pauvres est un incontournable. Il faut cesser de jouer avec les 0,7 % d'une part en les réalisant et d'autre part en n'y incluant pas des postes illégitimes comme des opérations militaires ou de maintien de la paix.

En matière de commerce, l'Union européenne fait partie du problème car souvent ses politiques viennent entraver les échanges. Les accords de développement économique avec les pays associés devraient être basés sur les Objectifs du millénaire et l'éradication de la pauvreté.

Sur la question de la gouvernance économique mondiale, les propositions de Caritas de 2005 prendront une tonalité sinistre quelques années plus tard avec la crise économique majeure amorcée par celle des *subprimes* américaines en 2007. Les propositions sont en effet de développer la dimension socio-économique des Nations unies afin que la gouvernance soit plus transparente et démocratique, de donner plus de pouvoir aux pays pauvres dans les institutions internationales.

Le commissaire européen Louis Michel avait, en mars 2005, présenté sa vision devant les évêques de la Comece² au sujet d'une prochaine déclaration européenne sur le développement. Il faudra y intégrer les Objectifs de développement du millénaire, le terrorisme – « On ne lutte pas contre le terrorisme avec des moyens militaires mais par l'investissement massif dans le développement

2. Conférence des évêquats de l'Union européenne (catholiques).

des pays où il se montre, par des perspectives économiques et la volonté affichée de moderniser les pays. »

Selon lui, la libéralisation dogmatique des marchés à la mode des années 1990 doit être corrigée par des politiques publiques d'amortissement des chocs. Il défend six principes.

D'abord l'appropriation : « C'est aux intéressés de dire ce qu'est le bonheur pour eux. Il convient de les aider à faire eux-mêmes. Les modèles démocratiques classiques européens ne sont pas si efficaces. Faut-il les imposer ? » Suivent la valorisation des acteurs locaux, l'accroissement de l'aide aux budgets des États, le développement de la cohérence entre les politiques, la coordination de l'action de l'Union européenne et de celle de ses membres car au total ils font ensemble 55 % de l'aide au développement, 15 % par l'Union, 40 % par les membres. Il insiste enfin sur l'augmentation de l'aide publique au développement en allant vers 0,51 % au total pour l'Union européenne en 2010 ; il sera alors facile d'être à 0,7 % en 2015.

Quelques années plus tard, la présentation synthétique du rapport 2008 des Nations unies sur les Objectifs de développement du millénaire relèvera des succès à mi-parcours : près de un milliard six cent mille personnes supplémentaires ont accès à l'eau potable par rapport à 1990 et la part des bénéfices tirés des exportations des pays en développement consacrée au service de la dette extérieure passe de 12,5 % en 2000 à 6,6 % en 2006, ce qui leur a permis de consacrer plus de ressources à la lutte contre la pauvreté.

Par contre deux milliards et demi de personnes vivent sans système d'assainissement, la moitié de la population du monde en développement ! Et sur cent treize pays qui n'ont pas établi la parité entre les filles et les garçons en termes de scolarisation primaire et secondaire avant la date butoir de 2005, dix-huit seulement sont sur la bonne voie pour atteindre cet objectif d'ici à 2015.

La crise actuelle est inquiétante car les progrès des dernières années viennent surtout de la forte croissance économique. « Dans

l'immédiat, nous pouvons nous attendre à une réduction du taux de croissance mondiale et à une augmentation de l'inflation. [...] Les pays développés, comme les pays en développement, doivent réunir des ressources supplémentaires pour régler durablement les problèmes qui affectent l'agriculture, le développement rural, les infrastructures et la durabilité de l'environnement, notamment les changements climatiques. [...] En dépit de la grisaille économique, les pays riches doivent honorer leurs engagements d'augmenter de manière significative l'aide publique au développement et de promouvoir un contexte plus favorable au développement. »

Œcuménisme

Sensible parfois. En progrès souvent. Une évidence en tout cas

Au cours de la conférence de presse que nous tenons en 1997 à Paris, Mgr Jacques David, alors président du Conseil national de la solidarité et moi-même, nous soulignons l'œcuménisme en actes au Sud-Soudan d'où nous revenons. Toutes les Églises le souhaitent et le promeuvent depuis des années sous diverses formes tant au Nord qu'au Sud. C'est une tradition dans ce pays où les Anglais avaient attribué des zones à chaque Église. Et juste à côté, en Éthiopie, les collaborations sont fructueuses depuis plus de dix ans avec l'organisation humanitaire de l'Église copte orthodoxe.

Une autre Église orthodoxe accueille bien Caritas, l'Église apostolique arménienne, la plus ancienne au monde.

Dans ce contexte d'Église catholique plus que minoritaire, la Caritas est au service de tous. Elle est un lieu concret de l'œcuménisme en actes; ainsi la majorité de ses seize salariés est-elle composée de chrétiens apostoliques. Parmi ses activités que je visite en juillet 2000, des soupes populaires, des distributions de nourriture, de vêtements et de médicaments, l'aménagement communautaire de jardins publics, des réseaux d'irrigation et de distribution d'eau potable, des aides sociales à des orphelinats et à des centres pour handicapés, du microcrédit, le lancement d'association de parents d'élèves qui prennent en charge certains volets de la vie scolaire, le soutien à des ONG locales dans le domaine de la gestion par exemple. Et le lien avec l'usine de fabrication de portes et fenêtres, créée par Caritas Suisse suite au tremblement de terre de 1988 qui a dévasté ce qui restait d'une économie marxiste. Douze ans après, quinze mille familles vivent encore dans des préfabriqués à Gurmi.

La situation est plus tendue en Grèce. Les catholiques y sont minoritaires : quarante mille catholiques autochtones sur onze millions d'habitants. L'Église orthodoxe est considérée comme « impérialiste » et ne supporte pas la présence des catholiques. La vision et la conception de l'œcuménisme d'Églises et de Caritas du nord de l'Europe agacent un peu car les collaborations avec les orthodoxes sont ici vues comme impossibles sauf parfois au niveau informel local. L'espace de liberté d'action de la Caritas est nécessairement modeste. Elle concentre principalement ses activités vers les réfugiés et les étrangers, les prisonniers et les malades du sida.

En Russie par contre, parmi les quatre-vingts personnes participant aux travaux de l'assemblée générale de Caritas en janvier 2002, la grande majorité sont des orthodoxes membres des dizaines d'équipes mises en place avec efficacité partout dans le pays ces dernières années. Pour certains, c'est naturel même si, de fait, cela agace des membres de la hiérarchie orthodoxe. Pour d'autres, c'est un affadissement de l'identité d'une organisation catholique.

Les évêques catholiques hésitent. Les autorités orthodoxes qui s'estiment les seules légitimes ont la peau hypersensible : la création de nouveaux diocèses par le Vatican les irrite. Et il y a quelques années, Caritas Europa avait tenu une assemblée générale à Moscou en signe de bonne volonté. Invité à s'exprimer devant elle, l'évêque orthodoxe chargé des questions sociales exprima vertement son mécontentement de voir une Caritas démarrer chez lui.

La Rencontre œcuménique européenne organisée à Strasbourg en 2001 par les Églises catholiques, protestantes et orthodoxes, permet la signature de la *Charta œcumenica*¹ qui précise les lignes

1. « Sur la base de notre foi chrétienne, nous nous engageons pour une Europe humaine et sociale, dans laquelle s'imposent les droits de l'homme et les valeurs fondamentales de la paix, de la justice, de la liberté, de la tolérance, de la participation et de la solidarité. [...] Des musulmans vivent en Europe depuis des siècles. Ils forment de fortes minorités dans de nombreux pays européens. [...] Nous voulons intensifier, à tous les niveaux, la rencontre entre chrétiens et musulmans ainsi que le dialogue islamo-chrétien. »

directrices en vue d'une collaboration croissante entre les Églises en Europe. Plusieurs volets du texte concernent notre action, ce qui explique ma présence avec celles de représentants de nombreux réseaux européens, auprès d'évêques de toute l'Europe.

La charte est à la fois un encouragement et une protection quand certains, bien minoritaires mais encombrants, voudraient nous transformer en un club de catholiques. Il vise même les musulmans ! Il faut souvent expliquer la place légitime de membres d'autres confessions et religions dans notre réseau. Certaines Caritas, comme celle du Bangladesh par exemple, sont composées pour moitié de chrétiens, les autres étant musulmans et hindous.

Il m'a parfois fallu insister auprès de certains clercs de divers pays pour qu'ils acceptent qu'un chauffeur, une secrétaire voire un chef de programme, puisse être par exemple orthodoxe ou musulman !

Mais en février 2006, avec Mgr Giovanni Layolo, secrétaire pour les rapports avec les États au Vatican, nous faisons un large tour d'horizon des activités de Caritas Internationalis. Il porte une attention particulière à l'action contre le trafic des femmes et des enfants. La dimension œcuménique l'intéresse particulièrement et il me demande une note pour le pape à ce propos.

Elle lui sera envoyée quelques jours plus tard, détaillant d'une part nos coopérations avec les Églises protestantes au Soudan et pour la coordination des urgences au plan mondial, et d'autre part les multiples actions avec les orthodoxes, les protestants en Europe de l'Est par exemple.

Paix, réconciliation

Pour une théologie de la non-violence

La conférence des Caritas d'Afrique de janvier 1995 se tient au Mozambique. Elle élabore le plan d'action des quatre années à venir.

Les participants échangent sur les principales difficultés qu'ils rencontrent dans leurs activités. La demande d'assistance pure de la part des populations victimes de la pauvreté et des conflits vient en tête suivie des interrogations sur les modalités de la réponse aux besoins criants sans entretenir la dépendance. Viennent ensuite les problèmes sociopolitiques et les obstacles rencontrés pour trouver du personnel compétent, et le payer¹.

L'augmentation de l'influence des mouvements religieux, islam, sectes, sorcellerie, est aussi fortement mentionnée.

On prévoit plus de travail en matière de droits de l'homme, de prise en compte dans les programmes des processus de réconciliation. Personne ne parle du Rwanda; même son représentant n'aborde pas le génocide des douze derniers mois.

Un rendez-vous avec le Premier ministre a lieu. J'y participe comme membre du Bureau de Caritas Internationalis. La discussion aborde le prochain sommet de Copenhague sur le développement social et l'engagement de l'Église dans le plaidoyer.

1. « Le ministre afghan du Développement rural dresse en 2009 un constat amer: "En offrant des salaires que l'État ne peut égaler, les ONG étrangères absorbent les ressources humaines [du pays]." Pendant quatre mois, il a cherché deux ingénieurs afghans pour des travaux dans la province de Badghis, à l'Ouest. "J'étais prêt à payer 1 500 dollars par mois. Mais les organisations internationales, elles, offrent jusqu'à 4 000 dollars." Il a dû se résoudre à recruter deux ressortissants du Tadjikistan voisin. » « Visite guidée en Oتانستان », *Le Monde*, 31 mars 2009.

Le Mozambique est le bon endroit pour en parler car il a bénéficié de médiations associant l'Église et les forces politiques et militaires. L'évêque mozambicain, président de la Caritas, Mgr Jaime Gonçalves, archevêque de Beira, s'éclipsait lors des réunions du comité exécutif à Rome, pour rejoindre les locaux proches de la communauté Sant'Egidio ou des petits restaurants du Trastevere afin de poursuivre de discrètes négociations. L'Église a même contribué à la collecte des armes remises par les rebelles !

Cette communauté joue un rôle important dans les réflexions et les actions en matière de réconciliation². Son analyse montre que les conflits et la pauvreté sont intimement liés.

« La guerre, écrit-elle, est aussi l'absence de toute justice, comme on le voit dans tant de pays où les droits humains les plus élémentaires ne sont plus respectés, comme en Amérique latine et en Afrique. Les populations civiles sont les premières victimes des conflits, prises en tenaille entre le feu des belligérants. Parmi les civils les plus touchés se trouvent souvent les pauvres, ceux qui n'ont rien à défendre, souvent victimes de la violence des deux parties. Dans les pays frappés par de tels événements, aucun développement n'est possible alors que la justice reste asservie à la logique de violence. [...] »

Les négociations mozambicaines ont duré vingt-sept mois, avec onze sessions de travail. Progressivement, un climat constructif s'installa entre les parties et se renforça jusqu'au choix de la solution de la négociation pour mettre fin au conflit. Pour observer et soutenir le processus mozambicain, des représentants de gouvernements occidentaux et de la région furent invités, ainsi qu'un représentant des Nations unies. L'accord de paix fut signé à Sant'Egidio le 4 octobre 1992 et reste encore aujourd'hui un des rares exemples d'un conflit résolu par la négociation en Afrique dans la dernière décennie. »

L'assemblée générale de Caritas Internationalis se tient en juin 1999, pour la première fois dans la salle du Synode au sein du Vatican.

2. <http://www.santegidio.org>

Un de mes plaisirs est de devoir traverser à pied la place Saint-Pierre en pleine nuit pour rentrer, de profiter de l'atmosphère dense et pacifique du lieu en y traînant un peu pour méditer puis de me faufiler par la petite entrée du côté gauche et être accueilli par deux gardes suisses. Même si vous portez une cravate, ils vous saluent parfois d'un « Bonsoir Monseigneur ! » tonitruant : on ne sait jamais !

L'assemblée travaille le thème « Réconciliation et charité » qui recouvre plusieurs domaines tels que la résolution de conflits, la construction de la paix, la guérison de la mémoire et les processus qui rapprochent les individus.

La première intervenante est Mairead Corrigan Maguire, une militante pacifiste nord-irlandaise qui fonde avec Betty Williams le Mouvement des femmes pour la paix d'Irlande du Nord. En août 1966, après un affrontement entre les membres de l'IRA (Irish Republican Army) et la police, Betty Williams et Mairead Maguire décident d'organiser une première manifestation, réunissant dix mille femmes des deux confessions. Elle est rapidement écrasée par les forces de police. Une semaine plus tard, une seconde manifestation a lieu dans les rues de Belfast, réunissant trente-cinq mille femmes des deux communautés. Mairead Maguire reçoit en 1976 le prix Nobel de la paix avec Betty Williams.

Le témoignage de son combat en faveur de la paix et la réconciliation en Irlande du Nord introduit les travaux :

« J'ai mis du temps à me convaincre de la nécessité d'une non-violence absolue. Dans les années 1970, en Irlande du Nord, je ne pouvais pas rester les bras croisés sans rien faire, car ne rien faire face à l'injustice, c'était l'accepter [...]. Les conflits ethniques et politiques violents se multiplient dans notre monde. Les souffrances des réfugiés albanais du Kosovo et de la population civile serbe démontrent encore une fois que la guerre et le militarisme ne résolvent pas ces conflits [...]. Cependant, encore une fois, certains responsables politiques et de nombreux chrétiens continuent à soutenir que la guerre de l'OTAN en Serbie et au

Kosovo était une “guerre juste”, et que la fin justifie les moyens. [...] Notre réponse théologique à la réalité de la guerre est inadaptée, et n’est pas véritablement fondée sur l’Évangile. Pour nous aider à résoudre ce dilemme, nous devons écouter tout le message évangélique de nos représentants chrétiens. Nous avons besoin de concevoir une théologie de non-violence. »

Second invité, le père Elias Chacour, palestinien, insiste sur la notion de pardon, indispensable préalable à la réconciliation. Il est à l’origine de la création du Mar Elias College (Galilée), une université œcuménique où étudient ensemble chrétiens, juifs, musulmans et druzes : « Nous devons arrêter de regarder le passé et nous tourner vers l’avenir que nous préparons pour nos enfants. [...] Un jour, un président juif se lèvera et s’adressera aux Palestiniens pour leur dire : “Notre souffrance a causé votre souffrance. Nous le regrettons.” »

En cohérence avec ces témoignages, l’assemblée vote plusieurs motions relatives à des situations de crise, Timor oriental, Asie du Sud, Sri Lanka et en faveur de la levée de l’embargo en Irak : « C’est avec une immense tristesse que nous constatons les souffrances permanentes du peuple irakien, et le prix élevé que cette population doit payer en termes de vies humaines, en particulier d’enfants ; l’assemblée générale lance un appel à l’ONU, afin que l’embargo sur l’Irak soit levé et des plans d’urgence mis en place, pour aider économiquement le pays à réparer les dégâts causés par la guerre. »

Deux années plus tard, en mars 2001, la Comece et la CCEE³ organisent à Vienne en Autriche une consultation entre Églises afin de préparer une contribution de l’Église catholique à la réconciliation et à la stabilité en Europe du Sud-Est.

Je présente certains exemples du travail de Caritas favorisant la réconciliation et la stabilité en Europe de l’Est et du Sud.

3. Commission des évêchés de la Communauté européenne (vingt-quatre membres) et Conseil des Conférences épiscopales d’Europe (trente-trois membres).

Caritas Croatie lance un projet sur le pardon et la réconciliation fondé sur une étude auprès de mille personnes. Dans le document que m'a envoyé Caritas Bosnie-Herzégovine pour cette consultation, il est écrit: « Avec ses projets, Caritas veut changer la structure sociale du pays d'une manière complètement nouvelle, rendant des personnes plus sensibles envers des personnes dans le besoin, les encourageant à des activités humaines et charitables, pour créer des meilleures conditions de vie et la paix. Le principe de base de Caritas est d'aider les personnes dans le besoin dans une perspective préalable et essentielle de coexistence et de réconciliation. Cette condition préalable rend les personnes capables de s'ouvrir à la différence avec leurs voisins. La réconciliation pour une vraie paix est l'un des aspects les plus importants des activités de Caritas. »

Le représentant suisse au Kosovo – Caritas Suisse y est notre agence de liaison – m'écrit: « Disons d'abord que les projets du réseau de Caritas ont un effet stabilisateur global sur la région entière par la reconstruction des maisons, des infrastructures et des activités économiques essentielles comme l'agriculture. On estime que des projets de réseau de Caritas s'élèvent à un total de 100 millions d'euros au seul Kosovo pendant les dix-huit derniers mois. Indépendamment des effets économiques, ces projets ont également un impact positif sur la stabilité de la société. D'ailleurs pour inviter à la paix et à la réconciliation, des projets sont lancés au Kosovo. La Caritas américaine a établi un programme impliquant les activités de construction de la paix, de tolérance, des relations interethniques. Le Secours catholique lance un programme pour la jeunesse. »

En Albanie, Cafod, la Caritas pour l'Angleterre et le pays de Galles, soutient l'Union des journalistes de radio parlant albanais pour une série de programmes sur les possibilités de coexistence paisible au Kosovo.

Caritas Italie y poursuit un programme de formation pour les gens des paroisses afin d'aider l'Église locale à trouver son identité. Caritas

Italie écrit : « La création d'un réseau local stimulera la naissance de contacts interreligieux et interethniques et facilitera le dialogue. »

Un an auparavant, Caritas Suisse a édité un document de synthèse : *Alliances pour la paix*. Elle y aborde la prévention des crises, le traitement des conflits et la promotion de la paix dans la coopération internationale. En conclusion, ce document énumère les orientations suivantes :

- Chaque pays européen devrait s'appliquer à lui-même un principe de cohérence de sa politique extérieure, liée aux principes de la conservation et de la construction de la paix. Les organisations spécialisées aux niveaux national et international devraient avoir la tâche d'étudier les liens entre les activités militaires et les activités économiques, les impacts des politiques sur les conflits et sur le commerce, les exportations, les relations avec l'Organisation mondiale du commerce, le FMI et la Banque mondiale.
- Les pays européens et particulièrement l'Union européenne devraient élaborer un concept pour la prévention et le traitement civil des conflits, la promotion de la paix.
- Les programmes nationaux et internationaux pour l'urgence ou le développement devraient être étudiés selon des stratégies de construction de la paix. La réhabilitation et la consolidation de la paix dans des sociétés juste sorties de la guerre sont en principe des tâches civiles. La militarisation de l'aide humanitaire est une question très importante. Beaucoup de Caritas européennes sont contre, comme beaucoup de Caritas d'autres régions. Si des armées doivent être envoyées dans des zones de conflit, leurs tâches doivent être précisées par les organismes internationaux compétents.
- Les États et les institutions internationales devraient élaborer des programmes spécifiques pour la prévention des crises et la promotion de la paix dans les endroits où il y a des conflits et où ils ont des pratiques, des partenaires comme les ONG et la connaissance des réalités locales. Le principe de bonne

gouvernance doit être promu en mettant l'accent sur la démocratisation, la décentralisation, la participation politique, le respect des droits de l'homme, la réduction des dépenses pour des armes, particulièrement les mines antipersonnel et la défense.

Quatre orientations se dégagent ainsi des activités de Caritas. D'abord soutenir les groupes les plus vulnérables, ce qui signifie donc de ne pas soutenir certains groupes ! Ensuite faire bénéficier de l'aide humanitaire tous les groupes ou personnes quelles que soient leurs religions, races, etc., et donner une nature multicommunautaire à tous les projets. Enfin organiser des projets communs des ONG et d'organisations des diverses communautés.

Dans la suite logique de ces divers travaux, un forum sur la paix organisé par Caritas Internationalis se tient au Sri Lanka en juin 2006.

L'engagement de longue durée de la confédération en faveur de la promotion de la paix fait partie de son identité : construire la paix est « une œuvre de justice » (*Gaudium et Spes*, n° 78).

La réunion s'inscrit dans cette démarche. Les programmes d'urgence, de réhabilitation, de développement se nourrissent de ce travail sur la construction de la paix entre les femmes et les hommes de bonne volonté, entre les communautés, les peuples et les pays. De plus en plus, la promotion des droits de l'homme s'accompagne de cette dimension.

L'archevêque de Colombo, Mgr Oswald Gomez, y montre que la paix est plus que l'absence de guerre. Elle est positive. Elle est l'ordre qui existe dans la relation entre Dieu et l'humanité, entre les hommes entre eux, entre l'homme et son environnement. Des thèmes tels ceux de la dette et du commerce comme le soutien aux Objectifs de développement du millénaire manifestent la force de l'engagement de Caritas. Une des premières violences n'est-elle pas la pauvreté, source de tant de maux ?

Voir aussi : *Militaires*.

Palestine

Un État. Une nécessité

En signe de solidarité avec le peuple palestinien, le Bureau de Caritas Internationalis se réunit à Jérusalem en novembre 1998.

Nous rencontrons Mgr Michel Sabbah, patriarche latin installé au cœur de la vieille ville, près du Saint-Sépulcre si cher aux chrétiens, près du mur des Lamentations si vital pour les juifs, près des mosquées du Dôme du Rocher et El Aqsa si emblématiques pour les musulmans. Nous revenons avec lui sur l'exode des chrétiens. Les chrétiens arabes palestiniens sont 2,5 % de la population d'Israël et des territoires occupés, Gaza et l'ouest du Jourdain. Il les invite à s'engager plutôt que de fuir ou d'émigrer. Tout le Moyen-Orient connaît ce phénomène massif depuis des années, aggravé par les fondamentalismes.

En septembre 1993, mes interlocuteurs balancent entre pessimisme et optimisme. L'ancien directeur de Caritas, le père Samanda, dit : « La paix n'est pas dans les cœurs. Il faudra cinquante ans pour créer un État palestinien. »

L'actuelle directrice Claudette Habesch corrige un peu : « Il y a de la place pour tout le monde. Il faut de la bonne volonté. » Mais elle insiste aussi sur le départ des chrétiens désespérés face aux problèmes de logement et à la situation économique. Caritas développe d'importants programmes de prêts pour le logement, les études universitaires, des activités économiques.

Selon le consul général de France, il y a huit cent mille Palestiniens en Israël même et deux millions dans les territoires occupés. À l'extérieur, ils sont environ trois millions principalement

au Liban, en Jordanie, en Syrie, plus cent cinquante mille aux États-Unis et cent mille en Europe. Il n'y a évidemment pas de place pour tous en Palestine.

En signant, le 13 septembre 1993, la Déclaration de principe sur les arrangements intérimaires d'autonomie, dits encore accords de Washington ou accords d'Oslo I, Itzhak Rabin, Premier ministre de l'État hébreu, et Yasser Arafat manifestent clairement leurs intentions communes : poser les bases d'un régime d'autonomie en faveur des territoires revendiqués par les Palestiniens, autonomie qui, dans l'esprit de ces derniers, constitue le prélude à l'instauration d'un véritable État. On en revient ainsi au Plan de partage de la Palestine élaboré en 1947 sous l'égide de l'ONU, prévoyant la coexistence en Terre sainte de deux États, l'un juif, l'autre arabe.

L'histoire de la famille de Claudette Habesch, la directrice arabe, palestinienne, chrétienne, catholique latine, de Caritas Jérusalem en est l'exemple vivant. Sa maison ancestrale a été confisquée par les Juifs après 1948. Claudette Habesch passe tous les jours devant avec un pincement au cœur. Son mari dirige une imprimerie et leurs enfants ont tous fait des études supérieures. Je rencontre plusieurs fois un de ses fils. Brillant étudiant dans une université américaine, il est revenu en Palestine comme directeur du bureau d'une filiale de la Banque mondiale. Un jour, il me dira être de retour pour défendre ses droits, avec son cerveau.

Un soir nous allons, lui, son père et sa mère, dîner à Ramallah, capitale de la Palestine proche de Jérusalem. Grâce à sa voiture portant une plaque internationale nous coupons, pour passer le « mur », la longue file de véhicules dont les occupants font l'objet de contrôles mesquins et interminables, vexatoires de la part de jeunes soldats israéliens, garçons et filles.

Au restaurant où se retrouve la société palestinienne, le cérémonial sera bien oriental. À notre table défilent à tour de rôle pour quelques minutes diverses personnalités. Les serveurs se précipitent à chaque rotation pour changer les couverts. Je rencontre

ainsi un agent de change – la Bourse palestinienne est en plein boom –, un ambassadeur, le président de la Chambre des députés, un haut fonctionnaire des Nations unies, des chefs d'entreprise.

Claudette Habesch est fière de me faire réaliser les potentialités de la société palestinienne; son mari me taquine car sa femme voyageant de par le monde pour Caritas – elle est présidente de la région Moyen-Orient de 1999 à 2007 – et pour la défense de la cause palestinienne, il prétend que je la vois plus souvent que lui. Son fils, lui, me trouve « petit bras » de ne pas investir mon épargne en Palestine.

Peu après se tient à Jérusalem le conseil d'administration de Caritas Europa. Nous rejoignons une délégation de la confédération qui vient appuyer les efforts de plaidoyer et rencontre les responsables des différentes parties.

Près du mur des Lamentations, une jeune femme estonienne de notre groupe tombe en arrêt devant une soldate israélienne en patrouille. Le dialogue s'engage en russe qu'elles parlent toutes les deux, l'une juive émigrée, l'autre bénévole de Caritas à Tallin.

En novembre 2005, je participe toujours à Jérusalem à l'assemblée de la Conférence des organisations internationales catholiques.

Le pape Benoît XVI a envoyé un message bien adapté au lieu : « La paix, entre les personnes comme entre les nations, naît [...] du dialogue, qui permet aux hommes de s'accueillir mutuellement, dans le respect de leurs différences et dans la reconnaissance de leur commune identité. »

Cela prolonge le Message pour la Journée mondiale de la paix de Jean-Paul II du 1^{er} janvier 2002 : la collaboration internationale dans la lutte contre le terrorisme doit comprendre un engagement sur les plans politique, diplomatique et économique pour s'attaquer aux situations d'oppression et de marginalisation qui seraient à l'origine du terrorisme.

Cette réunion me donne de plus l'occasion de rencontrer le patriarche latin Mgr Michel Sabbah avec lequel nous affinons la

campagne de plaidoyer de Caritas Internationalis sur la Palestine. Sa thèse centrale est toujours de constater qu'il y a deux peuples, que l'un habite la maison de l'autre, que la justice simple consisterait à ce que chacun reste chez soi.

Dans le cadre de cette campagne de plaidoyer sur la Palestine, nous tenons une réunion de travail à Jérusalem en avril 2006.

Le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine, responsable des négociations, insiste sur le symbole que doit constituer Jérusalem, un modèle de coexistence et de vie commune interreligieuse. Alors qu'un peuple en domine un autre par une discrimination ethnoreligieuse, seule la négociation conduira à la réconciliation. Même si c'est difficile dans le contexte actuel de la montée du Hamas.

Le patriarche Michel Sabbah insiste. Le Hamas a été élu démocratiquement. C'est l'occupation le problème, la source des difficultés. Le mur est une violation supplémentaire de la législation internationale.

En revenant, j'écirai dans *La Croix* :

« Hani Hayek, le maire de Beit Sahour, petite ville palestinienne chrétienne de quinze mille habitants agrippée sous Bethléem, a peur. Il ne peut plus payer les soixante-sept employés municipaux, éboueurs, ouvriers d'entretien des bâtiments municipaux et scolaires, personnel de santé, agents administratifs, etc. Car l'Autorité palestinienne ne lui verse plus de fonds.

Israël retient en effet illégalement depuis l'élection d'une majorité du Hamas les taxes collectées au profit du gouvernement palestinien et maintenant l'Europe et les États-Unis bloquent leurs subventions.

Or, paradoxalement, la pauvreté est partagée. Avec 60 % de la population survivant avec moins de 2,50 euros par jour la situation est dramatique chez les Palestiniens. En Israël un quart de la population se situe sous le seuil de pauvreté et le système de protection sociale se délite suite aux baisses des prestations sociales.

Le mur de séparation entre Israël et les territoires palestiniens est présenté comme un instrument de sécurité. Il est en fait surtout un instrument de vol des terres, des sources, de séparation des communautés palestiniennes, d'entrave à la vente des produits agricoles. Loin de suivre la ligne d'armistice de 1949, il descend nord-sud en faisant des zigzags décidés unilatéralement par le gouvernement israélien. Condamné par la Cour internationale de justice le 9 juillet 2004, le mur poursuit son inexorable cheminement sans rencontrer de protestations internationales efficaces. [...]

Il est donc urgent que les organisations internationales, l'Union européenne, les États-Unis, entrent en dialogue avec les gouvernements palestinien et israélien.

Les évêques américains ont, eux, engagé courageusement avec les Juifs et les musulmans une campagne pour la paix au Moyen-Orient. En février 2006, ils demandent, entre autres, la sécurité pour Israël, la fin de l'occupation, la création d'un État viable et reconnu internationalement pour les Palestiniens, un partage équitable des ressources dont l'eau. Le pape Benoît XVI vient de réaffirmer le jour de Pâques le droit pour Israël à vivre dans la paix et celui des Palestiniens de construire leur État. »

Je retourne sur place en janvier 2007. En effet, chaque année des évêques européens et américains se rendent en Israël pour une sorte de visite de solidarité. Claudette Habesch a fait le nécessaire pour que je sois invité. Je rejoins la délégation à Nazareth. Elle revient juste de Gaza, choquée par les contrôles policiers et la gravité de la situation sur place.

Avec un évêque suisse, Mgr Pierre Bürcher de Genève, je passe la journée du dimanche dans une paroisse proche. Les chrétiens minoritaires se sentent menacés, sont parfois attaqués. Ainsi, sept cents enfants chrétiens doivent être scolarisés à quelques kilomètres car ils sont rejetés dans leur propre petite ville de Maghar.

Mgr William Kenney de Birmingham et président de Caritas Europa avant moi introduit la conférence du lundi. Il évoque les

problèmes quotidiens de sécurité, les discriminations à l'école et au travail, les difficultés d'accès aux soins médicaux. Tout cela pousse au départ des chrétiens comme les tensions politiques accentuées par la construction du mur. « Béatement », le ministre du Tourisme israélien, Isaac Herzog, déclare que les chrétiens sont des citoyens à part entière, que ce sont les fondamentalistes musulmans qui veulent enrayer le processus de création d'un État palestinien. Un rabbin déclare que la Terre sainte est pour les juifs, les musulmans et les chrétiens.

Caritas Internationalis déclarait de son côté fin novembre 2006 à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien que la justice doit être faite, que l'on doit mettre fin à l'occupation et que les causes profondes du conflit doivent être au cœur du débat pour des négociations justes. « Au lieu de déclarations ou d'une rhétorique politisée, nous avons besoin d'actions plus décisives, plus stratégiques, basées sur la prise de conscience fondamentale que chaque vie est sacrée. »

André Azoulay et Hubert Védrine, membres du Groupe de haut niveau des Nations unies pour l'alliance des civilisations, écrivent dans *Le Monde* du 3 janvier 2007 : « Juste, digne et démocratique, un État palestinien viable est une nécessité et il sera le vrai garant de la pérennité et de la sécurité d'Israël. » Ils précisent que pour construire la paix entre deux États également légitimes, l'état des lieux doit procéder de trois réalités irréfutables : la réalité du mouvement national palestinien déterminé à bâtir un État doté des moyens de la souveraineté, la réalité du mouvement national juif qui a trouvé son aboutissement en Israël et dont aucune guerre ne viendra à bout, la volonté de tous d'accepter une solution digne, juste qui donne ses vraies chances à la coexistence de deux États, palestinien et israélien, égaux en sécurité, en droits et en devoirs.

En septembre 2007, le quarantième anniversaire de Caritas Jérusalem rassemble une dizaine de nos membres souvent en

délégations nombreuses comme les Espagnols qui veulent donner un fort coup de reins pour la sensibilisation à la situation chez eux.

Nous visitons Bethléem après avoir franchi le mur. Le maire décrit les difficultés quotidiennes de la population palestinienne vivant dans un blocus de fait.

Lors d'une table ronde sur la situation politique, la journaliste du *Haaretz*, un journal juif progressiste, Amira Hass, développe une analyse coloniale. Selon elle, c'est par le contrôle des terres qu'Israël met à mal la solution des deux États. On est dans un cas d'apartheid où par exemple l'accès à l'eau est discriminatoire, où la liberté de circulation est entravée. Ce n'est pas un conflit, dit-elle, c'est une colonisation accompagnée d'un nettoyage ethnique. « Ce qui nourrit l'antisémitisme, c'est la violence d'Israël. » Et elle conclut dramatiquement en disant qu'être poli avec Israël, c'est l'aider, qu'être tolérant avec Israël, c'est l'aider !

Cela rejoint tristement ce qu'écrit Alain Joxe¹ : « Malgré sa victoire écrasante, il faut maintenant définir le danger mortel qui menace Israël dans l'impasse de la paix : sa transformation en plate-forme d'essai moderne d'un petit régime militaire enfoncé dans un discours colonial banal qui rend à jamais impossible une réintégration pacifique dans son voisinage et la reconnaissance de ses frontières par l'ONU et l'Union européenne. [...] Si Israël ne change pas c'est-à-dire s'il ne renonce pas à créer une relation coloniale d'apartheid, il deviendra le lieu d'une expérimentation en vraie grandeur, le prototype impérial d'un régime néofasciste urbain, local, moderne, sécuritaire, triomphant par le panoptique² électronique et l'assassinat ciblé. »

1. *Le débat stratégique*, n° 92, juillet 2007, « Le ghetto palestinien : vers la fin du sionisme », Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques/Cirpes.

2. Bâtiment pénitentiaire construit de telle manière que d'un point de l'édifice on peut voir tout l'intérieur.

Partage

Contre les engrenages mortifères

En tant que président sortant, il me revient de clôturer les travaux de l'assemblée de Caritas Internationalis de juin 2007. Je n'ai pas envie de me répandre en salamalecs diplomatiques et mielleux comme c'est l'usage. Je préfère aborder la vulnérabilité des personnes et des peuples face aux déficits de partage individuels et collectifs.

« La vulnérabilité des peuples est une cause de leur faiblesse dans les situations d'urgence ou au quotidien. Les responsables de l'action humanitaire le savent bien, tout comme les agents de pastorale sociale, les salariés et bénévoles au sein du réseau Caritas.

Ils savent aussi que les personnes vulnérables sont souvent victimes du manque d'esprit de partage comme le pauvre Lazare de l'évangile de saint Luc. Ils savent que les pauvres sont des victimes du manque d'esprit de responsabilité effective envers des frères tant dans les comportements personnels que dans la solidarité avec la famille humaine.

Est vulnérable une personne ou un peuple exposé aux coups. Je pourrais prendre de nombreux exemples mais je limiterai mon propos aux cris de Karima, une jeune enfant pakistanaise qui n'émurent pas la "Jirga", un tribunal traditionnel composé d'anciens. Lors d'une rixe liée à un conflit portant sur l'irrigation d'un champ de canne à sucre, son frère tua un membre d'une autre famille. Pour réparer le dommage, la Jirga décida de la livrer comme *swara*, prix du sang. Étant trop jeune pour être donnée à la famille adverse, elle fut confiée jusqu'à sa puberté à un ancien

du village. À quinze ans, remise au père du tué, un homme âgé de soixante ans, elle en devint la troisième épouse. Karima est maintenant sous traitement psychiatrique pour schizophrénie.

La vie de tant de femmes des régions traditionnelles du Pakistan est sous les menaces de la tradition ! Les hommes possèdent les femmes et les punissent. Nombreuses sont les prises de position et les publications qui plaident pour les droits des femmes au Pakistan. La Commission nationale Justice et Paix publie des listes et des listes de cas dramatiques. L'islam et la loi n'arrivent pas à entraver ces traditions. L'un donne des droits aux femmes alors que les coutumes les avilissent ; l'autre est démunie alors que le fondamentalisme rigoriste et croissant entrave les évolutions. Mais l'islam aussi permet aux femmes d'accéder à certains droits, contre la tradition.

Caritas Pakistan est leader en Asie d'une recherche sur le trafic des femmes et des enfants. Selon elle une politique de lutte contre ces pratiques fait défaut. Dans les domaines de la recherche des victimes et des secours à leur apporter, la législation doit être mise en place, comme dans celui de la corruption.

L'ONU dispose de statistiques qui font apparaître que la corruption dans le domaine public est surtout le fait de policiers et de douaniers en Amérique latine, en Afrique, aux États-Unis, en Australie et en Europe de l'Est, et le fait de responsables politiques et d'autres types de fonctionnaires en Asie et en Europe de l'Ouest.

La corruption constitue un obstacle au développement économique et social tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Les détournements de fonds des budgets publics diminuent les moyens d'action et contribuent dans les pays pauvres aux conditions souvent déplorables des infrastructures publiques, routes, écoles ou services de santé.

Outre les aspects répréhensibles en matière d'éthique personnelle, sur le plan de l'éthique sociale il est anormal et injuste que les pauvres n'aient plus accès à leurs droits sauf à payer de façon

extralégale. Ils ont grand besoin des services publics que l'État ne pourra pas financer. La corruption est une pollution, certains n'hésitant pas à dire qu'elle est un crime contre l'humanité en raison de ses répercussions sur les plus pauvres.

Le Lazare de l'Évangile souffre aussi d'un partage imparfait. Le partage est nécessaire pour faire obstacle à la mauvaise distribution des richesses souvent créatrice de pauvreté.

Au plan international, nous savons combien les États riches – cela veut dire les sociétés donc les citoyens – sont frileux, par exemple en étant si timorés à l'égard du 0,7 % devant être consacré à l'aide publique au développement, ce qui est un pourcentage ridicule, et en plus peu souvent atteint. Et au sein des sociétés riches ou pauvres certaines querelles sur l'impôt et les prélèvements obligatoires manifestent les égoïsmes.

L'assemblée générale de Caritas Internationalis est aussi une société avec ses pauvres et ses riches. Mais Caritas Internationalis est le réseau des Caritas du monde qui prône comme valeur fondamentale le partage. Partage entre Caritas et partage à promouvoir dans les actions de la confédération dans le domaine du partenariat.

Plus généralement dans toutes nos sociétés, le partage, face à la mauvaise distribution des revenus, à la mauvaise répartition du capital, est une des questions clés pour le chrétien et l'agent de pastorale sociale. "Donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour." Il s'agit de « notre » pain, « un » pain pour la multitude. La pauvreté des Béatitudes est la vertu du partage : elle appelle à communiquer et à partager les biens matériels et spirituels, non par contrainte mais par amour, pour que l'abondance des uns remédie aux besoins des autres (cf. 2 Co 8,1-15).

La pauvreté a des causes externes et internes à la personne, internes et externes à la société. Comme une famille, la société est responsable du bien-être et du développement de chaque individu, de chaque personne. La solidarité familiale est de proximité. La solidarité de la société a un territoire plus large. Certes, solidarité

auprès de ses membres mais aussi des membres des autres sociétés par amour et par intérêt pour le bon équilibre du monde.

Les outils de la solidarité de la société sont variés : lois justes, école, santé, soins aux démunis, travail, etc. Et au plan international, commerce, dons, collaborations internationales, traités, Nations unies, etc.

Mais ces outils, pour être efficaces et justes doivent être basés sur un partage concret. Le partage est un outil et un principe de vie. Car nous assistons à l'accumulation scandaleuse de la richesse des personnes et des peuples indifférents à toute forme de tempérance dans le paroxysme de la consommation. D'où des prises de conscience sur les questions d'environnement, de justice écologique alors que les gros consommateurs sont les auteurs des injustices et des engrenages mortifères.

Vulnérabilité à faire reculer. Partage à faire croître. Voilà deux enjeux pour Caritas Internationalis ! »

Voir aussi : *Corruption*.

Partenariat

De la pitié à l'empathie

Le partenariat, en tant que processus, en tant que construction progressive, constitue le fondement même de la relation entre les membres du réseau Caritas. Il consiste à ce que toute relation d'alliance, d'union ou d'association s'établisse sur un pied d'égalité, partant du principe que chacun a autant à recevoir qu'à donner. Il ne peut ainsi y avoir celui qui sait, par rapport à celui qui ne sait pas, celui qui a, par rapport à celui qui n'a pas, celui qui donne, par rapport à celui qui reçoit. La démarche de partenariat, au sein du réseau des Caritas, privilégie le renforcement institutionnel des Caritas et leur accompagnement, afin que toutes puissent davantage se situer sur un même pied d'égalité.

Lors d'un séminaire sur le partenariat et la coopération inter-régionale organisé par Caritas Europa à Bruxelles en juin 2006, le représentant du Niger, Raymond Yoro, insiste sur la continuité du dialogue et la confiance mais s'attriste de l'insuffisance des financements du personnel local, tant par exemple pour les salaires que pour la formation.

Le représentant du Bangladesh, Benedict Alo D' Rozario, décrit trois niveaux, d'abord celui de la pitié dans la relation donateur-bénéficiaire, ensuite celui de la sympathie et du respect dans la relation éducative, enfin celui de l'empathie et de la dignité quand les partenaires accèdent au vrai partage.

Le représentant du Honduras, le père German Calix, voit différentes perspectives à la coopération fraternelle selon le vocabulaire de l'Amérique latine : prophétique car celui qui récolte n'est pas

celui qui sème, incarnée et organisée, éthique, historique et politique car elle s'inscrit dans un contexte et une culture.

Il ne suffit pas de vouloir coopérer : le partenariat doit être organisé par des méthodes, des accords écrits, des réunions régulières.

Dans un réseau aussi vaste que le nôtre, certains membres ont besoin de soutien. Caritas Europa a mis en place un fonds de solidarité pour assurer à ses membres de l'Est une structure minimum. Des partenaires s'associent pour suivre certains pays.

Ainsi pour le Pakistan, depuis 1998 il existe un groupe de travail de Caritas Internationalis avec un consultant allemand auquel je succède en 2000. L'accompagnement vise la définition de priorités, de stratégies, l'organisation administrative et financière, la communication et les relations avec les partenaires. Un travail de généraliste qui se poursuivra pendant de longues années et me permettra de découvrir peu à peu les aspects fascinants de ce pays.

Je conduis ce type de travail dans divers pays. En Mauritanie, ce sera pour donner quelques conseils sur l'organisation des activités et de recalage de l'organigramme.

En Turquie, de juillet à décembre 2007, c'est plus compliqué. Des actes de corruption sont en effet portés à la connaissance des évêques turcs. Plusieurs responsables de la Caritas sont accusés.

Les relations sont délicates entre les divers rites catholiques. Dans la précipitation, les évêques décident mi-juin de fermer la Caritas nationale, de licencier la dizaine de salariés. Les accusateurs sont d'un rite, les accusés d'un autre !

Caritas Europa met vite en place deux équipes. L'une s'occupe de l'audit financier, l'autre que je pilote doit relancer Caritas. Elle comprend la directrice internationale de Caritas Espagne, un responsable de Caritas Allemagne et un consultant de Caritas Italie.

La première équipe conclut en deux mois, grâce aux investigations d'un cabinet international d'audit, qu'il n'y a aucun fait de corruption. La gestion laisse cependant un peu à désirer.

Je me trouve alors face à la nécessaire reconstruction de ce qui a été détruit dans la précipitation et l'énervement. Mes casquettes d'ancien président de Caritas Europa et de Caritas Internationalis me servent bien. C'est d'ailleurs pour cela que j'ai été mis dans ce pétrin. À ma demande, l'Italien se précipite en plein été pour clôturer proprement l'essentiel des activités et la comptabilité. Avec l'aide d'avocats, nous mettons ensemble fin aux contrats de travail en respectant scrupuleusement les droits des salariés. Certains clercs sont furieux en constatant les montants élevés des indemnités de licenciement. Je ne lâche pas : c'est la loi, la justice. Il n'y a qu'à relire les encycliques sociales. La quasi-totalité des salariés retrouvera vite du travail sauf les deux accusatrices qui ont des familles solides.

Fin août, tout est fini mais je refuse de fermer. Une salariée continue pour l'accueil des réfugiés et la vie quotidienne minimum du bureau. Je mélange écoute, protestations et encouragements auprès de certains évêques et prêtres inquiets pour l'avenir de leurs petites Églises vieillissantes.

Nous clôturons administrativement et financièrement la quarantaine de programmes en cours et reversons aux organisations donatrices les petits soldes non dépensés. Cela ne plaît pas à tout le monde en Turquie, mais « puisque c'est fermé... ». Les partenaires apprécient, eux, cette opération de nettoyage.

Peu à peu les choses se calment. Une étude juridique clarifie les possibilités d'organisation administrative. Les propositions faites ne sont malheureusement pas retenues par Caritas Europa, mais au moins elles seront là en cas de besoin plus tard. Nous ne tuons pas Caritas mais la suspendons temporairement.

Et la Conférence épiscopale travaille avec nous aux priorités futures en acceptant, au sein de Caritas, des modalités de concertation entre les différentes Églises. L'échelon national se concentre sur son programme pour les réfugiés et la préparation des urgences. Il soutient l'action sociale conduite localement. L'activité redémarre doucement avec un nouveau directeur bénévole, mais la situation reste fragile.

Dans un genre plus agréable, au Liban en janvier 2008, un séminaire sur la gestion de Caritas se tient à Harissa, un lieu de pèlerinage important au-dessus de Jounié, à six cent cinquante mètres d'altitude, à vingt kilomètres au nord de Beyrouth.

Pendant une semaine, nous tenons une démarche originale d'étude des forces et faiblesses, des programmes et des activités de Caritas. Huit pistes de travail en débouchent, comme l'élaboration d'un plan d'action en cas de guerre ou de catastrophes naturelles, la clarification des priorités telles que la santé, le microcrédit ou les migrants. Le travail associe des responsables désireux de construire après leurs lassitudes devant des consultants extérieurs hors de prix venus leur expliquer comment faire sans bien connaître les perspectives de leur organisation. Combien de fois n'ai-je pas vécu ce type de situation onéreuse générant des rapports volumineux, qui se couvrent calmement de poussière sur des étagères reculées ?

Là, deux ans plus tard à l'issue de nombreux travaux, les stratégies et les priorités sont calées par un plan que valide le conseil d'administration.

En Géorgie, en mars 2009, tout commence par une pleine journée de visites des programmes à Tbilissi. L'impact de la pauvreté est considérable dans un pays dont l'essentiel de la population active travaille à l'étranger. Le taux de chômage de 30 % frappe ceux qui sont restés. Le choix prioritaire de l'action auprès des enfants s'explique donc par l'absence massive des parents : petit centre de jour pour enfants de la rue, importantes activités éducatives avec des cours d'italien et d'anglais, d'informatique, des temps pour préparer les devoirs du soir, des ateliers de fabrication d'icônes nécessitant une compétence en travail du métal et en peinture sur bois, des salles de sport et de détente pour ces jeunes enfants et adolescents. Et même un internat pour une trentaine d'entre eux privés de tout soutien familial ou de toute solution pour la vie quotidienne.

Mais aussi des centres de santé, des programmes de soins à domicile et des centres de jour pour personnes âgées, des cantines

populaires, des entrepôts, et même des entreprises, boulangeries, pizzeria, atelier de mécanique auto à la fois lieux d'emploi et de formation, dont les profits financent les programmes sociaux.

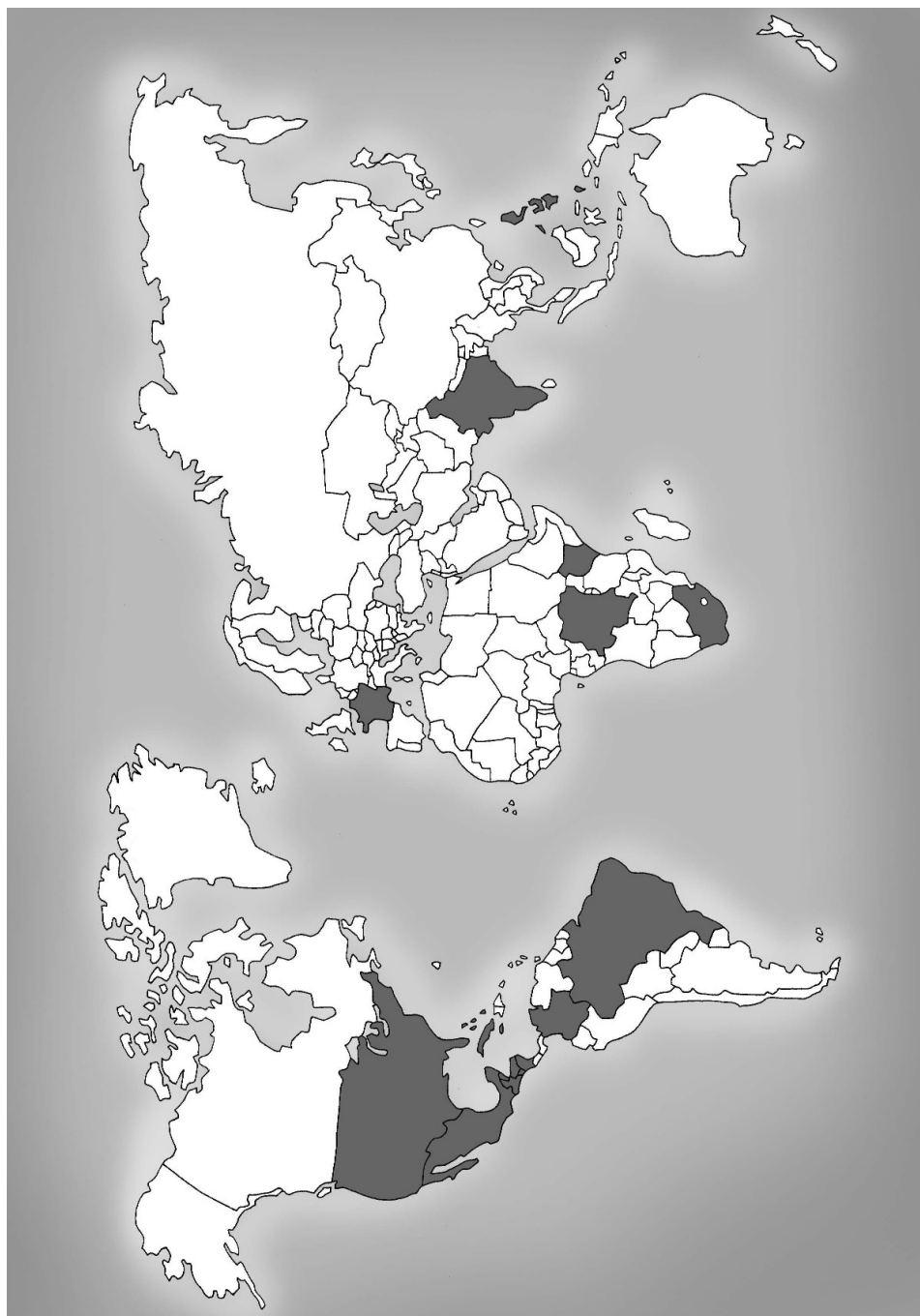
À quelques dizaines de mètres des grandes artères animées, les rues transversales deviennent vite des chemins défoncés. Des masures y abritent des familles modestes hébergeant des grands-parents âgés et malades, que les hôpitaux dédaignent par manque de moyens et dont les infirmières et travailleuses familiales de Caritas prennent soin.

De plus, la guerre de l'été 2008 a déplacé des centaines de milliers de Géorgiens et de réfugiés. Caritas est très active dans tous les domaines indispensables.

Parfois, il y a un peu de confusion entre les actions humanitaires et les entreprises économiques. On devine quelques frontières « grises » en matière de concurrence avec le secteur lucratif, quelques obscurités fiscales aussi. Une petite équipe mandatée par Caritas Europa vient donc soutenir la Caritas pour réorganiser ses fonctionnements administratifs et financiers. Le directeur, un dynamique prêtre salésien polonais sait associer de nombreux orthodoxes : les catholiques sont ultra-minoritaires, vivant essentiellement dans des villages de paysans près de la frontière sud avec la Turquie et l'Arménie.

À la tête de ce groupe composé d'une Italienne et d'un Allemand, je rencontre l'équipe de direction, l'évêque et le nonce italiens. Nous faisons le point sur les forces et faiblesses de l'organisation, donnons des orientations et des conseils de court et moyen terme, supportons les efforts d'un consultant hollandais vétéran du réseau Caritas qui vient de temps en temps et d'un Italien juste de retour du Kosovo où il a acquis une forte expérience et qui va rester sur place pendant une année.

En novembre 2009, nous constatons que l'embauche et le travail acharné d'une directrice financière géorgienne compétente mettent les choses en ordre. Connaissant les mentalités et les fonctionnements locaux, elle a pu collaborer avec les responsables de programmes qui font tous part de leur satisfaction.



**37 Prêtres, religieux, religieuses et volontaires laïques
tués en 2009 (261 au cœur des dix dernières années)**

d'après les chiffres communiqués par l'agence Fides.

Persécutions

Quelles leçons !

À Hong Kong, le père Lerda, missionnaire italien fondateur de la Caritas, m'oblige en 1988 à rendre visite à Mgr Dominique Tang, un vieil évêque proche de l'Église patriotique chinoise, l'Église « officielle ». Je commence par refuser pour ne pas me compliquer la vie au retour...

Et pourtant, quelle leçon ! Nous passons une heure passionnante et émouvante avec l'évêque légitime de Canton en exil forcé, très engagé dans le soutien de Caritas en Chine. Mais surtout j'ai en face de moi un homme qui a passé près de vingt ans en prison. Comment oserais-je juger, moi qui n'y suis allé qu'une demi-journée pour visiter quelques prisonniers en longue peine à Caen ?

Je n'oublierai jamais ma résistance et mon repentir de Hong Kong quand avec les Caritas d'Europe de l'Est nous rencontrerons les situations les plus inimaginables au sein des chrétientés qui tentèrent de survivre sous la férule des régimes communistes, en mettant en place toutes sortes de stratégies de survie.

Mais à quelques kilomètres du vieil évêque, des camps de rétention empilant des cages de deux mètres sur trois contiennent des milliers de réfugiés chinois en attente de statut. Caritas y travaille dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Dix ans plus tard en Slovaquie, l'évêque grec catholique de Presov nous reçoit chaleureusement à dîner avec le préfet de région, le maire et quelques prêtres. L'État est en grandes difficultés financières et gère les erreurs des régimes et gouvernements

précédents. C'est le début des réflexions sur la collaboration entre le public et le privé. Certaines des activités de Caritas bénéficient de quelques subventions débutantes, centres pour enfants handicapés, ateliers de remise au travail pour adultes. À côté, l'Église continue comme depuis des dizaines d'années, à gérer des maisons de retraite.

Ma présence ici permet aux catholiques slovaques de se positionner comme petits membres d'un gros réseau et de devenir d'importants intervenants au fil des ans.

Mais la discussion pendant le dîner autorise aussi des remarques fugaces sur l'histoire personnelle de quelques-uns des convives, manifestement glissées pour mon éducation : tel prêtre qui a passé huit ans en prison sous le régime communiste, tel autre condamné à sept ans de travail obligatoire, un troisième astreint à résidence dans un hôpital...

De nombreuses autres personnes que l'on rencontre dans l'Église et dans Caritas ont eu des trajectoires tristes ou dramatiques. Tristes comme celle du président de la Caritas tchèque, le père Miloslaw Fiala. Ingénieur puis prêtre, il fut dès son ordination contraint de travailler au métro de Prague pendant quinze ans. Comme il le dit lui-même, par rapport à d'autres emprisonnés pendant des années pour leur foi, ce n'était pas très grave car il « exerçait ses fonctions de vicaire le week-end et n'était pas au bagne ».

À Tallinn en Estonie par contre, la dynamique responsable de Caritas, Lagle Park, a eu un parcours bien plus difficile. Enfant, elle avait été déportée en Sibérie avec sa famille car son père, un officier estonien qui avait combattu l'Armée rouge, était au goulag. Dissidente active sous le régime soviétique, elle a connu la prison pendant quatre ans. Ancienne ministre de l'Intérieur du premier gouvernement de l'Estonie indépendante, elle donne en juillet 2001 un coup de téléphone et on se retrouve en train de visiter le Bureau du Premier ministre, la salle du Conseil des ministres ou l'amphithéâtre du Parlement. Magnifiques bâtiments et bureaux rénovés avec goût, de style baroque un peu austro-hongrois.

Lors du synode européen de 1999, j'ai la chance de résider dans la même maison d'accueil que le cardinal Kazimierz Swiatek de Minsk. Il a passé dix ans au goulag de 1944 à 1954. Il est nommé évêque deux ans après la chute du mur de Berlin, en 1991. Jean-Paul II l'a créé cardinal en 1994. Nous avons de longues discussions paisibles lors des déjeuners.

Le président du Conseil pontifical Justice et Paix, nommé à la suite du cardinal Etchegaray en 1998, le cardinal François Xavier Nguyễn Van Thuân m'a aussi marqué. « En 1975¹, une semaine avant que Saigon ne tombe entre les mains des forces communistes, il est nommé par le Saint-Siège archevêque coadjuteur du diocèse de cette ville. Sa nomination est refusée par le nouveau pouvoir, qui le 15 août 1975, le convoque au palais de l'Indépendance et le ramène *manu militari* dans son diocèse où il est placé en résidence surveillée dans la petite paroisse de Cậy Vong. Ce fut le début d'un long internement qui dura treize ans, au cours duquel il a connu, en 1976, le cachot de la prison de Phu Khanh, puis le camp de rééducation de Vinh Phu au Nord-Vietnam, la résidence surveillée dans la petite chrétienté de Giang Xa, et enfin les locaux de la Sûreté de Hanoi. Lorsque son internement prend fin le 21 novembre 1988, il n'a pas le droit de rejoindre son poste d'archevêque coadjuteur à Hô Chi Minh-Ville et est assigné à résidence dans les bâtiments de l'archevêché de Hanoi. Lors d'un séjour à Rome en septembre 1991, il apprend que le gouvernement ne souhaite pas son retour au pays. »

Il intervient lors d'un séminaire que nous organisons à Genève avec la Croix-Rouge sur le droit humanitaire. En le poussant un peu, il nous raconte lors d'une pause comment il a pu à la fois dire sa messe secrètement presque tous les jours de sa captivité et comment il a pu circonvenir un gardien farouche. Gros fumeur, il finit par obtenir de ce dernier qu'il lui amène secrètement un

1. <http://www.sedos.org>.

cigare. Le gardien incrédule le lui procure après bien des péripéties mais exige en lui remettant qu'il soit fumé immédiatement, en pleine nuit, en sa présence. Ce que fit avec délectation Mgr Van Thuân, sous le regard ébahi de son complice dont il devint... le conseiller spirituel.

Plaidoyer Colombie

Crimes, drogues et milices

Les débats internationaux redoublent sur la Colombie alors que Caritas Europa organise, début 2005, une visite sur place de dix jours avec des parlementaires de neufs pays dont pour la France Mme Yolande Boyer, sénateur socialiste du Finistère et M. Denis Badré, sénateur UDF des Hauts-de-Seine. Les rencontres sont multiples avec les responsables politiques et administratifs colombiens et ceux des organisations des Nations unies.

Depuis des années, nous sommes engagés aux côtés de la Commission Justice et paix de l'Église colombienne et de la Caritas. Dès le début des années 1980 en effet les nouvelles milices des narcotrafiquants et des grands propriétaires terriens s'engagent contre les guérillas, FARC marxiste classique, ENEL marxiste guévariste. Vers 1987 les milices se regroupent en Autodéfenses unies de Colombie et tentent de tenir un discours politique.

Mgr Jaime Prieto Amaya, évêque de Barrancabermeja et président de la Commission sociale et de Caritas Colombie, insiste en début de séjour sur quatre sujets essentiels : le conflit armé et la recherche de la paix, le développement si nécessaire dans un contexte de grande pauvreté, le fonctionnement de la démocratie et le respect des lois, la promotion des droits de l'homme violés par le conflit et la crise humanitaire. En écho, les parlementaires, lors de la conférence de presse finale, insistent d'une part sur le respect dû aux victimes et à leurs droits dans tous les processus négociés

et d'autre part sur l'impérieuse obligation d'être fidèle au droit humanitaire international.

La visite fait en effet ressortir d'abord que le conflit armé, avec ses causes économiques et structurelles, tourne aujourd'hui à un business nourri par des pratiques illégales comme le trafic de drogue et le kidnapping, ensuite que la crise humanitaire pousse à des déplacements de populations – plus de deux millions de personnes – particulièrement les indigènes et les descendants d'Africains, enfin que la crise est aussi judiciaire et légale avec de nombreuses violations du droit national et international, comme l'engagement de civils dans la guerre ou les menaces contre l'opposition et la société civile.

Synthétisant ces éléments politiques et économiques, le sénateur Carlos Gavira dit : « Pas de démocratie sans démocratie sociale. »

La rencontre avec les déplacés de la Sierra Nevada de Santa Marta, un massif montagneux culminant à cinq mille sept cents mètres au-dessus de la mer des Caraïbes est poignante. Une femme, responsable d'un quartier, me décrit les multiples conflits avec les groupes armés, les paramilitaires qui règnent dans la plaine et les guérillas en montagne, les déplacements forcés, la précarité de la vie dans les bidonvilles surchauffés des grandes villes côtières, l'électrification des villages de leurs territoires qui fait monter les prix de l'immobilier, les quarante assassinats de responsables, de leaders, de professeurs, de médecins ou d'infirmières depuis 1996. Elle est ici depuis six ans ; trois de ses fils sont bacheliers et deux à l'université. Elle constate cependant : « On ne peut pas s'adapter à la vie des civilisés. »

Un peu plus tard dans la journée, le directeur de la Caritas locale de Barranquilla m'explique comment 15 % des guérilleros sont en fait des femmes. Elles séduisent des soldats, obtiennent des renseignements. Parfois les combattantes ont douze ans. Plus tard elles deviennent femmes des commandants. Les soldats disent qu'elles sont plus violentes que les hommes. Mais elles sont victimes,

subissent des violences sexuelles, tombent enceintes, avortent. Elles ne peuvent plus quitter la guérilla. La seule solution serait de leur donner la possibilité de désertier puis d'obtenir le soutien de l'État.

Le lendemain à Cucuta, nous dialoguons avec des personnes frappées par le conflit. Une mère nous décrit les menaces proférées contre son fils d'une vingtaine d'années: s'il ne rejoint pas la guérilla, sa famille sera massacrée. Alors il obéira.

Vers la fin du séjour, le groupe rencontre le président de la République, Alvaro Uribe. Une vraie pile électrique qui réagit vertement à la moindre critique avancée par un parlementaire espagnol au sujet de la situation des déplacés, convoque une conseillère de son cabinet terrorisée pour obtenir immédiatement les chiffres qui doivent anéantir le contradicteur.

Deux options se présentent selon lui face à la crise: affronter militairement les guérillas et les paramilitaires, ou conduire une politique de paix et de réconciliation. Il ne donne pas sa préférence mais nous explique sa politique anticorruption consistant à publier tous les contrats publics.

Suite à cette visite plusieurs participants parlementaires prendront des initiatives. Le député espagnol Adolfo Gonzáles présentera par exemple une proposition de loi visant à apporter un soutien aux personnes déplacées en Colombie. Presque tous auront des rendez-vous avec leurs ministères des Affaires étrangères.

Certains d'entre eux formeront, avec le secrétaire général de Caritas Colombie, Mgr Héctor Fabio Henao Gaviria, et des représentants de Caritas Europa, une petite délégation qui rencontrera en octobre 2005 Alain Lipietz, député européen français, président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec la Communauté andine.

Selon lui, la Commission européenne et le Parlement sont sur la même ligne: appuyer les efforts de paix sans interférer sur la souveraineté colombienne. Les gouvernements successifs ont voulu mettre fin à la guerre mais ne savent pas comment s'y prendre. La

piste de l'amnistie a le vent en poupe mais il faut penser à l'« amnistie sans amnésie ».

On retrouve ainsi la position de multiples négociateurs et Églises dans de multiples pays, du Chili à l'Afrique du Sud par exemple : vérité, justice, réparation puis seulement alors pardon.

Dans *Le Monde* du 18 juillet 2009, Marie Delcas fait le point sur la situation :

« À ce jour, les combattants démobilisés ont avoué 27 382 crimes, dont 22 130 homicides, 1 867 disparitions forcées, 719 enlèvements... [déclare] le procureur Luis Gonzalez [qui] depuis quatre ans dirige, au sein du parquet colombien, l'unité Justice et paix chargée de recueillir les aveux des paramilitaires démobilisés et de faire la lumière sur leurs crimes passés.

“Jamais nous n'aurions pu imaginer ce déferlement de confessions. Et nous n'en sommes qu'au début”, soupire M. Gonzalez. Les chiffres cités seraient la “pointe de l'iceberg”. Ainsi, un “paramilitaire”, Sergio Manuel Cordoba, a expliqué avoir tué “en moyenne” dix personnes par jour pendant plusieurs années, pour un total de 15 000 victimes. Le parquet a recensé 250 000 crimes (massacres, assassinats, viols, enlèvements, tortures) susceptibles d'être attribués aux milices d'extrême droite. [...]

Des centaines de mères de famille ont enfin pu récupérer les restes de leur fils disparu, des milliers de victimes ont enfin écouté la vérité. Et c'est fondamental, souligne M. Gonzalez. Au total, 1 997 fosses ont été retrouvées sur la base des témoignages des paramilitaires et 2 439 corps exhumés. Mais sur ce macabre total, seuls 631 corps ont été identifiés. Des centaines de témoignages n'ont débouché sur aucune instruction. Après trois ans, seule une condamnation a été prononcée. “La loi Justice et paix a montré ses limites”, affirme Gerson Arias, analyste de la fondation Idées pour la paix.

Seules les organisations de défense des droits des victimes s'en inquiètent. “L'apathie de la société colombienne est inimaginable, remarque M. Gonzalez. La presse, ou du moins une partie, tente de faire son travail, mais l'horreur s'est banalisée et l'opinion publique

ne réagit plus. La guerre menée par les paramilitaires a duré plus de vingt ans, c'est très long." Le procureur soupire une nouvelle fois en concluant : "Et dire qu'il manque encore les aveux de toute la guérilla..." »

Voir aussi : *Coca*.

Plaidoyer Croatie

Le viol comme arme de guerre

Un voyage en 1992 faisant suite à de nombreuses missions opérationnelles de membres du réseau Caritas est un peu fondateur d'une position plus politique et dénonciatrice.

Il commence par une rencontre avec le cardinal Franjo Kuharic de Zagreb, se poursuit par la visite de trois camps plongés dans la pauvreté et le désespoir, de trois villes sinistrées et de programmes de reconstruction de Caritas. Cela permet de nombreuses rencontres dont celles de représentants de l'Église orthodoxe et de l'islam.

Mes compagnons de voyage témoignent.

Mgr Jacques David, président du Conseil national de la solidarité : « Près de Zagreb à Karlovac, là aussi, presque au contact des troupes serbes, un camp d'accueil pour des prisonniers sortis des camps de concentration implantés en Bosnie. Trois mille hommes sous l'autorité du Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU. La responsable, une jeune femme italienne, Mme Morelli, nous dit : "Tous les droits de l'homme ont été violés dans les camps. Les familles de ces réfugiés sont leur seule richesse. Cette famille est presque toujours restée en Bosnie. Ces hommes doivent s'expatrier dans des pays d'accueil." »

Mgr Joseph Rozier, président de Pax Christi : « L'embargo ne sert à rien. Il n'est pas effectif. Il y a toujours un commerce, y compris d'armes, qui passe par la Bulgarie, la Roumanie, l'URSS, la Grèce. Aucun moyen n'est prévu pour faire respecter les clauses de l'embargo. »

Michel Kubler dans *La Croix* des 1^{er} et 2 janvier 1993 : « Lipik, quelques kilomètres plus loin. Célèbre hier pour ses thermes et ses haras, la commune voit à présent revenir sa population et ressortir des caves les quelques habitants qui avaient refusé de partir. Avec le concours du Secours catholique et de son homologue autrichien, la Caritas croate a entrepris un vaste programme de reconstruction des maisons. »

Jean-Michel Dumay dans *Le Monde* du 5 janvier 1993 : « Dénoncés vigoureusement par le gouvernement bosniaque ou, en Croatie, par le cardinal Franjo Kuharic, archevêque de Zagreb, les viols systématiques de femmes musulmanes dans des camps serbes en Bosnie ont conduit les autorités croates à réagir. [...] Les autorités religieuses musulmanes ont également réagi, par le biais notamment des conseils religieux Mesihat et Rijaset à Sarajevo, qui ont réclamé que soit accordée une attention particulière à ces femmes violées. [...] Mme Mirsada Aakic-Hatibovic, journaliste à la télévision de la République de Bosnie-Herzégovine, réfugiée en France depuis trois semaines, qui a enquêté sur place sur ces viols, explique : "Le viol est une technique de purification ethnique, au même titre qu'un blocus ou que les camps de concentration." » Des années plus tard le réseau Caritas est un membre actif de la campagne « Le viol comme tactique de guerre ».

Mgr Joseph Duval, président de la Conférence épiscopale française, dans *Le Monde* du 31 décembre 1992 : « Cela me laisse un sentiment de honte. Ce n'est pas une guérilla. C'est une guerre. Que ce soit les destructions de villages, la vision de personnes déplacées, les procédés utilisés pour faire fuir les populations, je me demande : la communauté internationale a-t-elle assez conscience de ce qui se passe sur le territoire de l'ex-Yougoslavie ? »

Un incident pendant la visite. Je pique une grosse colère quand le cardinal Franjo Kuharic, en grande tenue, ceinture rouge flamboyante, fait sortir tout le monde du minibus et conduit fièrement la délégation à quelques pas de la ligne de front à

Karlovac. Elle est gardée par des casques bleus. À proximité flottent, face à face, les drapeaux serbe et croate. Dans les maisons voisines se trouvent parfois des snipeurs.

Tout cela pour voir une colline voisine, un haut lieu où se sont déroulés de durs combats. Elle est restée aux mains des Croates, ce qui a finalement sauvé Karlovac de l'invasion et de l'occupation. Je fais presser le mouvement de repli : notre groupe est une jolie cible, un cardinal, quatre évêques, quelques prêtres, plus les laïcs. Le cardinal n'est pas très content.

De retour à Paris, le président du Secours catholique, Pierre Boisard, écrit au chef de l'État – François Mitterrand – et aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat : « Face à une stratégie de la terreur qui appelle des décisions politiques de notre pays, nous voulons être auprès de vous les interprètes d'une opinion ulcérée par la lenteur des représentants de l'État français pour dénoncer ces crimes contre l'humanité et mettre en œuvre tous les moyens aux niveaux national et international pour y mettre fin. » Ces mots pèsent lourd si l'on songe à la suite des horreurs que connaîtra la région.

Plaidoyer Irak

L'embargo démoniaque

Meurtri par deux guerres, la guerre Iran-Irak et la guerre du Golfe de 1991, l'Irak sombre dans la misère. En février 1998, tous les mois, six mille cinq cents enfants meurent de malnutrition, de manque de soins vitaux et de maladies graves.

L'embargo pose une question morale. Le nonce tonne: « En identifiant Saddam Hussein au peuple irakien, la communauté internationale est en train de tuer un peuple. L'embargo est inefficace. L'embargo est moralement injustifiable. De nombreuses résolutions de l'ONU ne sont pas appliquées, comme celles relatives à Israël. Pourquoi la communauté internationale s'acharne-t-elle sur le régime de Bagdad, ce qui se transforme en acharnement contre le peuple irakien ? »

Et le patriarche chaldéen Raphaël Bidawid d'affirmer: « Même l'air que nous respirons est rationné ! »

Les visas pour aller en Irak sont obtenus sans difficulté à l'ambassade à Amman. Faïq Bourachi, le directeur du Bureau jordanien de Caritas Irak, fait le nécessaire. Nous attendons dans un salon ; appelé, il va dans un bureau voisin avec nos passeports et deux bouteilles de whisky rangées dans un discret sac en plastique. Un quart d'heure après, il revient avec les visas mais sans le sac: « Oublié ! » me dit-il en souriant.

Faïq Bourachi travaille pour Caritas Irak depuis quelques années. Sa première réunion à Bruxelles avec le réseau Caritas fut explosive. Libano-Américain âgé d'une soixantaine d'années, ancien trésorier d'une multinationale américaine, il eut du mal à

comprendre nos méthodes de travail. C'est un bulldozer, petit, râblé, ne croyant personne au premier degré, caricature du responsable d'entreprise ayant bourlingué dans le monde entier. Il a tout vu, tout connu des astuces et vices de l'humanité. Il lui fallut du temps pour accepter les méthodes et manières d'un milieu d'ONG catholiques, respectueuses de la personne humaine, polies, acceptant d'être contrôlées par des commissaires aux comptes et des fonctionnaires. Lui aussi mais avec plus de brutalité. Il a mis en place un bon système de planification et a réorganisé tout le système comptable, particulièrement dans les dizaines de dispensaires qui fournissent régulièrement du lait et de la nourriture de base aux femmes enceintes, aux femmes allaitantes et aux bébés.

C'est un général sur le champ de bataille, qui décide, avance, utilise tous les moyens dans un contexte politique irakien infernal où il faut être prudent, être ami avec tous et se méfier de chacun, négocier entre les deux factions politiques kurdes. Pas un général d'état-major !

Les conflits sont fréquents mais j'ai pendant plusieurs années des échanges infinis avec lui. Il m'apprend beaucoup même s'il choque sans cesse nombre de nos équipes et que plus tard nous avons dû nous séparer de lui. Ses méthodes commençaient à poser problème. Mais il fut la bonne personne à la bonne place pour piloter des programmes dans un contexte démoniaque. Un enfant de chœur s'y serait perdu.

Lors de ce voyage de 1998, nous passons une grande journée à visiter des programmes de construction de maisons jusqu'à Dohuc dans le Kurdistan au Nord. Nous sommes accompagnés du responsable de la sécurité de Caritas, aussi chargé des relations avec les services administratifs, la police, le fisc, les affaires étrangères, les ministères de la Santé, de l'Agriculture, de l'Équipement, etc. Il est diacre et aussi l'agent de renseignement du gouvernement au sein de Caritas. Tout le monde le sait. C'est une bonne solution que ce poste soit confié à un catholique fidèle. Une solution bien à l'image des

relations entre les chrétiens et le régime laïc de Saddam Hussein. Mais il faut veiller à lui donner des éléments pour son rapport journalier et ne jamais tenir devant lui des propos délicats car il serait obligé d'en rapporter le contenu. Quand des étrangers naïfs engagent certains sujets, il n'est pas rare de le voir aller aux toilettes ou quitter une réunion pour une futilité. Mais il ne peut pas en abuser, car il est peut-être contrôlé lui-même par quelqu'un d'autre.

Faïq Bourachi me charge donc de m'asseoir au fond du minibus et de l'occuper. Pendant toute la journée je bénéficie d'une formation sur l'Irak, son histoire, sa culture ; j'insiste particulièrement pour qu'il me décrive en détail les racines et les mécanismes du système tribal, fondations de la société irakienne sur laquelle viennent se disposer les religions, les rites, les appartenances politiques, les fidélités au régime, etc. Journée passionnante. Mais au retour à Bagdad ce sympathique « espion » sortira en titubant du bus, pour aller faire son rapport... tard le soir. Le lendemain matin, il sera toujours aussi chaleureux et ravi de parler son si bon français. J'apprendrai avec joie bien plus tard qu'il a survécu aux drames de son pays. Il habite dans le Nord.

En janvier 2001, les sanctions internationales frappent toujours la population irakienne. Elles accroissent la pauvreté. Toutes les études le prouvent. En quelques mots, Hubert Védrine, ministre français des Affaires étrangères résume la situation à l'occasion du dixième anniversaire de l'invasion du Koweït : « Les sanctions sont cruelles parce qu'elles punissent exclusivement le peuple irakien et les plus faibles des Irakiens. Elles sont inefficaces parce qu'elles n'affectent pas le régime, qui n'est pas encouragé à coopérer, et elles sont dangereuses parce qu'elles [...] renforcent la désintégration de la société. »

En 1998, l'Unicef rapporte la dégradation de la situation avec un taux de mortalité infantile parmi les plus élevés au monde, un trop faible poids à la naissance affectant 23 % des enfants, une malnutrition chronique touchant 25 % des enfants de moins de cinq ans, l'accès à l'eau potable pour uniquement 41 % de la population et 83 % des bâtiments scolaires à réparer.

Des usines électriques et de traitement d'eau potable sont systématiquement bombardées par les aviations américaines et britanniques sans mandat des Nations unies comme en 1998 lors de l'opération « Renard du désert » conduite par l'administration Clinton et le Royaume-Uni de Tony Blair.

Le programme « Pétrole contre nourriture » présenté à tort par Colin Powell, le secrétaire d'État américain, comme le plus important programme humanitaire de toute l'histoire des Nations unies, n'est en fait que l'autorisation donnée à l'Irak de vendre son pétrole et d'acheter, sous contrôle des Nations unies, de la nourriture, des médicaments, des pièces détachées pour ses industries ou moyens de transport, etc.

Mais les contrôles qui n'entravent pas la corruption sont stricts. Les États-Unis et le Royaume-Uni conduisent par leur veto au sein du Comité des sanctions, une politique systématique d'appauvrissement de l'Irak. La théorie du double usage des produits importés – le même objet ou produit peut soigner ou servir pour la guerre, le chlore pour l'eau potable, le cobalt pour un appareil de radiothérapie, etc. – a pour effet d'empêcher l'Irak d'acheter des biens de première nécessité.

Quant aux armes de destruction massive irakiennes, prétexte à tant d'agressions dont est victime d'abord la population, on saura plus tard que l'affirmation de leur existence est un mensonge d'États¹.

1. *Les mensonges de George Bush*, Le Serpent à Plumes, 2004, par Scott Ritter, ancien chef des inspecteurs des Nations unies pour le désarmement en Irak, de 1991 à 1998. « Pourquoi faudrait-il mener une seconde guerre contre l'Irak ? demandait Scott Ritter en 2002, après avoir démissionné en 1998 de son poste d'inspecteur en armements pour l'ONU. "Quand j'ai quitté l'Irak, l'infrastructure et les équipements avaient été éliminés à 100 %. Cela est indiscutable." Scott Ritter savait déjà que les raisons évoquées à Washington – la menace des armes de destruction massive, et la collusion entre Saddam Hussein et Al-Qaida – n'existaient que dans les fantasmes de pouvoir hégémonique du clan néoconservateur de George W. Bush. Scott Ritter raconte les efforts qu'il a déployés au Congrès de Washington, puis à Bagdad et dans les médias du monde entier pour empêcher le gouvernement américain d'attaquer unilatéralement l'Irak, sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU. Sa dénonciation des mensonges de Bush, Cheney, Rumsfeld et "du reste de leur bande de cow-boys

Certains pensent que le régime irakien est le premier coupable et qu'il faut donc maintenir les sanctions pour le punir. Outre le fait bien connu que les sanctions ont presque toujours été inefficaces dans l'histoire des Nations unies, il ne faut pas ici tout confondre ni se laisser abuser par un raisonnement pervers. Dennis Halliday, assistant du secrétaire général des Nations unies et ancien coordinateur humanitaire des Nations unies en Irak – il a démissionné – déclare le 15 février 1999 devant les étudiants de l'université de Washington, à Seattle : « Le fait que nous ne puissions pas communiquer avec lui [le président Saddam Hussein] et que le dialogue avec lui ne progresse pas, ne nous donne pas le pouvoir de tuer les enfants d'Irak. C'est aussi simple que cela. Et comme vous, vous et moi ensemble, nous ne voulons pas être tenus responsables de – à défaut d'un mot plus adapté – ce qui est aujourd'hui un génocide en Irak. »

Dans ce contexte, une délégation de Caritas Europa² se rend en Irak début 2001, accompagnée de la présidente de la région Moyen-Orient et nord de l'Afrique, Claudette Habesch, et du représentant à Amman de Caritas Irak, Faiq Bourachi.

Nous commençons par enfreindre les sanctions en volant avec un avion de Royal Jordanian Airlines affrété pour nous. Il n'y a pas eu de vol depuis des mois. Il y a eu des tractations pour que nous posions cet acte symbolique. Notre ami Faiq Bourachi a utilisé ses

justiciers" lui a valu la calomnie et les attentions du FBI. Mais la "croisade" de Bush a eu lieu et des milliers de civils irakiens et des centaines de soldats anglo-américains sont morts pour un arsenal fantôme. L'Irak "libéré" est occupé, meurtri, ruiné et au bord de l'éclatement. Malgré la capture de Saddam Hussein et des dignitaires de son régime, aucune arme de destruction massive n'a été trouvée. Le mensonge de George W. Bush a été la cause de l'écrasement d'une nation de vingt millions d'habitants par la plus grande puissance militaire de la planète. »

2. Je suis accompagné par Julian Filochowski, directeur de Cafod, Angleterre et pays de Galles, le père Erny Gillen, président de Caritas Luxembourg, Justin Kilculen, directeur de Trócaire, Irlande, Odilo Noti, directeur de la Communication, Caritas Suisse, le père Frank Turner, s.j., assistant du secrétaire général de la Conférence épiscopale catholique d'Angleterre et du pays de Galles, Eileen Sudworth, consultante.

réseaux et nous a sans doute manipulés : il était important pour le travail de Caritas en Irak que notre visite soit utilisée par le régime.

L'arrivée à l'aéroport Saddam Hussein de Bagdad est surréaliste. Des immenses pistes, un seul avion, le nôtre. Nous sommes accueillis en bas de la passerelle par quelques officiels, des fleurs pour Claudette Habesch, Faiq Bourachi et moi. Nous traversons de vastes bâtiments modernes totalement vides. La réception officielle se tient dans une salle où nous reçoivent un ministre représentant le Bureau présidentiel, le directeur du protocole du ministère des Affaires étrangères, ancien ambassadeur à Paris où je l'avais rencontré, un représentant du ministère des Affaires religieuses, l'évêque arménien catholique Mgr Poulos Coussa, de nombreux prêtres représentant la variété des Églises orientales.

Deux équipes de radio et la télévision complètent l'assistance devant laquelle je prononce un discours préparé méticuleusement les jours précédents. Je cite le cardinal Roger Etchegaray après sa visite en Irak de 1998 : « L'embargo par ses effets pervers et incontrôlables détruit l'âme du peuple irakien », et Kofi Annan en mars 2000 : « Les Nations unies ont toujours été aux côtés des faibles et des vulnérables et ont toujours voulu les soutenir alors qu'ici nous sommes accusés de créer la souffrance d'une population tout entière. »

À la sortie, le personnel de Caritas nous souhaite la bienvenue avec des grandes banderoles en anglais et en arabe contre l'embargo. La télévision diffusera au moins trois fois ces scènes dans un long reportage, l'atterrissage de l'avion, l'accueil sur la piste, la conférence d'arrivée, les banderoles. J'ai vraiment eu le bon réflexe de retourner contre moi la photo de Saddam Hussein que l'on m'avait offerte avec les fleurs !

Le lendemain, notre groupe se divise en trois équipes pour des visites à Mossoul au nord, à Najaf au sud de la capitale où je reste pour aller voir des centres nutritionnels pour femmes enceintes, femmes allaitantes et enfants de moins de cinq ans. Dans trois d'entre eux, recevant respectivement deux mille, mille deux cents et mille bénéficiaires, j'ai l'occasion de parler avec des mères de

familles et des jeunes femmes en très grande majorité musulmanes. Elles m'expliquent le manque de nourriture, la pauvreté, le chômage, les difficultés de la vie quotidienne. Les salariés et bénévoles de Caritas Irak insistent sur le manque d'éducation des mères et sur les petites formations mensuelles mises en place. Il n'y a pas de politique de planning familial : depuis le début de la guerre avec l'Iran en 1980, les produits contraceptifs sont interdits par le régime. Je visite aussi plusieurs ateliers textiles qui fournissent du travail à une trentaine de femmes.

À Najaf, l'usine de traitement d'eau potable a été bombardée par les Occidentaux. C'est la Caritas avec le financement d'États scandinaves qui doit prendre en charge les réparations !

Les jours suivants, nous avons rendez-vous avec quatre ministres, le plus souvent en uniforme de général, même celui des Affaires religieuses. Cela permet de mieux comprendre la position du gouvernement, sa fierté. Le ministre de la Santé décrit la situation difficile des hôpitaux que nous constatons *de visu*, en visitant deux établissements.

Tarek Aziz, le vice-Premier ministre chrétien, est aussi charmeur que sa réputation le dit. Il nous reçoit en civil dans l'immeuble du cabinet du ministère des Affaires étrangères, immense bâtiment moderne à façade de style arabe avec de belles décorations à l'intérieur : la pauvreté est mal répartie. Il nous fait l'éloge du rôle moral de l'Église en Europe.

Le président du Parlement, le docteur Sadoon Hamadi, proteste contre les contrôles des armements : il y a eu 264 missions d'inspections sur 2 558 sites, 6 938 visites, 129 caméras installées et toujours pas d'armes de destruction massive découvertes. Depuis l'invasion du Koweït, l'Irak a accepté les résolutions des Nations unies, les contrôles, et cela continue en plus avec le programme « Pétrole contre nourriture » qui viole les droits de la population et la maintient en état de pauvreté chronique.

Nous tenons par ailleurs plusieurs rencontres avec des responsables des Églises catholiques. Les chrétiens font face à de

nombreuses tensions. L'exode est fort même si le régime relativement laïc est assez protecteur à leur égard.

De retour à Amman, notre délégation affine la position de Caritas Europa. Il est inutile et inefficace de plaider pour l'abrogation des sanctions. Il faut demander leur suspension immédiate et des négociations humanitaires.

Les suites sont intenses. Nous tenons de multiples conférences de presse en Europe, à Bruxelles, Luxembourg, Stockholm, Oslo, et visitons presque tous les ministères européens des Affaires étrangères dont les pays sont membres du Conseil de sécurité des Nations unies, Allemagne, Grande-Bretagne, Irlande, France, Suède, Ukraine. Je vais aussi en Norvège car le pays préside le Comité des sanctions. Je rends donc visite au ministère des Affaires étrangères et à des personnalités politiques de la majorité et de l'opposition. Petite organisation d'une petite Église catholique, Caritas Norvège allie action et plaidoyer avec par exemple une attention particulière à l'Amérique latine ou au Sri Lanka. Elle suit en ce sens les priorités du gouvernement norvégien.

Ma visite à Berlin sera étrange car le rendez-vous est pris pour le 13 septembre 2001, deux jours après les dramatiques attentats du World Trade Center de New York. La position allemande est très proche de celle des États-Unis avec cependant des critiques sur le fonctionnement du Comité des sanctions.

L'action la plus percutante est l'audition publique « L'Irak et la communauté internationale », organisée le 26 février 2001 à Bruxelles par la Commission des Affaires étrangères, des Droits de l'homme, de la Sécurité commune et de la politique de défense du Parlement européen. Son président, l'Allemand Elmar Brok, ouvre les débats en se demandant comment limiter la nuisance d'un régime criminel.

Sur le thème des sanctions, j'interviens en compagnie de Hans von Sponeck, ancien responsable du programme « Pétrole contre nourriture ». Il déclare que les sanctions sont illégales, qu'elles ne

servent en rien le désarmement et défend l'idée qu'en dépit des critiques, 90 % des produits entrant en Irak au titre du programme humanitaire sont distribués à la population.

Marc Bossuyt, professeur de droit international à Anvers, revient sur les six critères d'évaluation des sanctions qu'il propose dans un rapport au Comité économique et social des Nations unies en juin 2000 : menaces pour la paix internationale, respect des principes d'humanité, protection des civils, respect des principes de l'aide humanitaire en matière de produits concernés, limitation dans le temps, efficacité réelle. La délégation de Caritas Europa a eu l'occasion de constater en Irak que si ces principes étaient scrutés, les sanctions devraient être levées immédiatement.

Pour ma part, je fais part de mes constats, analyses et convictions :

« Il faut suspendre immédiatement les sanctions internationales qui frappent la population irakienne depuis 1990.

Suspendre pour alléger tout de suite ses souffrances. Suspendre pour donner le temps à la négociation internationale de s'engager et de conclure par un accord fondé sur la dignité de la personne humaine.

Demander la suspension est réaliste : jamais les autorités américaines n'accepteraient une annulation rapide des sanctions qu'elles poussent comme une arme politique contre le régime.

Le pétrole est une des clés de lecture de la situation irakienne : ce pays en détient les deuxièmes réserves mondiales. L'équilibre du Moyen-Orient entre aussi en jeu, tout comme les rodomontades récentes du président irakien voulant faire craindre des tirs de missiles sur Israël alors que les inspecteurs de l'ONU affirment que l'Irak ne dispose plus d'engins de ce genre capables de voler plus de cent cinquante kilomètres !

Imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies dès l'invasion du Koweït, les sanctions se poursuivent depuis des années en dépit des rapports de responsables des organismes chargés de désarmer l'Irak. Ceux-ci déclarent qu'après ses liquidations d'armes et de produits toxiques et leurs contrôles, l'Irak ne dispose plus de

moyens de destruction de masse. Certains expriment cependant des doutes sans en faire la démonstration mais disent comme Richard Butler, président d'Unscm³, l'organisme de vérification des armes, à la BBC le 4 juin 2000, que les sanctions sont "contre-productives par rapport au désarmement [...] et que les dommages causés au peuple irakien doivent s'arrêter". [...]

La population irakienne est à bout de souffle même si l'Unicef et le Programme alimentaire mondial relèvent le bon fonctionnement global des distributions alimentaires générales organisées par le gouvernement de Bagdad.

De nombreux organismes des Nations unies multiplient les constats alarmistes. L'Unicef démontre que la mortalité infantile a plus que doublé ces dix dernières années. Le chômage atteint 53 %. Les familles vendent leurs biens, meubles, bijoux, livres, etc., pour survivre. Un ancien coordinateur humanitaire des Nations unies en Irak, M. Hans von Sponeck, déclarait après avoir démissionné de ses fonctions : "Nous sommes en train de détruire un pays tout entier. C'est aussi simple et terrifiant que cela."

Face à ces drames, et pour compléter l'aide matérielle indispensable, des Caritas d'Europe ont envoyé sur place des missions ces dernières années. Une délégation de Caritas Europa – regroupement des quarante-quatre pays de la région Europe – en revient avec quatre conclusions :

Premièrement, les sanctions infligent des souffrances immenses à la population irakienne et détruisent le tissu social du pays. Les domaines les plus touchés sont la santé, l'alimentation, la distribution et la qualité de l'eau potable. Les enfants et les personnes âgées ou marginalisées sont les premières victimes.

Deuxièmement, l'Irak, jadis pays riche, a été sciemment "dé-développé". Une crise humanitaire y a été créée. Et comme le

3. La résolution 687 du 3 avril 1991 du Conseil de sécurité établissait un cessez-le-feu entre l'Irak et la coalition des États soutenant le Koweït. Cette résolution traite de l'élimination, sous contrôle international, des armes de destruction massive de l'Irak et de ses missiles balistiques d'une portée supérieure à cent cinquante kilomètres.

déclarait à la délégation de Caritas Europa M. Tarek Aziz, vice-Premier ministre, une fois levées les sanctions, l'économie irakienne redémarrerait rapidement.

Troisièmement, les sanctions sont en contravention avec la Charte des Nations unies et de multiples conventions internationales, au moins dans l'esprit, car il ne suffit pas qu'elles aient été décidées et poursuivies par le Conseil de sécurité pour qu'elles soient justes, quand on connaît la politique américaine qui est conduite en Irak. Les sanctions, pendant plus de dix ans, ont porté atteinte à des millions de civils! [...]

Enfin, face à la crise humanitaire, les sanctions ne sont pas justifiables. M. Peter Hain, ministre d'État au Foreign Office du Royaume-Uni se demandait à la BBC le 5 janvier dernier quelles seraient les alternatives aux sanctions. La délégation de Caritas Europa plaide, elle, pour la suspension immédiate de cet embargo qui ne crée que des souffrances et de la pauvreté. [...]

La négociation à venir, les futurs débats au sein du Conseil de sécurité, la présidence de l'Union européenne par la Suède, pays ouvert à ce type de médiation, sont autant d'occasions à saisir pour construire une position européenne en profitant de la présence parmi les membres du Conseil de sécurité, outre les pays permanents européens, France, Royaume-Uni et Russie, de l'Irlande, de la Norvège et de l'Ukraine.

Les sanctions doivent être suspendues dans l'attente de leur levée totale.

Dire cela pour Caritas Europa, c'est être cohérent avec un soutien de longue haleine au peuple irakien. »

Dans son rapport de juin 2001, la vice-présidente de la Commission du Parlement européen, la baronne Emma Nicholson of Winterbourne, plaide pour une révision de l'embargo et l'acceptation par le Conseil de sécurité d'importations de biens pour l'investissement et le développement en Irak. Elle note aussi que le régime irakien rejette toute nouvelle approche, exigeant la suppression des sanctions et réclamant l'arrêt de l'inspection de ses armements.

En janvier 2003, juste avant l'attaque américaine contre l'Irak, Caritas Europa prend position contre une nouvelle guerre qui créerait une catastrophe humanitaire en Irak.

La conférence tenue à Genève en avril 2007 par le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations unies sur les besoins humanitaires des deux millions de réfugiés et des un million neuf cent mille déplacés irakiens se concentre sur l'aide à apporter. Mais le haut commissaire Antonio Guterres déclare à juste titre en ouverture : « Nous savons tous que les problèmes humanitaires sont les symptômes d'une maladie dont le traitement ne peut être que politique. »

J'y représente Caritas Internationalis avec, entre autres, Najla Chahda, la directrice du centre des réfugiés de Caritas Liban, qui introduit en séance plénière la déclaration des ONG insistant sur la responsabilité des États de la coalition en Irak et dans les pays voisins et dans l'accueil de réfugiés chez eux.

Dans ce genre de conférence, les représentants des États et des organisations internationales s'expriment les uns après les autres sans débat. De nombreux délégués relèvent que le gouvernement irakien est le responsable de la sécurité et du bien-être de sa population tout en reconnaissant que c'est bien difficile.

Tristement, très peu d'interventions mentionnent la question de la protection religieuse des minorités.

La suite de l'histoire sera pire. Mgr Salim Sayegh, vicaire patriarcal latin à Amman, en Jordanie, le démontre dans *La Croix* du 2 janvier 2009 : « La Jordanie n'est qu'un pauvre pays de tomates et de concombres, qui compte à peine six millions d'habitants et ne peut pas, seul, faire face à l'arrivée en cinq ans de trois cent mille Irakiens ! Certes, on dit que, chaque semaine, deux cents Irakiens obtiennent un visa et quittent la Jordanie, mais il en reste toujours deux cent mille à deux cent cinquante mille, et ils sont de plus en plus pauvres. Les Irakiens riches qui arrivent ici peuvent s'en sortir. Mais ceux des classes moyennes, après avoir vécu à peu

près convenablement les dix premiers mois, tombent ensuite dans la misère car ils n'ont plus d'argent et n'ont pas le droit de travailler. S'ils travaillent clandestinement, ils sont sous-payés par rapport aux Jordaniens. Et s'ils protestent, ils sont expulsés. La police jordanienne est très dure avec les immigrés qui posent problème. Quand je me rends dans les quartiers irakiens populaires, beaucoup de parents me supplient parce que leurs enfants ont faim. [...]

À leur place, que feriez-vous ? Des dizaines de jeunes femmes chaque nuit se prostituent pour avoir un peu d'argent. Ajoutez à cela les pauvres de Jordanie, qui ne peuvent plus faire face à l'augmentation des loyers et du coût de la vie. D'après les rapports des Nations unies, 60 % de la population ici vit en dessous du seuil de pauvreté. Évidemment, les touristes qui ne restent que quelques jours à Amman et Petra ne se rendent pas compte de toute cette misère. »

Voir aussi : *Urgences et développement local*.

Plaidoyer au Nord

La croissance... des précarités

Les méthodes de plaidoyer des ONG américaines sont fascinantes. En 1988, je visite plusieurs organisations du réseau de Catholic Charities à Miami, La Nouvelle-Orléans, Baltimore et dans le New Jersey, près de New York. À côté d'activités multiples en particulier d'accueil de jeunes femmes seules avec enfants, de centres pour malades du sida, d'activités en faveur de migrants, cet énorme réseau conduit une action de plaidoyer très efficace. Premier principe, avoir un seul sujet national par année ; « le prix de revient d'un lit d'hôpital » en 1988 ! Second principe : demander au plus grand nombre de bénévoles et de sympathisants de contacter leurs parlementaires, locaux et fédéraux, par courrier ou téléphone.

À Miami, en plus du thème national, l'organisme de Floride conduit une forte action de lobby au sujet des droits des immigrés, sous la conduite d'un prêtre ardent défenseur des exilés cubains et des réfugiés haïtiens : scolarisation, protection sociale, droit d'asile, etc.

En 2007, je vérifie la proximité en matière de plaidoyer des deux Caritas, Catholic Charities, celle pour l'action sur le territoire des États-Unis, et Catholic Relief Services, celle pour l'action d'urgence et de développement à l'étranger. Elles sont en lien avec la Conférence épiscopale qui dispose d'un département spécial pour ces actions politiques. Tout est coordonné dans un souci de cohérence thématique et d'efficacité. Cela crée parfois des tensions au sein du réseau Caritas quand sur un sujet, nous voulons avancer et que notre membre américain n'est pas d'accord, car ses évêques

ne le sont pas. Plusieurs fois, nous entendrons l'un ou l'autre représentant européen dire que ce ne sont pas les évêques américains qui font la politique de Caritas Internationalis, comme cela fut le cas à propos de la création d'une taxe internationale sur les transactions financières, la fameuse taxe Tobin que ceux-ci rejetaient.

La Conférence épiscopale a élargi son champ d'action. Elle traite du Moyen-Orient et de l'Irak, du changement climatique, des migrations, de la pauvreté, du logement social, de la politique agricole et de l'aide à l'étranger.

Quant à l'avortement et à la politique *pro-life*, ils envahissent toutes les discussions et prises de position : je fais remarquer à mes interlocuteurs que dans toutes mes rencontres, toutes les dix minutes, le sujet est abordé même par des gens raisonnables qui se protègent ainsi des critiques !

Un autre style d'action prévaut en Europe. Un rendez-vous avec M. Antonio Guterres, Premier ministre du Portugal, se tient en mars 2000, l'avant-veille du Conseil européen de Lisbonne. Le Portugal exerce en effet la présidence de l'Union européenne début 2000.

Caritas Europa prévoit parmi ses priorités un travail sur la responsabilité des États en matière sociale. Il vise spécifiquement la question des *working poor*, les pauvres qui travaillent.

L'objet de la rencontre avec M. Guterres est de lui présenter les positions de Caritas Europa. J'insiste sur les phénomènes de pauvreté et d'exclusion, les *working poor*, les emplois précaires, les familles monoparentales, les chômeurs, les jeunes et les personnes âgées. Également sur la prise en compte dans l'analyse macroéconomique de l'emploi au niveau de l'Union, de la nature des emplois créés, en s'attachant particulièrement à faire apparaître le pourcentage des emplois précaires ou rémunérés au niveau du salaire minimum

M. Antonio Guterres précise que les États veulent pour la première fois s'engager dans une logique globale, emploi et lutte

contre l'exclusion, contre la pauvreté. Une attention particulière doit concerner les bénéficiaires des revenus minima ou familiaux d'insertion, les femmes en difficulté souvent sans qualification professionnelle, les chômeurs, les zones en dépression économique et sociale, l'insertion des migrants. Les États, dit-il, veulent pousser la coordination des politiques nationales, avancer dans la voie de l'inclusion de la lutte contre la pauvreté dans toutes les politiques, dans la voie de politiques spécifiques pour des populations particulièrement en difficulté. Ils décideront de se donner des objectifs, comme ils le font en matière d'emploi. Ils traceront les principes de mise en œuvre d'indicateurs de la pauvreté, quantitative et qualitative.

Le conseiller social du Premier ministre du Portugal insérera la résolution de Caritas Europa dans le dossier officiel du Conseil européen distribué aux participants et à la presse.

Voir aussi : *Droits humains*.

Réseau

Important ou petit, rester quoi qu'il en coûte !

La campagne ambiguë de Médecins sans frontières-France contre le régime éthiopien fin 1987 met le trouble dans les esprits. Certes le régime du dictateur marxiste Mengistu organise des déplacements de population menés de façon inhumaine et la villagisation constitue un moyen de contrôle de celle-ci. Mais il n'est pas vrai que le gouvernement ait été animé par une volonté de génocide. Comme partout la corruption existe mais l'aide arrive aux populations.

Il n'y a d'ailleurs rien d'anormal à ce qu'un gouvernement quel qu'il soit, fasse son devoir en contrôlant les activités médicales ou d'implantation d'infrastructures d'organisations locales ou étrangères. Doit-on au nom d'un libéralisme débridé lui refuser le droit de vérifier les plans et l'exécution d'un barrage, à la fois perspective d'espoir et bombe potentielle menaçant les villages situés en aval ? En Éthiopie, la Commission officielle d'aide et de réhabilitation, chargée d'harmoniser les actions, doit donner un accord préalable aux programmes des ONG. Caritas et les congrégations religieuses éthiopiennes et étrangères constituent un réseau local qui n'a jamais été obligé de développer une activité sur ordre de cette commission. Dans cette négociation permanente avec les autorités de l'État, l'atout de l'Église est double : son efficacité en matière sociale et médicale et la dimension internationale de son réseau. De plus, les opérations d'urgence liées à la famine se réalisent au sein d'un consortium œcuménique rassemblant l'importante Église orthodoxe, la petite Église catholique et les confessions protestantes.

MSF-France a donc quitté le pays en fanfare alors que MSF-Belgique y continue ses activités. Je visite, en 1986 puis mi-1987 avec Noël Copin de *La Croix*, son hôpital de soixante-dix lits à Idze Hamus près d'Adigrat au Tigré, qui fonctionne avec deux médecins belges assistés de deux infirmières, l'une française et l'autre suisse.

Face aux arguments de MSF-France, le cardinal Paulos Tsadua d'Addis-Abeba reconnaît les violations des droits de l'homme liées aux déplacements de population mais insiste sur le fait que l'on ne peut pas maintenir des gens à l'écart de toute aide et que des regroupements en urgence sont indispensables. D'ailleurs, Caritas, en plus des gigantesques norias de camions et d'avions, met en place des « trains d'ânes » pour porter secours aux zones les plus reculées malgré l'habitude ancestrale des villageois éthiopiens de parcourir des dizaines et des dizaines de kilomètres pour rejoindre les marchés et maintenant les points de distribution alimentaire.

Et le cardinal ponctue fermement : « Moi, je suis éthiopien. Je reste quoi qu'il adviene. Je ne suis pas dans la logique de rester ou de partir. Je reste et resterai, même en prison s'il le fallait ! »

Voilà une parfaite définition de notre réseau de gens du pays, présents dans la durée, solidaires de leurs concitoyens, quoi qu'il adviene.

Pour faire face aux réalités, le dialogue est essentiel. Il permet aussi d'assurer la bonne cohérence d'un réseau. Lors de l'assemblée de la confédération de 2003, pendant la discussion budgétaire, des tensions conduisent au refus de l'augmentation des cotisations qui couvrent plus de 70 % des recettes de fonctionnement du secrétariat de vingt-cinq personnes. Quelques maladroites du trésorier ne suffisent pas à expliquer cela.

Des critiques s'expriment sur le déficit de qualité de la coordination en matière d'urgence, ce qui pousse d'ailleurs les Européens depuis quelques années à devenir un peu plus indépendants et à pousser des idées nouvelles que la confédération finit par suivre :

création de groupes de travail lors d'une catastrophe comme cela s'est fait à la satisfaction générale lors de la crise des réfugiés du Kosovo en 1999 et de ses suites dans les Balkans, mise en place, si nécessaire, d'équipes de soutien à la Caritas du pays sinistré. L'efficacité de ces idées est manifeste lors du tsunami de décembre 2004.

Et puis, on entend toujours le même refrain de membres qui n'aiment pas payer de cotisations mais adorent contribuer au travail général en dégageant du temps de leurs personnels. Les structures internationales et régionales du réseau Caritas ne comptent qu'une soixantaine de personnes.

La vie d'un tel réseau est faite de tristesses mais aussi de sourires. Ainsi, en Biélorussie, à la fin de ma visite de l'été 2001, je bénéficie de confidences émouvantes. Lors de la précédente assemblée annuelle de Caritas Europa qui se tenait à Bruxelles le directeur financier de Caritas et la chargée des relations extérieures avaient amené de la nourriture pour pouvoir pique-niquer et faire ainsi des économies de restaurant le soir, car l'organisation avait prévu des « soirées libres ». Je réalise alors qu'au soir du dernier jour, alors qu'avec avec une vingtaine d'amis encore présents je dînais au rez-de-chaussée de l'hôtel, eux étaient, quelques étages plus haut, en train de manger des tomates, des concombres, de la saucisse et du pain ! Je n'ai jamais oublié la leçon et nous avons pris des dispositions. Mais quel choc de réaliser si concrètement les différences internes à un réseau. Depuis ce jour, je porte une attention toute spéciale aux conditions de travail et de rémunération des salariés de nos membres, particulièrement par exemple aux conditions de retraite. À ce jour, il est encore des cas et des pays où elles sont égales pratiquement à zéro !

Au Sénégal, le congrès de Caritas Afrique de novembre 1990 se tient dans un hôtel de vacances en bord de plage un peu au sud de la capitale. Le choix est pertinent car en morte saison les prix y sont très économiques. Mais la cohabitation aux buffets des

baigneuses en maillots de bains et des évêques en soutanes marque par son pittoresque.

Une autre question structurelle me préoccupe lorsqu'en mai 2005, je deviens président de la confédération, suite au décès de Mgr Fouad El Hage. Ma situation juridique est un peu curieuse : comme premier vice-président élu par l'assemblée générale de 2003, je remplace automatiquement le président décédé mais je n'ai pas obtenu l'indispensable aval du Saint-Siège, préalable à l'élection de tout président. Il me semble donc courtois de rencontrer la Secrétairerie d'État pour me rendre compte de la façon dont elle analyse cet état de fait, parfaitement statutaire mais comportant cependant une petite paille. En juillet 2005, Mgr Pietro Parolin, sous-secrétaire pour les relations avec les États me confirme que la situation est parfaitement claire et que la présence d'un laïc à ce poste est une très bonne chose. Nous échangeons par ailleurs longuement sur les Objectifs de développement du millénaire adoptés par les Nations unies en 2000, sur la Chine, le Vietnam, la Corée du Nord, la Colombie, le Togo, le Soudan, le Kosovo, l'islam en Afrique, les organisations internationales catholiques et les délégués de Caritas Internationalis à New York et Genève. Ces contacts se poursuivent les deux années suivantes.

Je rencontre ensuite au Conseil pontifical *Cor Unum* Mgr Paul Josef Cordes, le président, et son équipe. Ce conseil a une fonction de promotion de l'esprit de charité dans l'Église. Il a été créé par Paul VI en 1970 pour rééquilibrer les forces à l'époque où Caritas se développait rapidement, particulièrement dans le cadre de la crise du Biafra.

Je le rencontre fréquemment par la suite pour ajuster nos pratiques et les modalités de collaboration, par exemple pour clarifier notre position dans l'application d'un document juridique publié par le pape fin 2004, à la surprise du président Mgr Fouad El Hage et du Bureau dont je suis membre. Il confère à la confédération la personnalité juridique canonique publique et précise que le

Conseil pontifical Cor Unum sera chargé de « suivre et accompagner » l'activité de Caritas Internationalis. Je défendrai toujours la stricte définition des mots : suivre et accompagner, c'est être à nos côtés, pas devant. Et les autorités du Vatican me soutiendront dans la mise en œuvre de la relation première avec la Secrétairerie d'État.

En mars 2006, Mgr Leonardo Sandri, substitut pour les affaires générales me précise à nouveau que c'est elle notre organisme de tutelle, même si des textes récents donnent certains rôles à Cor Unum. C'est bien à elle que nos comptes doivent comme d'habitude être communiqués comme les noms des candidats aux fonctions de président et de secrétaire général.

L'encyclique *Deus Caritas est* venant d'être publiée, mon interlocuteur me fait passer d'entrée un petit oral sur la doctrine sociale de l'Église sous le regard amusé de l'assistant ecclésiastique de Caritas Internationalis, l'enthousiaste père Nelson Viola, argentin comme Mgr Sandri et dont il a été le professeur de séminaire. Nous concluons ensemble l'examen en tombant d'accord pour penser qu'il s'agit d'une encyclique parmi d'autres. Cela rejoint des tensions dans notre réseau sur le sous-traitement de l'engagement pour la justice et les droits de l'homme dans ce texte qui développe surtout une approche spirituelle et sociale.

Il approuve par ailleurs mon insistance sur la nécessaire bonne organisation des institutions et associations sociales et sur notre refus du prosélytisme. À ce sujet il manifeste un peu d'agacement envers des groupes un brin fondamentalistes qui bénéficient d'un soutien chez certains dignitaires romains.

Après l'assemblée de 2007, j'ai à ma demande un entretien en tête à tête avec le cardinal Oscar Andrés Rodríguez Maradiaga, nouveau président¹ auquel je fais part de quelques sujets importants

1. Il n'avait pas pu y participer, retenu au Brésil par la rédaction finale du document de la conférence d'Aparecida, V^e Conférence générale de l'Épiscopat latino-américain et des Caraïbes.

pour l'avenir: d'une part, les différences entre les régions qui pourraient déséquilibrer la confédération et, d'autre part, des éléments de modernité à prendre en compte tels que les phénomènes migratoires, le changement climatique, la montée de la place des fondations américaines dans le *fund-raising*, la croissance inquiétante des idées *pro-life* dans l'Église, la cléricatisation dans le réseau Caritas.

J'attire aussi son attention sur la variété de nos membres. Chacun a sa personnalité. La situation de la Caritas du Luxembourg est ainsi bien particulière car elle est d'une part une grosse organisation dans son petit pays, et d'autre part une petite mais efficace organisation dans notre gros réseau. Importante par les soutiens financiers qu'elle procure à nos membres. Importante politiquement aussi.

Dans ce petit pays, le président de Caritas est une personnalité en contact avec tout le monde. Il a ses entrées auprès du Premier ministre, des ministères et même de la cour grand-ducale. Par ailleurs, le pays tient une place à part entière au sein de l'Union européenne, et y a la même voix, le même siège que les autres. Plusieurs de ses hommes et femmes politiques y ont joué et y jouent un rôle majeur.

Alors, lorsqu'un sujet le mérite, il n'est pas rare que nous fassions appel à Caritas Luxembourg pour alerter sur une question, faire avancer un dossier. Ce fut le cas à propos de nos propositions au sujet du Kosovo, de la réglementation européenne relative aux importations de coton africain, de nos revendications au sujet de la mise en œuvre des Objectifs de développement du millénaire. Nous avons ainsi organisé plusieurs conférences de presse complémentaires à Luxembourg au sujet d'un rapport sur la pauvreté en Europe ou de la suspension des sanctions contre l'Irak.

Comme quoi personne n'est jamais « petit ».

Voir aussi: *Vie du réseau*.

Roms

Les frontières du village

Début 1999, l'arrêt dans deux villages tziganes slovaques est un choc. Grande pauvreté, marginalisation, insalubrité. L'exclusion et le rejet se sentent physiquement. Les tensions et les conflits avec la population avoisinante sont monnaie courante. Parfois les familles tziganes sont installées à côté d'HLM construites pour elles mais qu'elles ont quittées rapidement après les avoir rendues insalubres. La quasi-totalité des adultes est au chômage. Les cinq cent mille Tziganes constituent une forte minorité dans ce pays de cinq millions et demi d'habitants.

La directrice de l'action sociale régionale que nous rencontrons avec le responsable national de Caritas, insiste sur la politique familiale et les nécessaires coopérations avec les associations privées. À propos des Tziganes, elle voudrait aussi développer des projets éducatifs et sociaux mais ne semble guère optimiste sur les résultats à en attendre.

L'été suivant, en Bulgarie, à Bania un petit projet alimentaire consiste simplement à financer la moitié du coût des repas des deux cent trente enfants tziganes de l'école qui en compte deux cent quatre-vingt-six au total. Les bâtiments et la cantine sont en médiocre état. Dans le quartier tzigane, les scènes de pauvreté et de mauvais entretien sautent aux yeux.

Il y a environ neuf mille Tziganes dans la région. En Bulgarie, ils sont trois cent mille sur près de neuf millions d'habitants. Ici, la cohabitation se passe bien mais le manque de travail est un gros problème. Souvent les jeunes filles sont mariées dès douze ans et l'âge de mariage des garçons baisse.

La même année, en Macédoine, la grande affaire du directeur de Caritas concerne les populations roms. À soixante-dix ans, il va de projet en projet. Une « ville » regroupe vingt-cinq mille Roms, une partie de ceux qui habitent dans la région de Skopje. 20 % de belles maisons appartiennent à ceux qui travaillent ou ont travaillé en Allemagne, en Suisse ou en Italie. Les autres, masures insalubres, manifestent là aussi l'inégalité des trajectoires.

Le père Cirimotic négocie l'achat de deux terrains, l'un pour construire vingt-cinq maisons, l'autre pour créer un centre social et médical et une école de filles. Il n'a pas les fonds nécessaires, mais « les Caritas d'Europe paieront ! ».

Alors, quand ses partenaires américains, face à la crise des Balkans, veulent à toute vitesse lancer des projets selon lui mal ficelés et naïfs dans la façon de prôner le dialogue, la réconciliation entre les différents peuples de la région, et la pédagogie pour la justice et la paix, il leur propose l'achat pour des familles roms de deux terrains « constructeurs de paix ! ».

En décembre 1999, à Sofia, une réunion des Caritas d'Europe de l'Est traite de leurs pratiques sociales et aborde la question tzigane comme un sujet majeur. La réponse est souvent la scolarisation. Mais clairement cela ne suffit pas.

En Roumanie, en 2001, dans une petite bourgade à proximité d'Alba Iulia, un gros quartier excentré balance tout d'un coup le visiteur dans le tiers-monde : une ville tzigane !

Ville ? village ? bidonville ? Les animaux déambulent dans les ruelles. Au détour d'une cuisine, un veau dort dans la paille. Plus loin, quelques porcs font leur travail d'éboueurs. La chaleur attise les odeurs. Des femmes vaquent à leurs corvées d'eau aux fontaines publiques récemment installées. Des enfants en guenilles jouent gaiement. Les radios et les télévisions hurlent.

De nids-de-poule en chaussées défoncées ou hachées par des travaux d'assainissement bienvenus, nous atteignons, couverts de

poussière, une école de cinq cents enfants créée et gérée par la paroisse et la Caritas locale. Elle domine la zone. Toute blanche, juste finie, elle respire la propreté, le calme.

Le jeune curé est un fanatique de l'éducation, seule piste, selon lui, pour tirer vers le haut les élèves et les générations futures. Les salaires des professeurs et de tout le personnel sont payés par le ministère de l'Éducation.

Souvent, en Europe centrale, de tels projets naissent. La Caritas tchèque ou la portugaise sont fortement engagées. L'éducation semble être le lieu principal du soutien des Roms. On y voit des progrès tangibles. Mais cela ne change pas les mentalités et l'exclusion se perpétue.

La Hongrie a fait de la question un sujet essentiel. Le secrétaire de la Conférence épiscopale insiste en décembre 2002 sur la priorité que constitue cette minorité. Ce pays est un cas unique : en 1993, il a voté une loi reconnaissant des droits à treize minorités, douze minorités nationales et une ethnique, les Roms dont le nombre varie de quatre cent mille à sept cent mille selon les estimations. Dans certains villages, 40 à 50 % des enfants sont tziganes. Dans une petite ville, « seul le prêtre n'est pas tzigane ! » me dit-on.

Or la situation est grave. 70 % de cette minorité est au chômage en dépit de ses réelles qualités de travailleurs reconnues par tous. L'espérance de vie est inférieure de dix ans à celle de la population majoritaire, déjà pourtant l'une des plus basses d'Europe.

La pierre angulaire de la loi est l'établissement de conseils communautaires ou « gouvernements autonomes des minorités » élus par les membres d'une même minorité nationale ou ethnique à tous les niveaux territoriaux.

En octobre 1998, les communautés tziganes disposaient de sept cent soixante-six conseils communautaires. Mais les crédits sont modestes et les rapports conflictuels avec les conseils municipaux. La représentation politique des Tziganes dans les organes de droit commun reste minime.

Les débats sont vifs sur les solutions. Les difficultés d'intégration sont-elles sociales ou culturelles? Faut-il privilégier une éducation ethniquement séparée ou intégrée? Le directeur de la Caritas diocésaine d'Eger pense qu'il faut commencer par l'intégration économique et que l'intégration culturelle sera la seconde étape.

L'Église balbutie: trois cents écoles catholiques accueillent des enfants tziganes. C'est peu et beaucoup, sans doute plus « peu » que « beaucoup ». Les quatre Caritas diocésaines que je rencontre en 2002 ont des activités dirigées vers les Tziganes, nombreux jardins d'enfants, action sociale, même un cercle biblique.

On sent chez tous les interlocuteurs de l'énergie et des doutes. Certains intellectuels tziganes font la comparaison avec le long combat des noirs américains.

Le commissaire européen de nationalité tchèque, Vladimír Špidla, déclare en 2005: « J'estime qu'il convient de nous souvenir que l'histoire des Roms en Europe est jalonnée de persécutions et que ces persécutions ont souvent été d'une cruauté inimaginable. En vertu d'un décret édicté par l'empereur autrichien Léopold I^{er} à la fin du XVIII^e siècle – je paraphrase –, tout Rom qui franchirait les frontières d'un village devait être tué, enfants compris. Toute personne qui omettrait d'agir de manière aussi expéditive serait punie. »

Sida

Les catholiques :
un quart des réponses mondiales et sans jugement

L'action du réseau Caritas dans le domaine du sida est l'un des éléments de son identité. Elle s'est progressivement élargie à partir des années 1980.

Ainsi, au Chili, à travers les difficultés du pays et de l'Église, la Caritas maintient sa ligne au service des plus pauvres. Elle a pu de ce fait paraître engagée ou conservatrice selon les époques. Engagée quand, avant la Croix-Rouge, elle était présente dans les stades et les camps d'internement après le coup d'État de Pinochet, et y conduisait en septembre et octobre 1973 des actions humanitaires, la distribution et le ramassage du courrier, des recherches. Plus conservatrice quand le Vicariat de la Solidarité du diocèse de Santiago prit la première place, ce qui n'empêchait pas Caritas de poursuivre et de promouvoir une action sociale moderne.

Ainsi, dans la proche banlieue de Santiago, Caritas a ouvert un hébergement pour malades du sida. Après l'achat de la maison, les protestations du voisinage ont failli faire échouer le projet. Mais paradoxalement la publicité ainsi faite a attiré de nombreux bénévoles. Ils formaient en 1989 un réseau d'une centaine de personnes.

C'est la deuxième fois que je visite un tel centre. La Caritas de La Nouvelle-Orléans rencontrée en 1988 et celle du Chili sont en harmonie avec les orientations de l'assemblée générale de la confédération qui avait en 1987 décidé, dans la douleur, de faire du sida un axe de travail nouveau.

Au départ, une assemblée générale assez classique et tranquille. Un thème coutumier: « Pour construire la paix, construisons des communautés de justice et de charité. » Des conférences et des groupes de travail qui mettent bien l'accent sur la dimension communautaire et intégrale du développement.

Et tout à coup la crise explose. Lors de la séance sur l'examen des motions, la motion IV met le feu aux esprits, présentée par Caritas Suisse, soutenue par Caritas Danemark et de nombreuses autres: « Il ressort clairement des discussions avec des délégués d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe qu'il existe un souci profond et une réelle préoccupation au sujet du sida dans divers pays. Il est donc souhaitable que la question soit incluse dans l'agenda de la présente treizième assemblée générale. »

Les débats s'engagent avec violence. Des Africains accusent les Européens de colonialisme, de mépris. Ceux-ci rétorquent sur l'urgence d'agir.

Les discussions sont vives. De nombreux Européens conduits par la Caritas anglaise, Cafod, veulent un engagement face à la montée de la maladie, des représentants d'autres continents aussi. Il faut dire qu'à l'époque, presque personne dans l'Église n'aborde le sujet

Le compte rendu de la séance statutaire qui vote sur les motions indique:

« Motion IV: (sida) retirée car la confédération est déjà engagée et continuera à suivre ce sujet. »

Mais le message final va de l'avant: « Les nouvelles crises médicales et sociales, comme l'abus et le trafic de drogues et, plus particulièrement, la pandémie du sida, touchent tous les continents et menacent notre société mondiale; elles exigent à la fois une réponse professionnelle et compatissante dénuée de toute attitude de blâme ou de jugement. »

Le directeur de Cafod, Julian Filokowski, avec le secrétaire général Gehrad Meier ont su dès la fin de l'assemblée engager un travail international qui se poursuit toujours: formation, soutien de

projets médicaux dans tous les continents. Et ce ne sera que vers 2007 que les Églises d'Europe de l'Est se préoccuperont du sujet ! Au Pakistan, en janvier 2010, des réserves existeront encore chez certains évêques.

Le plan de travail adopté par l'assemblée suivante en 1991 insiste : « Les activités liées à la prévention, l'éducation et les services de lutte contre le sida devraient être insérées dans le cadre du développement continu et d'une action de formation à tous les niveaux de la confédération. »

C'est ainsi que Caritas Internationalis est devenu le lieu d'Église pilote en matière de sida, malgré des résistances internes et bien évidemment externes. Des moyens énormes y ont été consacrés, en personnel, en budget, en temps. Lorsque, président de Caritas Internationalis, je rencontrerai en 2006 le cardinal Lozano Barragán, président du Conseil pontifical pour la Pastorale de la santé, il soulignera ce fait avec reconnaissance, tout en confirmant son désir de poursuite de notre collaboration.

À la conférence internationale sur le sida à Mexico en 2008, on notera que les organisations catholiques délivrent le quart des soins au niveau mondial dans les domaines de la prévention, des traitements et de l'accompagnement des malades.

En 1990 déjà dans ses conclusions, le congrès de Caritas Afrique insiste par exemple sur le travail en matière de sida. Je visite d'ailleurs à cette occasion le centre de Keur Massar près de Dakar animé, avec cinq guérisseurs réputés, par le docteur Yvette Parès, une biologiste française qui a été introduite dans les sphères fermées de la médecine traditionnelle africaine. Le centre soigne principalement des lépreux ; il est soutenu par le gouvernement sénégalais et le Secours catholique. Nous sommes critiqués par les tenants de la pharmacopée européenne ; or des centaines de personnes gagnent leur vie par la récolte des plantes et surtout les malades guérissent : dix mille depuis près de dix ans. Le docteur Yvette Parès y travaille aussi sur le sida. Quelques années plus tard,

sous son insistance, je remettrai un dossier à un haut responsable de la santé militaire en France. Je n'obtiendrai peu après qu'un poli « Nous savons ». J'aurai fait mon devoir de postier.

En 2000, j'avais été émerveillé par deux religieuses qui animaient un groupe de quelques bénévoles dans le service de pédiatrie d'un hôpital d'Irkoutsk, pas loin du lac Baïkal en Russie : les enfants malades du sida y étaient délaissés, faisaient peur. La petite équipe réussissait peu à peu à éveiller et intéresser le personnel hospitalier.

L'esprit dans lequel ce travail se réalise aux quatre coins du monde articule compassion, professionnalisme médical et social, ouverture à toutes les cultures et mentalités. À l'opposé, il faut être clair, de celui véhiculé par certaines organisations mélangeant humanitaire et prosélytisme.

Ainsi, sur le site web de World Vision USA, on peut lire cette véritable erreur : « La crise des orphelins de sida appelle une réponse que seuls les chrétiens peuvent apporter : celle qui combine la compassion avec un respect pour la vérité¹. »

C'est exactement le contraire de ce que je pense : tout homme, toute femme, quelles que soient sa race, sa religion, est appelé selon ses valeurs à la compassion, à l'action envers son prochain. Il n'y a pas de monopole chrétien !

1. Mandrin Colson, president of Prison Fellowship Ministries. <http://www.world-vision.org/content.nsf/getinvolved/hope-pastors-toolkit-quotes> (juillet 2009)

Social

La qualité... hors du marché

Partout au Nord comme au Sud, des activités sociales sont conduites en faveur des enfants, des enfants des rues, des femmes, des handicapés comme ces centres pour aveugles en Éthiopie, ces lieux de refuge pour femmes, ces visites en prison, etc.

En 1988, la Caritas de Hong Kong, avec ses quatre mille salariés, est présente dans tous les domaines médico-sociaux : handicapés, personnes âgées, réfugiés, action sociale de proximité, etc. Elle a engagé un programme en Chine continentale depuis 1980. Dix-huit projets sont en cours, principalement avec des municipalités qui veulent lancer des centres pour handicapés et des maisons de retraite pour personnes âgées. Elle leur amène son expertise pour la conception, la construction et la formation du personnel et y a détaché trente salariés. Elle a commencé par des programmes pour enfants puis étendu son registre et ses territoires d'intervention à diverses provinces avec le China Welfare Fund dirigé par un fils de Deng Xiaoping.

La politique est de répondre aux demandes que Caritas est obligée de sélectionner. Elle collabore avec des universités, des collectivités locales, des associations privées, organise des séminaires de trois semaines pour cent cinquante directeurs d'hôpitaux avec le concours de trente-cinq intervenants de Hong Kong et d'ailleurs. Elle apporte une expérience éducative à une maison d'accueil de cinq cents enfants à Pékin.

Cette politique se poursuit et peu à peu des associations sociales naissent dans les diocèses chinois. En 2006 et 2007, Caritas

Internationalis organise deux rencontres avec ces organisations et leurs partenaires européens et américains. Il n'est pas question de créer une Caritas nationale mais plutôt de développer un réseau d'institutions, d'hommes et de femmes, au courant des objectifs et activités des uns et des autres. Le chaleureux cardinal de Hong Kong, Joseph Zen Ze-kiun, est l'un des principaux promoteurs avec nous de cette approche douce, pragmatique, chinoise.

En septembre 1999, un congrès sur Caritas en Europe est organisé par l'Académie de théologie catholique de Varsovie, en lien avec Caritas Pologne. Il réunit à Varsovie des représentants de vingt-deux pays, majoritairement d'Europe centrale et orientale. La participation d'orthodoxes et de protestants donne aux travaux et aux échanges une coloration œcuménique concrète.

La question du marché, des clients et de la qualité dans l'action socio-caritative conduit à des débats inachevés. Alors que tous les pays veulent faire des économies de dépenses sociales et s'engagent dans une logique de marché, les organisations privées voient s'accroître la compétition.

Il est dommage qu'un tel congrès n'ait pas travaillé sur l'erreur intellectuelle de départ : un marché implique des clients solvables. Quelles sont les populations solvables ? Il ne suffit pas de dire que Caritas c'est l'Amour. Ce qui est en jeu, c'est finalement toute notre action et notre « protestation » face à la satisfaction un peu béate de certains à propos du modèle social européen : il serait parfait, dit-on, en ramenant le nombre des pauvres de 30 % à 10 %, mais que fait-on de ces derniers ? Il faudra aussi revenir sur la question de la qualité : c'est une erreur de lier « qualité » et « marché » car ces deux concepts sont autonomes même s'ils peuvent se combiner : il y a de la qualité hors du marché.

Pour m'initier aux réalités de la pauvreté pakistanaise, nous visitons dès ma première visite en juin 2000 dans la banlieue d'Islamabad, la capitale au Nord, un projet de relogement de cent

cinquante familles chrétiennes qui se termine. Un an auparavant, du fait de la poussée de la ville, elles ont été chassées brutalement à coups de bulldozer du bidonville illégal où elles s'étaient installées. La Caritas allemande finance l'opération. Un terrain a été acheté et les maisons sont construites par des spécialistes assistés des futurs occupants déjà membres de la coopérative qui va gérer l'ensemble et les paiements à venir : chaque famille a eu un prêt dont elle remboursera la moitié, ce qui permettra d'alimenter un fonds pour une nouvelle opération.

En Lituanie, au cours de l'été 2001, Mme Rosa Melnikiené, la brillante vice-ministre de la Sécurité sociale et de l'Emploi, livre une analyse des réalités sociales dans la perspective de l'adhésion du pays à l'Union européenne. Les deux points positifs de la situation sont la formation du personnel social en amélioration et l'évolution de réalisations sociales de type résidentiel vers d'autres réponses plus souples via des prêts de la Banque mondiale tels des centres de jour et de soins à domicile.

Et parmi les problèmes, les difficultés budgétaires et les résistances au changement du monde social et politique ; les orphelins veulent toujours recevoir de nombreux enfants par exemple. L'apport des ONG et les idées nouvelles sont positifs mais il faudra de nouvelles législations et viser la qualité des services.

La nécessité de développer les responsabilités des municipalités dans le domaine social conduit son ministère à élaborer des standards mais il n'a que peu d'argent. On veut donc aller vers une planification par les municipalités à partir d'une analyse des besoins et d'indicateurs sociaux sur lesquels ils travaillent avec la Banque mondiale. Cela permettra des comparaisons entre municipalités, et provoquera des stimulations. Les ONG peuvent faire pression sur elles.

La perspective de l'adhésion à l'Union européenne fait attendre beaucoup des fonds structurels. Les Litvaniens doivent d'abord adapter les règles de l'emploi. Ils élaborent un plan stratégique antipauvreté, réfléchissent à un revenu minimum d'assistance,

veulent développer la qualification professionnelle et l'adaptation au marché du travail.

En Lettonie, je visite à la même époque la prison pour femmes de Riga avec une équipe de femmes bénévoles. Deux cent cinquante personnes en détention préventive pour soixante-dix places cohabitent avec deux cents condamnées. Si nécessaire, leurs enfants sont avec elles jusqu'à l'âge de quatre ans. Installés au milieu de friches industrielles décadentes dans un ancien camp allemand repris par les Russes, les bâtiments trop vieux pour être rénovés servent de prison depuis 1947.

Pas évident pour un homme accompagné d'un groupe de six femmes de visiter les prisonnières entassées dans des cellules. Je reste en retrait par tact.

Les bénévoles font du soutien social pendant la détention et à la sortie, en particulier pour le logement, avec l'aide du réseau des paroisses. Elles aident les adolescentes, organisent un jardin d'enfants. La réinsertion des prisonnières est très difficile, « quasi impossible », dit la directrice qui apprécie le soutien de Caritas et de deux autres ONG, l'une qui travaille sur le sida et l'autre sur les droits civils et sociaux des mères et des enfants.

En Serbie, des années plus tard, un programme national de soins à domicile et de centres de jour pour personnes âgées se met en place avec un soutien fort des Caritas Suisse, Allemagne, Italie et de Cordaid, la Caritas hollandaise. De nombreux bénévoles y sont engagés dans trente-cinq équipes. Des discussions sont en cours avec le ministère de la Santé. Mais celui-ci est instable.

À Belgrade je rends visite à une vieille dame seule de quatre-vingt-dix ans et à deux couples âgés. C'est l'image de tristesse, de maladie plus que de grande pauvreté qui m'imprègne. Isolement, cherté des médicaments, petites ressources; les visites régulières des bénévoles permettent un soutien amical, médical et ménager.

À Novisad, l'activité de maintien à domicile est aussi importante. Un centre de jour accueille cinq fois par semaine des groupes de dix personnes, de 10 heures à 16 heures, pour des activités

occupationnelles, la possibilité de prendre un bain, de laver son linge et le déjeuner. À domicile, cent soixante personnes sont suivies par quatre équipes de deux infirmières et quatre bénévoles. La collaboration est bonne avec les services sociaux. Je rencontre une femme de soixante-deux ans très pauvre, seule, et un couple dans les quatre-vingt-cinq ans ; tous les deux ont vécu les horreurs de la guerre de 1939-1945. Les retraites sont modestes, la vie difficile.

Ces programmes de maintien à domicile de personnes âgées et malades ont été initiés en Europe centrale et orientale par la Caritas allemande qui en a une expérience immense chez elle. Elle a donc pu facilement convaincre bon nombre de nos membres et même amorcer la création d'un réseau européen d'échanges et de formation, de plaider aussi : ces programmes sont efficaces dans la lutte contre la pauvreté par leurs aspects curatifs et préventifs.

Au début des années 2000, de multiples initiatives bourgeonnent. À Banja Luka en Bosnie-Herzégovine, un centre de soins ambulatoires, une menuiserie et un atelier de mécanique auto et de travail des métaux donnent dans la simplicité. L'atmosphère est chaleureuse lors de la rencontre d'une vingtaine d'ouvriers qui y trouvent du travail.

En Afghanistan, l'association nationale des sourds, soutenue par la Caritas italienne, a créé et gère une école pour deux cents enfants : quatorze classes dont l'une pour des retardés mentaux. La consanguinité, très habituelle dans le pays du fait des mariages entre cousins, expliquerait la fréquence du phénomène. Les responsables sont presque tous sourds, mariés à des sourds ou pas, ayant parfois des enfants sourds. Les élèves viennent de la région.

La visite en 2006 de ce centre est émouvante. Situé à la périphérie de Kaboul, il est installé dans une grande maison traditionnelle de deux étages, un peu vétuste mais en état correct et tenue plus que propre. Certains des professeurs sont également sourds.

Un déjeuner traditionnel pris à même sur le sol couvert d'une magnifique toile cirée clôture la visite : multiples plats, riz,

mouton, soupes, pâtisseries. De façon festive les adultes sourds sont entourés de leurs jeunes enfants bruyants et pleins de vie.

Aux États-Unis, la rencontre de seize organisations sociales de l'Église catholique américaine se tient début 2007 à Washington. Elles y partagent régulièrement leurs analyses et démarchent les parlementaires. Au moins mille cinq cents personnes se retrouvent une petite semaine dans un grand hôtel mélangeant toutes les cultures et modes d'expression de la population américaine métissée. De multiples débats se tiennent sur l'enseignement social de l'Église, la pauvreté et la politique du logement aux États-Unis, l'action en matière de sida, la guerre d'Irak en passant par la situation au Moyen-Orient, le Darfour, l'aide américaine à l'étranger, etc. De grandes réunions, des petits groupes dans tous les sens, un foisonnement invraisemblable et chaleureux.

À cette occasion, Catholic Charities – la Caritas pour l'action interne, massive organisation de service social avec sept millions et demi de « clients », cinquante mille salariés et deux cent dix mille bénévoles – lance une campagne réclamant la division par deux du taux de pauvreté aux États-Unis d'ici à 2020. Elle met aussi l'accent sur la santé, l'emploi et le logement. Malgré la réforme de l'administration Clinton en 1996, axée sur la diminution des aides financières au profit du soutien à l'accès au travail, les inégalités se sont accrues au point de retrouver les chiffres de 1920.

Beaucoup, en Europe, imaginent qu'être pauvre aux États-Unis, c'est être riche à Calcutta. Si la pauvreté dans le monde se posait en ces termes simplistes, il suffirait de faire de la solidarité une science-fiction avec des déplacements de populations d'un continent à l'autre !

Quelques chiffres montrent l'étendue de la question : trente-huit millions de pauvres selon les standards américains, soit 13 % de la population ; cinq millions de plus qu'en 2000. Parmi eux se trouvent environ huit cent mille sans-domicile fixe à la rue et vingt-cinq millions de personnes recevant une aide alimentaire, soit 18 % de

plus qu'en 1997. Le taux de pauvreté chez les Blancs s'élève à 8 %, chez les Américains d'origine africaine à 24 %, chez ceux d'origine hispanique à 21 %, et chez ceux d'origine asiatique à 11 %.

Deux populations sont en situation de risque aggravé. D'une part, les onze millions de migrants illégaux qui, pour la plupart, travaillent et contribuent au développement de l'économie mais, parce que vulnérables, soumis à l'exploitation et la discrimination, et d'autre part, les 40 % des familles pauvres monoparentales, en majorité des femmes seules avec enfants. Or, depuis 1996, ces femmes ont largement pu accéder au marché du travail mais dans des conditions précaires. Elles sont mal rémunérées du fait par exemple de manque de formation ou de la présence d'enfants à charge qui compliquent leur régularité au travail. Si leurs revenus salariaux ont augmenté, leurs prestations sociales ont baissé. Elles sont ainsi devenues des *working poor*, des pauvres qui travaillent, des personnes employées souvent à temps partiel moyennant une faible rémunération.

Comme d'habitude, un taux de chômage ne dit pas toute la vérité des drames vécus : le taux bas des États-Unis cache des salariés à temps partiel mal rémunérés, fragilisés et exploités. Catholic Charities réclame un salaire minimum réévalué et indexé sur l'inflation – la dernière augmentation date de dix ans –, des programmes de formation pour les salariés à faibles revenus, la levée des restrictions du système de santé qui pèsent sur les familles modestes, des fonds supplémentaires pour les programmes fédéraux de logement. Elle en appelle donc à la responsabilité des pouvoirs publics. Son rapport affirme que le secteur non lucratif n'a pas les ressources pour remplir des fonctions qui sont de la responsabilité légitime du gouvernement et du secteur privé. Le président de cette Caritas américaine vient de déclarer au *Washington Post* le 9 février : « Le nouveau budget du président des États-Unis frappe ceux qui vivent dans la pauvreté à une époque où nous devrions faire plus pour aider les plus vulnérables parmi nous¹. »

1. *La Croix*, mars 2007, « La pauvreté s'étend aux États-Unis », Denis Viénot.

Depuis lors, le chômage a explosé et la crise mondiale a aggravé la situation dans un système peu protecteur, au contraire des mécanismes que l'on peut trouver en Europe.

Au Portugal, la situation a des points communs : les types de populations le plus souvent mentionnés par Caritas sont les familles, les femmes et enfants, les personnes âgées, les drogués et alcooliques, les Tziganes, les chômeurs, les handicapés, les SDF, les prisonniers, les migrants, les personnes endettées. Le revenu minimum d'insertion a été mis en place et presque partout les Caritas diocésaines font partie des mécanismes publics locaux de coordination.

Un programme intéressant à Viseu, concerne trente-trois familles tziganes et cinquante familles non tziganes. Il comprend deux centres de jour pour enfants et adolescents permettant de l'accompagnement scolaire, l'organisation de loisirs, des actions contre la drogue et la prostitution. Un volet de relogement bénéficie de subventions municipales et régionales en fait financées en bonne partie par des fonds de l'Union européenne.

Au Liban, le rôle des bénévoles est essentiel. Ainsi la maison de retraite d'Andkit au nord du pays, avec ses quarante places et onze salariés, est-elle sous la responsabilité d'une infirmière diplômée. En 2007, un comité la décharge de l'essentiel des tâches administratives et de gestion. Il est composé de quatre bénévoles, un président, ingénieur en activité, un trésorier, jeune commerçant grossiste en produits laitiers qui passe presque tous les jours, un médecin hospitalier par ailleurs responsable du secteur Caritas du lieu, une avocate.

À proximité, surplombant la mer, le centre de Fghal est situé dans un ancien couvent, à l'architecture typique de montagne, en gros blocs de calcaire blanc, dans un cadre assez aride où poussent des essences méditerranéennes. L'intérieur du bâtiment est très soigné, parquet vernis et plafonds voûtés. Le centre accueille en externat quarante-huit enfants de cinq à dix-huit ans, mongoliens,

autistes, à anomalies chromosomiques. Deux buts sont visés : scolarisation et autonomie sociale pour qu'ils puissent un jour se suffire à eux-mêmes.

Plus tard dans ce séjour, le responsable de secteur de Saïda me décrit ses activités suite à la guerre de l'été 2006. Après la première urgence et des activités psychosociales avec les enfants traumatisés – « Les enfants sont le pétrole de la région » –, ce sont les travaux d'infrastructures qui dominent : réparations de routes, de trottoirs, de jardins d'enfants et d'écoles, de systèmes d'irrigation. Un projet débute pour donner du travail à une trentaine de personnes : une blanchisserie industrielle travaillant pour les hôpitaux et les restaurants.

Caritas Europa suit attentivement les questions sociales. Ainsi, son rapport de 2004 traite la nécessité de politiques familiales et formule des recommandations aux autorités nationales et européennes.

« À quelques rares exceptions près, telles que la France et l'Allemagne, il y a très peu de véritables politiques familiales en tant que telles en Europe.

« Il est urgent de régler le problème des familles monoparentales. » Parmi les nombreuses mesures nécessaires, le document cite l'amélioration des services préscolaires pour les enfants.

Il est indispensable d'améliorer la quantité comme la qualité des structures d'accueil de la petite enfance. Les frais de garde des enfants, tant dans le domaine public que privé, devraient être déductibles fiscalement. Il conviendrait néanmoins de s'assurer que l'amélioration des structures d'accueil pour les enfants ne soit pas un moyen coercitif utilisé par les gouvernements pour forcer les parents à conserver des emplois sous-payés et sans avenir. [...]

Il existe un lien évident entre le handicap et la pauvreté : le handicap mène à la pauvreté et la pauvreté mène à une santé défaillante, en exacerbant les handicaps existants. Une législation et des politiques non discriminatoires doivent être assorties de

mesures de soutien positives afin de combattre le risque d'exclusion sociale. [...]

Les gouvernements, en particulier en Europe de l'Est, devraient définir un seuil de pauvreté national réaliste et établir un salaire minimum décent et approprié. Étant donné que le chômage est la principale source de pauvreté, un système d'aide sociale adéquat devrait être mis en place. Cela s'adresse particulièrement au groupe de pays dont les économies sont en cours de transformation/transition radicale.

En ce qui concerne les réfugiés et les migrants, la réunification de la famille est extrêmement importante. [...] Toute directive future devra garantir la réunification de tous les membres de la famille, dans un délai relativement court, et le droit de travailler à tous les membres adultes de la famille. »

Synode européen

« Christ n'a que nos mains... »

Dès mon élection comme président de Caritas Europa en 1998, il apparaît à beaucoup que notre région se doit d'être représentée au second synode européen d'octobre 1999. Quelques démarches soutenues en France par la Conférence épiscopale et à Bruxelles par la Comece¹ ont contribué à ma nomination comme auditeur.

Un synode a pour objectif principal de soumettre des propositions au pape qui, environ un an après, adresse un message au continent concerné lorsqu'il s'agit d'un synode régional.

Les travaux sont organisés avec une précision scrupuleuse. La mécanique est merveilleusement huilée mais de nombreux participants protestent en privé contre un pointillisme juridico-théologico-grammatical alors qu'ils aspireraient à des débats plus amples. *L'Osservatore romano*, le quotidien du Vatican, publie chaque jour beaucoup des contenus échangés en séance plénière, mais pas les résultats des votes.

L'assemblée se compose du pape et d'une quinzaine de cardinaux et d'évêques chargés de la préparation et du déroulement des travaux, des présidents des Conférences épiscopales et d'évêques élus par ces dernières, des représentants des Unions de Supérieurs majeurs, comme le père Kolvenbach pour les Jésuites ou le père Radcliff pour les Dominicains; de représentants des dicastères

1. La Comece est la Commission des évêquats de la Communauté européenne. Cette commission est composée d'évêques délégués par les Conférences épiscopales dans les États membres de l'Union européenne et possède un secrétariat permanent à Bruxelles.

romains, comme les cardinaux Gantin, Ratzinger, Sodano ou Mgr Van Thuân de Justice et Paix et Mgr Cordes de Cor Unum, de membres nommés par le Saint-Père, comme deux évêques français ou Mgr Samir Mazloum, l'ancien président de Caritas Liban, qui interviendra pour défendre les chrétiens du Moyen-Orient, d'experts, d'auditeurs nommés par le pape, de « délégués fraternels », protestants et anglicans, orthodoxes, et enfin de responsables de relations avec les médias. Soit au total environ deux cent cinquante personnes dont dix-sept laïcs et dix-huit femmes.

Le synode se déroule pendant trois semaines. Il est ouvert et clôturé par une célébration eucharistique dans la basilique Saint-Pierre, présidée par le Saint-Père. Les clercs sont assis devant l'autel à baldaquin sur des sièges plus ou moins confortables, en fonction de leurs rangs, fauteuils blancs pour les cardinaux et présidents des Conférences épiscopales, simples chaises rouges pour les évêques et les bancs pour les autres. Pour ceux qui participent à certains temps de la cérémonie, lectures, procession d'offertoire, etc., une simple chaise en plastique gris derrière. Lors de la messe d'ouverture je porte la burette d'eau de la procession d'offertoire alors qu'un comte autrichien porte le vin... mais pour la célébration de clôture, je lirai la première lecture. « Tu as fait un bon synode ! » me dira malicieusement un évêque français. Il est vrai que presque tout est codé dans les cérémoniaux.

Au sein du Vatican, à gauche de la basilique Saint-Pierre quand on la regarde de face, la salle du synode accueille les réunions. Quelques mois auparavant, l'assemblée de Caritas Internationalis s'y était tenue. Cette fois-ci je ne suis pas à la tribune ; je réalise que pour présider des sessions de travail, je m'asseyais sur le fauteuil du pape. Je suis maintenant assis au fond, tout en haut de l'amphithéâtre et domine une assemblée de plus de deux cents calottes rouges.

La première semaine se déroule en séances plénières toujours présidées par le pape. Le premier jour, le rapporteur général donne

lecture du document d'introduction, qui a été préparé par une commission depuis deux ans environ. Ensuite, pendant toute la semaine, chaque participant le désirant intervient à tour de rôle.

Lors de mon intervention, je montre combien l'exercice concret de la charité, de la solidarité et de la justice construit l'Église et contribue au rayonnement de l'Évangile :

« Dans notre région de métissage entre les peuples, les Caritas sont des acteurs d'unité par leurs engagements pour la charité créative, la solidarité, la justice et la fraternité avec le prochain proche et le prochain lointain.

Les Caritas d'Europe centrale et orientale sont maintenant engagées comme les autres dans tous les domaines de l'action sociale et de la santé, souvent du développement, avec un objectif de réelle promotion des personnes et des communautés allant bien au-delà des sporadiques et parfois nécessaires distributions de pain, de médicaments ou de couvertures.

Une des orientations du plan stratégique de Caritas Europa, le rassemblement des Caritas de l'Europe, concerne le renforcement de l'influence politique, de l'action de plaider, à l'égard des institutions européennes particulièrement au sujet des questions sociales et des migrations, et dans le domaine de la coopération au développement des pays du Sud en lien avec Caritas Internationalis. [...]

La place faite à l'exercice de la charité, comme celle qui y est faite à la Caritas entre autres, construit en de nombreux domaines l'Église définie par Vatican II. Dans une Caritas, le rôle des laïcs, particulièrement des femmes, et les responsabilités exercées sont révélatrices de leur position dans la vie de l'Église. La collaboration d'une Caritas avec les autres Églises, protestantes et orthodoxes, est révélatrice du fonctionnement concret de l'œcuménisme. La collaboration d'une Caritas avec la société et ses institutions révèle la place de l'Église dans la société démocratique qui proclame sa volonté d'éradiquer la pauvreté. La mission confiée à une Caritas

par son Église révèle la volonté de cette dernière de faire en son sein une vraie et digne place aux pauvres, d'être une Église des pauvres.

Caritas constitue en effet souvent pour de très nombreuses personnes le seul lieu de contact avec l'Église, le seul lien. C'est vrai pour des pauvres, bénéficiaires et acteurs avec Caritas; c'est vrai pour des collaborateurs salariés et bénévoles; c'est vrai pour nombre de personnes du grand public. Pour certains la porte de l'Église est trop difficile à franchir. Caritas peut leur permettre d'y rentrer par la fenêtre, d'y avoir une place à part entière.

La mission de Caritas se décline en lien avec son essence ecclésiale selon plusieurs modes. Dans un monde médiatique le rôle social de l'Église est valorisé et lui donne une visibilité perçue positivement dans les sociétés libérales européennes. [...]

La proposition de la foi consiste aussi en un témoignage de la charité, de la solidarité et de la promotion de la justice dans la société, y compris dans la volonté de transformation des structures injustes de cette société.

Face à l'effacement du Christ dans les grands lieux de souffrance de notre époque les chrétiens témoignant en actes sont le visage du Christ. Un mystique rhénan anonyme du XIV^e siècle écrivait: "Christ n'a pas de mains; il n'a que nos mains pour faire son travail d'aujourd'hui."

Caritas Europa émet deux vœux à l'intention du Synode des évêques: la solidarité et la transformation des structures injustes de nos sociétés. »

À la fin de mon intervention je remets de la main à la main au pape un exemplaire du plan stratégique de Caritas Europa en russe. Il avait plaisanté le matin sur le fait que le russe n'était pas une langue officielle du synode.

La deuxième semaine se déroule en groupes de travail linguistiques. Il s'agit de préparer des propositions. Au cours du week-end, un petit comité a fait la synthèse. Je suis dans un groupe

francophone présidé par Mgr Louis-Marie Billé, président de la Conférence des évêques de France que je connais bien. Nous aurons des échanges cordiaux qui m'aideront pendant et après le synode.

Le lundi matin de la troisième semaine, le rapporteur général lit ces projets de propositions : c'est un texte de quarante pages, en latin. Je sais que nous recevrons le document écrit. Heureusement les participants ont la traduction simultanée. J'ai ainsi pris huit pages de notes qui m'ont été bien utiles par la suite. Je suis quasiment le seul à l'oser.

Les trois jours suivants sont consacrés à la préparation d'amendements toujours dans les mêmes groupes de travail.

Le vote final sur les propositions intervient le vendredi après-midi. Le synode européen soumet quarante propositions. Quelques sujets peuvent être notés : l'importance des moyens de communication dans la prédication ; des réflexions sur les liturgies devant être plus ouvertes à tout le monde, moins focalisées sur l'eucharistie, ce qui rejoint des préoccupations de nombreuses Caritas et équipes du Secours catholique à propos de la démarche spirituelle avec les non-chrétiens ; l'affirmation de l'importance de la paroisse comme lieu de rassemblement, même pour les mouvements dits « nouveaux », charismatiques et autres. À noter un certain sous-traitement de l'engagement en matière d'action avec les pauvres qui est un peu dilué dans diverses propositions en particulier relatives aux laïcs et aux femmes. Cela donne une tonalité moins ferme que celles que l'on peut trouver dans les textes des synodes asiatiques et américains.

Un message final est élaboré pendant la durée du synode par une commission. C'est un document important car il est rendu public. C'est en fait le seul document officiel public, sans compter les interventions de la première semaine qui ont un statut un peu étrange : on vous dit que tout est secret, mais ces interventions sont diffusées par le service de presse.

Les corrélations avec notre travail y sont fréquentes :

– « Élevez la voix quand sont violés les droits humains des individus, des minorités, des peuples. » Caritas Europa vient d'engager un travail sur les minorités tziganes de l'Est.

– « Affrontez selon la justice et l'équité, et avec un grand sens de la solidarité, le phénomène croissant des migrations. » La nouvelle commission Migrations de Caritas Europa vient de tenir sa première réunion : nous allons travailler particulièrement sur les normes minimales d'accueil des demandeurs d'asile au sein de l'Union européenne comme dans tous les pays de la région.

– « Tenez l'Europe ouverte à tous les pays du monde [...], remettez ou réduisez la dette des pays en voie de développement. » Un de nos grands sujets.

Pour un laïc engagé dans l'Église, le synode, malgré ses imperfections, l'usage excessif du latin et sa longueur de plus de trois semaines, est un temps personnel d'approfondissement de sa foi et de motivation renouvelée, un temps exceptionnel de dialogue, de découvertes, de prière, de promotion et d'approfondissement des valeurs et idées de Caritas. Pour le président de Caritas Europa, c'est une joie de participer à des travaux vraiment pro-européens.

L'intervention au cours de la première semaine de Mgr Adrianus van Luyn, évêque de Rotterdam, sur la vertu de tempérance est un grand moment comme celle, très applaudie, du cardinal Carlo Maria Martini qui liste une série de sujets que l'Église devrait aborder de façon nouvelle et selon une méthodologie plus collégiale : la carence de prêtres, la place des femmes dans la société et l'Église, la participation des laïcs à des responsabilités, la sexualité, la discipline du mariage, les rapports avec les Églises protestantes et orthodoxes, le rapport entre démocratie et valeurs, entre loi civile et loi morale.

Et c'est aussi l'occasion d'avoir de jolies surprises. Un évêque est présenté lors d'une séance plénière de la première semaine comme chargé de responsabilités administratives au Saint-Siège. Je m'attends à une intervention peu intéressante. J'ai tort. Il nous

offre un vrai cadeau, un bijou comme je le lui dirai plus tard : il s'enthousiasme pour le microcrédit, moyen de promotion des pauvres ; il en fait une description approfondie et documentée ; il donne de nombreux exemples pertinents et positifs.

Et l'exhortation apostolique sera finalement publiée en juin 2003. Dans *Le Monde*, Henri Tincq en rend compte sous le titre « Jean-Paul II alerte l'Europe sur l'abandon de sa culture chrétienne » et pointe l'aspect social du document : « Si les condamnations (avortement, euthanasie active, unions homosexuelles) sont renouvelées, il invite les Européens à une lutte renforcée contre le chômage, à une culture de l'accueil des immigrés, à une solidarité accrue avec les démunis, à un juste dialogue avec l'islam. »

Il faut aussi relever dans ce texte très pro-européen d'abord la critique de l'usage indu des biens de la terre, ensuite le traitement rapide de la promotion du laïc et des femmes, particulièrement dans les responsabilités de la vie civique, économique, culturelle, dans le monde de la santé, de l'éducation, de la politique et enfin la nécessaire mondialisation de la solidarité.

Traite des êtres humains

Une société cannibale

La traite est à la fois une « horreur absolue », comme le déclare Pierre Sargos, président de chambre à la Cour de cassation en octobre 2008¹, et, selon Interpol, l'activité criminelle la plus lucrative avec le trafic des armes. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime évalue son chiffre d'affaires annuel à 32 milliards de dollars. Pierre Sargos insiste sur le manque de volonté des pouvoirs politiques dans la lutte contre ce fléau particulièrement depuis la chute du mur de Berlin en 1989.

L'Organisation internationale du travail estime que deux millions cinq cent mille personnes sont contraintes au travail forcé dans le monde, la moitié en Asie, 11 % dans les pays industrialisés, 10 % en Amérique latine, 9 % au Moyen-Orient et nord de l'Afrique, 8 % dans les pays en transition économique et 5 % en Afrique. Et, selon l'Unicef, un million deux cent mille enfants sont victimes de la traite chaque année.

Ce sont principalement les activités du commerce sexuel des femmes et des enfants qui prévalent – à 43 % selon l'Organisation internationale du travail – et le travail de tous genres – à 32 % –, le solde étant constitué par un mélange des deux. Les victimes sont dans 80 % des cas des femmes et dans 40 % des cas des mineurs.

Caritas Europa s'engage dans la lutte contre ce fléau et a fondé Coatnet, réseau d'organisations chrétiennes contre la traite, un ensemble œcuménique international qui réunit plus de cinquante

1. Colloque « Lutter contre la traite des enfants : que faire dans l'Union européenne? », Secours catholique, Coatnet, collectif « Contre la traite des êtres humains ».

organisations, des congrégations religieuses et des réseaux internationaux catholiques, orthodoxes et protestants du monde entier.

L'objectif est de promouvoir la coopération internationale pour une réponse adéquate à la traite des êtres humains et une assistance aux victimes de la traite transnationale des personnes. Coatnet fournit une plate-forme pour la communication et l'échange de bonnes pratiques de lutte contre la traite parmi ses partenaires, et permet le transfert d'informations. Elle soutient les initiatives nationales et contribue à améliorer la lutte contre la traite par des activités dans trente pays à travers le monde.

En Andorre, en septembre 2001, on voit le phénomène de la traite s'amorcer. Du Pas de la Case, col des Pyrénées orientales à 2091 mètres, la route plonge sur Andorre. Les fonds de vallées sont des terrains privés. Les grues les envahissent: partout de nouvelles constructions, hôtels, immeubles d'habitation principalement, routes. Mais les pentes sont des terrains communaux protégés, vierges.

Près de dix millions de touristes font chaque année l'économie du pays. Mais aussi des travailleurs saisonniers dont on parle peu. Même scénario que celui démonté en France par des équipes du Secours catholique des Savoies et de l'Isère au milieu des années 1980: exploitation et contrats fragiles, logement insalubre.

La Caritas Andorre, moderne et bien insérée dans un milieu très catholique, termine une étude sur la jeunesse, avec un financement de l'Unesco. Elle est attentive au trafic des femmes dans un contexte où il n'y a pas encore de législation relative à la migration.

À Chypre, un centre spécialisé que je visite en novembre 2004 reçoit des jeunes femmes victimes de trafic, principalement des employées de maison victimes d'abus et des femmes en transit. Deux religieuses assurent l'essentiel du travail d'accueil.

Au Liban, une villa abrite et protège des jeunes employées de maison exploitées et/ou battues par leurs employeurs. Elles sont vingt, de Sri Lanka, des Philippines, d'Éthiopie, de Madagascar, en novembre 2007, entourées par une religieuse belge et des assistantes

sociales libanaises. Elles se sont enfuies ou ont été découvertes par les autorités, et attendent l'autorisation de retourner au pays ou que Caritas leur trouve un nouvel employeur plus humain. Beaucoup sont accusées à tort par leur employeur, et il faut aussi régler cela avant leur départ.

Caritas Liban sait donner un écho international à sa campagne de sensibilisation sur la situation difficile de nombreuses domestiques étrangères, campagne articulée à son action concrète de défense de ces femmes.

Cette action médiatique et politique a un écho fort en France par exemple avec *Le Monde*, *La Croix*, France 2 et l'Agence France Presse qui écrit le 24 octobre 2007 : « Caritas, qui a lancé une campagne de sensibilisation pour alerter l'opinion, affirme que de plus en plus de Libanais signalent des mauvais traitements. »

On ne peut que se réjouir et admirer cette articulation entre action concrète d'aide à des personnes en difficulté, analyse sociale, plaidoyer et interpellation des opinions publiques.

Cela se fait dans l'esprit du séminaire de septembre 2005 tenu à Rome par Coatnet, Caritas Europa et Caritas Internationalis. Après les travaux de Caritas Europa, il est en effet nécessaire de bien caler la politique de la confédération dans son ensemble.

C'est ainsi qu'une trentaine de personnes de tous les continents, du Conseil pontifical pour la Pastorale des migrants et du Conseil pontifical Cor Unum vont clarifier les positions et les actions à long terme : « Créés à l'image de Dieu, traités comme des esclaves... », tel est le titre du texte élaboré.

La traite est bien évidemment condamnée dans l'engagement final qui sera approuvé par le comité exécutif deux mois plus tard : « La traite des êtres humains [...] un acte criminel qui constitue une violation des droits fondamentaux de l'homme et une atteinte à la dignité et à l'intégrité inviolables de la personne humaine. »

Une stratégie en découle. Les organisations membres sont invitées à fournir des services professionnels adéquats aux

personnes faisant l'objet de la traite. La prévention et la sensibilisation sont prioritaires ciblant les groupes à risque, les différents groupes d'éducateurs et professionnels en renforçant ainsi un réseau efficace pour une sensibilisation persistante à long terme. L'opinion publique et les clients qui demandent des services sexuels doivent être aussi visés. Une attention particulière devrait être portée aux dangers de la violence au foyer, car elle est souvent un terrain fertile et un catalyseur de la traite des êtres humains.

L'aide aux personnes faisant l'objet de la traite est ensuite valorisée pour leur fournir un abri sûr dans les pays de destination, de transit et d'origine ; procurer une aide sociale, médicale, psychologique et légale, et une formation professionnelle. Afin que l'aide soit efficace, une coopération transnationale et un travail en réseau sont nécessaires.

L'action de plaider politique devrait s'attaquer aux causes profondes de la traite. Elle devrait viser particulièrement à la mise en place d'une législation appropriée et à son application correcte aux échelons national et international.

Enfin, le travail est indispensable avec les réseaux interdisciplinaires, où la coopération entre les autorités, les ONG et les organisations internationales devient plus efficace. Il devrait viser à améliorer l'aide transnationale et la protection destinée aux personnes faisant l'objet de la traite. C'est aussi un instrument pour une action de plaider conjointe visant à améliorer la législation aux échelons international et national et leur application.

Quelques jours plus tard, je rencontre le cardinal Stephen Fumio Hamao. Japonais, président du Conseil pontifical pour la Pastorale des migrants. Il ne rate jamais une occasion de critiquer le Vatican car trop peu d'Asiatiques y travaillent². Je le connais

2. Tokyo, 22 avril 2007 (Apic). « Un an après son départ de la tête du Conseil pontifical pour la Pastorale des migrants, le cardinal japonais Stephen Fumio Hamao, soixante-dix-sept ans, a réitéré l'appel qu'il avait alors lancé, demandant une ouverture plus grande de la curie romaine à des visages venus d'Afrique et d'Asie, indique *Églises d'Asie*. "La plupart des gens à la curie sont tournés vers l'Europe ou les Amériques. Ils ne peuvent pas comprendre la mentalité des habitants de l'Asie de l'Est et de

bien pour avoir siégé huit ans avec lui au Bureau de la confédération.

Il m'avait un jour tendu un piège avec le président de Caritas Internationalis d'alors, Mgr Affonso Felipe Gregory. C'était à l'époque où Jacques Chirac décida de reprendre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Manque de chance pour moi, cette décision fut annoncée pendant que se tenait une réunion de notre comité exécutif à Rome. Les débats y furent vifs et la décision prise d'envoyer une lettre de protestation au président français. Je fus taxé de la préparer par eux deux, ravis de la pénitence qu'ils m'infligeaient. Finalement, je me tirai facilement du piège : téléphonant pour avoir un conseil au secrétaire de la Conférence des évêques de France, il se proposa de m'envoyer le texte d'un communiqué de presse que venaient de publier les trois responsables des Églises françaises catholique, protestante et orthodoxe. La lettre qui ne reçut jamais de réponse fut ainsi faite

l'Extrême-Orient. L'Afrique leur est plus proche car ce continent a été colonisé, et le Moyen-Orient n'est pas loin. Le problème est l'Asie. Peut-être peuvent-ils comprendre l'Inde, mais l'Extrême-Orient est totalement autre. Ils ne peuvent le comprendre", explique le cardinal, notant qu'au Vatican, les gens "sont très, très occupés par l'Union européenne et les racines chrétiennes de l'Europe. Ils souhaitent répandre ce christianisme de Rome vers l'Afrique et l'Asie." [...] Pour illustrer cette incapacité à comprendre l'Asie et l'Extrême-Orient, le cardinal renvoie à l'exhortation apostolique *Sacramentum Caritatis*, publiée en mars dernier à l'issue du synode sur l'Eucharistie. Le pape Benoît XVI y évoque la place du latin dans l'Église et suggère que les catholiques connaissent les principales prières en latin ainsi que le chant grégorien. Pour le cardinal japonais, qui, naguère, a enseigné le latin à l'actuel empereur du Japon, lorsque celui-ci était prince héritier, cette suggestion n'est pas une bonne idée. "C'est impossible pour les Asiatiques. Personne ne connaît le latin. La plupart des prêtres ne l'étudient pas et ils ne le connaissent pas", précise-t-il, s'exclamant : "C'est typiquement européen-centré !" [...] Il aimerait voir des cardinaux venir "du Pakistan, par exemple, et de pays qui n'ont jamais eu de cardinaux, tels le Bangladesh, la Malaisie et la Birmanie". [...] Dans l'entretien accordé au correspondant romain de l'agence Ucanews, cité par *Églises d'Asie*, le cardinal Hamao rappelle que, lorsqu'il avait eu une audience avec Benoît XVI, le 29 avril 2006, à la suite de son départ du Conseil pontifical pour la Pastorale des migrants, il avait souligné le fait qu'avec lui partait le dernier Asiatique dirigeant une section de la curie. Le cardinal Hamao avait demandé au pape de nommer des Asiatiques à des postes de responsabilité et Benoît XVI avait répondu qu'il "y pensait". Trois semaines plus tard, le cardinal indien Ivan Dias était nommé préfet de la Congrégation pour l'Évangélisation des peuples. »

en arrangeant le texte et personne ne sut que le président de Caritas Internationalis avait plagié un document déjà diffusé.

Nous abordons donc avec le cardinal Hamao le document « Créés à l'image de Dieu, traités comme des esclaves... » qu'il soutient fermement. Il nous encourage à développer ces actions curatives et préventives.

Le colloque de 2008, « Lutter contre la traite des enfants : que faire dans l'Union européenne ? », permet d'approfondir certaines réalités.

La représentante de Caritas India, Ms. Mungreiphy Shimray, énumère les causes du drame dans son pays, à la fois pays d'origine, de transit et de destination. La pauvreté, les catastrophes naturelles, les guerres civiles et le système patriarcal des populations intouchables, tribales ou pauvres urbaines se complètent avec la libéralisation économique et la mondialisation qui détruisent les structures sociales traditionnelles. Mais la tradition n'a pas que du bon quand des pratiques culturelles anciennes se perpétuent qui vouent certaines populations à la prostitution ou qui font donner des enfants à des temples à cette fin. Et environ quatre-vingt mille femmes et enfants du Myanmar, de Chine, du Laos et du Cambodge sont poussés vers l'industrie du sexe en Thaïlande.

Une parlementaire européenne slovaque explique que sur Internet en 2007, trois mille domaines sont liés à la pornographie avec des enfants, 55 % étant basés aux États-Unis, 28 % en Russie, 8 % en Europe et 7 % en Asie. De nouvelles législations nationales et internationales sont indispensables.

Le commissaire européen Jacques Barrot veut que l'aide aux victimes soit immédiate et non conditionnée à la légalité du séjour ni à l'obligation de témoigner contre les agents du trafic.

Le mot de la fin revient au président de Caritas Europa qui s'horripile d'une « société cannibale qui consomme ses propres enfants ».

Lors du Forum social de Belém au Brésil en janvier 2009, Coatnet et le Secours catholique organisent un séminaire sur la traite.

La présentation de Caritas Bosnie-Herzégovine est ma plus forte surprise. Je la connaissais comme active mais un peu timide. Dans ce pays, le nombre des victimes de la traite a été multiplié par dix depuis 2002, dont beaucoup de Roms.

Je découvre une activité explosive en matière de traite, de prévention par des campagnes tonitruantes. Puisque les jeunes femmes sont souvent attirées par des publicités, alors Caritas fait de même et publie dans la presse des annonces :

Jolies jeunes filles, 18 à 25 ans, pour travail à l'étranger. Logement garanti, relations saines, bon salaire, nourriture et visa garantis !

Téléphoner : XXX-XXX-XXX

ATTENTION : Si vous donnez suite à ce genre de publicité, vous pouvez devenir victime de trafic. Informez-vous !

Cette annonce est diffusée sur cinq chaînes de télévision et six stations de radio, projetée au festival de cinéma de Sarajevo lors d'une séance spéciale pour les adolescents. Elle est affichée en grand format à Sarajevo et Brcko, publiée dans le programme du festival.

De plus, en 2007 et 2008, des affiches et des tracts sont disposés dans des consulats, des ambassades, des universités, des écoles primaires et secondaires, des centres commerciaux : le slogan 2007 était « Recherche d'emploi ? Pourquoi ne pas être méfiant ? » et celui de 2008 : « Travail à l'étranger, bonne opportunité ou fraude ? »

Beaucoup de Caritas procèdent de la sorte ; même en Inde où une affiche largement diffusée montre le visage d'une enfant et dit :

*Comme elle, vos filles, vos sœurs ne sont pas à vendre.
Elles sont des êtres humains, citoyennes égales d'un pays
protégées par la loi.*

*Nous sommes contre le trafic et l'exploitation sexuelle
des enfants et des femmes.*

Tsunami

Coups doubles en série

Lors d'une rencontre avec des chefs d'entreprise à Sydney en Australie mi-2006, j'expose certains volets de notre action suite au tsunami de fin 2004. Les propositions de l'évaluation internationale qui vient d'être publiée retiennent leur attention. Le document insiste en effet sur la nécessité d'établir un système mondial d'accréditation et de certification qui permettrait de distinguer entre des agences et organisations travaillant selon des normes reconnues et des standards validés. Cela existe très souvent au niveau national dans les domaines de l'action sociale, médicale et donne droit par exemple à des avantages fiscaux. Un mécanisme international serait le bienvenu.

Le tsunami a en effet été l'occasion dans les pays sinistrés de concurrences et de défauts de coordination. Même au sein du réseau Caritas: un de nos membres débarqua ainsi au Sri Lanka avec des médecins et des infirmières qui n'eurent rien à faire. Localement, il y a tout le personnel médical nécessaire et la catastrophe dramatique n'a en fait touché qu'une étroite bande côtière sans s'attaquer aux gros équipements médicaux, par exemple. Sans parler de l'inutilité totale des envois de vêtements chauds dans un pays où la température ne descend jamais en dessous de 25 degrés en bord de mer.

À Banda Aceh, ville indonésienne d'une région quasi totalement musulmane violemment ravagée par le tsunami et traversée par une ancienne guérilla en voie d'apaisement, Caritas reconstruit des

maisons. Près de la mer, les travaux sont en cours dans trois villages où quatre cent vingt familles vont bientôt retrouver un toit. Il fait chaud et humide. Quinze hommes, anciens insurgés, réintègrent peu à peu la communauté et, comme les autres, participent aux activités avec les quelques professionnels des entreprises contractantes. Les constructions sur deux niveaux seront solides.

De retour à Djakarta, après avoir visité de multiples programmes de reconstruction dans toute la zone affectée et qui vont se poursuivre pendant des années – car Paris ne s’est pas construite en un jour, contrairement à ce que certains beaux esprits pensent –, je rencontre le président de la future Caritas, Mgr Martinus Situmorang. L’ancienne avait dû être fermée il y a quelques années par les évêques pour cause de malversations. Après des hésitations légitimes, il a été décidé de redémarrer et l’aide de Caritas Internationalis est souhaitée. Le nonce, Mgr Malcom Ranjith, soutient cette perspective en insistant pour engager des programmes communautaires au niveau des villages d’abord.

À Chennai en Inde, nous faisons le point avec Mgr Peter Remigius, le président de Caritas Inde sur l’avancée des opérations de reconstruction et de relance des activités économiques suite au tsunami.

La visite du village de pêcheurs de Devanampaltinam, près de Pondichéry, s’accompagne d’une cérémonie de remise de bateaux. Sous un soleil brûlant, dans le vent, le maire me recouvre d’une chaude cape de cérémonie et d’une coiffe honorifique. Les bateaux colorés sont magnifiques. Ils permettent à quatre ou cinq personnes de travailler. Il a été délicat de mettre en place les bonnes stratégies car, souvent, le bateau appartenait à un notable qui soit le loue à des pêcheurs de basse caste soit en embauche directement. Qui faut-il aider ? Comment tenir compte des structures sociales traditionnelles ?

Caritas construit aussi dans le village six cent cinquante maisons et met en œuvre un programme de désalinisation des terres agricoles.

Un centre social conduit des programmes d'animation de groupes de femmes et des activités de formation, de la couture à l'utilisation d'ordinateurs. Bel exemple de ces milliers de projets disséminés dans tout le pays qui concrétisent la promotion féminine, les droits des exclus, le développement intégral par des méthodes d'organisation participatives, par des missions confiées ou prises dans des groupes de personnes souvent marginalisées. Ces processus conduisent fréquemment leurs acteurs, leurs actrices, à des prises de responsabilité, à des engagements dans la vie politique locale ou dans des organisations de la société civile.

À Chennai, un étonnant programme conjoint de Caritas et du gouvernement indien procure une assurance sur la vie à des pêcheurs dont l'activité est très risquée. Le chef de famille s'assure moyennant une prime modeste et le gouvernement lui verse une bourse scolaire pour ses enfants pendant quelques années. Ce mécanisme fait coup double : assurance et scolarisation.

Au Sri Lanka, en six mois, cinq mille trois cents abris temporaires ont été construits, cinq cent vingt-six bateaux de pêche construits ou réparés, neuf cents petites entreprises aidées, quinze écoles remises en état.

Une réunion de coordination se tient à Colombo. J'en profite pour rencontrer le nonce et l'écouter sur la situation politique et les tensions contre l'Église. La liberté religieuse est menacée. La guerre civile avec les Tigres tamouls fait rage et mélange les sinistrés du tsunami aux déplacés fuyant les zones de combat. Pendant des années les Caritas jongleront avec des budgets pour des actions communes mais financées par des fonds affectés à telle ou telle catastrophe.

La grande difficulté en 2005 concerne la question de la terre. À quelle distance de la mer peut-on reconstruire ? Les positions du gouvernement changent, s'adaptent aux réalités topographiques et aux intérêts des hôtels par exemple.

La visite d'une zone en pleine reconstruction au sud de Colombo est instructive. Une équipe de la Caritas locale soutenue

par la Caritas allemande trouve des arrangements avec les propriétaires des terrains. Neufs animateurs, cinq ingénieurs, des entreprises avec soixante personnes développent des programmes de reconstruction. Les bénéficiaires mettent largement la main à la pâte. Les travaux se déroulent entre la voie ferrée, la route et la plage; une bande d'environ deux cents mètres de large.

Déjà des programmes de réparation de bateaux sont en place ainsi que des activités de promotion féminine.

Comme chaque fois, c'est un vrai puzzle d'activités à monter et à diriger harmonieusement; pas toujours facile! Ici on fait attention à ce que les appels d'offres sélectionnent des entrepreneurs de toutes les confessions. L'interreligieux économique!

Une réunion rassemble les responsables de Caritas Sri Lanka et du Secours catholique qui est ici le chef de file de la coordination. Les Allemands le sont en Inde, les Américains en Indonésie et les Italiens en Thaïlande.

Pour la Caritas tchèque qui soutient des projets dans une vingtaine de pays, le tsunami de fin 2004 a été l'occasion pratique de rentrer plus en contact avec le réseau mondial. Jusqu'alors elle se concentrait plus sur l'Europe de l'Est et la Tchétchénie, tout en participant aux travaux de la commission humanitaire de Caritas Europa.

Elle a ainsi, au sein des nouvelles Caritas des pays d'Europe centrale et orientale, montré l'exemple de l'ouverture à l'international, partie intégrante de la mission de toute Caritas. Elle participe à des commissions spécialisées au sein du ministère tchèque de la Santé et du ministère du Travail et des Affaires sociales, et prend part à l'éducation des étudiants, des bénévoles et des personnels d'autres ONG en matière de services humanitaires et de santé.

En Thaïlande, le village de Patong s'allonge en bord de rivière à quelques centaines de mètres de la mer d'Andaman.

Les dépliants touristiques décrivent ce lieu de vacances: plage tropicale de Phuket entourée de montagnes vertes et luxuriantes,

baie de quatre kilomètres en forme de croissant couverte d'un fin sable blanc qui convient à la pratique de tous les sports nautiques et à la vie nocturne. Les visiteurs sont accueillis dans une multitude d'hôtels, de bungalows, de restaurants, de commerces et de bars de nuit pour tous les goûts.

En ce mois d'octobre 2005 avec le père Sanny Sanedrin, philippin, responsable Asie à Caritas Internationalis, nous sommes là pour autre chose. Nous visitons les programmes de réhabilitation. À Patong, nous venons participer à la cérémonie de remise de trente bateaux neufs à des pêcheurs. Le village est en fait un quasi-bidonville séparé des beaux quartiers par une rivière boueuse, un égout à ciel ouvert, qui vient se jeter au sud de la plage. Les maisons ont été reconstruites grâce à une chaîne de télévision thaïlandaise. Le gouvernement avait promis, sans suite, des bateaux.

Il pleut fort toute la matinée, ce qui ne m'empêche pas, avec l'évêque de Suratthani, Mgr Prathan Sridarunsil, d'officier, de prononcer un discours, de couper les rubans libérant les grands bateaux colorés qui servent à la pêche au filet en haute mer, manœuvrés par trois personnes, mais promènent aussi les touristes en basse saison de pêche. L'ambiance est chaleureuse et le déjeuner pris sous une vaste tente rassemble les familles pour un repas de fruits de mer épicés. Juste en dessous les bateaux attendent en clapotant à quelques centaines de mètres des hôtels qui barrent l'horizon. Chacun arbore sur sa proue un sticker avec le logo de Caritas Internationalis : l'idée était venue des villageois eux-mêmes qui avaient fait le nécessaire avec le curé de la paroisse.

La veille, dans un village de « gitans de la mer » marginalisés, nous avons remis officiellement trente autres bateaux, ceux-là plus petits et à fond plat pour la pêche sur les canaux et dans les mangroves qui bordent la côte plus au nord. Une fois de plus, la réponse d'urgence réfléchie, adaptée aux réalités locales, bien organisée, est l'occasion d'amorcer des processus de développement à long terme.

Dans le même esprit, nous avons rencontré, deux jours plus tôt, le cardinal Michai Kitbunchu à Bangkok, qui soutient nos convictions de ne pas nous engager dans des constructions de nouveaux lieux de culte tout en trouvant normal que l'on répare sans ostentation ceux qui furent détruits ou endommagés par le tsunami.

Nous aurons des discussions avec divers évêques des pays sinistrés; notre réseau tiendra une position nette, inspirée de l'approche du cardinal de Bangkok même si certains nous auraient voulu moins stricts. Mais cela a toujours été la position de Caritas, liée à son mandat social. Cela n'interdit pas d'être intelligent, comme de financer en Amérique latine une salle à usage multiple, marché et salle d'activités économiques deux jours par semaine, école et dispensaire quatre autres jours, chapelle et lieu de réunions le dimanche. Il y a dans l'Église d'autres organismes dont la mission est de soutenir les activités de formation des prêtres, de construction d'églises, etc. À chacun son métier, dans le respect des bénéficiaires, et des donateurs.

Mais là, en Thaïlande, certains intervenants américains n'hésitent pas une fois de plus à mélanger la réponse d'urgence et le prosélytisme, ce qui est un non-respect des personnes en situation de faiblesse et de plus complique beaucoup la tâche de Caritas.

De 2005 à fin 2008, deux périodes bien différentes se déroulent. D'abord celle de la première urgence, avec l'aide individuelle à cent mille personnes, vise l'alimentation, les soins médicaux, la réparation et la distribution de bateaux dont quatre cents nouveaux, le don de cinq cents filets de pêche, la réparation mais surtout la reconstruction de deux cent soixante-dix maisons.

La seconde étape comprend ensuite l'éducation de quatre mille élèves et étudiants, le soutien psychologique à dix mille personnes moitié-moitié enfants et personnes âgées, la création de treize réseaux d'adduction d'eau, le soutien à soixante-dix entreprises et des séminaires de formation au microcrédit, à la gestion de petites activités économiques et de projets, à la protection des enfants, au travail social, à l'évaluation, etc.

La première aide d'urgence immédiate absorbe 3 % du budget, la santé 12 %, le soutien psychosocial 15 %, les activités économiques 16 %, l'éducation 19 %, le développement communautaire 20 %, et les frais administratifs et de gestion des programmes 15 %. Le rapport de l'auditeur externe daté de décembre 2008 certifiera que les intérêts bancaires générés par les soldes des comptes sont bien affectés aux programmes. La Caritas diocésaine de Suratthani bénéficie pendant ces trois années du soutien des Caritas Allemagne et Italie auxquelles s'associeront celles d'Espagne, d'Australie et des États-Unis.

L'affectation des fonds dans la durée privilégie le long terme. Souvent des organismes de contrôle mal informés ont hésité sur la position à prendre. Or les donateurs savent depuis de nombreuses années que cet effort est le plus efficace, après avoir, tout de suite après la catastrophe, assuré l'indispensable pour la survie des victimes.

Dans la communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement européen de 2001, *Liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement*, il est ainsi écrit que « l'aide d'urgence doit être de plus en plus conçue de manière à permettre une transition respectant les objectifs de développement à long terme et assurant la durabilité ».

Par ailleurs, dans ces quatre pays touchés par le tsunami, il y aura souvent dans les processus de coordination entre membres de notre réseau, des échanges sur les frottements dans la coopération avec les personnels et volontaires étrangers ; cela va de l'ignorance des coutumes dont celles relatives à la place des femmes, voire à leur habillement, aux méthodes comptables à harmoniser en passant par toutes les différences culturelles. Un jour, à Londres, un marchand de journaux asiatique auquel je demande un journal français me dit qu'il l'aura le lendemain. Un ami d'origine indienne qui m'accompagne sourit et m'explique : « Il ne peut pas te dire non, alors il sauve la face en te le promettant pour demain ; d'ailleurs hier, il t'a dit la même chose ! »

Urgences

La catastrophe révélatrice

De famines en conflits, de cyclones en tremblements de terre, de guérillas en inondations, qu'elles soient du fait de la nature ou du fait de l'homme, les réponses aux urgences humanitaires supposent toujours d'avoir été préparées bien en amont. Avec souvent des modes opératoires à la fois communs et spécifiques. Panorama en Éthiopie, au Kurdistan, au Kenya, au Pakistan et aux États-Unis.

En Éthiopie, la famine de 1984-1985 touche huit millions de personnes et fait un million de morts. Les programmes de Caritas sont massifs : aide alimentaire transportée par des norias de camions et d'incessants ponts aériens d'avions Hercules qui doivent changer fréquemment leurs trains de pneus laminés par les pistes caillouteuses. Il faut gérer dans le Tigré, le Wollo et en Érythrée des centaines d'entrepôts, construire des dizaines et des dizaines de barrages en deux ans, des forages, des puits, monter des programmes agricoles, des dispensaires, des centres sociaux, des activités de promotion féminine, des écoles dont certaines pour enfants handicapés, des écoles techniques, des programmes de soutien aux déplacés.

Il faut être habile. La Caritas allemande coordonne les programmes du côté gouvernemental et apporte son aide à sa consœur éthiopienne ; du côté opposé, c'est la Caritas anglaise qui fait le lien avec les deux organismes humanitaires des guérillas tigréenne et érythréenne. Tous nos interlocuteurs officiels à Addis-Abeba le savent. Personne n'en parle.

Partout des personnalités émergent, telle cette vigoureuse religieuse suisse qui tient fermement les comptes de la Caritas

éthiopienne en 1986, telle cette petite sœur de Foucauld, jeune chirurgienne des hôpitaux de Marseille, responsable d'un dispensaire dans un quartier pauvre de la capitale, tel Cesare Bullo, ce frère salésien italien, coordinateur des opérations humanitaires dans le Tigré, vivant à Mekele, avec des confrères soutenus par une mama éthiopienne qui leur prépare chaque soir des spaghettis réconfortants.

C'est un organisateur rigoureux du pont aérien de cinq vols par jour et des convois de camions qui descendent des milliers de tonnes de nourriture depuis Asmara en Érythrée. Il sait planifier le travail des élèves de l'école technique qu'il dirigeait avant la crise pour réparer les camions.

C'est un fin négociateur qui trouve des accords avec le gouverneur militaire de la place. Les camions arrivent en traversant les zones tenues par la guérilla et sont contrôlés à l'entrée de la ville par des soldats mal nourris et donc bien envieux. Les avions civils doivent, eux, rester libres de leurs rotations. De multiples accords explicites ou implicites avec les autorités conditionnent donc la vie quotidienne. Mais le gouverneur a aussi ses soucis : il a par exemple sur les bras un orphelinat de mille trois cents enfants qu'il doit nourrir. Notre salésien ne commet donc pas un « péché » si un camion chargé à bloc s'égare vers l'arrière-cour de la cuisine pour en sortir quelques minutes plus tard allégé de quelques sacs de blé ou de farine !

Il sait également parlementer avec les chefs de villages la construction de barrages et l'apport de main-d'œuvre des villageois rémunérés en aide alimentaire, organiser les livraisons de matériaux de construction, les ateliers de taille de pierre, préparer les plans d'irrigation.

Il a même obtenu du réseau Caritas la mise à disposition d'un petit avion partagé avec MSF-Belgique. En effet au Tigré le gouvernement tient les villes et la guérilla tient la campagne. Pour organiser les programmes, la voie des airs est la seule praticable.

Cela me permettra de découvrir plusieurs fois ces régions magnifiques, grands canyons sur des centaines de kilomètres

dominés par le Ras Dashen à quatre mille cinq cent trente-trois mètres, églises enterrées de Lalibela, monastères orthodoxes agrippés aux flancs des montagnes ou allongés sur des plateaux haut perchés, Axoum ville-fondation du pays avec ses obélisques et stèles géantes, Asmara la capitale érythréenne à l'ambiance italienne.

Et les contradictions sont fréquentes pendant ces voyages. Un matin brumeux, de très bonne heure, sur la piste de l'aéroport d'Addis-Abeba, le prêtre directeur de Caritas m'indique l'avion que nous allons prendre pour Mekele : un gros Antonov de l'armée de l'air de l'ex-Allemagne de l'Est, équipé de ses canons et mitrailleuses standard. Je refuse, ne voulant pas tomber dans le mélange des genres. Il insiste gentiment. J'obéis à contrecœur. Dans l'énorme carlingue des bancs en toile longent les parois et au milieu il y a un énorme tas d'immenses fers à béton pliés en deux : ils sont destinés à un centre pour femmes en difficulté que construit la congrégation de Mère Teresa à Mekele ! Saintes alliances !

En juillet 1990, l'évolution de la situation et le nouvel engagement de l'Ethiopian Catholic Secretariat, la Caritas, avec les Églises orthodoxe et protestante dans le cadre d'un consortium œcuménique, le Joint Relief Partnership, méritent un voyage. Il s'agit d'aller vérifier le fonctionnement de l'opération « Ligne du Sud » afin d'apprécier l'organisation et l'efficacité de convois alimentaires et de ponts aériens au Nord-Wollo et au Tigré.

J'y vais avec Louis de Courcy de *La Croix* qui écrira : « Pendant que les autorités communistes éthiopiennes, aux prises avec leurs rebelles, consacrent 70 % du budget de l'État à la défense, quatre millions de personnes des régions du Nord se trouvent aujourd'hui en situation d'extrême précarité. »

L'analyse de la situation éclaire bien des problématiques politiques, économiques, sociales, internationales. Des situations de ce genre nécessitent une mobilisation de toutes les ONG et de tous les États.

Le marxisme éthiopien se démode et regarde vers le libéralisme pour survivre. La collectivisation progressive des activités industrielles et agricoles et des mécanismes de marché depuis le coup d'État de 1974 a conduit à la destruction des dynamismes, dans un pays déjà frappé par les difficultés. Depuis le X^e siècle les famines y sont à répétition.

Sous la pression, entre autres, de la Communauté européenne, le régime du président Mengistu a accepté une certaine libéralisation des relations économiques. Les réformes de 1988 ont amené la liberté des prix agricoles et celle du commerce des céréales. La production agricole s'améliore dans certaines régions.

Depuis quelques mois, un processus de démantèlement des villages créés artificiellement lors de la villagisation de ces dernières années s'engage.

La chute du mur de Berlin en 1989 et la détérioration de la situation économique due en partie à l'effort de guerre décrédibilisent un pouvoir marxiste déjà déconsidéré par ses attitudes dictatoriales peu différentes de celles de l'ancien régime d'Haïlé Sélassié, par la montée des guérillas au Nord et au Sud et par les appels massifs à la conscription forcée pour accroître les forces de la milice, sorte de sous-armée de cinq cent mille hommes, complémentaire des forces régulières de trois cent cinquante mille hommes.

Le pouvoir central est assiégé. Perdant peu à peu le soutien de l'URSS, de la République démocratique allemande et de Cuba, et malgré le nouveau soutien d'Israël – seule l'Éthiopie n'est pas musulmane au bord de la mer Rouge –, le régime d'Addis-Abeba est en difficulté face à deux guérillas au Nord – le Tigrean People's Liberation Front (TPLF), groupe largement dominant des guérillas au Tigré qui réclame l'autonomie et vise en fait la prise du pouvoir à Addis-Abeba, et l'Eritrean People's Liberation Front (EPLF) en Érythrée, qui réclame l'indépendance – et à la guérilla larvée du Front Oromo du Sud qui pourrait être menaçant s'il s'organisait mieux, le Sud représentant plus la majorité du pays.

La situation se complique par le fait que les Érythréens souhaitent leur indépendance qu'ils obtiendront d'ailleurs en 1993¹. Dans ce contexte troublé de tensions et de guerres, la montée de l'islam dans toute l'Éthiopie est une donnée à prendre en compte.

La situation en Éthiopie est caractéristique du cumul d'une catastrophe naturelle à laquelle il serait possible de faire face et d'une catastrophe créée par l'homme qui limite les possibilités d'action. Les populations du Nord-Wollo et du Tigré ne vivent pas de situation de famine dramatique car la communauté internationale et les ONG ont mis en place des programmes qu'il est vital de poursuivre en dépit de leur coût.

ECS-Asmara, la Caritas, a vu ses moyens limités depuis février 1990. Elle agit à Asmara et dans les villes sous contrôle gouvernemental auprès des réfugiés, des isolés, des pauvres, des malades, etc. En mai 1990, elle a distribué des rations mensuelles réduites de moitié à trois cent quatre-vingt-treize mille personnes. La situation est dramatique. Les prix ont explosé. Les familles brûlent leurs meubles pour faire la cuisine.

Un premier pont aérien vers Asmara a été organisé à partir d'Addis-Abeba et financé par la Communauté européenne, l'Unicef, le Programme alimentaire mondiale/Pam et des ONG : soixante vols de Boeing 707 transportent chacun vingt-sept à trente tonnes de lait en poudre, de farine de blé, de sucre, de nourriture locale pour les enfants, de pétrole pour la cuisine.

Le relais a été pris par un second pont aérien à partir d'Assab, coordonné par le Pam pour le compte de la Caritas à Asmara. Deux avions Hercules transportant dix-huit tonnes font chacun quatre rotations par jour, puis cinq lorsque la piste d'Assab aura été éclairée. L'aéroport y est mal adapté mais situé près du port où arrive l'aide : chaleur, poussière. Les primes d'assurances sont très élevées du fait du risque de guerre.

1. La guerre de 1998-2000 entre les deux pays fera au moins soixante-dix mille morts.

Plus au sud, au Nord-Wollo et au Tigré, après des mois de négociations avec le gouvernement et la guérilla, l'accord des deux parties pour mettre en place la « Ligne du Sud » a été obtenu : l'envoi de convois d'aide alimentaire depuis le Sud y permet la prise en charge de l'aide alimentaire de un million cent dix mille personnes de mars à juin et de un million deux cent cinquante mille personnes au cours du deuxième semestre 1990, par des distributions mensuelles à chaque personne.

Il faut noter le caractère exceptionnel de la réussite de cette négociation, conduite avec l'aide des pays de l'Ouest. Les ONG d'Église ont obtenu d'un gouvernement et d'une guérilla le droit d'apporter assistance aux victimes de la famine et de la guerre, dans les zones où les belligérants s'affrontent.

À Dese, plaque tournante de l'opération des organismes chrétiens, ceux-ci emploient deux cent quarante personnes et le réseau de distribution au Nord, près de deux cents. La plupart sont financées par les frais de transport liés aux donations de nourriture mais les autres frais de fonctionnement doivent être couverts par le réseau Caritas pour un tiers, et les orthodoxes et les protestants pour un tiers chacun également.

Les dons de grain, de farine, de lait en poudre et d'huile végétale proviennent exclusivement des organisations internationales et des États : Pam, Communauté européenne, États-Unis, Suède, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon, Norvège, Italie, etc. Ils arrivent à Assab où ils sont stockés et chargés sur des camions qui font cinq cents kilomètres jusqu'à Dese.

Les donateurs payent le coût du transport interne, du port d'arrivée au lieu de distribution final, soit en moyenne 1 300 francs (200 euros) la tonne pour cette opération. Trois entrepôts à Dese réceptionnent les cent soixante-cinq camions qui font le transport depuis Assab, à cinq cents kilomètres. Quatre-vingt-six sont de la Relief and Rehabilitation Commission, organisme gouvernemental de coordination de l'aide, et soixante-dix-neuf du Pam dont vingt-cinq de soixante tonnes ! Tous les chauffeurs sont éthiopiens.

Puis d'autres convois desservent les dix-neuf centres de distribution, tous dans la zone contrôlée par la guérilla, échelonnés le long de la route du centre de l'Éthiopie, jusqu'à Zalambessa à la frontière du Tigré et de l'Érythrée, à cinq cent quatre-vingt kilomètres de Dese ; l'aller-retour se fait en une semaine.

La route est relativement bonne sauf de nombreux passages détériorés par la guerre ou les pluies. Deux ponts militaires anglais ont été installés. Des travaux d'entretien sont fréquents, réalisés par la population locale moyennant rémunération, sous la responsabilité du Pam. Mais l'insécurité règne.

L'accord signé avec le gouvernement éthiopien impose que les camions ne quittent pas la route. Ils sont munis de drapeaux et d'énormes logos pour éviter toute attaque de l'un des deux bords. Aucun incident n'a eu lieu depuis le début des convois. Cependant la population est obligée d'effectuer chaque mois de longs trajets pour venir chercher l'aide, quatorze kilos par personne : grain ou farine, le reste en lait et huile. Un responsable d'un centre de distribution nous a dit que certaines personnes parcouraient cent soixante kilomètres, soit six jours aller-retour à pied. La question qui se pose est de savoir si les camions pourraient quitter la route principale pour se rapprocher des populations trop éloignées. La décision dépend du gouvernement éthiopien.

La gestion et l'entretien de ce parc travaillant dans des conditions extrêmement dures sont délicats. Trois camions-citernes de dix mille litres ravitaillent les camions en cours de route ; trois unités mobiles de réparation vont procéder au dépannage des camions sur place ; trois gros ateliers mécaniques, l'un d'Oxfam et Save the Children, l'autre de la Fédération luthérienne mondiale et le troisième du Pam, entretiennent les véhicules. Les pneus doivent par exemple être changés tous les sept à dix voyages, soit après environ neuf mille kilomètres.

Une autre guerre nécessite un peu plus tard des efforts logistiques inouïs pour porter secours aux victimes, la première guerre du Golfe et ses prolongements au Kurdistan irakien.

En mars 1992, à trois heures de Zakho, par des petites routes de montagne, dans le nord-ouest du Kurdistan irakien, avec la responsable de l'équipe de Caritas Suisse, qui pilote les projets d'urgence et de reconstruction soutenus par des Caritas dont le Secours catholique, et avec M. Mamoun, le responsable de KRO « Organisation de reconstruction du Kurdistan », nous arrivons dans un petit village tout nouveau, il a fallu franchir des cols, rebrousser chemin à un moment; la route était bloquée par la neige à laquelle s'attaquait l'un des bulldozers de KRO.

Quatre-vingts nouvelles maisons sont terminées. Une grande pièce unique et une petite cuisine. Les paysans les ont construites avec les matériaux fournis par Caritas et avec les conseils des ingénieurs et des techniciens de KRO. Elles sont petites. L'essentiel est fait. On agrandira plus tard.

En 1975, les habitants furent chassés par l'armée irakienne et regroupés à vingt kilomètres. Le village a été détruit comme quatre mille autres en quinze ans. En mars 1991, attaqués par l'armée de Saddam Hussein en représailles de la guerre du Golfe engagée par les armées occidentales suite à l'invasion du Koweït par l'Irak, ils ont fui vers un camp de montagne en Turquie; ils sont finalement revenus sur ces terres il y a quelques mois. Comme eux, plus de deux millions et demi de Kurdes ont fait au printemps 1991 l'aller et retour vers les montagnes turques et iraniennes.

Fin mars 1992, c'est le ramadan. Seuls les deux Européens assis sur de bons tapis déjeunent de galettes à goût de pizza, de yaourt et de thé. La mère de famille reste à la cuisine avec sa fille d'une douzaine d'années qui passe discrètement la tête de temps en temps, curieuse de cette visite surprise. Nous sommes servis par le fils aîné et entourés du père, de ses deux fils cadets et de sa dernière fille de trois ans. Le chef du village accompagné de quelques hommes nous rejoint rapidement et les fusils sont

rangés contre le mur. L'armée irakienne est à quinze kilomètres, derrière une frontière précaire. De la nourriture et des vêtements ont été distribués pendant l'hiver, une fois par hélicoptère des armées alliées, à cause de la neige qui bloquait les routes.

Les programmes sont énormes : six mille maisons reconstruites, ainsi que quinze écoles, un hôpital et cinq dispensaires ; deux mille tonnes de semences de blé et d'orge distribuées ainsi que des aliments, des vêtements, des équipements de maison. Au total, trois cent mille personnes sont servies pour une première phase d'un budget de 10 millions d'euros.

On s'inquiète du départ fin juin des observateurs de l'ONU et de l'antenne de huit officiers des armées alliées, dont un colonel français à l'activité de renseignement évidente ; on espère la prolongation de ces présences protectrices ainsi que de celle des armées de l'air américaine, anglaise et française basées en Turquie.

Pendant tout mon séjour, un peshmerga armé d'une mitraillette m'accompagnera vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Au début, j'ai protesté auprès de mes hôtes. Ils m'ont immédiatement fait comprendre que si je refusais, ils me demanderaient de retourner immédiatement en Turquie : ils se considèrent responsables de ma sécurité.

La communauté internationale sait qu'elle doit faire face à ses irresponsabilités envers les Kurdes d'Irak. Aura-t-elle la force de caractère nécessaire alors que la question kurde est si compliquée ? Vingt-six millions de personnes sont réparties dans cinq États : Irak, Iran, Syrie, Caucase de l'ex-URSS et Turquie où la tension règne. Une histoire millénaire de guerres crée une pression si forte sur les chrétiens que leur grande majorité a été obligée depuis un siècle de partir.

L'ironie de l'histoire, c'est que la conquête de l'Irak bien des années plus tard par l'armée américaine et quelques alliés mettra un Kurde au pouvoir à Bagdad !

Je retourne en Afrique au Kenya en août 1992. En pleine crise somalienne, nous allons avec Mgr Joseph Duval, président de la Conférence des évêques de France, visiter les camps de réfugiés somaliens au Kenya. La Somalie a explosé par suite de conflits politiques et le chaos le plus total y règne, les tribus affrontant les bandits et les milices.

Selon le Haut Commissariat aux Réfugiés, en août 1992, un million de Somaliens ont quitté leur pays. Quatre cent mille sont en Éthiopie, trois cent mille au Kenya. Dans ce pays, il est difficile de trouver de nouveaux sites pour implanter des camps. L'eau est rare en milieux désertiques. De plus une forte sécheresse frappe les populations locales du Nord-Est, donc près de la frontière somalienne, ce qui avive les tensions entre Kenyans et réfugiés.

Un consortium œcuménique organise des ponts aériens vers la Somalie; Caritas en est membre comme d'habitude. En quatre mois, il a réalisé cent soixante-six vols transportant près de trois mille tonnes de secours vers sept destinations. Nous le verrons fonctionner à Mombasa, ville kenyane au bord de l'océan Indien.

Le camp d'Utange à quinze kilomètres de la ville accueille vingt-neuf mille réfugiés de la région de Mogadiscio pour neuf mille places. La partie dite officielle fait bonne impression alors que l'autre est misérable et surpeuplée. Les gens y sont entassés dans de grandes huttes. La Croix-Rouge qui gère le camp est débordée.

Plus au nord, près de la frontière somalienne, nous visitons aussi le camp du HCR de Mandera, en plein désert, accompagnés par le directeur béninois. Créé en avril, il héberge cinquante mille réfugiés alors que la ville compte vingt mille habitants. La recrudescence des combats début août a fait arriver sept mille personnes.

Un seul centre nutritionnel traite huit cent soixante-dix enfants, dont la moitié est dans un état grave. Un petit dispensaire fonctionne et un programme de vaccination est en cours.

La région kenyane proche héberge trois autres camps qui comptent quatre-vingt mille personnes. La pression sur l'eau

potable est forte. Les tensions avec la population locale montent : comment pourrait-elle ne pas être jalouse quand, par exemple, les hôpitaux fonctionnent à 90 % pour les réfugiés ? Le responsable veut l'inclure dans les programmes car elle souffre plus que les réfugiés du fait de la sécheresse et est moins aidée. Son bétail est décimé. C'est le dilemme habituel accentué par des tensions tribales – les réfugiés sont armés – et des groupes fondamentalistes musulmans infiltrés parmi les Somaliens. Le camp est misérable, poussiéreux, fait de huttes basses traditionnelles chez ces nomades ; pas de latrines ou presque et des vautours qui jouent leur rôle habituel d'éboueurs

On est juste à la frontière avec l'Éthiopie. De l'autre côté de la rivière d'une quarantaine de mètres de large un camp de cinquante mille Somaliens. Ce sont donc environ cent quatre-vingt mille réfugiés qui pèsent sur cette zone.

Les catastrophes naturelles sont aussi source de fortes tensions. Ainsi, au Pakistan, le tremblement de terre du 8 septembre 2005 au Nord-Est tue soixante-quinze mille personnes et crée trois millions et demi de sans-abri.

Quelques semaines plus tard, je m'y rends en tant que président de Caritas Internationalis pour soutenir les équipes au travail, faire le point avec Caritas Pakistan et sa nouvelle secrétaire générale, Anila Gill, que j'avais connue quelques années auparavant alors qu'elle était responsable du programme Animation, fondement de toute l'action de la Caritas de ce pays.

La catastrophe a des caractéristiques originales du fait de la dispersion des victimes sur un grand territoire et d'un habitat de fermes individuelles et de petits hameaux ou villages perchés dans les montagnes. Le vol vers le nord, grâce à un hélicoptère des Nations unies, fait réaliser cela de manière éclatante. L'accès aux victimes reste difficile même plusieurs semaines après la catastrophe.

Dans cette région de montagnes, les mouvements fondamentalistes sont présents, agissent déjà pour la « scolarisation » des

enfants victimes. L'hiver arrive. Le gouvernement a annoncé un plan de réhabilitation et y associe les ONG. On doit veiller à tenir compte d'un contexte particulier. Je n'ai jamais vu les militaires pakistanais aussi coopératifs.

Le besoin massif et ultra-prioritaire ce sont des tentes adaptées au froid hivernal. La question des femmes seules – leurs maris étant décédés – et des enfants est inquiétante : des vols d'enfants sont relatés. Le gouvernement a interdit les adoptions pour six mois et prend des mesures de protection pour les femmes seules et les enfants.

L'équipe de Caritas venue de divers pays étrangers soutenir Caritas Pakistan fait le travail habituel d'analyse des besoins, d'organisation des secours immédiats, de préparation des actions à long terme et y ajoute, heureusement, un soutien en gestion. Cafod, la Caritas anglaise est chargée de suivi dans la durée. La présence de Pakistanais de diverses régions est un plus évident : beaucoup des hommes du pays ont fait au Cachemire une partie de leur service militaire. Ils connaissent la région, sa culture traditionnelle, la situation marginalisée des femmes.

Le conseil d'administration pense à long terme en intégrant les évolutions de ces dernières années en matière de planification stratégique. On ne va pas tout changer car la catastrophe ne change pas les caractéristiques du pays et les besoins des pauvres ou les programmes nationaux fondés sur une politique d'animation que l'on ne doit pas mettre de côté dans les programmes d'urgence et de réhabilitation à venir.

En avril 2008, une réunion des donateurs se tient sur place. Elle commence par deux grandes journées sur les lieux des programmes : visites de deux vastes dispensaires de conception moderne en fin de construction qui seront mis à la disposition du ministère de la Santé. Le troisième fait l'objet d'un litige avec le constructeur que la Caritas anglaise veut porter devant les tribunaux, mais le conseil d'administration de Caritas Pakistan la convaincra de traiter à l'amiable compte tenu des expériences des chrétiens devant des tribunaux composés de magistrats musulmans.

Nous faisons donc un grand tour dans les montagnes à travers des paysages de forêts de pins élancés, géants, dans un habitat dispersé et quelques petits bourgs près de la frontière avec le Cachemire indien, lui aussi violemment frappé par le tremblement de terre et où Carias India est active.

La population rurale est pauvre. Souvent, la maison d'avant le tremblement de terre a été restaurée et, à côté, il y a la nouvelle financée par l'agence gouvernementale chargée des secours.

Plus globalement dans la région le programme économique a tourné autour de pépinières et de semences, de distribution de cinq chèvres par famille nécessiteuse, de dons d'outils agricoles, de machines à coudre. Au départ évidemment, l'accent avait été mis sur des abris temporaires simples, une pièce avec une bonne toiture, qui continuera à servir longtemps. Les nombreuses écoles financées par Caritas Suisse, la « Chaîne du bonheur » et une compagnie d'assurances helvétique sont antisismiques.

Le lendemain se tient la réunion elle-même pour faire le point sur les programmes. L'accent est mis sur les abris temporaires, la santé, les dispensaires, les activités économiques. Il a été décidé de terminer les opérations fin 2008. Il faut donc statuer sur toute une série de questions : personnel, matériels à répartir entre les Caritas diocésaines, reliquats financiers à affecter à des activités dans la zone et au Pakistan, etc.

Caritas Pakistan va tenir une réunion de travail avec le responsable de Caritas Bangladesh sur des questions de gestion et de gouvernance. C'est une bonne coopération Sud-Sud.

Son expérience les aidera à élargir leur approche car, en matière d'urgence, il faut éviter de tomber dans une vision tronquée des réalités. Les effets dramatiques d'une catastrophe naturelle résultent en grande partie de l'impréparation et des mécanismes de marginalisation des pauvres. Ainsi, au San Salvador, lors d'un tremblement de terre qui fit basculer dans les ravins des bidonvilles accrochés à des collines escarpées, l'archevêque osa déclarer dans son homélie du dimanche suivant : « Bienheureux tremblement de

terre qui nous fait changer! » À moindre échelle, en France, à Vaison-la-Romaine, l'inondation fut meurtrière en grande partie à cause de permis de construire accordés en zone dangereuse.

Aux États-Unis, en septembre 2005, je découvre des réalités du même ordre. Suite au cyclone Katrina qui a dévasté la ville de La Nouvelle-Orléans, je rends visite aux sinistrés et aux équipes de Catholic Charities, la Caritas américaine spécialisée dans l'action sociale locale.

Dans plusieurs quartiers sinistrés, des destructions massives par le vent du cyclone et les inondations rendent la ville morte, grise. Une ambiance de grande dévastation et désolation règne.

Huit cent mille déplacés ont été réinstallés dans vingt-trois États américains. L'organisation de l'action donne l'impression générale de grandes difficultés, d'informations contradictoires de la part des autorités, de pilotage à vue. Les aides financières gouvernementales traînent. C'est étonnant de la part du pays le plus développé au monde. Une fois de plus, cela montre que la réponse d'urgence doit être planifiée dans les détails. Il y a un manque évident de préparation des autorités publiques à l'échelle du pays et de la Louisiane face à une catastrophe d'une telle ampleur. À force de vouloir moins d'État dans un monde de plus en plus libéral, on finit par s'effrayer de son absence.

Catholic Charities a d'abord évacué ses nombreux centres sociaux et médicaux et a dû ainsi assurer le déménagement délicat de personnes âgées et d'enfants sous grande surveillance médicale. Parmi son millier de salariés, trois cent cinquante n'ont pas encore été localisés, ayant fui comme le reste de la population. Maintenant ses programmes ont pris un bon rythme : assistance à dix-huit mille familles en nourriture, logement et aide à des familles d'accueil qui hébergent des sinistrés, conseils sociaux et juridiques à quarante mille familles, dont de nombreux cas de sans-papiers qui n'ont confiance qu'en des organisations religieuses, hébergement dans des paroisses de la région et dans tout le pays.

La catastrophe est aussi un révélateur de la pauvreté qui est profonde en Louisiane: 17 % des familles sont sous le seuil de pauvreté, 25 % des enfants sont pauvres, 40 % des chefs de famille sont des pauvres qui travaillent, 50 % des pauvres sont mal alphabétisés.

Un grand centre de spectacles sportifs, d'expositions et de congrès sert à héberger mille cent sinistrés presque tous de race noire. Ils sont installés dans des conditions très correctes mais leurs lits sont alignés comme dans une caserne. Dans une salle sportive, j'en compte par exemple quatre rangées de cinquante. Aucune intimité pour les familles. Lorsque j'en fais la remarque en fin de visite à la responsable de la Croix-Rouge qui gère le lieu, elle me répond spontanément :

« Mais il faut bien les surveiller !

– Pourtant ce ne sont pas des délinquants », suis-je obligé de répliquer.

Tout le monde fait des erreurs dans la précipitation. Mais si on avait dialogué quelques minutes avec les sinistrés, l'installation aurait été améliorée à peu de frais grâce à quelques armatures, des tringles et de simples rideaux.

Voir aussi : *Tsunami*.

Urgence et développement local

Les vrais enjeux de l'action humanitaire

La revue *Économie et Humanisme*, pilotée par les Dominicains, publie en décembre 2005 un dossier spécial sur la solidarité internationale et les changements opérés par le tsunami de décembre 2004. Ses responsables me demandent un article sur l'urgence, le développement local et les capacités des réseaux.

Le dossier s'engage sur une remarque essentielle de la rédaction : « L'humain, c'est aussi, si l'on peut dire, le trop humain, avec les possibles débordements d'une "com-passion" plus ou moins aveugle. Émotion, sympathie donnent une force intérieure pour agir. On ne compte plus. Être solidaire devient une nécessité. Mais de l'impulsion on peut glisser, comme un certain nombre d'observateurs l'ont analysé, à la "compulsion", *a fortiori* si un effet de foule planétaire est soutenu, voire provoqué, par les médias. »

Une quarantaine d'auteurs contribuent à la réflexion. Je partage les réflexions suivantes :

« L'expérience de Caritas Internationalis fait ressortir ce que sont, de l'urgence à l'action de développement et au plaidoyer, les limites, les potentiels et donc le "cahier des charges" de l'action d'un réseau international d'aide.

Enracinement local, projet mondial

On ne doit jamais l'oublier : lors d'un tremblement de terre, 80 % des vivants sont sauvés dans les quatre heures qui suivent la catastrophe. Cela s'est reproduit dans le Cachemire pakistanais en octobre 2005. Lors du tsunami, les sinistrés ont été secourus par la

population du voisinage. La qualité des secours immédiats varie donc avant tout selon les capacités, l'expérience et la plus ou moins bonne organisation des services publics et des acteurs privés présents dans la zone sinistrée ou à proximité.

Ensuite, la phase d'aide d'urgence – se vêtir, se nourrir, se loger – va vivre pour quelque temps les mêmes tensions. L'évaluation des besoins, les traditions locales, alimentaires ou sociales par exemple, devront être prises en compte pour assurer une efficacité de l'offre. La distribution d'aliments, de matériel de cuisine ou de couchage, de produits hygiéniques, la mise en place de services médicaux doivent être coordonnées par les autorités locales, voire souvent avec les chefs coutumiers. Les habitants, en effet, connaissent les codes et les traditions.

Pour la réhabilitation et la reconstruction, souvent, les ONG étrangères n'osent pas s'engager au fin fond des campagnes et des zones reculées. Les acteurs locaux, eux, n'ont pas les mêmes préventions. Premiers secours, aides d'urgence, reconstruction à long terme : la présence des gens du pays est la clé de la réussite. Dans ce contexte, l'activité des organisations locales est d'un intérêt prédominant.

Cette exigence trouve son application au niveau des quelques grands réseaux mondiaux privés d'aide qui existent aujourd'hui : celui de Caritas Internationalis, avec ses membres reliés à l'Église catholique, celui des Églises protestantes ou celui de la Croix-Rouge par exemple. Chaque fois, le même principe s'applique avec des variantes concrètes : un réseau mondial d'organisations nationales, plus ou moins indépendantes et une coordination internationale, plus ou moins opérationnelle. La coordination directe à partir du Secrétariat international de la confédération y est plus thématique qu'opérationnelle : le choix est de déléguer des tâches aux membres nationaux, indépendants, avec un mandat précis¹.

1. Suite au tsunami, le Secours catholique a ainsi un mandat pour la coordination au Sri Lanka, la Caritas allemande en Inde, l'américaine en Indonésie. Mais ce mécanisme dépasse l'urgence et la reconstruction : la Caritas anglaise a un mandat pour le sida, Caritas Europa pour les migrations.

Le fonctionnement et l'efficacité d'un tel réseau se fondent sur la communauté vivante qu'il forme, sur une mission et une vision communes². La participation des bénéficiaires, le travail avec des groupes à créer et animer, autant de principes évidents pour tous que l'on retrouvera donc mis en œuvre par Caritas presque partout, du microcrédit à la reconstruction de maisons suite au tsunami, à la relance d'activités économiques ou à la réalisation de nouveaux équipements collectifs.

Des pratiques partenariales coordonnées

Au plan pratique, les opérations d'urgence imposent trois conditions *sine qua non* : d'abord des méthodes de travail connues et transparentes ; ensuite, des politiques de formation spécifiques, par exemple sur la gestion de ces opérations si particulières, sur les standards internationalement reconnus : eau, nourriture, abris temporaires, sécurité, gestion, comptabilité et audit, etc. ; enfin, des mécanismes de coordination, de répartition du travail associant des prises de décision claires, ainsi que la concertation, l'habitude d'agir ensemble, l'adaptation aux habitudes des uns et des autres. Ainsi en Inde, au Sri Lanka, en Indonésie, chaque fois de façon modulée à partir des forces et faiblesses des Caritas nationales et locales, un tandem a-t-il été mis en place entre chacune d'elles et un partenaire qui apporte un soutien adapté, principalement en gestion des programmes et en communication. Cette méthode est fréquemment utilisée lors des urgences majeures : au Darfour la Caritas anglaise, en équipe avec l'organisation protestante norvégienne, fait le même travail auprès de Sudanaïd, la Caritas Soudan, et auprès d'organisations protestantes locales. Et pour bien fonctionner, les programmes et les méthodes de travail doivent

2. Qui dans le cas des Caritas s'articulent aux valeurs évangéliques et à l'enseignement social de l'Église catholique. « Caritas combat la pauvreté, l'exclusion, l'intolérance et la discrimination. Plus important encore, elle habilite les gens à participer pleinement à toutes les questions qui touchent leur vie et elle plaide en leur faveur dans les forums nationaux et internationaux. » <http://www.caritas.org>

intégrer les contraintes des uns et des autres qui ne sont pas identiques. Une radio espagnole n'interviewera pas en allemand. Le gouvernement hollandais a des formulaires de rapports financiers différents de ceux des États-Unis. Un évêque désirera un programme de visite de terrain plus « pastoral » qu'un ministre...

Lors du tsunami, cette collaboration de long terme s'est chaque fois mise en place par pays après lancement immédiat, suite à la catastrophe, d'une équipe d'évaluation des besoins et de préparation des programmes : dans les pays touchés comme suite aux événements du Rwanda, au cyclone du Bangladesh ou à celui d'Amérique centrale, Mitch, les programmes s'étaleront certainement sur plus de cinq ou six ans et intégreront des activités ignorées au départ, encore impossible à imaginer³.

Quatre questions nées du tsunami

Le tsunami a posé, pose, et posera des questions nouvelles qui sont loin d'être résolues, tant pour le travail dans les principaux pays concernés que pour les opérations en cours et à venir ailleurs dans le monde.

D'abord la gestion des différences culturelles. Il faut confronter les habitudes locales : le "chef" africain, le responsable sri-lankais qui se sentent outragés par des exigences de transparence mal formulées par une personne ignorante de leur culture diront trop vite que les Européens privilégient l'efficacité au détriment de l'âme. Le responsable d'un organisme du "Nord" qui ne sait pas que, dans tel pays, les chrétiens sont les plus pauvres des plus basses castes, et qu'il n'est pas scandaleux que la Caritas leur prête une attention un peu privilégiée, parlera trop vite de népotisme.

3. Ainsi, les centaines d'abris anticycloniques du Bangladesh, qui ont déjà fonctionné efficacement à maintes reprises sur la côte du golfe du Bengale et ont donc sauvé bien des personnes, ne sont nés dans l'esprit de leurs promoteurs locaux que lorsque ceux-ci ont réalisé que ces équipements seraient en fait d'abord des écoles, des dispensaires ou des salles communautaires haut perchés servant de refuge deux ou trois jours par an. Conçus donc à double usage, leur coût élevé devenait acceptable.

Cette question des différences culturelles se gère peu à peu par une meilleure connaissance des uns et des autres.

Autre sujet : l'intégration des actions de "plaidoyer" dans les opérations d'urgence et surtout de réhabilitation. Au Sri Lanka particulièrement, la question de la terre, de la disponibilité de terres pour reconstruire, se pose avec acuité. En Inde et en Indonésie, aussi. Le réseau Caritas veut soutenir les efforts de Sedec, la Caritas du Sri Lanka, auprès de son gouvernement en ce domaine. Il faut donc ouvrir des coopérations internes nouvelles au sein des organisations humanitaires entre les "urgentistes" et les "politiques"⁴.

Grâce au tsunami, deux autres thématiques surgissent clairement. D'abord, la nécessaire intégration, dans les programmes d'urgence et de reconstruction, de la dimension « Paix et Réconciliation ». Les aides apportées doivent se situer dans une dynamique de soutien à ces processus, en Indonésie et au Sri Lanka, mais aussi au Darfour, au Kosovo, en Tchétchénie, en Colombie ; le tsunami met en place des situations nouvelles à intégrer aux programmes à long terme.

La protection spécifique des femmes et des enfants est un sujet qui a particulièrement pris de l'importance à l'occasion du tsunami. La montée du trafic humain doit conduire à des volets d'action particuliers dans les programmes post-catastrophes. Ainsi, au Pakistan, la question des femmes seules, dont les maris sont décédés suite au tremblement de terre d'octobre 2005, est-elle inquiétante. [...]

Les conséquences du tsunami vont, pour longtemps, peser sur des millions de victimes. Pour les gouvernements des pays sinistrés et des pays donateurs, pour les Nations unies, souvent efficaces

4. En Colombie, la Caritas met en avant l'assistance, la promotion, la formation aux droits de l'homme et le plaidoyer, au sein de la campagne de trois ans de Caritas Internationalis pour une paix juste et négociée. En République démocratique du Congo, la Caritas mène une campagne pour les élections, tout en assumant les opérations d'urgence surtout alimentaires.

dans la coordination car “au-dessus des parties”, pour les ONG engagées dans des programmes d’ampleur heureusement inhabituelle, le tsunami est l’occasion d’évaluer et de réviser des politiques en pensant à l’avenir. »

Voir aussi : *Bangladesh, Développement humain intégral, Militaires.*

Vie du réseau

Dans la durée. Et décentralisé !

La coordination des réponses d'urgence est une des tâches principales attendues par les membres du réseau Caritas même si d'autres champs de coordination existent.

Mais la bonne harmonisation dans l'action d'urgence, de réhabilitation voire de développement ensuite, car elles sont articulées dans le temps et la conception, est la source première de l'efficacité de la réponse. Au fil des ans les mécanismes s'affinent dans un esprit croissant de partenariat voulant vivre du principe de subsidiarité souvent délicat à comprendre¹ respectant la fonction de coordination de l'organisation locale d'abord, responsable de l'action en première ligne, connaissant mieux que quiconque les forces et les faiblesses de l'Église et des réseaux locaux, imprégnée des mentalités et des coutumes, actrice dans la durée car présente avant, pendant et après la catastrophe.

Les exemples de mise en œuvre de cette coordination sont légion. Au début des années 1980 déjà la nomination d'une agence

1. « Nous souscrivons au principe de subsidiarité en vertu duquel toute organisation membre est autonome pour les activités qui se déroulent sur son propre territoire national. Partant, la responsabilité globale de la gestion d'une intervention d'urgence donnée appartient à la Caritas nationale et à l'Église locale. En conséquence, toute aide fournie par une organisation membre à un pays donné doit être fondée sur un dialogue préalable avec l'organisation membre de ce pays et être suivie d'un échange continuuel d'informations. En même temps, [...] les organisations membres dans les pays touchés par une catastrophe s'engagent à utiliser les structures et mécanismes de la confédération afin d'exploiter la totalité du potentiel de la confédération et de ses organisations membres pour répondre aux besoins des victimes. » *Directives pour les urgences*, Caritas Internationalis, 2007.

de liaison auprès de la Caritas du pays sinistré permet des progrès immenses, au Tchad par exemple où la Caritas Suisse joue ce rôle du fait de son expertise en matière de développement.

La crise des réfugiés du Kosovo de 1999 fait affluer des ONG de partout. Les actions d'aide sont massives ; il faut nourrir, vêtir, loger. Tous les moyens sont bons dans un contexte de pays pauvre, désorganisé avant la crise et par elle. Même pour notre réseau la coordination fut délicate. Heureusement qu'un prêtre espagnol motivé, assisté d'un Italien méthodique met de l'ordre et dirige les opérations de Caritas en Albanie avec délicatesse et fermeté. Les conflits sont fréquents et je suis amené ici et dans toute l'Europe à jouer un rôle de médiateur. Nous organisons d'ailleurs vite un système de coordination couvrant toute l'ancienne Yougoslavie et l'Albanie qui fonctionne utilement pendant les quelques années nécessaires.

Neuf réunions du Balkans Steering Group et du Balkans Desk Officers Meeting créés par Caritas Internationalis et Caritas Europa conjointement se tiennent à partir de mi-1999. Ces deux lieux constituent des outils de coordination efficaces, rassemblant Caritas Albanie, Caritas Macédoine, Caritas Yougoslavie devenue maintenant Serbie et Monténégro puis Serbie, la Caritas diocésaine du Kosovo, les agences de liaison, avec Caritas Internationalis et Caritas Europa. Au début il s'agit de faire face à la crise du Kosovo et à ses impacts régionaux. Ensuite le travail dans la durée tous ensemble est au centre des préoccupations.

Au Kosovo, dans ce territoire anciennement partie de la Yougoslavie et qui tentera tout pour devenir indépendant, ce qui se fera début 2008, la situation est difficile en 1999 après la fuite des réfugiés en Albanie sous la pression des forces serbes, des retours, des tensions internes fortes entre des communautés ethniques et religieuses.

La situation humanitaire mérite une forte coordination de notre réseau. La Caritas Suisse est donc chargée de la mise en place de politiques communes.

Catholic Relief Services, la Caritas américaine rend d'immenses services grâce à sa force de frappe. Elle organise des transports à

partir de Thessalonique en Grèce jusqu'au Kosovo via la Bulgarie. Cent cinquante points de distribution dans tout le « pays » permettent de servir quatre cent mille personnes en nourriture, médicaments et produits d'hygiène. Un peu plus tard, on développe des programmes de distribution de bois de chauffage.

À la fin de notre séjour de l'été 1999, avec le directeur de Caritas Suisse, Jürg Krummenacher et le secrétaire général de Caritas Internationalis Duncan MacLaren, nous faisons le point et validons le mécanisme de coordination mis en place peu avant et que je préside. La Caritas américaine assure un rôle de chef de file en Macédoine, l'italienne en Albanie, la suisse en Serbie-Monténégro et au Kosovo comme en Bosnie-Herzégovine. La Croatie et la Slovénie voguent de leurs propres ailes.

La variété des situations, tsunami, cyclones du golfe du Bengale, tremblements de terre en Amérique centrale ou en Chine, guerres en Irak, en Afrique ou en Afghanistan, exige des principes et des méthodes d'action. Ils ont été approuvés lors de l'assemblée générale de la confédération de 2007 en maintenant le fonctionnement de groupes de travail plus spécialisés par pays ; une dizaine de pays en situation critique en bénéficient pour associer la Caritas locale et ses partenaires principaux dans la durée, Colombie, Pakistan, Irak, etc.

Un précepte non écrit guide les mises en œuvre : celui d'éviter absolument la création et le développement de grosses structures internationales. Les membres du réseau refusent des personnels internationaux nombreux et des budgets massifs à financer par des cotisations. Ils préfèrent des instances régionales et internationales légères, comme le Secrétariat à Rome. En contrepartie ils acceptent et même revendiquent de pouvoir associer certains de leurs personnels aux activités internationales de régulation, de coordination. Cette attitude a l'effet bénéfique de fabriquer du réseau².

2. En Haïti, suite au tremblement de terre de janvier 2010, l'organigramme mis en place prévoit la présence de personnes du réseau travaillant comme « contreparties »

Dans le domaine de l'urgence, ils vont donc être prêts à venir soutenir la Caritas du pays sinistré si elle se révèle trop faible au cours des trois périodes classiques d'intervention, la phase d'assistance humanitaire des premières semaines, la phase de réhabilitation puis la reprise des politiques de développement. Souvent des personnes ignorantes voudraient que tous les budgets soient alloués à la première, en nourriture et soins médicaux. Que faire alors pour reloger, relancer les activités économiques, la formation voire les programmes de prévention pour les catastrophes futures?

La prise de position médiatisée de Médecins sans frontières début 2005 lors du tsunami demandant aux donateurs de ne plus lui verser de fonds est celle d'une organisation agissant au cours de la première phase d'assistance. Elle ne correspond à rien pour les activités de long terme, de promotion et de développement. Il est toujours étrange de réaliser que certains médecins ne pensent qu'aux soins immédiats; la convalescence et la rééducation sont pourtant des concepts et des pratiques qu'ils fréquentent tous les jours.

Ces principes de coopération du réseau Caritas vont se retrouver selon des modalités spécifiques dans d'autres domaines d'activité.

Le travail régional par exemple associe les membres d'une même zone. En Europe des commissions thématiques regroupent des représentants des différents pays et la pratique a été de veiller à ce que chaque membre participe au moins une fois par an à une réunion européenne, pour fabriquer du réseau toujours.

des membres du personnel local « afin de les soutenir et les conseiller dans leur travail et pour aider Caritas Haïti à accroître sa capacité à planifier et à gérer ce type de programme à l'avenir ». Les postes concernés sont ceux des relations avec les partenaires, de la coordination des opérations et des responsabilités techniques en matière d'eau, d'assainissement, de santé, de distributions alimentaires, d'abris, de stockage, de transport, de gestion, de finance, de sécurité, etc. : au total, une vingtaine de personnes pour la phase de la première urgence. De plus, plusieurs psychologues spécialisées dans le soutien aux personnes traumatisées par une catastrophe sont envoyées par Caritas Liban pour épauler les salariés et bénévoles de Caritas Haïti.

La commission Migrations a élaboré des principes d'action par exemple pour l'accueil des étrangers selon des standards *minimum*, a développé une politique en matière de traite et de trafic, de plaider. Elle a acquis une vraie réputation au sein de l'Union européenne. Composée d'une dizaine de personnes qui se renouvellent à intervalles réguliers, elle se réunit quatre fois par an. Son rapport « Migrations, un passeport pour la pauvreté ? » de 2006 se clôture par neuf recommandations sur la pauvreté et l'exclusion des immigrants en Europe relatives à l'application des lois internationales et nationales renforçant les droits des immigrants, à l'ouverture de canaux pour une immigration légale de main-d'œuvre, etc.

D'autres commissions travaillent sur les politiques sociales, la question du développement et de l'Union européenne, sa politique humanitaire voire extérieure à propos de pays auxquels le réseau Caritas porte une attention spécifique comme la Palestine, la Colombie, le Darfour, la zone des grands lacs africains.

Les soutiens à apporter aux membres de Caritas Europa font partie de l'agenda. Leur nombre s'est accru fortement à l'Est suite à la chute du mur de Berlin en 1989. Ils ont eu besoin d'un appui structurel de démarrage, sachant que certains peu soutenus par une présence catholique locale, comme en Russie par exemple, auront besoin longtemps de cette solidarité.

En Amérique latine et Caraïbes, un travail de formation se fait comme des actions thématiques, au sujet des effets de l'extraction minière par exemple. En Afrique beaucoup de temps est consacré au bon fonctionnement des mécanismes de partenariat avec les membres du Nord qui ont parfois tendance pour des raisons de financement et d'efficacité à court terme à ouvrir des bureaux à côté des Caritas nationales, ce qui peut générer des tensions si les montages sont mal négociés. La région Océanie a stimulé la réflexion de l'ensemble de la confédération sur la question du changement climatique. En Asie, les processus d'animation des groupes de base ont toujours fait partie du capital du réseau.

Au niveau mondial de la confédération, les membres agiront de la même manière en collaborant au travail sur le sida, aux relations avec les organisations des Nations unies, à l'engagement massif pour les annulations de dettes et l'action de plaider auprès des institutions financières internationales.

La confédération a ainsi pu évoluer ces dernières années, développant un professionnalisme, appliqué à la gestion de ses membres et à l'engagement dans un monde qui a bien besoin de réaliser que la lutte contre la pauvreté doit devenir une de ses priorités.

Caritas, organisme de l'Église et de la société civile, agit ainsi en symbiose avec le pape Paul VI et son encyclique *Populorum Progressio* appelant au développement intégral de tous, avec le pape Jean-Paul II et son encyclique *Centesimus annus* qui réaffirme l'option préférentielle pour les pauvres, non exclusive ni discriminatoire à l'égard d'autres, avec le pape Benoît XVI et son encyclique *Deus Caritas est* dans laquelle l'auteur écrit : « Un État qui ne serait pas dirigé selon la justice se réduirait à une grande bande de vauriens, comme l'a dit un jour saint Augustin » (n° 28).

Remerciements

Mes remerciements vont à tous ceux qui m'ont fait découvrir les réalités humaines de leurs pays et forment un tissu mondial de solidarité : les pauvres et déshérités des pays visités, les responsables des organisations Caritas et de leurs partenaires. Ces entrepreneurs de Justice sont l'âme de ce livre.

Mes remerciements s'adressent à Éric Fottorino qui m'a accueilli chaleureusement et fait le cadeau d'une préface.

Mes remerciements vont à Daniel Druésne qui a su me guider et me soutenir dans la durée pour la conception et la rédaction de ce livre qui veut contribuer à l'information et à la réflexion sans esprit d'exhaustivité.

Mes remerciements vont à Francine Évrard qui m'a accompagné depuis des années tant dans la réflexion que dans la mise en forme de nombreux textes inclus dans ce livre.

Mes remerciements vont à celles et ceux avec lesquels, en voyageant, j'ai partagé des découvertes et des émotions qui nous ont changés.

Merci à : Père Moussa Adeli/Jordanie, Mgr Lucien Monsi Agboka†/Bénin, Silverio Agea Rodriguez/Espagne, Annie Algalarrondo-Alvear, Père François d'Alteroche, Mgr Yvon Ambroise/Inde, Karl Amman/Allemagne, Lazlo Andanyi/Hongrie, Hubert Anquetin, Alessandra Arcidiacono/Caritas Internationalis, Sœur Rose-Marie Arouna/Bénin, André Aumonier†, Guy Aurenche, Youssif Baboshy/Irak, Laurence Banapour/Iran, Natalia Bandera/Caritas Europa, Juraj Barat/Slovaquie, Vincent Baratelo/

Croatie, Albert Barnes/Norvège, José Barrientos/Bolivie, Kevin Beattie/Indonésie, Caroline Beau, Paolo Beccegato/Italie, Hélène Beck, Michel Benoist, Jean-René Berthélémy, Jacques Bertrand/Caritas Internationalis, François Bertrand, Cardinal Raphaël Bidawid†/Irak, Cardinal Louis-Marie Billé†, Walter Blake/États-Unis, Eugen Bleyler/Allemagne, Michèle Blondon, Père Lazare Bobgho†/Burkina Faso, Père Krishna Bahadur Bogati/Népal, Père Marina Bohn/Brésil, Pierre Boisard†, Bernard Bouchez, Père Henri Boulad/Égypte, Faïq Bourachi/Irak, Henri Boutet, Marcia Boxill/Antilles, Dr Pierre Bradi/Liban, Enrique Brito/Mexique, Kathy Brown/Amérique du Nord, Marie-Odile Bruny†, Patrick de Bucquois/Belgique, Bettina Bühler/Suisse, Cesare Bullo/Éthiopie, Mgr Pierre Bücher/Suisse, Jean-Jacques Burgard†, Jean-Yves Cado, Fabienne Caël, Père Edgars Čakuls/Lettonie, Père German Calix/Honduras, Sean Callahan/États-Unis, Rémi Champion/ Mauritanie, Mgr Carlos Camus/Chili, Denis Cangy/Caritas Internationalis, Hilda Carrera, Yves Casalis, Michael Casey/ Canada, Jean Cellier, Najla Chahda/Liban, Père Victor Chelhot†/Syrie, Paul Chittnis/Écosse, Père Pierre Cibambo/République démocratique du Congo, Mgr Antun Cirimotic/Macédoine, Santos Cirujano†/Espagne, Geneviève Colas, Anouk Coqblin, Noël Copin†, Cathy Corcoran/Angleterre, Cardinal Josef Cordes/ Vatican, Hubert Cornudet/Caritas Europa, Bitu D'Costa/Bangladesh, Louis de Courcy, Christophe Courtin, Mgr Joseph Coutts/Pakistan, Eugenio Cruz da Fonseca/Portugal, Thierry Cuenot, Antony Curmy/Malte, Père Nauri Daisuke/Japon, Mgr Jean Dardel†, Mgr Jacques David, Maghalhaes De Sousa/Brésil, Mgr Hilton Deakin/Australie, Patricia Debeer/Caritas Europa, Sébastien Dechamps, Nicolas Degboué/Sénégal, Jean-Pierre Denis, Père Michel Descombes/ Rwanda, Jean-Marie Destrée, Jacques Dinan/Maurice, Clare Dixon/Angleterre, Joseph Donnelly/New York, Gonzalo Dopchie/Belgique, Maria Cristina Dos Anjos/Brésil, Tsetomir Doumanov/Bulgarie, Mgr Michel Dubost, Sœur Léonie Duchamou/Bénin, Mgr Pierre André

Dumas/Haïti, Jean-Michel Dumay, Terry Dutto/Italie, Mgr Joseph Duval†, Régis Merveilleux Du Vignaux, Jan Egeland/Nations unies, Kari Mette Eidem/Norvège, Mgr Fouad El Hage†/Liban, Père Amid El Maaz/Liban, Khawla Elia Jajo/Irak, Roger Elophe, Heidelinde Elstner/Allemagne, Hector Manuel Endarra Hill/Panama, Rita Erle/Lettonie, Cardinal Roger Etchegaray/Vatican, Jean-Pol Évrard, M^e Joseph Farah/Liban, Michel Fauqueux, Colette Fearon/Angleterre, Père Damian Fernando/Sri Lanka, Martin Féron, Eber Ferrer/Caritas Internationalis, Père Paolos Fessehaie/Érythrée, Père Mirosław Fiala/République tchèque, Julian Filochowski/Angleterre, Père Robet Fleurot/Maurice, Augusti Font Gonzales/Andorre, Marie-Agnès Fontanier, Emilio Fracchia/Paraguay, Michel Fraise, Père Adriano Franchini/Turquie, Mgr Andrew Francis/Pakistan, Père Milos Frank/Hongrie, Leslie Frederics/Pakistan, Wolfgang Fritz/ Allemagne, Ettore Fusaro/Italie, Louis Gaben, Père Nabil Gabriel/Égypte, José Maria Gallardo/Caritas Internationalis, Daniel Galun/Serbie, Magdy Garas/Égypte, Johan Gärde/Suède, Mgr Macram Max Gassis/Soudan, Esther Geisser/Caritas Internationalis, Mgr Boutros Gemayel/Chypre, Abba Kidane-Mariam Ghebray/Éthiopie, Anila Gill/Pakistan, Père Erny Gillen/Luxembourg, Vincent Godebout, Hélène Gobeil/Canada, Mgr Jaime Pedro Gonçalves/Mozambique, Père Denis Gonzales/Algérie, Doct Joseph Goudote/Bénin, Henri Gouraud, Antonietta Grando/Italie, Mgr Affonso Felipe Gregory†/Brésil, Père Robertas Grigas/Lituanie, Jack de Groot/Australie, Abid Gulzar/Pakistan, Mgr Dinualdo Gutierrez/Philippines, Claudette Habesch/Jérusalem, Keneth Hackett/États-Unis, Aude Hadley, Cardinal Stephen Hamao†/Vatican, Mgr Martin Happe/Mauritanie, Harald Happel/Allemagne, Père Thomas Harvey/États-Unis, Nathalie Hascoët, Jamal Hattar/Jordanie, Gabriel Hatti/Mauritanie, Mgr Antoine Hayek/ Liban, Mary Healy/Irlande, Rosette Héchaimé/Liban, Père Hector Fabio Henao Gaviria/Colombie, Père Francisco Hernandez/Costa Rica, Luc Heymans/Belgique, Günter Hölter/Allemagne, Sanja Horvat/

Bosnie-Herzégovine, Dana Hradcova/République tchèque, Alfredo Hubart/Mexique, Marianne Huber/Suisse, Richard Hubert†, Père Paul Huot-Pleuoux, Mgr Georg Hüssler/Allemagne, Me Fady Ibrahim/Liban, Hermann Icking†/Allemagne, Père Oreste Incimatata/Rwanda, Amir Irfan/Pakistan, Christian Issifi/Niger, Mgr Raymond Izard, Peter Jacob/Pakistan, Père Pedro Jaramillo/Caritas Internationalis, Élisabeth Jensen/Caritas Internationalis, Aloysius John, John Joseph/Pakistan, Georges Joseph/Suède, Père Harmut Kania†/Russie, Godelive Kankindi/Caritas Europa, Bruno Kapfer/Caritas Europa, Natalia Kasavzenva/Biélorussie, Busby Kautoke/Tonga, Mgr William Kenney/Suède, Johan Ketelers/Genève, Georges Khoury/Liban, Marie Kieffer/Mauritanie, Justin Kilculen/Irlande, Norbert Kilieger/Suisse, Stephen King/Angleterre, Fridolin Kissling†/Suisse, Lesley-Anne Knight/Caritas Internationalis, Natalia Kovaliv/Caritas Europa, Anatoliy Kozak/Ukraine, Sedna Kralova/République tchèque, Gernot Krauss/Allemagne, Jürg Krummenacher/Suisse, Franz Küberl/Autriche, Michel Kubler, Walter Laestch/Suisse, Gilbert Lagouanelle, Mgr Emmanuel Lafon, Mgr Stanislas Lalanne, Ludovic de Lalaubie, Mgr Vincent Landel/Maroc, Père Jean Claude Lavigne, Père Wojciech Lazewski/Pologne, Marianne Le Gall Diongue, Jean-Claude Lebrun, Père François Lefort, Yves Lefort, Roger Lehmann, Claire Lenfant, Père Francis Lerda†/Hong Kong, Jean-Yves Lescazes, Pierre Levené, M^e Marc Leyenberger, Martina Liebsch/Caritas Europa & Caritas internationale, Jürgen Lieser/Allemagne, Maryse Livoir†, Mgr Antony Lobo/Pakistan, Cristina Loghin/Roumanie, Mgr Paolino Lukudu/Soudan, Stefan Lunte/Comece, Jeanne Macherel, Père Michael MacKensie/Kiribati, Duncan MacLaren/Écosse, Père Elie Madi/Liban, Stefan Maier/Autriche, Soeur Rosane Mallillin/Philippines, Mgr Dominique Mamberti/Vatican, Janeth Marquez Monsalve/Venezuela, Pablo Martin/Espagne, Ernesto Martinho/Mozambique, Cardinal Renato Martino/Vatican, Mgr Paul Matar/Liban, Père Vargese Mattamana/Inde, Père Hubert Matusiewicz/Caritas Internationalis, Mgr François Maupu,

Mgr Samir Mazloun/Liban, Annalisa Mazzella/Caritas Europa, Gerhard Meier/Caritas Internationalis, Père Bonnie Mendes/Pakistan, Mgr Joseph Merej/Liban, Pierre Michaca/Liban, Anne Marie Michel, Père Guido Miglietta/Italie, Paul Miller/États-Unis, Liana Mkheidze/ Géorgie, Isa Lei Moberg/Suède, Kamel Mohanna/Liban, Juan Morello/Espagne, Philippe Morié, Oliver Muller/Allemagne, Belinda Mumcu/Turquie, Margareth Mwaniki/Kenya, Mgr Pascal N'Koué/Bénin, Cardinal Alexandro do Nascimento/Angola, Sœur Yola Nasr/Liban, Mgr Francis Ndamira/Ouganda, Patrick Nicholson/Angleterre, Sr Mary Joan Nievaes/Thaïlande, Josh Niraula/Népal, Marie Bernadette Noël, Serge Nogatchewsky, Michel Noirost Nérin, Odilo Noti/Suisse, Mgr Ken Nowakowski/Ukraine, Mgr Jean Bosco Ntep/Cameroun, Maddalena Occhetta/Genève, Hans Ohen/Suisse, Benoît Omont, Mgr Oscar Paez/Paraguay, Mgr Charles Palmer-Buckle/Ghana, Lagle Parek/Estonie, Doct Yvette Pares/Sénégal, Mgr Pietro Parolin/Vatican, Emanouil Patashev/Bulgarie, Jessica Pearl/États-Unis, Natalia Peiro Perez/Espagne, Mgr Louis Pelâtre/Turquie, Georges Pellen, Père Benu Penoukou/Togo, Jeffrey Pereira/Bangladesh, Mgr Harold Antony Perera/Sri Lanka, Jean-Claude Petit, Christoph Petrick-Schweifer/Autriche, Mgr Sotero Phamo/Myanmar, Wim Piels/Pays-Bas, Père Alexandre Pietrzyk/Russie, Jose Manuel Pinto/Mozambique, Françoise Plinate, Frans Polman/Pays-Bas, Mgr Joseph Prathan Sridarunsil/Thaïlande, Tom Preku/Albanie, Mgr Jaime Prieto Amaya/Colombie, Robert Prigent†, Kveta Princova, République tchèque, Franz Prüller/Autriche, Paul Pun Chi Meng/Macau, Madeleine Raffin/Rwanda, Père Bosiljko Rajic/Bosnie Herzégovine, Florence Ralisiarisoa/Madagascar, René Ramamonjisoa/ Madagascar, Roberto Rambaldi/Italie, Mgr Peter Remigius/Inde, Bertrand Révillon, Doct Rita Rhayem/Liban, Doct Mariam Richards/Pakistan, Jean Pierre Richer, Nicole Rivett†, Mgr Jean Rodhaint†, Mgr Max Rodriguez/Pakistan, Cardinal Oscar Andrés Rodríguez Maradiaga/Honduras, Gonzague de Roquefeuille, Mgr Albert Rouet, Michel Roy,

Benedict D'Rozario/Bangladesh, Raymond Rozario/Pakistan, Mgr Joseph Roziert†, Clement Rweramira/ Tanzanie, Mgr Michel Sabbah/Jérusalem, Aferdita Sadiku/Albanie, Sleiman Saikali/Turquie, Mgr Lawrence Saldana/ Pakistan, Martin Salm/Allemagne, Père Louis Samaha/ Liban, Paul Samangassou/Cameroun, Père Antonio Sandoval/Mexique, Père Sanny Sanedrin/Caritas Internationalis, Mgr Anselme Sanon/Burkina Faso, Père Mihál Sapel/Bielorussie, Mark Schnellbaecher/États-Unis, Père Marian Schwark/Togo, Père André Sene/Sénégal, Cardinal Nasrallah Sfeir/Liban, Vincent Sibout/Maroc, Père Pramudji Sigit/Indonésie, Otilia Sirbu/Moldavie, Mgr Martinus Situmorang/Indonésie, Michael Smith/Nouvelle Zélande, Père Larry Snyder/États-Unis, Antoine Sondag, Japp van Soost/Pays-Bas, Carmen et Vincente Sotta Baros/Chili, Doct Nagi Souaiby/Liban, François Soulage, Mgr Michai Kitbunchu/Thaïlande, Père Roman Stäger/Caritas Internationalis, Hans Staubli/Suisse, Alojzij Stefan/Slovénie, Liz Stone/Australie, Laura Stopponi/Italie, Eileen Sudworth/ Angleterre, Cardinal Kazimierz Świątek/Biélorussie, Père Witold Szulcznski/Géorgie, Mgr Stanilaw Szyrokoradiuk/Ukraine, Mgr Paride Taban/Soudan, Jihane Tabet/Liban, Mgr Dominique Tang†/Chine, Hippolyte Tapsoba†/Burkina Faso, Père Jorge Techera/Uruguay, Père Stefanos Tedla/Éthiopie, Mgr Segundo Munoz Tejado/Vatican, Mgr Priamo Tejada/Saint Domingue, Jacques Thibert, Joël Thoraval, Cardinal François-Xavier Van Thuan†/Vatican, Père Wilnès Tilus/Haïti, Henri Tincq, Marta Titaniec/Pologne, Mgr Silvano Tomasi/Genève, Jacqueline Tordoir/Caritas Europa, Père Enrique Gonzales Torres/Mexique, Darko Tot/Serbie, Anton Totonjian/Arménie, Mgr Noël Traenor/Comece, Luc Trouillard, Cardinal Paulos Tsadua/Éthiopie, Ketí Tskitschvili/Géorgie, Christine Tucker/États-Unis, Père Frank Turner/Angleterre, Mgr Fouad Twal/Jérusalem, Irina Tymkova/ Russie, Robert Urbé/ Luxembourg, Senolita Vakata/Tonga, Sœur Geneviève Vatin-Perrignon/Tunisie, Ernst Verdieut/Haïti, Daniel Verger, Peter Verhaeghe/Caritas

Europa, Dominic Verhoeven/Belgique, Mgr Fernando Vianney/Sri Lanka, Catherine, Christine et Françoise Viénot, Suzanne† et Gilles Viénot, Père Nelson Viola/Argentine, Genadzi Vischnevskij/Biélorussie, Père Joseph Pibul Visitnondachai/ Thaïlande, Mgr Robert Vitillo/ Genève, Père Antoine Voutsinos/Grèce, Stefan Wallner/Autriche, Marius Wanders/Caritas Europa, Andrij Waskowycz/Ukraine, Chico Whitaker/Brésil, Michael Whiteley/Australie, Michael Wiest/États-Unis, Javaid William/Pakistan, Will de Wolf/Caritas Europa, Reinhard Würkner/Allemagne, Père Michael Yeung/Hong Kong, Raymond Yoro/Niger, Père Emmanuel Yousaf/Pakistan, Samy Yousif Toma/Irak, Karel Zelenka/États-Unis, Kathi Zellweger/Hong Kong, Cardinal Joseph Zen Ze-kiun/Hong Kong, Peter Zilhman/Suisse, Cardinal Gabriel Zubeir Wako/Soudan.

Table

<i>Préface</i> , d'Éric Fottorino	7
<i>Préambule</i> , de Daniel Druesne	11
Afghanistan	19
Agriculture	23
Amérique latine	27
Animation	33
Audit	36
Bangladesh	39
Caritas	61
Chrétiens arabes	70
Climat	75
Coca	82
Cohérence	84
Collecte de fonds	87
Communautés ecclésiales de base	92
Coordination externe	94
Corruption	98
Darfour	104
Dette des pays pauvres	112
Développement	117
Développement humain intégral	122
Droits humains	126
Eau	130
Église-État	133

Enfants	136
Enseignement social de l'Église	140
Esclavage	145
Étrangers réfugiés	148
Exploitation minière	159
Femmes	161
Forum social mondial	169
Gestion	174
Gouvernance	179
Guérillas	182
Guerres	184
Interreligieux	196
Justice	199
Laïcs	205
Mentalités	212
Microfinance	218
Militaires	225
Mondialisation	231
Mort	234
Nouvelles Caritas	236
Objectifs de développement du millénaire	244
Œcuménisme	248
Paix, réconciliation	251
Palestine	258
Partage	265
Partenariat	269
Persécutions	275
Plaidoyer Colombie	279
Plaidoyer Croatie	284
Plaidoyer Irak	287
Plaidoyer au Nord	300
Réseau	303
Roms	309
Sida	313

Social	317
Synode européen	327
Traite des êtres humains	334
Tsunami	341
Urgences	348
Urgence et développement local	363
Vie du réseau	369
<i>Remerciements</i>	375



Composition et mise en pages réalisées par
Sud Compo - 66140 - Canet-en-Roussillon
256/2010

Achevé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie

en mars 2010

N° d'imprimeur: XXXXX

Dépôt légal : avril 2010

Imprimé en France

Pour être informé des publications
des Éditions Desclée de Brouwer
et recevoir notre catalogue,
envoyez vos coordonnées à :

Éditions Desclée de Brouwer
10, rue Mercœur
75011 Paris

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Code postal :
Ville :
E-mail :
Téléphone :
Fax :

Je souhaite être informé(e) des publications
des Éditions Desclée de Brouwer